

Bundesversammlung

Assemblée fédérale

Assembla federale

Assamblea federala



II/2014

1421-4067

# Résumé des délibérations

## Première partie

### Session spéciale mai 2014

13e session de la 49e législature  
du lundi 5 au jeudi 8 mai 2014

Séances du Conseil national:  
5, 6 (II), 7 (II) et 8 mai (6 séances)

### Session d'été 2014

14e session de la 49e législature  
du lundi 2 au vendredi 20 juin 2014

Séances du Conseil national:  
2, 3, 4 (II), 5, 10, 11, 12 (II), 13, 16, 17, 18 (II), 19 (II) et 20 juin (17 séances)

Séances du Conseil des Etats:  
2, 3, 4, 5, 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 19 (II) et 20 juin (14 séances)

Séance de l'Assemblée fédérale (Chambres réunies):  
18 juin

Le résumé des délibérations est publié après chaque session. Il renseigne sur l'état des affaires en cours de traitement dans les conseils législatifs ou liquidées pendant la session. Ce périodique comprend deux parties. La première contient un aperçu général de tous les objets ainsi que des informations détaillées sur les objets du Conseil fédéral. La deuxième partie contient une liste alphabétique des interventions parlementaires, des informations détaillées sur ces interventions (texte, proposition du Conseil fédéral et décision) ainsi qu'une liste des questions avec mention de leur liquidation.

**Abréviations**

CE	Conseil des Etats
CN	Conseil national
Ip.	Interpellation
Ip.u.	Interpellation urgente
Mo.	Motion
Po.	Postulat
Q	Question
QU	Question urgente

CIP	Commission des institutions politiques
CPE	Commission de politique extérieure
CPS	Commission de la politique de sécurité
CSEC	Commission de la science, de l'éducation et de la culture
CSSS	Commission de la sécurité sociale et de la santé publique
CTT	Commission des transports et des télécommunications

**Groupes**

BD	Groupe BD
CE	Groupe PDC-PEV
G	Groupe écologiste
GL	Groupe vert libéral
RL	Groupe libéral- radical
S	Groupe socialiste
V	Groupe de l'Union démocratique du Centre

**Commissions**

CAJ	Commission des affaires juridiques
CdF	Commission des finances
CdG	Commission de gestion
CEATE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie
CER	Commission de l'économie et des redevances
CI	Commission de l'immunité

**Délégations et commissions communes**

AELE/PE	Délégation AELE / Parlement européen
APF	Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie
CGra	Commission des grâces
CJ	Commission judiciaire
CRed	Commission de rédaction
DA	Délégation administrative
DéICdG	Délégation des commissions de gestion
DF	Délégation des finances
DCE	Délégation auprès du Conseil de l'Europe
DSN	Délégation de surveillance des NLFA
OSCE	Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE
OTAN	Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (membre associé)
UIP	Délégation auprès de l'Union interparlementaire

**Présentation du titre des objets**

N	103/12.031	n	Navigation maritime. Conventions
↓	↓	↓	↓
Titre de l'objet			
Premier conseil chargé de l'examen (n : Conseil national, é : Conseil des Etats)			
Numéro d'objet (année, numéro d'ordre)			
Numéro courant de la session. Ce numéro renvoie à la partie générale du résumé, en remplacement d'un numéro de page			
Etat de l'objet :			
E	examiné par le Conseil des Etats		
N	examiné par le Conseil national		
NE ou EN	examiné par les deux conseils		
•	a fait l'objet d'un examen pendant la session		
*	nouvel objet		
x	liquidé		
+	décidé de donner suite à l'initiative parlementaire ou cantonale		

Les informations qui se trouvent dans le *Résumé des délibérations* sont également disponibles sur Internet ([www.parlament.ch](http://www.parlament.ch)), dans la banque de données "Curia Vista".

Les textes des interventions qui étaient imprimés dans la deuxième partie jusqu'à la session d'hiver 2006 y figurent aussi.

**Editeur :** Services du Parlement  
3003 Berne  
Tél. 058/322 97 04

**Distribution :** OFCL, Diffusion publications  
3003 Berne  
Tél. 058/465 50 03

## Aperçu général

### Objets du parlement

#### Divers

- x **1/14.005 né**  
Haute surveillance sur la construction de la NLFA en 2013
- x **2/14.010 né**  
Délégation parlementaire auprès du Conseil de l'Europe. Rapport
- x **3/14.011 né**  
Délégation auprès de l'Union interparlementaire. Rapport
- x **4/14.013 né**  
Délégation AELE/Parlement européen. Rapport
- x **5/14.014 né**  
Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Rapport
- x **6/14.020 né**  
Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Rapport
- x\* **7/14.206 é**  
Communication du canton de Glaris et assermentation
- x **8/14.209 n**  
Assermentation
- x\* **9/14.210 n**  
Assermentations

#### Chambres réunies

- x **10/14.204 cr**  
Autorité de surveillance du Ministère public de la Confédération. Renouvellement intégral pour la période de fonction 2015-2018
- x **11/14.207 cr**  
Tribunal pénal fédéral. Election d'un juge suppléant
- 12/14.208 cr**  
Tribunal fédéral. Renouvellement intégral 2015-2020
- \* **13/14.211 cr**  
Tribunal administratif fédéral. Présidence et vice-présidence
- \* **14/14.213 cr**  
Tribunal administratif fédéral. Deux membres

### Objets du Conseil fédéral

#### Département des affaires étrangères

- 15/13.105 n**  
Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Approbation
- 16/14.021 é**  
Cour pénale internationale. Amendement du Statut de Rome (crime d'agression et crimes de guerre)
- \* **17/14.039 n**  
Blocage et restitution des avoirs illicites de personnes politiquement exposées à l'étranger. Loi

- \* **18/14.047 né**  
Traités internationaux conclus en 2013. Rapport
- \* **19/14.050 é**  
Réduction des disparités économiques et sociales dans l'Union européenne élargie. Contribution de la Suisse en faveur de la Croatie

#### Département de l'intérieur

- NE 20/08.047 n**  
Loi fédérale sur l'assurance-accident. Modification
- EN 21/11.030 é**  
6e révision de l'AI. Deuxième volet
- x **22/11.034 n**  
Loi sur les denrées alimentaires. Révision
- EN 23/12.027 é**  
Surveillance de l'assurance-maladie sociale. Loi
- N **24/12.080 n**  
Loi sur les produits thérapeutiques. Révision
- E 25/13.029 é**  
Loi sur la transplantation. Révision partielle
- E **26/13.050 é**  
Loi sur le dossier électronique du patient
- EN **27/13.051 é**  
Diagnostic préimplantatoire. Modification de la Constitution et de la loi sur la procréation médicalement assistée
- E 28/13.060 é**  
Loi sur les professions médicales (LPMéd). Modification
- 29/13.080 é**  
LAMal. Compensation des risques; séparation de l'assurance de base et des assurances complémentaires
- E **30/14.017 é**  
Sécurité sociale. Convention avec l'Uruguay
- \* **31/14.044 é**  
Sécurité sociale. Convention avec la Corée

#### Département de justice et police

- NE 32/07.052 n**  
Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger. Loi. Abrogation
- EN 33/08.011 é**  
CO. Droit de la société anonyme et droit comptable
- EN 34/10.052 é**  
Loi sur l'asile. Modification
- NE 35/11.011 n**  
Devoirs et droits des employés exerçant une activité de conseil juridique ou de représentation en justice. Assimilation aux avocats indépendants. Classement
- x **36/11.022 n**  
Loi sur la nationalité. Révision totale
- E **37/12.011 é**  
Droit d'auteur. Moins de procès, davantage d'argent pour les ayants droit. Rapport du Conseil fédéral concernant le classement de la motion 08.3589
- NE **38/12.046 n**  
CP et CPM. Réforme du droit des sanctions

- NE 39/12.057 n**  
Développement de l'acquis de Schengen. Reprise du règlement portant création d'une agence pour des systèmes d'information
- NE 40/12.069 n**  
Compétence de conclure des traités internationaux. Application provisoire et traités de portée mineure
- N 41/13.018 n**  
Sécurité intérieure. Clarification des compétences. Rapport du Conseil fédéral
- N 42/13.021 n**  
Fondations. Renforcer l'attractivité de la Suisse. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 09.3344
- E 43/13.025 é**  
Loi sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication. Modification
- EN 44/13.030 é**  
Loi sur les étrangers. Modification. Intégration
- x 45/13.031 é**  
Loi sur les étrangers. Modification. Violation du devoir de diligence et de l'obligation de communiquer par les entreprises de transport aérien; systèmes d'information
- 46/13.036 é**  
Service universel. Disposition constitutionnelle
- E 47/13.049 é**  
CC. Partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce
- N 48/13.056 n**  
CP et CPM. Renvoi des étrangers criminels
- x 49/13.066 n**  
Concentration des compétences en matière de surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit. Loi
- 50/13.075 é**  
Loi sur le Tribunal fédéral. Extension du pouvoir d'examen aux recours en matière pénale
- x 51/13.086 é**  
Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles. Initiative populaire
- N 52/13.091 n**  
Pour le renvoi effectif des étrangers criminels (initiative de mise en oeuvre). Initiative populaire
- 53/13.094 é**  
CO. Protection en cas de signalement d'irrégularités par le travailleur
- 54/13.100 n**  
CO. Droit de la prescription
- N 55/13.101 n**  
Code civil. Entretien de l'enfant
- 56/13.109 n**  
Amélioration de l'échange d'informations entre les autorités au sujet des armes. Loi
- 57/14.015 n**  
Loi sur la signature électronique, SCSE. Révision totale
- 58/14.024 n**  
Mesures visant à garantir une meilleure compatibilité des initiatives populaires avec les droits fondamentaux. Classement (11.3468, Mo. CIP-N et 11.3751, Mo. CIP-E)
- N 59/14.025 n**  
Loi sur l'asile. Prorogation des modifications urgentes
- 60/14.029 n**  
Développement de l'acquis de Dublin/Eurodac. Reprise de la modification des bases légales
- \*E 61/14.031 é**  
Développement de l'acquis de Schengen. Reprise du règlement portant création d'un mécanisme d'évaluation destiné à vérifier l'application de l'acquis de Schengen
- \*E 62/14.032 é**  
Développement de l'acquis de Schengen. Réintroduction du contrôle aux frontières intérieures et modifications du droit d'asile et du droit des étrangers
- \* 63/14.034 n**  
CC. Enregistrement de l'état civil et registre foncier
- \* 64/14.035 é**  
CP. Dispositions pénales incriminant la corruption
- \* 65/14.037 é n**  
Constitutions des cantons de Zurich, de Berne, de Soleure, de Bâle-Campagne, des Grisons et du Vaud. Garantie
- \* 66/14.048 n**  
Coopération policière et douanière. Accord avec l'Italie
- \* 67/14.053**  
Loi sur le casier judiciaire (VOSTRA)
- Département de la défense, de la protection de la population et des sports*
- N 68/13.019 n**  
Stratégie de la protection de la population et de la protection civile 2015+
- x 69/13.090 n**  
Protection des biens culturels en cas de conflit armé. Loi. Révision totale
- x 70/13.104 n**  
Participation de la Suisse à la KFOR. Prolongation de l'engagement de la Swisscoy
- 71/14.022 n**  
Loi sur le renseignement
- E 72/14.030 é**  
Programme d'acquisition et de réforme de matériel d'armement 2014
- \* 73/14.052 n**  
Message sur les immeubles du DDPS 2014
- Département des finances*
- NE 74/11.047 n**  
Loi sur l'impôt anticipé. Modification (stimulation du marché suisse des capitaux)
- NE 75/11.057 n**  
Loi sur le contrat d'assurance. Révision totale
- EN 76/12.020 é**  
Loi sur l'alcool. Révision totale

- EN 77/12.036 é**  
LIFD et LHID. Adaptation aux dispositions générales du code pénal
- NE 78/12.101 n**  
Programme de consolidation et de réexamen des tâches. Loi
- 79/13.028 n**  
Centralisation des fournisseurs de prestations TI. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 07.3452
- E 80/13.055 é**  
Réforme fiscale écologique. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 06.3190
- x 81/13.057 é**  
Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux). Initiative populaire
- NE 82/13.073 n**  
Double imposition. Convention avec la France
- N 83/13.084 n**  
Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt. Initiative populaire
- 84/13.085 n**  
Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage. Initiative populaire
- x 85/13.087 n**  
Loi sur la remise de l'impôt
- N 86/13.092 n**  
Nouveau modèle de gestion de l'administration fédérale (NMG)
- x 87/13.093 é**  
Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or). Initiative populaire
- E 88/13.095 é**  
Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie. Initiative populaire
- x 89/13.096 é**  
Double imposition. Convention avec l'Australie
- x 90/13.097 é**  
Double imposition. Convention avec la Chine
- x 91/13.098 é**  
Double imposition. Convention avec la Hongrie
- x 92/13.099 é**  
Echange de renseignements en matière fiscale. Accords avec Jersey, Guernesey et l'île de Man
- EN 93/13.106 é**  
Groupe d'action financière. Mise en oeuvre des recommandations 2012
- 94/13.107 é**  
Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS (Réforme de la fiscalité successorale). Initiative populaire
- x\* 95/14.003 né**  
Compte d'Etat 2013
- x\* 96/14.007 né**  
Budget 2014. Supplément I
- \* 97/14.041 né**  
Budget 2015
- \* 98/14.042 né**  
Budget 2014. Supplément II
- \* 99/14.043 né**  
Plan financier 2016-2018
- \* 100/14.045 é**  
Message sur les immeubles du DFF 2014
- \* 101/14.049 é**  
Système européen de surveillance des frontières (EUROSUR). Reprise du règlement
- \* 102/14.051 é**  
Exonération des personnes morales poursuivant des buts idéaux. Loi
- Département de l'économie, de la formation et de la recherche*
- EN 103/12.028 é**  
Loi sur les cartels. Modification
- E 104/12.102 é**  
Droit des cartels. Equilibrer le dispositif des sanctions et le rendre plus efficace. Classement de la motion 07.3856
- x 105/13.038 n**  
Loi fédérale sur la formation continue
- x 106/13.044 n**  
Coopération en matière d'application de droits de la concurrence. Accord avec l'Union européenne
- NE 107/13.058 n**  
Initiative populaire sur les bourses d'études et révision totale de la loi sur les contributions à la formation
- x 108/13.067 é**  
Organisation internationale du Travail. Convention no 189
- x 109/13.070 n**  
Accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et les Etats de l'Amérique Centrale (Costa Rica et Panama). Approbation
- x 110/13.081 n**  
Domaine des EPF. Mandat de prestations 2008-2011/12
- E 111/13.110 é**  
Masters postgrades des HES. Maintien de la reconnaissance et de la protection des titres (11.3921, Mo. Bischofberger). Classement. Protection des titres délivrés par les filières formelles, y compris des masters postgrades des HES (12.3019, Po. CSEC-CN)
- N 112/14.016 n**  
Traité sur le commerce des armes. Approbation
- \* 113/14.040 n**  
Loi sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (LASRE). Modification
- Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication*
- NE 114/05.028 n**  
Réforme des chemins de fer 2
- NE 115/13.048 n**  
Loi sur la radio et la télévision. Modification
- x 116/13.062 n**  
Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur. Risques biotechnologiques. Responsabilité et réparation

- NE 117/13.068 *n*  
Loi sur le transport de voyageurs (transport de supporters). Modification
- N 118/13.072 *n*  
Loi sur les entreprises de transport par route et loi du droit pénal des transports. Modification
- 119/13.074 *n*  
Stratégie énergétique 2050, premier volet. Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative Sortir du nucléaire). Initiative populaire
- E 120/13.077 *é*  
Loi sur le transit routier dans la région alpine. Réfection du tunnel routier du Saint-Gothard
- x 121/13.082 *n*  
Aviation civile internationale. Répression des actes illicites
- x 122/13.102 *n*  
Plafond de dépenses pour promouvoir le trafic ferroviaire de marchandises à travers les Alpes. Modification
- E 123/13.108 *é*  
Programmes européens de navigation par satellite Galileo et Egnos. Approbation et mise en oeuvre de l'accord de coopération
- x 124/13.111 *n*  
Rapport sur le transfert du trafic 2013
- 125/14.019 *é*  
Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte). Initiative populaire et contre-projet indirect
- 126/14.023 *é*  
Résidences secondaires. Loi
- 127/14.026 *n*  
Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique (Initiative efficacité électrique). Initiative populaire
- N 128/14.027 *n*  
Élimination des goulets d'étranglement sur le réseau des routes nationales. Allocation des moyens financiers nécessaires
- N 129/14.028 *n*  
Trafic d'agglomération. Libération des crédits à partir de 2015
- \* 130/14.033 *é*  
Protocole de Kyoto. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Amendement de Doha
- \* 131/14.036 *n*  
Loi sur le transport de marchandises. Révision totale
- \* 132/14.038 *é*  
En faveur du service public. Initiative populaire
- \* 133/14.046 *é*  
Loi sur les forêts. Modification

#### Chancellerie fédérale

- N 134/13.069 *n*  
Loi sur les recueils du droit fédéral et la Feuille fédérale. Modification
- EN 135/13.088 *é*  
Loi sur la consultation. Modification

- NE 136/13.103 *n*  
Loi sur les droits politiques. Modification
- x 137/14.001 *én*  
Rapport de gestion du Conseil fédéral 2013
- x 138/14.002 *én*  
Rapport de gestion 2013 du Tribunal fédéral
- NE 139/14.006 *né*  
Motions et postulats des conseils législatifs 2013. Rapport

#### Initiatives des cantons

- 140/08.331 *é*  
Argovie. Promouvoir l'assainissement énergétique des vieux immeubles par des incitations fiscales
- 141/13.311 *é*  
Argovie. Pour une modification de la loi fédérale sur la protection des eaux
- + 142/10.329 *é*  
Bâle-Campagne. Introduction définitive du bracelet électronique
- x 143/11.316 *é*  
Bâle-Campagne. Discrimination de personnes handicapées. Modification du Code pénal suisse
- 144/11.317 *é*  
Bâle-Campagne. Améliorer la protection des jeunes adultes dans le cadre de la loi sur le crédit à la consommation
- EN 145/08.318 *é*  
Bâle-Ville. Passage à l'imposition individuelle
- + 146/10.327 *é*  
Bâle-Ville. Bracelet électronique
- EN 147/07.305 *é*  
Berne. Passer du système d'imposition du couple et de la famille à un système d'imposition individuelle, indépendant de l'état civil
- EN 148/08.316 *é*  
Berne. Interdiction des jeux vidéo violents
- 149/09.300 *é*  
Berne. Imposition des prestations d'aide sociale
- 150/10.322 *n*  
Berne. Pour l'introduction d'un congé rémunéré pour les parents d'enfants gravement malades
- 151/11.321 *n*  
Berne. Principe du "Cassis de Dijon"
- 152/12.302 *é*  
Berne. Installation d'éoliennes dans les forêts et à la lisière des forêts
- + 153/12.317 *é*  
Berne. Légalisation du contrat de fourniture de prestations d'ordre sexuel
- 154/12.318 *é*  
Berne. Calcul de l'unité de main-d'oeuvre standard dans l'agriculture. Modification
- 155/14.305 *é*  
Berne. Appels anonymes à manifester

- \* **156/14.313 é**  
**Berne.** Élimination du goulet d'étranglement Berne-Wankdorf-Muri
- EN **157/09.332 é**  
**Fribourg.** Interdiction des jeux vidéo violents
- 158/13.310 n**  
**Fribourg.** Interruption immédiate des négociations avec l'Union européenne au sujet d'un accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire
- EN **159/08.322 é**  
**Genève.** Pour une répression efficace de la petite délinquance
- + **160/09.319 é**  
**Genève.** Loi fédérale sur l'assurance-maladie. Modification
- + **161/09.320 é**  
**Genève.** Loi fédérale sur l'assurance-maladie. Introduction d'un plafond pour les réserves
- 162/10.323 é**  
**Genève.** LAMal. Assurance obligatoire des soins
- 163/11.318 é**  
**Genève.** Lutte contre le surendettement. Il est temps d'agir!
- 164/12.306 n**  
**Genève.** Durcissement des sanctions pour les infractions commises contre les autorités et les fonctionnaires
- E **165/12.308 é**  
**Genève.** L'ouverture de nouveaux cabinets médicaux
- 166/12.323 é**  
**Genève.** Elargissement de l'autoroute A1 à Genève
- 167/13.303 é**  
**Genève.** Pour un cadre légal interdisant la transmission de données personnelles
- 168/13.304 é**  
**Genève.** Modification de la Constitution fédérale (art. 8 al. 2) et du Code pénal (art. 261bis)
- \* **169/14.308 é**  
**Genève.** Instauration de conditions-cadres minimales nationales dans l'agriculture
- \* **170/14.310 é**  
**Genève.** Pour que le visa biométrique ne soit pas la mort de la Genève Internationale
- \* **171/14.311 é**  
**Genève.** Résolution pour une modification des articles 189 et 190 du code pénal et une redéfinition de la notion juridique de viol
- \* **172/14.312 é**  
**Genève.** Modification du volume du contingent tarifaire d'importation des vins ainsi que de son mode d'attribution
- 173/09.304 é**  
**Grisons.** Encourager l'assainissement énergétique des bâtiments
- 174/13.307 é**  
**Grisons.** Loi fédérale sur la protection des eaux. Modification
- 175/13.312 é**  
**Grisons.** Maintenir la valeur de la force hydraulique suisse
- 176/13.300 é**  
**Jura.** Pour une caisse-maladie unique et sociale
- 177/13.306 é**  
**Jura.** Amélioration de la rétribution à prix coûtant du courant injecté
- 178/11.301 é**  
**Lucerne.** Protéger les jeunes contre les jeux et les sports violents
- 179/12.321 é**  
**Lucerne.** Modification de la loi fédérale sur la protection des eaux
- 180/12.322 é**  
**Lucerne.** Accélérer les procédures d'asile
- 181/13.309 é**  
**Lucerne.** Extension du champ d'application de la loi sur le blanchiment d'argent au domaine de l'immobilier
- E **182/13.305 é**  
**Neuchâtel.** L'administration de la fortune des institutions de prévoyance
- \* **183/14.309 é**  
**Neuchâtel.** Congé maternel d'adoption
- 184/13.301 é**  
**Nidwald.** Loi fédérale sur la protection des eaux. Modification
- 185/14.300 é**  
**Nidwald.** Péréquation financière nationale
- 186/12.324 é**  
**Schaffhouse.** Assouplissement de l'ordonnance sur la protection des eaux
- E **187/13.302 é**  
**Schaffhouse.** Droits de codécision de la population lors de la construction d'un site d'entreposage de déchets radioactifs
- E **188/11.320 é**  
**Schwyz.** Améliorer l'efficacité de la péréquation des ressources RPT grâce à la création d'une zone neutre
- 189/12.309 é**  
**Schwyz.** Loi fédérale sur la protection des eaux. Révision
- \* **190/14.306 é**  
**Soleure.** Prolongation par la Confédération de l'incitation financière pour la création de places d'accueil pour enfants en dehors du cadre familial
- EN **191/08.334 é**  
**St-Gall.** Révision du Code pénal
- EN **192/09.313 é**  
**St-Gall.** Mieux protéger les enfants et les jeunes contre la violence dans les jeux vidéo et les médias
- x **193/09.316 é**  
**St-Gall.** Echelonnement du rattrapage des réserves des assureurs-maladie
- EN **194/09.318 é**  
**St-Gall.** Modification du droit pénal

- 195/11.313 é**  
**St-Gall.** Rentes AVS. En finir avec la discrimination des couples mariés
- 196/12.320 é**  
**St-Gall.** Modification de la loi fédérale sur la protection des eaux
- EN 197/09.314 é**  
**Tessin.** Révision de l'article 135 CP
- EN 198/10.300 é**  
**Tessin.** Réintroduction dans le Code pénal de l'expulsion du territoire suisse
- E 199/10.301 é**  
**Tessin.** Sécurité du tunnel du Saint-Gothard
- EN 200/12.310 é**  
**Tessin.** Initiative populaire "pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires". Ne pas porter préjudice aux régions de montagne
- 201/13.315 é**  
**Tessin.** Modification de la LAMal
- 202/14.301 é**  
**Tessin.** Réexaminer les peines prévues aux articles 285 et 286 du Code pénal suisse
- 203/14.302 é**  
**Tessin.** Abrogation de l'accord sur les frontaliers et nouvelle négociation de la convention générale contre les doubles impositions
- 204/14.303 é**  
**Tessin.** Création d'un statut régional spécial pour le canton du Tessin et d'autres régions périphériques particulièrement affectées par les conséquences négatives de la libre circulation
- 205/14.304 é**  
**Tessin.** Pour un canton du Tessin maître de son destin
- 206/10.312 é**  
**Thurgovie.** Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux. Modification
- 207/12.325 é**  
**Uri.** Révision de la législation sur la protection des eaux
- 208/11.312 é**  
**Vaud.** Pétition de la Fédération suisse des fonctionnaires de police
- NE 209/12.300 n**  
**Vaud.** Accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire. Rupture
- 210/13.308 é**  
**Vaud.** Ouvrir le service civil aux femmes sur une base volontaire
- 211/13.313 é**  
**Vaud.** Révision de la RPT. Meilleure prise en compte des charges des villes centres et introduction d'un indicateur tenant compte du taux d'impôt cantonal
- x 212/11.319 é**  
**Valais.** Créer une assurance contre les risques de fluctuation monétaire en vue de soutenir l'économie
- EN 213/10.302 é**  
**Zoug.** Interdiction des jeux vidéo violents
- 214/13.314 é**  
**Zoug.** Loi fédérale sur la protection des eaux. Modification
- \* 215/14.307 é**  
**Zoug.** Rétablissement de la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Modification de la Constitution fédérale
- EN 216/06.302 é**  
**Zurich.** Passer au système de l'imposition individuelle
- x 217/07.307 é**  
**Zurich.** Initiative populaire cantonale. Simplification du certificat de salaire
- + 218/09.301 é**  
**Zurich.** Harmonisation des avances et du recouvrement des pensions alimentaires

## Initiatives parlementaires

### Conseil national

### Initiatives des groupes

- + 219/13.419 n**  
**Groupe BD.** Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation
- 220/13.473 n**  
**Groupe BD.** Etablir un lien automatique entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie
- + 221/12.432 n**  
**Groupe CE.** Programme de gouvernement au lieu du programme de la législature
- 222/11.404 n**  
**Groupe G.** Création d'une commission indépendante chargée de réaliser l'égalité salariale
- + 223/13.420 n**  
**Groupe G.** Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation
- 224/13.459 n**  
**Groupe G.** Faire dépendre les loyers du renchérissement et non plus du taux hypothécaire de référence
- + 225/13.418 n**  
**Groupe GL.** Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation
- 226/13.468 n**  
**Groupe GL.** Mariage civil pour tous
- 227/13.469 n**  
**Groupe GL.** Garantir l'égalité pour toutes les formes d'union
- 228/08.431 n**  
**Groupe RL.** Suppression ou subsidiarisation de la peine pécuniaire
- NE 229/09.503 n**  
**Groupe RL.** Supprimer les droits de timbre par étapes et créer des emplois
- + 230/10.450 n**  
**Groupe RL.** Réprimer durement la vente de données bancaires
- x 231/13.404 n**  
**Groupe RL.** Stop à la taxe injuste sur les supports vierges

- \* **232/14.436 n**  
**Groupe RL.** Pour un approvisionnement en énergie respectueux de l'environnement et du climat
- + **233/13.421 n**  
**Groupe S.** Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation
- x **234/13.424 n**  
**Groupe S.** Allocations pour enfant pour tous au lieu de cadeaux fiscaux pour une minorité
- 235/08.436 n**  
**Groupe V.** Permettre aux cantons d'introduire des plans d'épargne-logement
- 236/08.511 n**  
**Groupe V.** Réintroduction des peines privatives de liberté de moins de six mois
- 237/08.512 n**  
**Groupe V.** Abolition des peines pécuniaires et réintroduction des amendes
- 238/08.513 n**  
**Groupe V.** Travail d'intérêt général. Abolition du sursis
- + **239/10.426 n**  
**Groupe V.** Importations de viande assaisonnée. Abolition du traitement préférentiel prévu dans le tarif douanier
- + **240/12.427 n**  
**Groupe V.** Rapport sur le programme de la législature
- x **241/13.425 n**  
**Groupe V.** Pas de regroupement familial pour les personnes admises à titre provisoire
- 242/14.412 n**  
**Groupe V.** Les réductions opérées dans le budget de la Confédération doivent également s'appliquer aux groupes parlementaires
- \* **243/14.426 n**  
**Groupe V.** Etrangers. Conditions à remplir pour avoir droit à la rente AI
- \* **244/14.427 n**  
**Groupe V.** Prestations complémentaires. Délai de carence
- \* **245/14.428 n**  
**Groupe V.** Assurance-chômage. Empêcher les abus
- \* **246/14.429 n**  
**Groupe V.** Rentes AVS. Prolongation du délai de cotisation

#### Initiatives des commissions

- + **247/14.402 n**  
**Bu-CN.** Accès des députés à l'infrastructure informatique. Enregistrement et analyse des journaux d'accès
- N **248/13.467 n**  
**CEATE-CN.** Energie d'ajustement. Obligation de prendre en charge les coûts pour un approvisionnement sûr en électricité
- + **249/10.403 n**  
**CIP-CN.** Nouveau système d'aide à la presse
- + **250/13.443 n**  
**CIP-CN.** Représentation équitable des communautés linguistiques au Conseil fédéral avec neuf membres

- + **251/12.426 n**  
**CAJ-CN.** Loi sur l'organisation des autorités pénales. Modification des articles 36 et 56
- 252/13.442 n**  
**CAJ-CN.** Grooming avec des mineurs
- 253/13.466 n**  
**CAJ-CN.** Compensation des frais de justice avec les indemnités pour tort moral allouées en raison de mesures de contrainte illicites
- 254/14.400 n**  
**CAJ-CN.** Publication des dons faits aux acteurs politiques par les entreprises et institutions du secteur public

#### Initiatives des députés

- + **255/03.424 n**  
**Abate.** Actes d'ordre sexuel avec des enfants. Allongement de la peine prévue par l'article 187 CP
- + **256/09.530 n**  
**Abate.** Annulation des commandements de payer injustifiés
- + **257/09.449 n**  
**Aeschbacher Ruedi.** Punir plus sévèrement les chauffards
- \* **258/14.422 n**  
**Aeschi Thomas.** Approbation par le Parlement des ordonnances du Conseil fédéral
- \* **259/14.433 n**  
**Aeschi Thomas.** Recommandations et décisions de l'OCDE et de ses organismes spécialisés. Obligation d'informer et de consulter la commission législative compétente
- + **260/07.402 n**  
**Amherd.** Loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle
- N **261/10.467 n**  
**Aubert.** Prévention de l'endettement par l'interdiction de la publicité en faveur des petits crédits
- N **262/04.474 n**  
**Baumann J. Alexander.** Loi sur l'assurance-accidents. Modification de l'article 66 (entreprises assurées)
- x **263/10.511 n**  
**Binder.** Anciens conseillers fédéraux. Pas de pantouflage avant un certain délai
- + **264/10.431 n**  
**Bortoluzzi.** Coma éthylique. Aux personnes en cause de payer les frais des séjours hospitaliers et en cellule de dégrisement!
- 265/12.414 n**  
**Bortoluzzi.** Les paramètres techniques n'ont pas leur place dans la LPP
- x **266/12.500 n**  
**Bortoluzzi.** LAMal. Abrogation de l'article 51
- + **267/10.538 n**  
**Bourgeois.** Loi fédérale sur les entraves techniques au commerce. Exclure les denrées alimentaires du champ d'application du principe du "Cassis de Dijon"
- + **268/13.413 n**  
**Bourgeois.** Mesures à renforcer contre l'abandon des déchets

- 269/13.452 n**  
**Brand.** Primauté du droit constitutionnel sur le droit international
- 270/14.415 n**  
**Candinas.** Deux semaines de congé-paternité payé par le régime des APG
- 271/13.434 n**  
**Carobbio Guscetti.** Soumettre les entreprises à finalités sociales à la surveillance des commissions tripartites
- 272/14.410 n**  
**Carobbio Guscetti.** Adjudication des marchés publics. Favoriser les entreprises qui ne pratiquent pas le travail sur appel
- 273/14.411 n**  
**Carobbio Guscetti.** Réglementer le travail sur appel
- x **274/12.430 n**  
**Caroni.** Représentation d'intérêts dans l'enceinte du Palais fédéral. Nécessité de règles claires et d'une transparence accrue
- 275/13.437 n**  
**Caroni.** Libre choix en matière de paiement par carte. Mettre un terme au monopole de la Poste
- 276/12.472 n**  
**Cassis.** Réseaux de soins intégrés. Introduire les éléments non contestés
- \* **277/14.434 n**  
**Derder.** Protéger l'identité numérique des citoyens
- + **278/02.453 n**  
**Dupraz.** La transformation des bâtiments en zone agricole. Une compétence cantonale
- x **279/06.430 n**  
**Engelberger.** Certificat de salaire. Création d'une base légale
- 280/10.528 n**  
**Engelberger.** Pour un service civil, et non un libre-service
- N **281/09.469 n**  
**Favre Laurent.** Classer le pâturage boisé (bestockte Weiden) en zone agricole
- x **282/13.444 n**  
**Fehr Hans.** Regroupement familial. Généraliser le test ADN
- 283/13.460 n**  
**Fehr Hans.** Sanctionner les personnes qui déposent des demandes d'asile abusives
- 284/13.454 n**  
**Fehr Jacqueline.** Protection des personnes menacées de violence dans leur environnement social proche
- 285/13.474 n**  
**Fehr Jacqueline.** Reconnaître l'activité politique comme formation professionnelle continue
- 286/14.405 n**  
**Fehr Jacqueline.** Sus au jargon des tiers payant, tiers garant et tiers soldant et mieux informer les patients
- 287/14.406 n**  
**Fehr Jacqueline.** Système du tiers garant. Fixer un plafond
- 288/13.433 n**  
**Feller.** Non-discrimination des médecins spécialistes en médecine interne générale titulaires d'un deuxième titre de spécialiste
- 289/14.403 n**  
**Feller.** Droit du bail. Ne plus faire dépendre le rendement admissible du taux hypothécaire de référence
- x **290/13.410 n**  
**Feri Yvonne.** Revoir le rythme des sessions parlementaires pour mieux concilier politique et vie professionnelle et familiale
- x **291/13.432 n**  
**Feri Yvonne.** Renforcer la prévention de la violence fondée sur le sexe
- + **292/13.422 n**  
**Fiala.** Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation
- \* **293/14.431 n**  
**Fischer Roland.** Imposition équitable des avoirs de libre passage de personnes qui quittent la Suisse pour un pays hors UE/AELE
- 294/12.504 n**  
**Freysinger.** Réserves pour l'hébergement et les situations d'urgence
- 295/13.479 n**  
**Gasche.** Impôt anticipé. Clarification de la procédure de déclaration
- N **296/13.408 n**  
**Geissbühler.** Limiter les conditions déterminant l'effacement des profils d'ADN
- 297/12.483 n**  
**Giezendanner.** Créer un FAIR (financement et aménagement de l'infrastructure routière)
- 298/13.481 n**  
**Glättli.** Nouvelles constructions. Remplacer l'obligation de construire des abris de protection civile par l'obligation d'installer des capteurs solaires sur les toits
- x **299/13.428 n**  
**Gross Andreas.** La démocratie suisse a elle aussi besoin d'investissements publics
- + **300/05.464 n**  
**Guisan.** Dépistage du cancer
- 301/08.495 n**  
**Gysin.** Primes destinées à encourager l'épargne-logement et les mesures d'économie d'énergie et de protection de l'environnement portant sur un logement en propriété pour son propre usage en Suisse. Exonération fiscale
- \* **302/14.418 n**  
**Hardegger.** Assimiler d'un point de vue assurantiel l'infection nosocomiale à un accident
- 303/13.447 n**  
**Heer.** Donner au Parlement la compétence de nommer le juge suisse à Strasbourg
- 304/13.470 n**  
**Heer.** Relèvement des peines sanctionnant les infractions violentes
- + **305/05.465 n**  
**Heim.** Dépistage du cancer

- 306/06.404 n**  
**Heim.** Délais de prescription en matière de responsabilité civile
- 307/07.486 n**  
**Heim.** Organisation nationale pour l'assurance-qualité et la sécurité des patients
- + **308/07.501 n**  
**Heim.** Registre national du cancer
- 309/13.453 n**  
**Herzog.** Plus d'internements, moins de thérapies
- 310/13.464 n**  
**Hiltpold.** Introduire l'initiative populaire législative. Combler une lacune dans les droits populaires
- + **311/09.528 n**  
**Humbel.** Financement moniste des prestations de soins
- + **312/10.407 n**  
**Humbel.** Exonérer les enfants du paiement des primes d'assurance-maladie
- 313/12.474 n**  
**Humbel.** Financement hospitalier. Passer du remboursement des frais au financement des prestations
- 314/12.502 n**  
**Hutter Markus.** Droit du contrat d'entreprise. Pour des délais de réclamation équitables
- x **315/13.480 n**  
**Hutter Markus.** Intégration des tronçons de Morges et du Glattal dans l'arrêté sur le réseau
- 316/14.416 n**  
**Ingold.** Toujours plus de nouvelles rentes AI pour les jeunes adultes?
- + **317/11.418 n**  
**Joder.** LAMal. Accorder plus d'autonomie au personnel soignant
- + **318/11.449 n**  
**Joder.** Publication des mesures de protection des adultes
- + **319/12.470 n**  
**Joder.** Meilleur soutien pour les enfants gravement malades ou lourdement handicapés qui sont soignés à la maison
- 320/14.414 n**  
**Joder.** La Poste doit se concentrer sur son objectif entrepreneurial au lieu de vendre toujours plus de bric-à-brac
- \* **321/14.435 n**  
**Joder.** Garantir la sécurité alimentaire
- 322/12.494 n**  
**Jositsch.** Renforcer l'administration directe des preuves au cours de la procédure pénale
- + **323/12.495 n**  
**Jositsch.** Détention provisoire en cas de risque de récidive qualifié
- + **324/12.497 n**  
**Jositsch.** Décisions de mise en détention. Personnes habilitées à recourir
- 325/08.443 n**  
**Kaufmann.** Amendes contre les cartels. Menace pour la viabilité des entreprises
- + **326/13.411 n**  
**Kessler.** Remboursement des médicaments onéreux. Empêcher une sélection des risques
- 327/14.407 n**  
**Kessler.** Plus de places de formation dans la médecine humaine. Halte à la pénurie de médecins qui se dessine
- 328/13.457 n**  
**Kiener Nellen.** Garantir que le registre des impôts soit public dans tous les cantons
- 329/13.482 n**  
**Kiener Nellen.** Tribunaux fédéraux. Répartition équitable des hommes et des femmes aux postes de juge
- \* **330/14.432 n**  
**Kiener Nellen.** Limiter dans le temps les dénonciations spontanées non punissables. Inciter à l'honnêteté fiscale par une amnistie individuelle
- + **331/07.424 n**  
**Kleiner.** Médicaments de la médecine complémentaire. Réglementer concrètement la procédure d'autorisation simplifiée dans la loi sur les produits thérapeutiques
- 332/14.409 n**  
**Knecht.** Mesures contre le bilan catastrophique des fourrages concentrés
- + **333/11.489 n**  
**(Lang) Müller Geri.** Abrogation de l'article 293 CP
- + **334/12.419 n**  
**Leutenegger Filippo.** Whistleblowing. Admettre la licéité d'un acte délictueux commis au nom de la sauvegarde d'intérêts supérieurs
- N **335/09.430 n**  
**Leutenegger Oberholzer.** Loi sur l'aide aux victimes. Octroi à la victime de droits importants en matière d'information
- x **336/10.517 n**  
**Leutenegger Oberholzer.** Anciens conseillers fédéraux. Délai d'attente avant de pantoufler
- 337/13.412 n**  
**Leutenegger Oberholzer.** Loi sur les moyens alloués aux parlementaires. Même traitement fiscal pour tous les citoyens
- 338/13.472 n**  
**Leutenegger Oberholzer.** Interdire les vols de nuit sur tous les aéroports nationaux pour ménager la santé des riverains
- 339/13.483 n**  
**Leutenegger Oberholzer.** Améliorer l'efficacité du Parlement
- \* **340/14.425 n**  
**Leutenegger Oberholzer.** Rendre les activités de la FINMA plus transparentes
- 341/12.409 n**  
**Lohr.** Contribution d'assistance. Rémunération des prestations d'aide fournies par des proches
- + **342/08.417 n**  
**Lüscher.** Modification de l'article 7 de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé
- + **343/10.417 n**  
**Lüscher.** Extension des droits des lésés dans la procédure pénale militaire

- 344/12.501 n**  
**Lüscher.** Adaptation de la LFINMA pour promouvoir la réputation et la compétitivité de la place financière
- NE **345/03.445 n**  
**Lustenberger.** Marchés publics. La formation d'apprentis constituerait un critère de sélection
- 346/12.447 n**  
**Maier Thomas.** Réaménager le système fiscal pour promouvoir l'innovation et renforcer la compétitivité de la Suisse
- N **347/11.459 n**  
**Maire Jacques-André.** Cartes de crédit. Une réglementation plus stricte pour lutter contre l'endettement des jeunes
- 348/11.482 n**  
**Markwalder.** Personnes travaillant à temps partiel. Des prestations LPP plutôt que l'aide sociale
- + **349/08.432 n**  
**Marra.** La Suisse doit reconnaître ses enfants
- + **350/11.411 n**  
**Meier-Schatz.** Créer une allocation d'assistance pour les personnes qui prennent soin d'un proche
- + **351/11.412 n**  
**Meier-Schatz.** Permettre aux personnes qui s'occupent d'un proche de prendre un congé de repos
- + **352/05.467 n**  
**Meyer Thérèse.** Dépistage du cancer et égalité de traitement
- x **353/12.423 n**  
**Moret.** Liens d'intérêts. Préciser si c'est une activité rémunérée ou un engagement citoyen
- 354/14.408 n**  
**Mörgeli.** Election du conseil d'administration, de la direction et de l'autorité de plainte de la SSR par le Parlement, dans le respect de la force des partis
- N **355/12.476 n**  
**Müller Leo.** Imposition des gains immobiliers
- + **356/04.456 n**  
**Müller Philipp.** Harmonisation des notions et des méthodes de mesure dans les prescriptions de construction et d'exploitation
- + **357/08.406 n**  
**Müller Philipp.** Autorisations de séjour à l'année pour les étrangers établis refusant de s'intégrer
- + **358/08.428 n**  
**Müller Philipp.** Pas de regroupement familial en cas de versement de prestations complémentaires
- + **359/08.450 n**  
**Müller Philipp.** Marge de manoeuvre accrue pour les autorités
- + **360/10.485 n**  
**Müller Philipp.** Harmonisation des dispositions liées au regroupement familial
- \* **361/14.419 n**  
**Müller-Altermatt.** Droit d'aviser les autorités en cas d'infraction pédo-criminelle
- 362/13.440 n**  
**Müri.** Arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales
- + **363/12.487 n**  
**Neiryndck.** Autoriser le don d'ovule
- 364/12.491 n**  
**Neiryndck.** Prolongation du délai d'ajournement de la rente AVS
- x **365/13.417 n**  
**Nordmann.** Pour un rééquilibrage du fédéralisme
- + **366/07.472 n**  
**Noser.** Attribution d'une identité numérique à chaque assuré
- 367/10.495 n**  
**Parmelin.** Plus d'efficacité dans la lutte contre la contre-façon, la fraude et le trafic de médicaments
- 368/13.455 n**  
**Parmelin.** Application de la loi sur la protection des eaux. Tenir compte de la réalité dans le terrain
- + **369/11.457 n**  
**Pelli.** Permettre aux fonds de bienfaisance de jouer leur rôle
- + **370/08.420 n**  
**Pfister Gerhard.** Concrétisation légale de l'intégration
- 371/13.475 n**  
**Pieren.** Exclure le baby-sitting des activités domestiques soumises à cotisation jusqu'à concurrence d'un salaire annuel de 3000 francs
- + **372/12.463 n**  
**(Poggia) Golay.** Partie plaignante dans la procédure pénale. Compléter une lacune de la loi
- + **373/12.492 n**  
**(Poggia) Golay.** Accès au Tribunal fédéral. Abolir une inégalité de traitement injustifiée entre les victimes
- 374/13.426 n**  
**(Poggia) Golay.** Renouvellement tacite des contrats de services. Améliorer l'information et la protection des consommateurs et des consommatrices
- 375/13.441 n**  
**(Poggia) Golay.** Procédure civile. Mettre sur un pied d'égalité les actions relevant des assurances complémentaires à la LAA et à la LAMal
- 376/13.445 n**  
**(Poggia) Golay.** Rendre punissable l'usurpation d'identité dans le dessein de nuire, au moyen des outils de communication informatiques
- \* **377/14.424 n**  
**Portmann.** Influence du Parlement sur les activités de réglementation de l'OCDE
- + **378/13.451 n**  
**Quadranti.** Poursuivre et développer les aides financières aux structures d'accueil extrafamilial
- 379/13.438 n**  
**Reimann Lukas.** Créer un cadre légal pour la vente de snus
- 380/13.407 n**  
**Reynard.** Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle
- 381/13.430 n**  
**Rickli Natalie.** Responsabilité en cas de mise en liberté conditionnelle et de décision d'allègement de l'exécution d'une peine

- 382/13.461 n**  
**Rickli Natalie.** Pour que l'internement prime la thérapie
- 383/13.462 n**  
**Rickli Natalie.** Internements. Dans le doute, pas de libération conditionnelle
- 384/13.463 n**  
**Rickli Natalie.** Interner les criminels récidivistes
- 385/13.478 n**  
**Romano.** Introduire des allocations en cas d'adoption d'un enfant
- x **386/13.416 n**  
**Rossini.** LAMal. Fonds de réserves fédéral
- 387/13.448 n**  
**Rossini.** LAMal. Base légale pour le comparateur de primes de l'OFSP
- 388/13.477 n**  
**Rossini.** LAMal. Révision des catégories de primes enfants, jeunes et jeunes adultes
- 389/13.449 n**  
**Rusconi.** Déclaration de détention des animaux de rente et de production pour la viande et le poisson importés
- N **390/13.439 n**  
**Rutz Gregor.** Commissions extraparlimentaires. Activités de l'administration fédérale décentralisée
- 391/13.456 n**  
**Rutz Gregor.** Adaptation du droit suisse à des normes étrangères par les autorités fédérales. Respecter les processus démocratiques
- 392/13.476 n**  
**Schenker Silvia.** Droit de la protection de l'adulte. Adaptation du délai de recours
- \* **393/14.430 n**  
**Schibli.** Modification des bases légales pour les paiements directs
- 394/13.446 n**  
**Schmid-Federer.** Conseil national. Faire du décès d'un parent proche un motif d'empêchement
- 395/13.427 n**  
**Schneider Schüttel.** CPP. Simplification de la procédure par défaut (art. 366ss.)
- + **396/12.413 n**  
**Schwaab.** Les citoyens ne doivent pas être nommés curateurs contre leur gré
- 397/14.404 n**  
**Schwaab.** Pour des sanctions réellement dissuasives en cas de violation de la protection des données
- x **398/10.516 n**  
**Sommaruga Carlo.** FIFA. Pour une poursuite d'office de cas de corruption dans le secteur privé
- 399/13.423 n**  
**Sommaruga Carlo.** Mettre fin à l'exploitation financière des femmes et hommes exerçant la prostitution
- 400/13.465 n**  
**Sommaruga Carlo.** Pour une protection des lanceurs d'alerte en matière de violation de l'Etat de droit, des droits démocratiques et des droits des citoyens
- \* **401/14.423 n**  
**Sommaruga Carlo.** Pour la suppression de la concurrence déloyale et la promotion de conditions de travail humaines dans l'industrie du textile
- 402/07.428 n**  
**Stamm.** Abroger les dispositions révisées du Code pénal concernant le système des peines
- 403/13.458 n**  
**Stamm.** Relation entre droit international et droit interne. Clarification
- 404/12.453 n**  
**Steiert.** Exonération fiscale de l'indemnité forfaitaire en matière d'aide et de soins à domicile
- NE **405/02.413 n**  
**Triponez.** Mesures de prévention des accidents professionnels. Exonération de la TVA
- + **406/10.519 n**  
**Vischer Daniel.** Modifier l'article 53 CP
- 407/14.413 n**  
**Vischer Daniel.** Droit fondamental à l'autodétermination en matière d'information
- + **408/12.503 n**  
**Vitali.** Adapter la LSA pour les assurances coopératives
- + **409/10.500 n**  
**von Siebenthal.** Combustion du bois non traité. Effets positifs pour l'environnement
- + **410/12.477 n**  
**von Siebenthal.** Utilisation du bois suisse dans les constructions financées par des fonds publics
- 411/13.414 n**  
**von Siebenthal.** Politique forestière 2020. Donner la priorité aux dessertes
- x **412/13.415 n**  
**von Siebenthal.** Rendre possible la lutte contre les espèces envahissantes exogènes

#### Conseil des Etats

#### Initiatives des commissions

- \* **413/14.420 é**  
**Bu-CE.** Modification de la liste des motifs d'empêchement
- 414/14.401 é**  
**CdG-CE.** Prévoir des dispositions pénales efficaces pour poursuivre le crime organisé (révision de l'art. 260ter CP)
- + **415/13.400 é**  
**CSSS-CE.** Doter l'AVS d'un frein à l'endettement
- + **416/12.434 é**  
**CAJ-CE.** Elections par l'Assemblée fédérale. Indemnité de départ en cas de non-réélection et modalités de réélection
- + **417/12.433 é**  
**12.008-CE.** Programme de la législature

#### Initiatives des députés

- + **418/12.450 é**  
**Abate.** Modification de l'article 555 alinéa 1 CC. Héritiers inconnus et sommation publique

- EN 419/06.441 é**  
**Bonhôte Pierre.** Pour une protection du consommateur contre les abus du démarchage téléphonique
- x **420/13.450 é**  
**Cramer.** Session extra-muros en 2015 en Valais
- + **421/12.402 é**  
**Eder.** Rôle de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage
- 422/14.417 é**  
**Egerszegi-Obrist.** Amender le régime de financement des soins
- + **423/10.524 é**  
**Forster.** AVS. 65/65
- 424/12.451 é**  
**Fournier.** Accélération de la procédure d'extension des conventions collectives de travail
- \* **425/14.421 é**  
**Fournier.** Approbation des ordonnances par les Chambres fédérales
- 426/11.440 é**  
**Frick.** Supprimer la taxe sur la valeur ajoutée sur les contributions des donateurs versées aux organisations d'utilité publique
- 427/12.408 é**  
**(Jenny) Föhn.** Déclaration de force obligatoire générale des CCT. Donner plus de poids aux salariés non syndiqués
- 428/04.468 é**  
**Kuprecht.** CNA. Préciser les dispositions en matière d'assujettissement
- 429/05.435 é**  
**Kuprecht.** Assurance-accidents des administrations publiques
- EN **430/11.446 é**  
**Lombardi.** Pour une loi sur les Suisses de l'étranger
- 431/03.465 é**  
**Maissen.** Service public. Desserte de base dans la Constitution \*
- x **432/12.499 é**  
**Minder.** Sociétés anonymes cotées en bourse et sociétés contrôlées par les collectivités publiques. Publication des dons faits aux politiques
- 433/13.471 é**  
**Niederberger.** Procédure de déclaration. Modifier la loi sur l'impôt anticipé afin d'éliminer les entraves administratives
- E **434/11.466 é**  
**Recordon.** Délai d'assainissement des sites pollués
- 435/12.454 é**  
**Schmid Martin.** Réaménager le système fiscal pour promouvoir l'innovation et renforcer la compétitivité de la Suisse

## Interventions personnelles

*Conseil national*

## Motions adoptées par le Conseil des Etats

- x **13.3663 é Mo.**  
**Conseil des Etats.** Transport régional de voyageurs. Garantie du financement et harmonisation de la procédure de commande(CTT-CE)
- x **13.3720 é Mo.**  
**Conseil des Etats.** Ajouter la trisomie 21 à la liste des infirmités congénitales(Zanetti)
- x **13.3894 é Mo.**  
**Conseil des Etats.** Primes de risque équitables dans la prévoyance professionnelle(Egerszegi-Obrist)
- EN **13.3990 é Mo.**  
**Conseil des Etats.** Mettre en place sans attendre un plan de redressement financier durable pour l'assurance-invalidité(Schwaller)
- E **13.4060 é Mo.**  
**Conseil des Etats.** AI. Eviter les dépenses inutiles(Kuprecht)  
Voir objet 14.3661 Mo. CSSS-CN (13.4060)
- E **13.4181 é Mo.**  
**Conseil des Etats.** Financement adéquat des parcs d'importance nationale(Imoberdorf)
- E **13.4184 é Mo.**  
**Conseil des Etats.** Caisses de pension. Placements à long terme dans les technologies d'avenir et création d'un fonds à cet effet(Graber Konrad)
- E **13.4250 é Mo.**  
**Conseil des Etats.** Plurilinguisme. Adaptation des instructions du Conseil fédéral(Abate)
- E **13.4253 é Mo.**  
**Conseil des Etats.** Reconnaissance des fiduciaires italiennes en tant qu'agents de change(Abate)
- x **14.3003 é Mo.**  
**Conseil des Etats.** Relations commerciales et monétaires avec la Chine(CER-CE)

## Interventions des groupes

- 13.3471 n Mo.**  
**Groupe BD.** Pénurie de main-d'oeuvre qualifiée en Suisse. La libre circulation des personnes n'est pas la panacée  
Voir objet 13.3454 Mo. Groupe CE  
Voir objet 13.3652 Mo. Schwaller
- 13.3488 n Mo.**  
**Groupe BD.** WLAN gratuit dans les transports publics
- 13.3490 n Mo.**  
**Groupe BD.** Sécurité des TIC. Création d'un centre de compétences
- 13.3707 n Po.**  
**Groupe BD.** Stratégie cybernétique globale et adaptée aux exigences futures
- x **13.4221 n Ip.**  
**Groupe BD.** Conséquences de la libre circulation des personnes pour les cantons frontaliers. Sur quels points faut-il agir?
- \* **14.3443 n Mo.**  
**Groupe BD.** Litige fiscal avec les USA. Prise en charge des frais

- \* **14.3444 n Mo.**  
**Groupe BD.** Déductibilité fiscale des amendes
- 12.4034 n Mo.**  
**Groupe CE.** Assouplir l'application de la lex Koller
- 13.3213 n Mo.**  
**Groupe CE.** Même financement pour les prestations en milieu hospitalier et les prestations ambulatoires
- 13.3454 n Mo.**  
**Groupe CE.** Pénurie de main-d'oeuvre qualifiée en Suisse. La libre circulation des personnes n'est pas la panacée  
Voir objet 13.3471 Mo. Groupe BD  
Voir objet 13.3652 Mo. Schwaller
- x **13.3547 n Mo.**  
**Groupe CE.** Collecte de données relatives aux retraits sous forme de capital du deuxième pilier  
Voir objet 13.3656 Mo. Schwaller
- 13.4114 n lp.**  
**Groupe CE.** Effets de la libre circulation des personnes sur les cantons frontaliers. Quelles mesures prendre?
- x\* **14.3401 n lp.u.**  
**Groupe CE.** Empêcher la déductibilité des amendes! Les amendes qui se chiffrent en milliards et les frais y afférents ne doivent pas être imputés au contribuable
- \* **14.3607 n Po.**  
**Groupe CE.** Halte au gaspillage de médicaments!
- \* **14.3626 n Mo.**  
**Groupe CE.** Déductibilité fiscale des amendes. Pour une réglementation claire
- 12.3764 n lp.**  
**Groupe G.** Déterminer sérieusement les effets des OGM et des pesticides sur la santé
- 12.3826 n Mo.**  
**Groupe G.** Suppression de l'imposition de la valeur locative et de toutes les possibilités de déduction
- 13.3015 n Po.**  
**Groupe G.** Migration circulaire, partenariat pour la mobilité et permis travail-formation provisoire
- 13.3294 n Mo.**  
**Groupe G.** Contrôles continus des radionucléides rejetés par les centrales nucléaires dans l'environnement aquatique. Plan d'urgence en cas de contamination
- 13.3399 n Mo.**  
**Groupe G.** Donner pour mission aux CFF de favoriser le transfert de la route au rail
- 13.3460 n Po.**  
**Groupe G.** Titres de transport électroniques dans les transports publics. Soutenir un projet pilote régional
- 13.3484 n Mo.**  
**Groupe G.** Faciliter les investissements des caisses de pension suisses dans les infrastructures énergétiques suisses
- 13.3540 n Po.**  
**Groupe G.** Des mesures d'accompagnement pour un développement économique durable dans les régions touchées par la lex Weber
- 13.3864 n Mo.**  
**Groupe G.** Aligner la durée du service civil sur celle du service militaire
- 13.3865 n Mo.**  
**Groupe G.** Service civil volontaire pour les femmes, les étrangers et les personnes inaptes au service
- 13.3877 n Mo.**  
**Groupe G.** Césium dans le lac de Bière. Mécanismes de contrôle et plans d'urgence pour tous
- 13.4086 n Mo.**  
**Groupe G.** Programme national de recherche portant sur un système de protection des données applicable au quotidien dans la société de l'information
- 13.4087 n Mo.**  
**Groupe G.** Dénonciation de l'Operating Working Arrangement conclu avec les Etats-Unis
- 13.4091 n Mo.**  
**Groupe G.** Interdire l'utilisation d'installations à des fins d'espionnage politique, militaire ou économique à l'encontre de la Suisse ou d'Etats étrangers
- 14.3230 n Po.**  
**Groupe G.** Mise en oeuvre non discriminatoire de l'initiative "contre l'immigration de masse"
- \* **14.3314 n Po.**  
**Groupe G.** Préserver nos standards écologiques et sociaux face au partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement
- \* **14.3328 n Po.**  
**Groupe G.** Evolution des coûts du réchauffement climatique pour la Suisse et financement des mesures de protection
- \* **14.3332 n lp.**  
**Groupe G.** Protection du climat. Que fait le Conseil fédéral?
- \* **14.3368 n Mo.**  
**Groupe G.** Négociations TISA. Le service public n'est pas négociable
- \* **14.3395 n lp.**  
**Groupe G.** Accord de libre-échange transatlantique TTIP/TAFTA. Conséquences pour la Suisse?
- x\* **14.3403 n lp.u.**  
**Groupe G.** Amendes traitées comme reports de pertes assortis d'un allègement fiscal, au détriment des caisses de l'administration et de la justice?
- \* **14.3431 n Mo.**  
**Groupe G.** Taxe d'incitation sur les pesticides
- \* **14.3510 n Mo.**  
**Groupe G.** Critères plus détaillés pour l'examen de validité d'une initiative populaire
- \* **14.3593 n Mo.**  
**Groupe G.** Frais liés au règlement de différends fiscaux
- 12.4004 n lp.**  
**Groupe GL.** Plan directeur pour une prévoyance vieillesse durable
- 12.4268 n Mo.**  
**Groupe GL.** Heures d'ouverture des magasins. Garantir une concurrence équitable
- 13.3941 n Mo.**  
**Groupe GL.** Les centrales produisant de l'énergie en ruban ne doivent plus saturer les lignes électriques

- 13.4080 n Po.**  
**Groupe GL.** Egalité au regard du droit fiscal et du droit des assurances sociales
- 13.4285 n Mo.**  
**Groupe GL.** Imposer le principe "appliquer ou expliquer" pour lutter contre la discrimination fondée sur le sexe en matière d'emploi
- 14.3068 n Mo.**  
**Groupe GL.** Remplacer l'allocation de maternité par un congé parental
- x\* **14.3402 n Ip.u.**  
**Groupe GL.** Les amendes infligées à des entreprises constituent-elles des charges commerciales?
- x **12.3069 n Mo.**  
**Groupe RL.** Expertises de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage
- 12.3814 n Mo.**  
**Groupe RL.** Mettre fin à la pénalité fiscale inhérente au pilier 3b. Imposer le rendement des avoirs lors de leur retrait et non les apports
- 12.4001 n Ip.**  
**Groupe RL.** Pour une réforme de la prévoyance vieillesse qui garantisse des rentes sûres
- 12.4076 n Po.**  
**Groupe RL.** Introduction d'un processus judiciaire adapté à la lutte contre la petite délinquance
- 12.4135 n Po.**  
**Groupe RL.** TVA. Une taxe à tout faire?
- 12.4172 n Po.**  
**Groupe RL.** Garantir la liberté économique et lutter contre les distorsions de concurrence créées par les entreprises d'Etat
- 12.4173 n Ip.**  
**Groupe RL.** Coûts de la Stratégie énergétique 2050 pour notre économie. Indications trompeuses du Conseil fédéral à propos du premier paquet de mesures
- 13.3018 n Ip.**  
**Groupe RL.** Stratégie énergétique 2050. Des conséquences économiques évaluées sur la base d'hypothèses fausses
- 13.3054 n Po.**  
**Groupe RL.** Effets sur la Suisse d'un accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne
- 13.3175 n Po.**  
**Groupe RL.** Pour une concurrence performante. Contre les aides publiques qui provoquent des distorsions de concurrence
- 13.3462 n Po.**  
**Groupe RL.** Garantir la stabilité financière du deuxième pilier obligatoire et la possibilité de planifier le départ à la retraite
- 13.3483 n Po.**  
**Groupe RL.** Partenariats public-privé pour des projets d'infrastructures
- 13.3772 n Po.**  
**Groupe RL.** Distorsion du marché en raison d'un soutien inégal aux différentes énergies renouvelables
- 13.3773 n Ip.**  
**Groupe RL.** Pour une loi sur les télécommunications nous permettant d'affronter l'avenir. Elaborer une stratégie globale consacrée au cyberspace
- 13.3775 n Ip.**  
**Groupe RL.** Libre circulation des personnes. Vaines promesses ou mesures effectives concernant les autorisations de séjour et d'établissement?
- 13.4138 n Mo.**  
**Groupe RL.** Moins de redevances et d'émoluments et davantage d'investissements
- 13.4139 n Po.**  
**Groupe RL.** Introduction rapide de la cadence au quart d'heure sur l'axe ferroviaire est-ouest
- 13.4140 n Po.**  
**Groupe RL.** Développement de l'infrastructure des transports. Remplacer le bricolage par une vue d'ensemble
- 13.4147 n Po.**  
**Groupe RL.** Emprunts obligataires lancés par les CFF. Contribution au financement des infrastructures ferroviaires
- 14.3037 n Po.**  
**Groupe RL.** Fixer un objectif de transfert réalisable
- x **14.3038 n Po.**  
**Groupe RL.** L'électricité importée doit-elle également être soumise à la taxe sur le CO2?
- 14.3148 n Mo.**  
**Groupe RL.** Distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse. Réduire les dettes au lieu d'augmenter les dépenses
- x **14.3149 n Po.**  
**Groupe RL.** Réduction du nombre d'antennes de téléphonie mobile par l'adaptation des valeurs limites
- \* **14.3300 n Po.**  
**Groupe RL.** Aménagement ferroviaire. Davantage de clarté dans l'établissement des priorités
- \* **14.3301 n Po.**  
**Groupe RL.** Simplifier la procédure d'autorisation pour les chauffeurs professionnels
- \* **14.3423 n Mo.**  
**Groupe RL.** Positionner la Suisse en tant que plateforme internationale en matière de gouvernance internet
- \* **14.3462 n Po.**  
**Groupe RL.** Améliorer l'application de l'accord sur la libre circulation des personnes
- \* **14.3463 n Po.**  
**Groupe RL.** Mieux piloter l'immigration en provenance d'Etats tiers
- \* **14.3464 n Po.**  
**Groupe RL.** Procédures d'asile accélérées également pour les ressortissants d'Etats sûrs
- \* **14.3465 n Po.**  
**Groupe RL.** Mettre en œuvre des mesures de manière conséquente et rapide pour renforcer le potentiel de main-d'œuvre indigène
- 12.4007 n Ip.**  
**Groupe S.** Garantir les rentes

- 12.4009 n Ip.**  
**Groupe S.** Impôt sur le bénéfice des entreprises. Quelle solution nationale?
- 13.3026 n Ip.**  
**Groupe S.** Nouvelles mesures contre les excès sur le marché immobilier
- 13.3027 n Ip.**  
**Groupe S.** Marché immobilier. Facteurs qui poussent à la hausse les prix des logements à vendre ou à louer
- 13.3677 n Ip.**  
**Groupe S.** Certains services de renseignement étrangers, tels que la NSA, furent-ils également en Suisse?
- 13.3743 n Mo.**  
**Groupe S.** Motion garantie bancaire. Séparation des activités bancaires
- 13.3744 n Mo.**  
**Groupe S.** Motion garantie bancaire. Augmenter les fonds propres pour protéger l'économie
- 13.3791 n Mo.**  
**Groupe S.** Révision de la LAVI. Améliorer la protection des victimes
- 13.3792 n Mo.**  
**Groupe S.** Création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient
- 13.4178 n Mo.**  
**Groupe S.** Contrôles internes et externes de l'Administration fédérale des contributions. Garantir la sécurité du droit
- 14.3103 n Mo.**  
**Groupe S.** Eviter que la Suisse ne perde sa place en tant que pôle de la formation et de la recherche
- 14.3116 n Mo.**  
**Groupe S.** Sociétés suisses possédant des filiales offshore. Colmater les échappatoires fiscales
- 14.3120 n Mo.**  
**Groupe S.** Garantir notre collaboration avec l'Europe
- 14.3121 n Po.**  
**Groupe S.** Relancer les discussions sur l'Europe
- 14.3182 n Mo.**  
**Groupe S.** Enseignement des langues dans la scolarité obligatoire. Augmenter les ressources pour renforcer la cohésion nationale
- \* **14.3375 n Ip.**  
**Groupe S.** Défis posés par une compensation financière intégrale d'une 3e réforme de l'imposition des entreprises
- x\* **14.3404 n Ip.u.**  
**Groupe S.** Déductibilité fiscale des amendes
- \* **14.3511 n Mo.**  
**Groupe S.** EAR. Autorités fiscales suisses et étrangères sur un pied d'égalité
- \* **14.3646 n Mo.**  
**Groupe S.** Accord-cadre entre la Suisse et l'UE. Création d'un bureau de liaison parlementaire à Bruxelles
- x **11.3831 n Mo.**  
**Groupe V.** Requérants d'asile. Conclusion d'accords de réadmission avec les principaux Etats de provenance
- x **11.3832 n Mo.**  
**Groupe V.** Requérants d'asile. Il faut mettre en oeuvre l'accord de réadmission avec l'Algérie
- N **12.3515 n Mo.**  
**Groupe V.** Apprentissage professionnel pour les sans-papiers. Empêcher la fraude orchestrée par ordonnance
- 12.3707 n Ip.**  
**Groupe V.** Conséquences de l'achat d'obligations d'Etat par la Banque centrale européenne
- 12.3748 n Ip.**  
**Groupe V.** Publication des documents pertinents pour la politique européenne
- 12.4002 n Ip.**  
**Groupe V.** Garantir la prévoyance professionnelle à long terme
- 12.4184 n Ip.**  
**Groupe V.** La face cachée de l'accord sur la libre circulation des personnes
- 13.3316 n Mo.**  
**Groupe V.** Traitement rapide de la ruineuse initiative populaire "Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS"
- 13.3390 n Ip.**  
**Groupe V.** Capacité concurrentielle du site industriel et financier suisse
- 13.3676 n Ip.**  
**Groupe V.** Accord-cadre avec l'UE sur les questions institutionnelles. Mandat de négociation contestable
- 13.3722 n Ip.**  
**Groupe V.** Explosion du nombre de troubles psychiques
- 13.3740 n Mo.**  
**Groupe V.** Principes visant à régler le problème des établissements dits "too big to fail"
- 13.4078 n Ip.**  
**Groupe V.** Relations internationales de l'Assemblée fédérale
- 13.4117 n Mo.**  
**Groupe V.** Positions stratégiques concernant les relations entre la Suisse et l'Union européenne
- 13.4154 n Po.**  
**Groupe V.** Coûts des solutions permettant de concilier vie professionnelle et vie familiale
- 13.4261 n Mo.**  
**Groupe V.** Suspendre l'accord FATCA avec les Etats-Unis
- 14.3059 n Mo.**  
**Groupe V.** Abrogation de l'article contre le racisme
- 14.3070 n Po.**  
**Groupe V.** Empêcher les immigrés de bénéficier de l'assurance sociale
- 14.3071 n Mo.**  
**Groupe V.** Restriction en matière de regroupement familial pour les ressortissants de l'UE
- 14.3072 n Mo.**  
**Groupe V.** Pas d'aide sociale ni d'aide d'urgence aux immigrés demandeurs d'emploi
- 14.3073 n Po.**  
**Groupe V.** Empêcher l'immigration par la voie de l'asile

**14.3074** *n* Mo.

**Groupe V.** Autorisations de séjour accordées aux citoyens de l'UE suite à des contrats de travail

**14.3075** *n* Mo.

**Groupe V.** Sanctionner plus durement les emplois fictifs en instaurant des peines plancher

**14.3076** *n* Mo.

**Groupe V.** Limiter l'afflux de frontaliers

**14.3077** *n* Mo.

**Groupe V.** Pas de stages d'une durée supérieure à une année

\* **14.3400** *n* Ip.

**Groupe V.** Négociations concernant le rattachement institutionnel de la Suisse à l'UE

\* **14.3494** *n* Ip.

**Groupe V.** Aide sociale pour les immigrés

\* **14.3498** *n* Po.

**Groupe V.** Evolution de la structure salariale dans les entreprises et les établissements liés à la Confédération

### Interventions des commissions

•x **14.3005** *n* Po.

**CdF-CN.** Conséquences économiques et fiscales des différents modèles d'imposition individuelle

•x **14.3018** *n* Mo.

**CdG-CN.** Introduction urgente de mesures aptes à garantir la surveillance de l'adjudication de mandats par la Confédération  
Voir objet 14.3289 Mo. CdG-CE

•x\* **14.3291** *n* Mo.

**CSEC-CN.** Erasmus plus et Horizon 2020. Eclaircir la situation des étudiants, des chercheurs, des hautes écoles et des entreprises  
Voir objet 14.3294 Mo. CSEC-CE

\* **14.3381** *n* Po.

**CSEC-CN.** Garantir le financement de la carrière des athlètes de haut niveau

\* **14.3382** *n* Po.

**CSEC-CN.** Droit de l'enfant d'être entendu. Bilan de la mise en oeuvre en Suisse de l'article 12 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant

•x\* **14.3380** *n* Mo.

**CSEC-CN (13.3652).** Mesures visant à pallier la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée eu égard à la nouvelle situation  
Voir objet 14.3009 Mo. CSEC-CE (13.3652)

\* **14.3385** *n* Po.

**CSSS-CN.** Rémunérations forfaitaires et budget global. Evaluation des systèmes en vigueur dans les cantons

•N **14.3017** *n* Mo.

**CSSS-CN (12.080).** Autoriser l'utilisation de médicaments contenant une nouvelle combinaison de principes actifs connus

•x **13.4006** *n* Mo.

**CEATE-CN.** Mise en oeuvre rétroactive des normes européennes sur la limitation des émissions et renforcement des prescriptions en matière de bruit

•x **13.4013** *n* Po.

**CTT-CN (13.045).** Tronçon ferroviaire Iselle-Domodossola. Prise en charge par la Suisse de l'exploitation et de l'entretien afin d'optimiser la capacité

•N **14.3000** *n* Mo.

**CTT-CN (13.072).** Pointeurs laser dirigés sur des personnes

•N **14.3001** *n* Mo.

**CTT-CN (13.072).** Consultation de données personnelles en ligne

•x\* **14.3292** *n* Po.

**CER-CN.** Soutien financier aux familles avec enfants

•\*N **14.3293** *n* Mo.

**CER-CN.** Redevance sur les supports vierges

•x **14.3008** *n* Po.

**CIP-CN.** Réexamen du statut des étrangers admis à titre provisoire et des personnes à protéger

•x\* **14.3290** *n* Po.

**CIP-CN.** Réfugiés syriens. Pour une collaboration européenne accrue

\* **14.3384** *n* Po.

**CIP-CN.** Droits politiques accordés par différents Etats européens à leurs citoyens vivant à l'étranger

### Interventions des députés

**13.3324** *n* Mo.

**Aebi Andreas.** Adaptation de la législation sur la protection des eaux à la situation actuelle en matière d'élevage d'animaux de rente

\* **14.3618** *n* Po.

**Aebi Andreas.** Politique agricole axée sur les objectifs plutôt que sur les mesures. L'agriculteur fait partie de la solution et non du problème

\* **14.3619** *n* Mo.

**Aebi Andreas.** Objectif premier de la politique étrangère de la Suisse

•N **12.3511** *n* Mo.

**Aebischer Matthias.** Equivalence des diplômes de la formation professionnelle supérieure

**12.4106** *n* Ip.

**Aebischer Matthias.** Doublement des taxes d'études dans les EPF

**13.3020** *n* Mo.

**Aebischer Matthias.** Financement des cours préparant aux examens professionnels fédéraux et aux examens professionnels fédéraux supérieurs

**13.4025** *n* Ip.

**Aebischer Matthias.** Harmonisation de l'instruction publique

**13.4030** *n* Mo.

**Aebischer Matthias.** Réduire le taux de TVA sur les journaux numériques

**13.4208** *n* Ip.

**Aebischer Matthias.** Présence de la Suisse à l'Exposition universelle 2015 de Milan. Alimentation et santé

**12.3694** *n* Ip.

**Aeschi Thomas.** Participation aux programmes de fidélisation des compagnies aériennes

- 12.3799 n Ip.**  
**Aeschi Thomas.** Faciliter l'octroi du gain intermédiaire aux chômeurs
- 12.3806 n Mo.**  
**Aeschi Thomas.** Relèvement de la valeur seuil permettant d'étendre le champ d'application des conventions collectives de travail
- 13.3016 n Mo.**  
**Aeschi Thomas.** Radio et télévision. Suppression de l'interdiction de faire de la publicité pour des partis politiques ou en faveur d'une appartenance religieuse
- 13.3095 n Mo.**  
**Aeschi Thomas.** Conséquences du dialogue fiscal entre la Suisse et l'UE. Examiner les adaptations à apporter à la péréquation financière
- 13.3096 n Mo.**  
**Aeschi Thomas.** Mise en évidence de l'endettement implicite de la Suisse
- 13.3151 n Po.**  
**Aeschi Thomas.** Bilan des relations entre la Suisse et l'UE
- 13.3160 n Ip.**  
**Aeschi Thomas.** Saisie partielle planifiée par l'Etat chypriote des avoirs placés sur les comptes bancaires
- 13.3708 n Mo.**  
**Aeschi Thomas.** Obligation d'enregistrement du temps de travail. Permettre aux salariés de certains secteurs de renoncer à cet enregistrement
- 13.4067 n Ip.**  
**Aeschi Thomas.** Moderniser la lex Koller
- x **14.3263 n Po.**  
**Aeschi Thomas.** La Suisse à l'heure de l'Asie
- \* **14.3489 n Po.**  
**Aeschi Thomas.** Possibilité de référendum dans le cadre des grands objets financiers
- 12.4215 n Ip.**  
**Allemann.** PC-12 NG Spectre. Une opération commerciale épineuse
- 12.4216 n Ip.**  
**Allemann.** Nuisances sonores du nouvel avion de combat Gripen E
- 12.4217 n Ip.**  
**Allemann.** Répercussions de l'acquisition d'avions de combat sur la révision totale du plan sectoriel militaire
- 13.3243 n Ip.**  
**Allemann.** Interdiction du financement direct et indirect des armes nucléaires
- 14.3253 n Mo.**  
**Allemann.** Interdiction du financement indirect de matériels de guerre prohibés. Regrettable lacune
- \* **14.3512 n Ip.**  
**Allemann.** Acquisition d'un nouveau système de drones de reconnaissance. Analyse fondamentale de politique de sécurité
- \* **14.3592 n Ip.**  
**Allemann.** Champ d'aviation de Bienne-Kappelen. Déplacement de la piste
- 12.3894 n Mo.**  
**Amarelle.** Imposition des entreprises. Consacrer une garantie de fiscalisation de tout revenu opéré
- 12.3895 n Mo.**  
**Amarelle.** Imposition des entreprises. Consacrer un seuil maximal de réductions d'impôts
- 12.3896 n Mo.**  
**Amarelle.** Imposition des entreprises. Consacrer des mécanismes de contrôle transparents
- 12.3898 n Ip.**  
**Amarelle.** Plus de sécurité juridique dans le commerce électronique
- 12.4191 n Ip.**  
**Amarelle.** Boom fiscal grâce aux nouveaux migrants
- 13.3211 n Ip.**  
**Amarelle.** Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil et adaptée aux formes nouvelles de la famille
- 13.3598 n Po.**  
**Amarelle.** Loi sur l'asile. Suivi et évaluation des mesures d'urgence adoptées dans le cadre de la 10e révision
- 13.3946 n Po.**  
**Amarelle.** Reconnaissance faciale. Mesures réglementaires possibles applicables aux usagers des services publics et des prestations des entreprises publiques
- x **14.3270 n Po.**  
**Amarelle.** Contingents et clause de sauvegarde selon l'Accord sur la libre circulation des personnes. Bilan concernant l'efficacité du contrôle quantitatif de la migration
- 14.3271 n Po.**  
**Amarelle.** Loi sur les étrangers, Dublin III et mesures de contrainte. Demande d'évaluation concernant la prise en compte réelle des alternatives à la détention administrative
- \* **14.3308 n Ip.**  
**Amarelle.** Sondages politiques et mission d'évaluation de l'opinion publique
- \* **14.3526 n Ip.**  
**Amarelle.** Suppression de la procédure d'ambassade et visas humanitaires. La sincérité du vote du 9 juin 2012 peut-elle être respectée?
- x **12.3695 n Mo.**  
**Amaudruz.** La dégradation du drapeau ou des armoiries de la Confédération ou d'un canton doit être un acte punissable
- 13.3046 n Ip.**  
**Amaudruz.** Après les lasagnes au cheval. Non aux viandes reconstituées à partir de bas morceaux, de sang et de déchets
- 13.3761 n Mo.**  
**Amaudruz.** Assurer un suivi des criminels jugés dangereux après l'exécution de leur peine
- 13.3762 n Mo.**  
**Amaudruz.** Implantation d'une puce électronique pour les criminels jugés dangereux
- 13.3763 n Mo.**  
**Amaudruz.** Pas de libération conditionnelle pour les crimes graves

- 14.3104 n Po.**  
**Amherd.** Easyvote. Pour mieux comprendre l'enjeu des votations et encourager le peuple à se prononcer
- \* **14.3310 n Mo.**  
**Amherd.** Elevage de bisons. A quand la fin de la discrimination?
- \* **14.3311 n Mo.**  
**Amherd.** Matériel roulant du CEVA. La Suisse perdante?
- x **12.3544 n Po.**  
**Amherd.** Hôtellerie. Adaptation de l'ordonnance sur l'indication des prix
- N **12.3881 n Mo.**  
**Amherd.** Répartition des charges de l'approvisionnement en électricité et de la modernisation du réseau à haute tension  
Voir objet 12.3843 Mo. Fournier
- x **12.4071 n Po.**  
**Amherd.** La lex Koller est-elle judicieuse partout?
- 13.3230 n Mo.**  
**Amherd.** Transplantations. Il faut davantage d'organes
- 13.3508 n Mo.**  
**Amherd.** Améliorer l'efficacité de l'exécution des peines et des mesures
- 13.3509 n Mo.**  
**Amherd.** Soutien à l'évolution structurelle suite à l'acceptation de l'initiative sur les résidences secondaires
- 13.4219 n Mo.**  
**Amherd.** Retrait du droit de recours des associations en cas d'abus
- 13.4266 n Ip.**  
**Amherd.** Lutter contre le phénomène du sexting
- 13.4267 n Mo.**  
**Amherd.** Plan directeur des eaux. Etablissement des fondements destinés à élaborer une stratégie à long terme de gestion des eaux dans les régions de montagne
- 13.4296 n Mo.**  
**Amherd.** Exécution des décisions pénales. Uniformiser le droit procédural
- 13.4297 n Mo.**  
**Amherd.** Création d'un registre national des places de détention
- 13.4313 n Mo.**  
**Amherd.** Tournant énergétique et renouvellement de l'infrastructure touristique. Investissements des assureurs
- 13.4314 n Po.**  
**Amherd.** Subventions fédérales pour la construction de places de détention provisoire
- 14.3100 n Po.**  
**Amherd.** Transparence dans l'accessibilité du réseau d'offices de poste
- 14.3181 n Po.**  
**Amherd.** Mettre un terme aux escroqueries contre les personnes âgées et les vols à l'astuce
- 14.3184 n Po.**  
**Amherd.** Création d'un centre de compétences consacré à l'utilisation des nouveaux médias
- \* **14.3367 n Mo.**  
**Amherd.** Combattre la textopornographie
- \* **14.3527 n Ip.**  
**Amherd.** Nouvelles dispositions régissant l'autorité parentale conjointe. Problèmes d'exécution
- 12.3749 n Ip.**  
**Amstutz.** Faire la lumière quant à l'utilisation du milliard de cohésion suisse
- 12.4069 n Po.**  
**(Aubert) Maire Jacques-André.** Monitoring périodique sur le stress au travail et sur ses coûts directs et indirects
- 13.3137 n Mo.**  
**(Aubert) Reynard.** Forfaits accordés aux cantons pour la formation continue à des fins professionnelles
- 13.3750 n Mo.**  
**(Aubert) Reynard.** Ecotoxicité. Intérêt des fabricants et intérêts publics sont à mettre sur pied d'égalité
- 13.4027 n Ip.**  
**(Aubert) Reynard.** Art spolié
- 13.4171 n Mo.**  
**(Aubert) Maire Jacques-André.** Modification des articles 54 et 55 de la loi sur la formation professionnelle
- 14.3092 n Mo.**  
**(Aubert) Reynard.** Droit de l'apprenti à accéder à la maturité professionnelle par la maturité intégrée
- 13.3888 n Ip.**  
**Baader Caspar.** Stratégie énergétique 2050. Premières dérives?
- 13.4242 n Mo.**  
**Baader Caspar.** Biocides. Pour des émoluments de mise sur le marché abordables pour les PME
- \* **14.3342 n Ip.**  
**Baader Caspar.** Sociétés principales. Augmentations d'impôt masquées?
- \* **14.3640 n Ip.**  
**Baader Caspar.** Recyclage des matériaux bitumineux de démolition
- x **12.3437 n Mo.**  
**Badran Jacqueline.** Rapport périodique sur le marché des terrains et des logements
- x **12.3439 n Po.**  
**Badran Jacqueline.** Réexamen des prescriptions sur la présentation des comptes applicables à l'immobilier dans le cadre de la LPP
- x **12.3529 n Ip.**  
**Badran Jacqueline.** Allocations de logement versées dans le cadre de l'aide sociale et des prestations complémentaires à l'AVS/AI
- 13.3309 n Ip.**  
**Badran Jacqueline.** Sociétés de négoce de matières premières. Régimes fiscaux et recettes
- 13.3310 n Ip.**  
**Badran Jacqueline.** Glencore n'a payé aucun impôt sur le bénéfice en 2011 et en 2012

- 13.3327 n Mo.**  
**Badran Jacqueline.** Nomenclature générale des activités économiques. Ajouter les entreprises actives dans le commerce des matières premières
- 13.3487 n Mo.**  
**Badran Jacqueline.** Recensement de la propriété foncière et immobilière
- 14.3161 n Po.**  
**Barazzone.** Un plan national de mesures pour diminuer les nuisances sonores
- 14.3280 n Ip.**  
**Barazzone.** Bruit des avions. Enfermer n'est pas protéger
- \* **14.3326 n Mo.**  
**Barazzone.** Favoriser l'accès au logement pour les jeunes adultes
- \* **14.3446 n Ip.**  
**Barazzone.** La Poste Suisse poursuit-elle la stratégie du Hunter avec sa filiale CarPostal France?
- \* **14.3447 n Mo.**  
**Barazzone.** Activités de La Poste Suisse à l'étranger: faire respecter les conditions fixées par le Conseil fédéral
- \* **14.3461 n Mo.**  
**Barazzone.** Ne pénalisons pas les agriculteurs pour la récolte 2014!
- \* **14.3556 n Ip.**  
**Barazzone.** Prestations concurrentielles des gestionnaires de fortune
- N **12.3365 n Mo.**  
**(Barthassat) Barazzone.** Protection des noms enregistrés comme AOC ou IGP. Stop aux abus
- x **12.3597 n Mo.**  
**(Barthassat) Barazzone.** Soutien accru à la promotion régionale des AOC viticoles
- x **12.3598 n Mo.**  
**(Barthassat) Barazzone.** Un coup de pouce fiscal pour les jeunes entreprises innovantes
- 12.3854 n Mo.**  
**(Barthassat) Barazzone.** Des paysagistes qualifiés comme impératif de santé publique
- 12.3855 n Mo.**  
**(Barthassat) Barazzone.** Clarifier l'application de l'article 418u du Code des obligations aux contrats de distribution
- 13.3336 n Mo.**  
**(Barthassat) Barazzone.** Assurance-maladie pour les citoyens suisses vivant en France
- 13.3337 n Mo.**  
**(Barthassat) Barazzone.** Interdiction du bisphénol A
- 13.3963 n Mo.**  
**(Barthassat) Barazzone.** Des quotas musicaux pour les artistes suisses
- 13.3964 n Mo.**  
**(Barthassat) Barazzone.** Prêts. Pour une protection légale appropriée des étudiants
- 12.3874 n Mo.**  
**Bäumle.** Imposition de la valeur locative et déduction des intérêts passifs. Changement de système écologiquement durable
- x **12.3370 n Ip.**  
**Bernasconi.** Merck Serono. Eviter à tout prix le gâchis
- 13.3134 n Ip.**  
**Bernasconi.** World Radio Switzerland et la loi
- 13.3479 n Ip.**  
**Bernasconi.** Pour une politique fédéraliste respectueuse des régions
- x **14.3051 n Ip.**  
**Bernasconi.** Egalité de traitement au sein du DFAE
- x **14.3085 n Ip.**  
**Bernasconi.** La gestion du risque lié au personnel de l'administration fédérale
- 13.4283 n Mo.**  
**Bertschy.** Mieux utiliser le capital humain pour assurer durablement la prospérité
- \* **14.3588 n Ip.**  
**Bertschy.** Halte à l'encouragement et à l'autorisation d'étables sans ressources fourragères propres en dehors de la zone à bâtir
- \* **14.3617 n Po.**  
**Bertschy.** Rapports des charges entre les ménages en cas de suppression, sans effet sur la quote-part fiscale, de toutes les déductions fiscales
- \* **14.3644 n Mo.**  
**Bertschy.** Appliquer un taux unique aux avoirs de vieillesse dans la prévoyance professionnelle
- \* **14.3645 n Mo.**  
**Bertschy.** Adapter la déduction de coordination LPP au taux d'occupation afin d'assurer une égalité de traitement entre les différentes formes d'activité lucrative
- 12.3934 n Ip.**  
**Binder.** Lutte contre le capricorne asiatique
- 13.3350 n Mo.**  
**Binder.** Garantie de l'Etat pour attester la légalité et la durabilité du bois suisse
- \* **14.3482 n Ip.**  
**Binder.** Conséquences de la conclusion d'un accord institutionnel avec l'UE sur l'accord sur les transports terrestres
- 13.3973 n Mo.**  
**Birrer-Heimo.** Démocratisation des possibilités de recours lors de la fixation du prix des médicaments
- x **14.3254 n Po.**  
**Birrer-Heimo.** Appels publicitaires masqués sous des numéros de téléphone suisses
- 13.3021 n Po.**  
**Böhni.** Utilisation de la chaleur produite par les centrales géothermiques
- 13.3162 n Ip.**  
**Böhni.** Freiner les coûts de développement du réseau d'électricité
- 13.3498 n Mo.**  
**Böhni.** Supprimer les tarifs d'électricité dégressifs. Pas de "flat rate" pour l'utilisation du réseau

- 13.4048 n Ip.**  
**Böhni.** Mesures techniques pour renforcer la sécurité dans le tunnel autoroutier du Saint-Gothard
- 13.4049 n Ip.**  
**Böhni.** Sécurité routière dans le tunnel autoroutier du Saint-Gothard
- 14.3047 n Mo.**  
**Böhni.** Freiner les coûts de développement du réseau d'électricité
- 14.3048 n Mo.**  
**Böhni.** Power to Gas. Améliorer le cadre nécessaire au développement des installations
- 14.3110 n Ip.**  
**Böhni.** Limitation de vitesse à 30 kilomètres à l'heure dans les zones d'habitation entre 22 heures et 6 heures
- 14.3111 n Ip.**  
**Böhni.** Le partenariat transatlantique sur le commerce et sur l'investissement entre l'UE et les Etats-Unis constitue-t-il une menace pour les normes suisses en matière de denrées alimentaires?
- 14.3233 n Mo.**  
**Borer.** Conseil fédéral. Doubles casquettes présidentielles. Eviter les malentendus
- \* **14.3635 n Ip.**  
**Borer.** Mauvais investissements dans les terminaux de conteneurs et dans la planification de nouveaux terminaux
- 12.4176 n Ip.**  
**Bortoluzzi.** Financement hospitalier. Comparaisons entre hôpitaux
- 13.3711 n Ip.**  
**Bortoluzzi.** Hotnights. Une brochure douteuse
- 13.3843 n Ip.**  
**Bortoluzzi.** Liberté économique. L'Etat ne peut pas être à la fois juge et partie
- \* **14.3355 n Ip.**  
**Bortoluzzi.** Nouvelle loi sur les produits du tabac. Procédés douteux de la part des responsables à l'Office fédéral de la santé publique
- \* **14.3560 n Ip.**  
**Bortoluzzi.** Reprise du droit de l'UE dans le domaine des assurances
- N **12.3891 n Mo.**  
**Bourgeois.** Fixation d'indicateurs pour l'accompagnement de la politique énergétique 2050
- 13.3043 n Mo.**  
**Bourgeois.** Répression des fraudes. Mise en application de l'article 182 de la loi sur l'agriculture
- 13.3420 n Mo.**  
**Bourgeois.** Assurance-maladie. Délai maximal à fixer pour l'approbation de la convention tarifaire
- 13.3954 n Mo.**  
**Bourgeois.** Sous-sol. Mesures à instituer au travers d'un organe de coordination de la Confédération
- 13.4042 n Mo.**  
**Bourgeois.** Appel d'offres. Possibilité de la faire dans la langue officielle de son choix
- 13.4158 n Po.**  
**Bourgeois.** Potentiel du sous-sol. Règlement des conflits, gestion et organisation des tâches
- x **14.3023 n Po.**  
**Bourgeois.** Comparaison des politiques agricoles et bilan à tirer
- x **14.3024 n Ip.**  
**Bourgeois.** Déclaration d'animaux génétiquement modifiés pour la consommation
- \* **14.3429 n Ip.**  
**Bourgeois.** Cours d'eau pollués aux pesticides
- \* **14.3508 n Po.**  
**Bourgeois.** Développement des énergies renouvelables indigènes de 2020-2035
- 13.3912 n Mo.**  
**Brand.** Relevé signalétique systématique pour les infractions au droit de la migration
- 13.3913 n Mo.**  
**Brand.** Loi sur les étrangers. Durcir les mesures de restriction de la liberté de mouvement
- 13.4167 n Ip.**  
**Brand.** Médicalisation excessive de l'exécution des renvois prononcés en vertu de la législation relative à l'asile et aux étrangers
- 14.3090 n Mo.**  
**Brand.** Les étrangers employés à temps partiel ne doivent pas avoir droit aux prestations d'aide sociale
- 14.3091 n Mo.**  
**Brand.** Mise en oeuvre de l'initiative populaire "contre l'immigration de masse" par une révision de l'Accord sur la libre circulation des personnes
- 12.4273 n Ip.**  
**Brunner.** Prestations informatiques du Tribunal fédéral
- 13.3237 n Ip.**  
**Brunner.** Dénonciation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales
- 14.3195 n Ip.**  
**Brunner.** Terminaux des CFF
- 12.4264 n Mo.**  
**Büchel Roland.** Trafic des paiements. Garantir un service universel aux Suisses de l'étranger
- 13.3268 n Mo.**  
**Büchel Roland.** Mise hors cours de la pièce de cinq centimes
- 13.3269 n Mo.**  
**Büchel Roland.** Pas d'aide au développement pour les puissances militaires
- 13.3591 n Mo.**  
**Büchel Roland.** Vacances privées cofinancées par la Confédération
- 12.3809 n Mo.**  
**Bugnon.** Permettre aux sociétés coopératives agricoles et viticoles de pouvoir continuer à bénéficier de crédits pour les améliorations structurelles
- x **12.3570 n Po.**  
**Bulliard.** Mise en oeuvre de la réforme de Bologne dans les études de médecine

- 13.3048 n Mo.**  
**Bulliard.** Contre la suppression de l'aide indirecte à la presse sans solution de remplacement convaincante
- 13.3624 n Po.**  
**Bulliard.** Amélioration des aides financières à la formation continue et à la reconversion professionnelle pour les agriculteurs
- 13.3625 n Mo.**  
**Bulliard.** Pour la création d'un prix suisse de l'innovation dans le secteur des services
- 13.3626 n Po.**  
**Bulliard.** Formation élémentaire AI et formation pratique INSOS. Fournir des données transparentes
- 13.3814 n Ip.**  
**Bulliard.** Effectuer les planifications scolaires en fonction de l'augmentation du taux de natalité
- 13.4035 n Ip.**  
**Bulliard.** Empêcher la hausse des tarifs postaux d'acheminement des journaux
- x **14.3232 n Po.**  
**Bulliard.** Article 12 de la Convention des Nations Unies relatives aux droits de l'enfant. Bilan de la mise en oeuvre en Suisse
- 14.3264 n Po.**  
**Bulliard.** Formation professionnelle. La Confédération et les cantons en font-ils assez pour soutenir l'apprentissage des langues?
- x **12.3683 n Mo.**  
**Buttet.** Les gens du voyage doivent aussi respecter nos lois
- 12.4036 n Po.**  
**Buttet.** Offensive pour promouvoir l'éducation numérique
- 13.3032 n Mo.**  
**Buttet.** Reconnaître les chaussons à neige comme équipement d'hiver
- 13.3036 n Mo.**  
**Buttet.** Commerce de fruits et légumes. Promotion des acteurs suisses
- 13.3736 n Po.**  
**Buttet.** Stratégie WiFi pour la Suisse
- 13.3759 n Ip.**  
**Buttet.** Affichage des retraits de permis de conduire. Bon que pour les Vaudois?
- 13.3851 n Po.**  
**Buttet.** Chaire de technique du bâtiment à l'EPF
- 13.4090 n Mo.**  
**Buttet.** Importation de viande halal provenant d'abattages sans étourdissement
- x **14.3061 n Ip.**  
**Buttet.** L'Inspection fédérale des installations à courant fort fait-elle du zèle?
- x **14.3168 n Ip.**  
**Buttet.** Les diplomates suisses en crise?
- \* **14.3398 n Mo.**  
**Buttet.** La Suisse ne doit plus attendre la guerre nucléaire!
- \* **14.3460 n Ip.**  
**Buttet.** Suisses discriminés par FATCA, ça suffit!
- x **12.3526 n Ip.**  
**Candinas.** Vélos électriques. Port du casque obligatoire pour les passagers transportés sur siège enfant ou en remorque
- 12.3757 n Ip.**  
**Candinas.** Adjudication des publications fédérales
- 12.3958 n Ip.**  
**Candinas.** Port obligatoire du casque pour les enfants
- 12.4177 n Ip.**  
**Candinas.** Les bases légales relatives à l'imposition des résidences secondaires suffisent-elles?
- 13.3357 n Ip.**  
**Candinas.** Privilégier les langues nationales plutôt que l'anglais sur les chaînes de télévision publiques
- 13.3637 n Mo.**  
**Candinas.** Loi sur l'aménagement du territoire. Encourager la construction de logements d'utilité publique en complétant l'article concernant les buts
- 13.3638 n Po.**  
**Candinas.** Compenser en partie la suppression d'emplois dans les régions de montagne par des transferts au sein de l'administration fédérale
- 13.3922 n Mo.**  
**Candinas.** Verser des allocations de formation professionnelle pour tous les jeunes jusqu'à l'âge de 18 ans
- 13.4303 n Mo.**  
**Candinas.** Truite arc-en-ciel. Assouplissement de l'introduction
- 13.4306 n Po.**  
**Candinas.** Système de gestion des créneaux horaires pour les entreprises du secteur des transports
- 14.3236 n Mo.**  
**Candinas.** Vitesse d'accès à Internet proposée dans le cadre du service universel. Passer au haut débit
- \* **14.3597 n Mo.**  
**Candinas.** Un rabais d'impôt plutôt qu'une déduction fiscale
- 12.3876 n Ip.**  
**Carobbio Guscetti.** Pourquoi la révision 2010 de l'ordonnance sur les déductions en faveur de mesures énergétiques n'entre-t-elle pas en vigueur?
- 12.4198 n Ip.**  
**Carobbio Guscetti.** Armée suisse. Date de péremption des médicaments
- 13.3218 n Po.**  
**Carobbio Guscetti.** Votation sur l'article constitutionnel visant à promouvoir la famille. Conséquences
- 13.3249 n Ip.**  
**Carobbio Guscetti.** Déclaration d'origine obligatoire pour les produits provenant des colonies israéliennes en Palestine. Cohérence de la politique étrangère suisse
- 13.3272 n Mo.**  
**Carobbio Guscetti.** Stage facilitant le retour à la vie active. Rôle de l'Etat
- 13.3347 n Ip.**  
**Carobbio Guscetti.** Remplacer les apprentis résidant en Suisse par des apprentis frontaliers majeurs?

- 13.3404 n Ip.**  
**Carobbio Guscetti.** Calendrier pour la mise en oeuvre des mesures en matière de logement
- 13.3445 n Mo.**  
**Carobbio Guscetti.** Mesures d'urgence pour les zones les plus exposées à la sous-enchère salariale
- 13.3446 n Mo.**  
**Carobbio Guscetti.** Fonds destiné à la formation dans les zones les plus exposées à la sous-enchère salariale
- 13.3810 n Mo.**  
**Carobbio Guscetti.** Le service de piquet nocturne des éducateurs et surveillants doit compter comme temps de travail
- 13.3987 n Ip.**  
**Carobbio Guscetti.** Pour la commercialisation en Suisse de médicaments testés de manière irréprochable
- 13.4270 n Po.**  
**Carobbio Guscetti.** Analyse approfondie de la sous-enchère salariale consécutive à la substitution de la main-d'oeuvre résidente
- 13.4305 n Ip.**  
**Carobbio Guscetti.** Prévention contre la menace d'une bulle immobilière
- 14.3049 n Mo.**  
**Carobbio Guscetti.** Mammographies. Améliorer la qualité des examens et la sécurité du diagnostic
- \* **14.3561 n Ip.**  
**Carobbio Guscetti.** Conséquences d'une diminution de l'immigration sur le marché de l'immobilier
- 13.3842 n Mo.**  
**Caroni.** Faire en sorte que les concubins puissent porter un nom de famille commun
- 13.4037 n Mo.**  
**Caroni.** Se dire oui pour la vie sans bureaucratie
- 13.4218 n Mo.**  
**Caroni.** Avenir de l'arrêté sur le réseau
- 14.3109 n Mo.**  
**Caroni.** Congé parental. Davantage de liberté sans augmentation des coûts
- \* **14.3441 n Mo.**  
**Caroni.** Juridiction fédérale en matière pénale. Se concentrer sur les intérêts essentiels de la Confédération
- 12.4265 n Po.**  
**Cassis.** Plurilinguisme dans l'administration fédérale. Analyse détaillée des besoins
- 13.3641 n Mo.**  
**Cassis.** Relancer sans attendre les travaux sur les éléments techniques de la révision de l'AI
- 13.3809 n Mo.**  
**Cassis.** Vaccination contre le papillomavirus humain. Fin du statut spécial
- \* **14.3433 n Ip.**  
**Cassis.** Exonération de la TVA pour les marchandises importées dans le trafic transfrontalier. Conformité des dispositions italiennes au droit international
- \* **14.3481 n Ip.**  
**Cassis.** Sur quelles données se fondera-t-on pour réformer la prévoyance vieillesse?
- \* **14.3554 n Ip.**  
**Cassis.** Catalogue des prestations de la LAMal. Mythe ou réalité?
- \* **14.3564 n Ip.**  
**Cassis.** 1er août. Le Tessin sera-t-il privé de feux d'artifice?
- 13.3627 n Mo.**  
**Chevalley.** Une contribution aux programmes de recherches européens en accord avec notre stratégie énergétique
- \*x **14.3273 n Ip.**  
**Chevalley.** Pourquoi interdire en Suisse la commercialisation d'insectes qui sont consommés couramment dans d'autres pays?
- \*x **14.3274 n Ip.**  
**Chevalley.** Pourquoi interdire l'alimentation des poissons, des volailles et des porcs par des insectes?
- \* **14.3316 n Po.**  
**Chevalley.** Quelles sont les entraves juridiques à l'assainissement énergétique des PPE?
- \* **14.3525 n Ip.**  
**Chevalley.** Déchets nucléaires. Beaucoup de questions peu de réponses
- \* **14.3652 n Ip.**  
**Chevalley.** Trouver une solution pour raccorder à un coût raisonnable les installations solaires photovoltaïques des bâtiments agricoles isolés
- 12.3817 n Po.**  
**Chopard-Acklin.** Saisie des horaires de travail flexibles
- \*x **12.4012 n Mo.**  
**Chopard-Acklin.** Introduire le principe de transparence dans la NAGRA
- 13.3130 n Ip.**  
**Chopard-Acklin.** Centrale nucléaire de Beznau. Enveloppe protectrice du réacteur attaquée par la rouille
- 13.3131 n Mo.**  
**Chopard-Acklin.** Renforcer la Commission fédérale de sécurité nucléaire
- 13.3132 n Mo.**  
**Chopard-Acklin.** Interdiction d'importer des déchets radioactifs
- 13.3133 n Ip.**  
**Chopard-Acklin.** Bözberg et Lägern-Nord. Incertitudes dues à des facteurs géologiques
- 13.3428 n Po.**  
**Chopard-Acklin.** Cyberenquêtes policières. Garantir la sécurité du droit pour les citoyens et la police
- 13.4046 n Ip.**  
**Chopard-Acklin.** Risques sécuritaires liés au transport de marchandises dangereuses dans le tunnel routier du Saint-Gothard. Assouplissement dans le cas d'un deuxième tube?
- 14.3139 n Mo.**  
**Chopard-Acklin.** Obligation de déclarer les nanoparticules dans les aliments et les cosmétiques
- \* **14.3518 n Ip.**  
**Chopard-Acklin.** Dépôt en couches géologiques profondes. Coûts et critères d'abandon en cas de difficultés

- x **11.3811 n Mo.**  
**Darbellay.** Pour combler les lacunes de l'assurance-accidents
- x **12.3610 n Mo.**  
**Darbellay.** Promouvoir les transports par autocar en supprimant ou en réduisant l'impôt sur les huiles minérales
- 12.3738 n Mo.**  
**Darbellay.** Intégrer les vins mousseux au contingent d'importation des vins
- 12.3911 n Mo.**  
**Darbellay.** TVA sur la vente de biens immobiliers. Respect de la volonté du législateur
- 13.3439 n Po.**  
**Darbellay.** Imposition d'après la dépense. Comparaison internationale et importance économique
- 13.3818 n Mo.**  
**Darbellay.** Pour une admission simplifiée des véhicules à moteur et plus de sécurité routière
- 13.3819 n Mo.**  
**Darbellay.** Non à la double réception par type des véhicules routiers
- x **14.3185 n Ip.**  
**Darbellay.** Regroupement familial. Chiffres exacts
- \* **14.3548 n Ip.**  
**Darbellay.** Accès aux universités suisses pour les étrangers. Arrêt du Tribunal fédéral
- 12.3914 n Mo.**  
**de Buman.** Appels d'offres dans les trois langues officielles de la Confédération
- 12.3947 n Mo.**  
**de Buman.** TVA réduite également pour les livres électroniques
- 12.4243 n Po.**  
**de Buman.** Impact des sociétés mixtes et de domicile sur l'économie des cantons
- 12.4245 n Po.**  
**de Buman.** Des salaires minimaux dans les conventions collectives de travail par région ou par branche
- 12.4246 n Mo.**  
**de Buman.** Exonération partielle de l'impôt sur les huiles minérales pour les engins de damage des pistes de ski
- 13.3235 n Mo.**  
**de Buman.** Pour un Small Business Act helvétique
- 13.3280 n Mo.**  
**de Buman.** Protéger les intérêts économiques suisses
- 13.3281 n Mo.**  
**de Buman.** Une banque publique d'investissement au service de l'économie suisse
- N **13.3616 n Mo.**  
**de Buman.** Lancer et réaliser une offensive en faveur des sports de neige
- 13.3617 n Mo.**  
**de Buman.** Pour une table ronde sur les heures d'ouverture des magasins
- 13.4317 n Mo.**  
**de Buman.** Soumettre le biogaz à un régime fiscal cohérent
- \* **14.3304 n Ip.**  
**de Buman.** Quels moyens concrets pour soutenir les secteurs stratégiques de notre tissu industriel?
- 12.4121 n Po.**  
**de Courten.** Conséquences de l'activité réglementaire de la FINMA sur la place financière et économique suisse
- 13.3396 n Po.**  
**de Courten.** Parc suisse d'innovation. Application des articles 32 à 34 LERI
- 13.3542 n Mo.**  
**de Courten.** Garantir le financement de l'AVS sans augmentation massive des impôts et des cotisations
- 13.3543 n Po.**  
**de Courten.** Hausses disproportionnées des émoluments. Barrières d'accès au marché pour les PME
- x **14.3088 n Ip.**  
**de Courten.** Marché suisse des génériques et comparaison internationale. Questions relatives à la qualité de l'analyse du Surveillant des prix
- \* **14.3642 n Ip.**  
**de Courten.** SIPPO: de l'argent de la Confédération pour concurrencer les PME suisses?
- x **12.3431 n Po.**  
**Derder.** Pour une feuille de route en vue de doubler le réseau Swissnex
- x **12.3445 n Ip.**  
**Derder.** Solar Impulse. Retour d'image pour la Suisse
- 12.3808 n Po.**  
**Derder.** Quelle politique de financement des études supérieures en Suisse?
- 12.3916 n Ip.**  
**Derder.** Etude PNR 59 sur les organismes génétiquement modifiés. 12 millions pour rien?
- 12.3999 n Ip.**  
**Derder.** Quel est le rôle du président de la Confédération?
- 13.3073 n Po.**  
**Derder.** Vision d'ensemble de la politique d'innovation
- 13.3553 n Mo.**  
**Derder.** Renforcer le plurilinguisme en encadrant l'usage de l'anglais
- 13.3949 n Mo.**  
**Derder.** Encourager la création d'entreprises par un report d'imposition des investisseurs
- 13.3950 n Mo.**  
**Derder.** Pour que la Caisse fédérale de pensions Publica investisse dans le tissu économique local
- 13.3951 n Ip.**  
**Derder.** Pour une définition précise de "jeune entreprise innovante"
- 14.3265 n Mo.**  
**Derder.** Encourager la participation de collaborateurs dans les jeunes entreprises innovantes

- 14.3266 n Ip.**  
**Derder.** Des visas d'entrepreneurs pour la Suisse. Quelle politique migratoire pour notre politique d'innovation?
- 14.3267 n Ip.**  
**Derder.** Comment encourager les caisses de pension à investir dans le tissu économique local?
- \* **14.3379 n Ip.**  
**Derder.** Sécuriser les sites internet suisses par des entreprises suisses
- \* **14.3654 n Ip.**  
**Derder.** Faisons-nous fausse route en matière de sécurité numérique?
- \* **14.3655 n Po.**  
**Derder.** Définir notre identité numérique et identifier les solutions pour la protéger
- 13.3083 n Mo.**  
**Egloff.** Sécurité du logement. Droit d'option irrévocable quant à la valeur locative
- 13.3562 n Mo.**  
**Egloff.** Loyers comparatifs. Faire en sorte que le critère des loyers usuels dans la localité ou dans le quartier soit applicable
- x **12.3935 n Mo.**  
**Estermann.** Non à l'interdiction des ampoules à incandescence en Suisse
- 13.3080 n Mo.**  
**Estermann.** Distribuer les versements à l'UE pour la cohésion par l'entremise des entreprises suisses
- 13.3212 n Mo.**  
**Estermann.** Prévention de la dépendance au jeu. Eviter la duplication des structures
- 13.4074 n Mo.**  
**Estermann.** Exonérer les rentes AVS
- 13.4113 n Ip.**  
**Estermann.** Statistiques sur la consommation de médicaments psychotropes
- 13.4176 n Ip.**  
**Estermann.** Quelle politique d'immigration pour demain?
- 14.3050 n Ip.**  
**Estermann.** Electrosmog
- N **14.3096 n Mo.**  
**Estermann.** Pavoisement du Palais fédéral en vue de souligner son importance
- 14.3248 n Ip.**  
**Estermann.** Les Yéniches suisses en danger
- \* **14.3437 n Ip.**  
**Estermann.** Oui à nos symboles nationaux!
- \* **14.3602 n Mo.**  
**Estermann.** Plafond des dépenses de l'armée
- 12.3773 n Mo.**  
**(Fässler Hildegard) Friedl.** Transparence des paiements effectués par les entreprises de matières premières
- x **12.3622 n Mo.**  
**Favre Laurent.** Promouvoir les disciplines MINT à l'école
- 12.4118 n Ip.**  
**Favre Laurent.** Mandat d'étude pour la suppression du goulet de Vauseyon
- 13.3599 n Mo.**  
**Favre Laurent.** Une politique agricole ambitieuse sur les marchés
- 13.3600 n Po.**  
**Favre Laurent.** Evolution des branches MINT à l'école
- 13.4268 n Mo.**  
**Favre Laurent.** Registre national pour le don d'organes
- x **14.3198 n Ip.**  
**Favre Laurent.** Quid du programme Magellan mobilité?
- 14.3281 n Mo.**  
**Favre Laurent.** Partenariat confédéral pour l'extension du réseau des routes nationales
- 13.3525 n Mo.**  
**Fehr Hans.** Inscrire dans le Code pénal l'interdiction de dissimuler son visage  
Voir objet 13.3520 Mo. Föhn
- 13.3725 n Mo.**  
**Fehr Hans.** Durcissement du droit pénal des mineurs
- 13.3746 n Ip.**  
**Fehr Hans.** Politique du Conseil fédéral en matière de migration
- 13.3932 n Mo.**  
**Fehr Hans.** Loi sur les étrangers. Sanctionner l'entrave au renvoi
- 14.3156 n Mo.**  
**Fehr Hans.** Instituer une franchise pour les cotisations AVS payées par les personnes occupées dans les ménages privés
- \* **14.3331 n Ip.**  
**Fehr Hans.** Crise ukrainienne. Neutralité ou rapprochement avec l'OTAN?
- \* **14.3491 n Ip.**  
**Fehr Hans.** Conséquences d'une reprise de l'acquis communautaire sur l'ordre juridique suisse
- x **12.3506 n Ip.**  
**(Fehr Hans-Jürg) Chopard-Acklin.** Stockage final de déchets radioactifs dans les eaux souterraines
- 12.3795 n Mo.**  
**(Fehr Hans-Jürg) Fehr Jacqueline.** Elargir le mandat de la Commission fédérale tripartite pour les affaires de l'OIT
- 13.3145 n Po.**  
**(Fehr Hans-Jürg) Friedl.** Stockage des déchets radioactifs. Evaluer des options
- 13.3146 n Ip.**  
**(Fehr Hans-Jürg) Friedl.** Dépôt final pour les déchets radioactifs. Risque sismique
- 13.3147 n Mo.**  
**(Fehr Hans-Jürg) Chopard-Acklin.** Soumettre la Nagra à un contrôle démocratique
- 13.3148 n Mo.**  
**(Fehr Hans-Jürg) Munz.** Dépôts en couches géologiques profondes. Compléter le plan sectoriel

- x **12.3603 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Modèles de prise en charge des malades chroniques
- x **12.3605 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Ordonnance sur les zones 30 et les zones de rencontre
- 12.3919 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Améliorer la prévention du suicide en Suisse pour l'amener au niveau zougais
- 12.4236 n Po.**  
**Fehr Jacqueline.** Partage du savoir entre la Suède et la Suisse
- x **13.3177 n Po.**  
**Fehr Jacqueline.** Indice d'égalité salariale
- 13.3178 n Mo.**  
**Fehr Jacqueline.** Obligation de déclarer les marchandises provenant des territoires du Sahara occidental occupés par le Maroc
- 13.3385 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Voyage au Proche-Orient du conseiller fédéral Didier Burkhalter
- 13.3402 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Plus d'engagement de la part des entreprises pour l'équilibre entre vies professionnelle et familiale
- 13.3530 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Zones alluviales de la Töss
- 13.3532 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Réforme de l'imposition des entreprises. Comment améliorer la sécurité de la planification et du droit?
- 13.3533 n Po.**  
**Fehr Jacqueline.** Flux financiers déloyaux et illicites en provenance des pays en développement
- 13.3747 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Des assurances sociales plus fortes et une aide sociale moins sollicitée grâce aux salaires minimums
- 13.3757 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Site de l'arsenal de Winthertour
- 13.3789 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Extorsion de fonds exercée auprès des réfugiés érythréens
- 13.3874 n Mo.**  
**Fehr Jacqueline.** Octroyer des aides à l'investissement aux médecins de premier recours prêts à s'établir dans les régions périphériques ou dans les régions où l'offre de soins de base est moins riche
- 13.4020 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Chantiers de la FIFA au Qatar
- 13.4137 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Afrique du Sud. La Suisse ne doit pas s'en tenir à des condoléances, mais aussi prendre ses responsabilités
- 13.4277 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** LAMal. Une prime par canton
- x **14.3080 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Déclaration de marchandises provenant du Sahara occidental
- 14.3163 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Y aura-t-il une affaire AXPO comme il y a eu une affaire Swissair ou une affaire UBS?
- 14.3164 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Les femmes et le marché du travail. Recommandations de l'OCDE
- 14.3165 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Protection de l'Arctique
- x **14.3166 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** La propagande des assureurs-maladie est-elle contraire à la loi?
- \* **14.3338 n Mo.**  
**Fehr Jacqueline.** Festivités marquant le 70e anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale
- \* **14.3339 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Indice d'égalité salariale
- \* **14.3340 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Violation par la CSS du principe d'une information équilibrée?
- \* **14.3562 n Ip.**  
**Fehr Jacqueline.** Coopération au développement fondée sur le sexe
- x **12.3359 n Ip.**  
**Feller.** L'initiative sur les résidences secondaires est-elle applicable dans les délais prévus?
- x **12.3427 n Ip.**  
**Feller.** Conséquences des mesures sur l'utilisation des fonds du deuxième pilier
- 13.3050 n Ip.**  
**Feller.** La sortie du nucléaire pourrait coûter 1000 milliards d'euros à l'Allemagne. Et à la Suisse?
- 13.3098 n Ip.**  
**Feller.** Où va la planification de la médecine hautement spécialisée?
- 13.3398 n Ip.**  
**Feller.** Surveillance des Fonds de compensation AVS/AI/APG
- 13.3528 n Ip.**  
**Feller.** L'énergie nucléaire, est-elle à géométrie variable?
- 13.3673 n Mo.**  
**Feller.** Augmentation du plafond d'intervention des organisations de cautionnement en faveur des PME de 500 000 à un million de francs
- 13.4043 n Ip.**  
**Feller.** Application de la LAT. Comment sortir du piège du moratoire?
- 13.4054 n Ip.**  
**Feller.** Taux d'accueil de requérants d'asile par rapport à la population d'une commune
- x **14.3026 n Ip.**  
**Feller.** LAMal. Ingérence du Conseil fédéral dans la structure tarifaire conventionnelle. Un abus de compétence?
- N **14.3031 n Mo.**  
**Feller.** FINMA. Enquête de sécurité concernant les dirigeants avant leur nomination

- 14.3099 n Ip.**  
**Feller.** Liens entre la Centrale de compensation et les fonds de compensation AVS/AI/APG
- \* **14.3305 n Ip.**  
**Feller.** Publication des résultats de l'enquête sur les salaires 2012 pendant la campagne de votation sur le salaire minimum légal
- \* **14.3309 n Mo.**  
**Feller.** Pas de mesures supplémentaires de régulation du marché hypothécaire sans évaluation des mesures déjà prises et consultation des milieux intéressés
- \* **14.3390 n Mo.**  
**Feller.** Assujettissement des Fonds de compensation AVS/AI/APG à la loi sur les marchés publics
- \* **14.3391 n Ip.**  
**Feller.** Statut juridique des Fonds de compensation AVS/AI/APG
- \* **14.3392 n Ip.**  
**Feller.** Organisation des Fonds de compensation AVS/AI/APG
- \* **14.3432 n Ip.**  
**Feller.** Gouvernance de la médecine hautement spécialisée
- \* **14.3448 n Ip.**  
**Feller.** La FINMA a-t-elle vraiment besoin de sous-traitants?
- x **12.3424 n Mo.**  
**Feri Yvonne.** Modification des articles 352 et 354 du Code de procédure pénale
- x **12.3801 n Po.**  
**Feri Yvonne.** Fixer un quota de femmes dans l'administration fédérale et prendre des mesures de soutien
- 12.3802 n Po.**  
**Feri Yvonne.** Fixer un quota de femmes dans les conseils d'administration des entreprises fédérales ou cotées en Bourse et prendre des mesures de soutien
- 13.3155 n Mo.**  
**Feri Yvonne.** Prendre en compte les conséquences qu'un projet d'acte peut avoir sur la famille
- x **13.3156 n Mo.**  
**Feri Yvonne.** Pour une éducation non violente
- 13.3351 n Mo.**  
**Feri Yvonne.** Les prestations complémentaires pour les familles. Un moyen de lutter contre la pauvreté
- 13.3441 n Po.**  
**Feri Yvonne.** Gestion des menaces émanant de violences domestiques. Faire le point sur la situation juridique et créer une définition nationale
- 13.3741 n Mo.**  
**Feri Yvonne.** Sensibilisation à la mise en danger du bien-être de l'enfant par l'exposition à la violence domestique
- x **14.3155 n Ip.**  
**Feri Yvonne.** Mutilations génitales féminines. Mesures de prévention de la Confédération
- \* **14.3320 n Ip.**  
**Feri Yvonne.** Lutter contre la traite des êtres humains
- \* **14.3321 n Ip.**  
**Feri Yvonne.** Revoir la réglementation du travail sexuel
- \* **14.3414 n Ip.**  
**Feri Yvonne.** Bas salaires. Prendre les mesures qui s'imposent
- \* **14.3415 n Ip.**  
**Feri Yvonne.** Loi fédérale sur l'enlèvement international d'enfants et les Conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes
- \* **14.3416 n Ip.**  
**Feri Yvonne.** Situation des bénéficiaires de l'aide sociale de plus de 50 ans
- \* **14.3417 n Po.**  
**Feri Yvonne.** Placer systématiquement les auteurs de violences domestiques devant leurs actes pour les amener à changer
- 13.3742 n Mo.**  
**Fiala.** Agir rapidement contre le harcèlement obsessionnel
- 12.4154 n Mo.**  
**Fischer Roland.** Instituer des principes uniformes pour l'établissement des comptes spéciaux de la Confédération
- 12.4239 n Ip.**  
**Fischer Roland.** Comptes de la Confédération. Investissements et vérité des coûts
- 13.3076 n Ip.**  
**Fischer Roland.** Lignes directrices du nouveau concept de stationnement des Forces aériennes
- 13.3424 n Ip.**  
**Fischer Roland.** Risques conjoncturels dus au boum persistant dans le secteur de la construction et de l'immobilier
- 13.3938 n Ip.**  
**Fischer Roland.** Conséquences de l'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine sur l'écosystème du plateau tibétain
- 13.4099 n Ip.**  
**Fischer Roland.** Police aérienne. Augmentation de la capacité à durer de la flotte de F/A-18
- 13.4213 n Ip.**  
**Fischer Roland.** La promotion de la mobilité douce fait-elle partie des objectifs de la Stratégie énergétique 2050?
- 14.3172 n Ip.**  
**Fischer Roland.** De fausses priorités lors du renouvellement des forces aériennes?
- \* **14.3598 n Mo.**  
**Fischer Roland.** Stratégie énergétique. Plan de mesures pour encourager la mobilité douce
- \* **14.3599 n Mo.**  
**Fischer Roland.** Plan de mesures pour améliorer la formation et la formation continue des spécialistes de la mobilité douce
- \* **14.3600 n Ip.**  
**Fischer Roland.** Suspension de l'association de la Suisse au programme Horizon 2020. Eviter les désavantages concurrentiels pour les PME suisses

- 13.3497 n Ip.**  
**Flach.** Modification de la loi sur l'aménagement du territoire. Prendre des mesures pour juguler les classements préventifs en zone à bâtir
- 13.3859 n Mo.**  
**Flach.** Autoriser exceptionnellement l'utilisation de produits chimiques dans la lutte contre les néophytes invasives dans des zones particulièrement dignes de protection
- 13.3860 n Mo.**  
**Flach.** Relevé actuel des surfaces d'assolement subsistantes et des zones à bâtir délimitées
- x **12.3362 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Subventions allouées à la Fondation pour la protection des consommateurs
- x **12.3548 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Distorsions de la concurrence provoquées par la Poste suisse et d'autres entreprises appartenant ou liées à la Confédération
- 12.3751 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Calculateur de prix. Gaspillage et fiasco?
- 12.3752 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Pourquoi Car postal SA ne veut-il pas montrer l'exemple?
- 12.3863 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Dépenser l'argent des pouvoirs publics en Suisse
- 12.3867 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Normes de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports
- 12.3948 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Mesures contre la dévalorisation des forêts
- 12.4218 n Mo.**  
**Flückiger Sylvia.** Mettre fin aux effets néfastes du site [barometredesprix.ch](http://barometredesprix.ch)
- 13.3246 n Mo.**  
**Flückiger Sylvia.** Confier à des entreprises suisses la construction ou la rénovation de biens culturels suisses
- 13.3248 n Mo.**  
**Flückiger Sylvia.** Agenda forestier 2030
- 13.3576 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Allègement fiscal pour les PME victimes des bouchons routiers
- 13.3871 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Régulation de la population de loups
- 13.3872 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Abattre les lynx pour lutter contre la surpopulation
- 13.3873 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** 18 faons sacrifiés sur l'autel de la science
- 13.3878 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Sylviculture durable et Confédération
- 13.3879 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** ORP. Quel coût et quel bilan?
- 13.3880 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Octroi de l'aide sociale à des ressortissants de l'UE sans emploi au moment de leur entrée en Suisse
- 13.4286 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Subventions fédérales aux associations de consommateurs
- \* **14.3544 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Service national d'enregistrement des déclarations d'abus sexuels
- \* **14.3545 n Ip.**  
**Flückiger Sylvia.** Les fonds de l'assurance-chômage sont-ils employés à bon escient?
- 12.4238 n Po.**  
**Fluri.** Utilisation d'offres illégales sur Internet. Impact sur l'économie
- 13.3535 n Mo.**  
**Fluri.** Taxe sur la plus-value pour promouvoir les logements d'utilité publique
- 13.3583 n Mo.**  
**Fluri.** Prêt des oeuvres. Pour une juste rémunération des auteurs
- x **14.3117 n Ip.**  
**Fluri.** Réactivité à l'impôt des entreprises à statut fiscal spécial
- 13.3505 n Po.**  
**Frehner.** Trouver des solutions de rechange au relèvement de l'impôt sur les huiles minérales
- 13.3826 n Po.**  
**Frehner.** Obligation d'entretien après le divorce
- 14.3021 n Po.**  
**Frehner.** Lutte contre les mariages forcés
- x **14.3066 n Ip.**  
**Frehner.** Nouvelle loi sur les étrangers. Exécution facilitée des expulsions
- \* **14.3359 n Ip.**  
**Frehner.** Droit du mariage et de la famille. Un avis de droit inquiétant
- \* **14.3389 n Ip.**  
**Frehner.** Afflux de migrants en provenance d'Afrique. Que fait le Conseil fédéral?
- \* **14.3453 n Po.**  
**Frehner.** Contrôle des dispositions régissant l'obligation d'entretien
- \* **14.3478 n Mo.**  
**Frehner.** Interdire la revente de billets à prix majoré
- \* **14.3483 n Ip.**  
**Frehner.** Reprise de dispositions normatives dans le domaine des assurances sociales
- NE **11.3635 n Mo.**  
**Freysinger.** Interdiction d'importer des produits dérivés du phoque
- x **12.3482 n Mo.**  
**Freysinger.** Contingents d'importation de vins
- x **12.3483 n Mo.**  
**Freysinger.** Pas d'étudiants en terrorisme sur sol suisse
- 12.3699 n Ip.**  
**Freysinger.** Financement de l'opposition syrienne

- x **12.3700 n Mo.**  
**Freysinger.** Caution obligatoire pour gens du voyage étrangers
- 12.3701 n Ip.**  
**Freysinger.** Mohamed El-Ghanam
- 12.3718 n Ip.**  
**Freysinger.** La Suisse complice d'épuration ethnique?
- 12.3785 n Mo.**  
**Freysinger.** Asile. Les communes ont le droit d'être entendues
- 12.3834 n Mo.**  
**Freysinger.** Protection du droit d'auteur
- x **12.3878 n Mo.**  
**Freysinger.** Révision de l'ordonnance sur la protection contre le bruit
- 12.3950 n Mo.**  
**Freysinger.** Aide au tourisme
- 12.3951 n Mo.**  
**Freysinger.** Naturalisation frauduleuse
- 12.4011 n Mo.**  
**Freysinger.** Journée de l'abeille
- 12.4258 n Mo.**  
**Freysinger.** Assouplissement de la lex Koller
- 13.3239 n Mo.**  
**Freysinger.** Violence et drogues. Etablir une statistique
- 13.3244 n Po.**  
**Freysinger.** Prestations de la BNS en faveur des Suisses habitant aux Etats-Unis et des banques
- 13.3331 n Mo.**  
**Freysinger.** Interdiction d'importer des ailerons de requin
- 13.3430 n Ip.**  
**Freysinger.** Espionnage de la CIA
- 13.3545 n Ip.**  
**Freysinger.** Banque nationale suisse et conférence de Bilderberg
- 13.3602 n Mo.**  
**Freysinger.** Fonds d'infrastructure et d'investissement
- 13.3643 n Mo.**  
**Freysinger.** Adaptation de l'accord de Schengen
- 13.3644 n Mo.**  
**Freysinger.** Aide au développement et contrats de réadmission
- 13.3699 n Ip.**  
**Freysinger.** Réfugiés syriens
- 13.3867 n Ip.**  
**Freysinger.** Mettre fin à l'imposture administrative, fiscale, idéologique, politique et scientifique du réchauffement climatique
- 13.3937 n Mo.**  
**Freysinger.** Interopérabilité de l'armée, du Corps des gardes-frontière et de la police
- 13.3952 n Mo.**  
**Freysinger.** Société internationale de sauvetage du Léman. Détaxe sur les carburants
- 13.3953 n Ip.**  
**Freysinger.** Offrir l'asile politique à Edward Snowden
- 13.4230 n Ip.**  
**Freysinger.** Le système bancaire suisse et les Etats-Unis
- 13.4320 n Mo.**  
**Freysinger.** Convention de Berne
- 14.3093 n Mo.**  
**Freysinger.** Ukraine. Pas de soutien à un régime totalitaire
- 14.3125 n Ip.**  
**Freysinger.** Mobbing à l'Office fédéral des migrations?
- 14.3201 n Mo.**  
**Freysinger.** Non à la confiscation des fonds privés par les banques
- \* **14.3323 n Ip.**  
**Freysinger.** Une conseillère fédérale et son département hors-la-loi
- \* **14.3325 n Mo.**  
**Freysinger.** Djihadistes en Suisse
- \* **14.3457 n Ip.**  
**Freysinger.** Usage irrégulier à la Faculté de médecine de l'Université de Zurich de résultats de recherche dans le cadre de publications concernant des projets soutenus par le Fonds national suisse
- \* **14.3459 n Mo.**  
**Freysinger.** Egalité de traitement dans le domaine des passeports et cartes d'identité
- x **12.3360 n Mo.**  
**Fridez.** Interdiction des exportations d'armes vers Bahreïn
- 12.4074 n Ip.**  
**Fridez.** Abeilles en danger. Il y a urgence
- 12.4075 n Po.**  
**Fridez.** Fonds de secours pour des événements naturels extraordinaires dans les domaines agricoles et forestiers
- x **13.3182 n Po.**  
**Fridez.** Les statines sont-elles vraiment utiles?
- 13.3947 n Po.**  
**Fridez.** Une allocation pour chaque enfant
- 14.3173 n Mo.**  
**Fridez.** Pour un dépistage généralisé organisé par coloscopie du cancer du côlon en Suisse
- 14.3174 n Po.**  
**Fridez.** L'aluminium, un adjuvant dérangeant retrouvé dans de nombreux vaccins utilisés en Suisse
- \* **14.3363 n Ip.**  
**Fridez.** Prothèses articulaires métal sur métal défectueuses. Etat des lieux
- \* **14.3364 n Ip.**  
**Fridez.** Assurer un nombre suffisant de places de formation pour les gastroentérologues
- \* **14.3529 n Ip.**  
**Fridez.** Dangers liés aux combattants étrangers et au djihadisme en Suisse
- \* **14.3530 n Ip.**  
**Fridez.** Promotion de la paix et renforcement du pool de transport

- \* **14.3531 n Ip.**  
**Fridez.** Promotion militaire de la paix. A quand l'accroissement promis de notre engagement?
- 13.3153 n Ip.**  
**Friedl.** Octroi de visas à des artistes provenant de pays en développement. Respect de la convention de l'Unesco
- 13.3257 n Ip.**  
**Friedl.** Delta du Mékong. Un projet de grand barrage contraire aux objectifs de la coopération suisse au développement
- 13.3706 n Ip.**  
**Friedl.** Exploitation de bus entre Zurich et Munich par les CFF
- 13.4199 n Po.**  
**Friedl.** Durabilité sociale et écologique des accords bilatéraux de promotion et de protection réciproque des investissements
- x **14.3128 n Ip.**  
**Friedl.** Consommation d'électricité des pompes à chaleur
- x **14.3129 n Ip.**  
**Friedl.** Négociations en vue d'un accord de libre-échange avec la Malaisie et présomption de blanchiment d'argent
- x **14.3130 n Ip.**  
**Friedl.** Libre circulation des personnes. Qu'advient-il des Suisses dans l'UE?
- \* **14.3315 n Ip.**  
**Friedl.** Réparations liées à l'esclavage. La Suisse aidera-t-elle la Caricom?
- \* **14.3594 n Ip.**  
**Friedl.** Reconnaître la persécution pour activités politiques exercées à l'étranger comme motif justifiant le dépôt d'une nouvelle demande d'asile
- \* **14.3595 n Ip.**  
**Friedl.** Comblent rapidement le manque de transparence dans le commerce des matières premières
- 13.3123 n Mo.**  
**Galladé.** Exportation d'éléments d'assemblage de matériel de guerre. Connaître le consommateur final
- 13.3475 n Mo.**  
**Galladé.** Adapter la loi sur les embargos aux réalités et prévenir les atteintes à la réputation
- \* **14.3589 n Mo.**  
**Galladé.** Ne pas remettre d'arme d'ordonnance aux extrémistes faisant l'apologie de la violence
- \* **14.3426 n Ip.**  
**Gasche.** Conséquences de l'assimilation des allègements fiscaux aux subventions
- N **12.3922 n Mo.**  
**Gasser.** Concrétisation des principes régissant la politique étrangère de la Suisse. Ne pas soutenir la production d'énergie issue de centrales à charbon
- 13.4260 n Mo.**  
**Gasser.** La transparence, condition sine qua non d'une saine concurrence sur le marché de l'électricité
- x **12.3470 n Mo.**  
**Geissbühler.** Jeunes délinquants. Les parents doivent être placés devant leurs responsabilités
- x **12.3471 n Mo.**  
**Geissbühler.** Détention de week-end pour les jeunes délinquants
- 13.3081 n Mo.**  
**Geissbühler.** Mesures thérapeutiques contre les délinquants toxicomanes
- 13.3510 n Mo.**  
**Geissbühler.** Police judiciaire fédérale. Postes à responsabilité réservés aux citoyens suisses
- 13.3671 n Mo.**  
**Geissbühler.** Code de procédure pénale. Prolonger jusqu'à 72 heures la détention pour des motifs de sûreté
- 13.3730 n Mo.**  
**Geissbühler.** Non à la présence de civilistes dans les écoles suisses
- 13.3731 n Mo.**  
**Geissbühler.** Registre central sur les délinquants sexuels ou violents ainsi que sur les juges et les experts
- 13.3936 n Mo.**  
**Geissbühler.** Médicaments psychotropes dangereux. Mise en garde sur les emballages
- x **14.3119 n Ip.**  
**Geissbühler.** Soutien de l'OFSP au lobby pour la légalisation des drogues
- \* **14.3515 n Ip.**  
**Geissbühler.** Tunnel de Rosshäusern. Coûts supplémentaires, dépassement de délais et mauvaise conception
- \* **14.3516 n Ip.**  
**Geissbühler.** Prise en charge des prestations par l'assurance obligatoire des soins. Critères d'efficacité, d'adéquation et d'économicité
- \* **14.3517 n Mo.**  
**Geissbühler.** Thérapie exempte de stupéfiants
- 13.3273 n Ip.**  
**Germanier.** LAT. Quel délai transitoire pour le déclassement des zones à bâtir?
- x **13.4003 n Mo.**  
**Germanier.** Importation de vins dans le trafic touristique. Une franchise qui correspond à la pratique européenne
- x **14.3134 n Ip.**  
**Germanier.** La Poste concurrente de l'industrie graphique
- 12.3901 n Ip.**  
**Giezendanner.** Réglementation applicable aux hydrocarbures aromatiques polycycliques utilisés dans la construction routière
- x **12.3912 n Mo.**  
**Giezendanner.** Suppression de la taxe d'incitation sur les COV
- 13.3174 n Mo.**  
**Giezendanner.** Trafic à Mülligen/AG. Maintenir la sortie pour camions actuelle et étudier une nouvelle route d'accès

- 13.3578 n Mo.**  
**Giezendanner.** Flexibilisation de la réglementation relative à la limite de quantité pour le diesel étranger
- 13.3579 n Mo.**  
**Giezendanner.** Inscrire la notion de transport rationnel des marchandises dans la Constitution
- 13.3580 n Ip.**  
**Giezendanner.** Mesures arbitraires de l'Italie en matière de circulation routière
- 14.3194 n Ip.**  
**Giezendanner.** Projet de terminal de conteneurs à Bâle Nord
- 14.3196 n Mo.**  
**Giezendanner.** Classement des véhicules de chantier à cinq essieux dans la catégorie des véhicules hors route
- \* **14.3555 n Mo.**  
**Giezendanner.** Interdiction de stade à vie pour les personnes qui dissimulent leur visage
- 13.3499 n Ip.**  
**Gilli.** Renforcer la protection des patients participant à des études cliniques
- 13.3500 n Mo.**  
**Gilli.** Importation de médicaments et de produits immunologiques. Egalité de traitement
- 13.3884 n Po.**  
**Gilli.** Bases décisionnelles fiables pour les thérapies médicamenteuses
- x **13.4041 n Ip.**  
**Gilli.** Demandes de prise en charge par la LAMal. Bases de décision
- x **14.3257 n Ip.**  
**Gilli.** Ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique
- 13.3606 n Po.**  
**Girod.** Réparation et réutilisation d'appareils électriques et électroniques
- 13.4005 n Ip.**  
**Girod.** Compensation des émissions par des mesures prises en Suisse. Garantir une action efficace
- 13.4255 n Ip.**  
**Girod.** Aménagement du territoire. Assurer un développement durable au lieu de planifier une Suisse à 11 millions d'habitants
- 14.3234 n Ip.**  
**Girod.** Qu'entreprend le Conseil fédéral pour prévenir les risques liés à la bulle de carbone?
- 13.3587 n Mo.**  
**Glanzmann.** Recherche de personnes par Internet. Simplifier la procédure
- 13.3895 n Mo.**  
**Glanzmann.** La police ferroviaire doit avoir accès aux systèmes d'information de la police
- 13.3897 n Mo.**  
**Glanzmann.** 72 heures au poste de police
- 14.3140 n Po.**  
**Glanzmann.** Création de valeur des investissements dans la sécurité intérieure
- 14.3141 n Po.**  
**Glanzmann.** Coûts de la criminalité pour l'économie suisse
- \* **14.3479 n Mo.**  
**Glanzmann.** Définir Emmen comme étant l'emplacement d'engagement principal pour la formation de pilotes sur les Pilatus PC-21
- \* **14.3552 n Po.**  
**Glanzmann.** Rapport sur le grand âge
- x **12.3615 n Ip.**  
**Glättli.** Mise en oeuvre des initiatives des villes pour plus de mobilité respectueuse de l'environnement. Soutien de la Confédération.
- 12.4103 n Ip.**  
**Glättli.** Non-respect des droits de l'enfant dans le cadre des procédures d'asile
- N **12.4212 n Mo.**  
**Glättli.** Inscrire la neutralité du réseau dans la loi sur les télécommunications
- 13.3628 n Mo.**  
**Glättli.** Durabilité numérique des solutions GEVER de l'administration fédérale
- x **13.3812 n Mo.**  
**Glättli.** Garantir la sécurité du vote électronique. N'autoriser que les systèmes vérifiables munis d'un code source libre
- 13.3930 n Mo.**  
**Glättli.** Exportation de logiciels de surveillance et d'espionnage dans des Etats de non-droit
- 13.3942 n Ip.**  
**Glättli.** Réponses claires aux questions en suspens sur l'affaire NSA ainsi que sur les activités du SRC et la collaboration entre le SRC et d'autres services
- 13.3943 n Mo.**  
**Glättli.** Collaboration entre le SRC et des services étrangers. Pas d'accords secrets
- 13.4265 n Po.**  
**Glättli.** Exploiter les centres de calcul de manière plus efficace et avec du courant vert
- 14.3255 n Mo.**  
**Glättli.** Interdire les microplastiques dans les produits cosmétiques
- \* **14.3341 n Ip.**  
**Glättli.** Swisscom. Passage planifié de la téléphonie analogique à la téléphonie par Internet pour tous les raccordements du réseau fixe
- 14.3238 n Po.**  
**Gmür.** Structure Tarmed inappropriée. Elaboration d'un rapport sur les tarifs officiels dans le domaine ambulatoire
- 14.3261 n Ip.**  
**Gmür.** Aluminium. Taux de recyclage
- \* **14.3605 n Ip.**  
**Gmür.** Places de camping pour les associations de jeunesse
- 14.3268 n Mo.**  
**Golay.** Favorisons la main-d'oeuvre suisse et les permis C en supprimant la commission de la perception sur l'impôt à la source

- 14.3269 n Mo.**  
**Golay.** Améliorer l'accompagnement vers l'autonomie et l'intégration sociale des personnes en situation de handicap
- \* **14.3430 n Ip.u.**  
**Golay.** Retard du chantier CEVA. Quelles seront les implications financières pour la Confédération et les CFF?
- 12.3866 n Ip.**  
**Gössi.** Réforme de la valeur locative judicieuse pour tous
- 12.3890 n Mo.**  
**Gössi.** Péréquation des ressources dans le cadre de la RPT. Tenir compte du potentiel de ressources effectif des cantons contributeurs
- x **12.3397 n Mo.**  
**Graf Maya.** Abeilles en danger. Suspendre l'homologation des néonicotinoïdes
- \* **14.3353 n Ip.**  
**Graf Maya.** Le commerce de chiens sur Internet est florissant et favorise l'escroquerie et la souffrance des animaux
- \* **14.3354 n Ip.**  
**Graf Maya.** Remettre en question la procédure d'autorisation des néonicotinoïdes
- \* **14.3621 n Mo.**  
**Graf Maya.** Publication et contrôle obligatoire des activités et fonctions exercées à titre accessoire par les cadres des EPF et de leurs participations dans des entreprises
- 13.3577 n Po.**  
**Graf-Litscher.** "Open government data". Libre accès aux données financières publiques
- 13.4216 n Mo.**  
**Graf-Litscher.** Affaire Snowden. Renforcer le contrôle politique de la collaboration avec des services partenaires
- 13.4308 n Po.**  
**Graf-Litscher.** Améliorer la sécurité et l'indépendance de l'informatique suisse
- N **14.3045 n Mo.**  
**Graf-Litscher.** Transparence des marchés publics passés par la Confédération. Publication des informations clés concernant tous les marchés d'un montant de plus de 50 000 francs
- x **14.3089 n Po.**  
**Graf-Litscher.** Médecines complémentaires. Où en est la mise en oeuvre de l'article constitutionnel 118a? Voir objet 14.3094 Po. Eder
- \* **14.3532 n Po.**  
**Graf-Litscher.** Administration fédérale et logiciels ouverts. Etat des lieux et perspectives
- x **12.3454 n Po.**  
**Grin.** Apiculture. Soutien financier pour le renouvellement des cheptels décimés
- x **12.3576 n Ip.**  
**Grin.** Financement des projets autoroutiers majeurs. Eviter les conflits entre les régions
- 13.3649 n Mo.**  
**Grin.** Pour une agriculture suisse sans OGM. Prolongation du moratoire
- 13.3828 n Ip.**  
**Grin.** Délocalisation de l'impôt sur les successions
- 13.4291 n Ip.**  
**Grin.** Production de céréales fourragères suisses
- x **14.3250 n Ip.**  
**Grin.** Violence des jeunes. Que faire?
- x **14.3251 n Ip.**  
**Grin.** Le loup a-t-il sa place sur le plateau suisse?
- x **14.3252 n Ip.**  
**Grin.** Revitalisation des cours d'eau et pertes de terres agricoles
- \* **14.3346 n Ip.**  
**Grin.** LAT. Période transitoire, compensations obligatoires?
- \* **14.3647 n Ip.**  
**Grin.** Cannabis, respect de la Lstup
- \* **14.3648 n Ip.**  
**Grin.** Lutte contre le bruit excessif, nouvelle norme de compensation
- \* **14.3659 n Mo.**  
**Grin.** Politique agricole, halte à l'escalade administrative!
- 13.3252 n Ip.**  
**Gross Andreas.** Haute surveillance du Conseil fédéral sur l'utilisation des résultats scientifiques de projets soutenus par le Fonds national
- 12.4120 n Mo.**  
**Grossen Jürg.** Télétravail. La Confédération doit montrer l'exemple
- 13.3267 n Ip.**  
**Grossen Jürg.** Impôt fédéral direct. Qui profite de la déduction des frais de transport et dans quelle mesure?
- 13.3473 n Mo.**  
**Grossen Jürg.** Ne pas écarter la possibilité d'assainir le tunnel routier du Saint-Gothard sans deuxième tube Voir objet 13.3593 Mo. Rytz Regula
- 13.3800 n Mo.**  
**Grossen Jürg.** Supprimer l'obligation de remplir une déclaration d'impôt
- \* **14.3329 n Ip.**  
**Grossen Jürg.** Effets de transfert de TOLL+? Qu'attend le Conseil fédéral de cet instrument?
- \* **14.3520 n Mo.**  
**Grossen Jürg.** Suppression de l'interdiction de traverser la chaussée hors des passages pour piétons sans signalisation lumineuse
- \* **14.3623 n Po.**  
**Grossen Jürg.** Fixer des conditions générales propices à une politique climatique digne de ce nom
- \* **14.3624 n Mo.**  
**Grossen Jürg.** Améliorer la prévoyance professionnelle pour les salariés occupant plusieurs postes (à temps partiel)

- \* **14.3627 n Ip.**  
**Grossen Jürg.** Instaurer un système de prévoyance pour encourager l'assainissement énergétique des bâtiments
- \* **14.3628 n Ip.**  
**Grossen Jürg.** Usagers de la route. Les prétendues vaches à lait ne sont-elles pas plutôt subventionnées?
- \* **14.3629 n Po.**  
**Grossen Jürg.** Percevoir des prestations complémentaires après avoir dilapidé son avoir de prévoyance? Eliminer une incitation perverse
- 13.3940 n Mo.**  
**Grunder.** Assouplissement de la législation applicable aux véhicules utilitaires de 3,5 tonnes
- 13.4220 n Mo.**  
**Grunder.** Marchés publics. Exploiter la marge de manœuvre
- x **12.3572 n Mo.**  
**Gschwind.** Eviter la parcellisation de certains domaines en donnant des compétences aux cantons
- N **13.3089 n Mo.**  
**Gschwind.** Abaisser le prix des médicaments vétérinaires
- 13.3090 n Mo.**  
**Gschwind.** Non-assujettissement à la TVA pour la médecine vétérinaire des animaux de rente
- 13.3729 n Mo.**  
**Gschwind.** Permettre une collaboration entre la police cantonale et la police militaire
- x **14.3158 n Mo.**  
**Gschwind.** Inciter la réinsertion professionnelle à la RUAG et chez Armasuisse
- 14.3159 n Mo.**  
**Gschwind.** Ecoles de recrues. Pas d'activité militaire le week-end
- x **14.3160 n Ip.**  
**Gschwind.** Qu'en est-il de l'attractivité des EPF de Lausanne et Zurich pour les étudiants étrangers?
- \* **14.3536 n Ip.**  
**Gschwind.** Concrétisation du mandat d'Agroscope relatif à la sauvegarde de la race des Franches-Montagnes
- 13.3544 n Po.**  
**Guhl.** Simplifier les procédures d'autorisation de construire pour les antennes de téléphonie mobile dans les zones rurales
- 13.3885 n Mo.**  
**Guhl.** Signalisation spéciale équipant les véhicules d'intervention. Autoriser davantage de dispositifs avertisseurs pour éviter les accidents
- \* **14.3337 n Ip.**  
**Guhl.** La règle du zéro pour mille criminalise les pompiers volontaires
- \* **14.3513 n Ip.**  
**Guhl.** Réduction des pesticides grâce à des cépages résistant aux maladies fongiques
- x **12.3491 n Ip.**  
**Gysi.** Expatriés. Les allègements fiscaux sont-ils un frein à l'intégration?
- x **12.3549 n Ip.**  
**Gysi.** Financement des soins. Le recours à l'aide sociale reste d'actualité
- 12.3812 n Ip.**  
**Gysi.** Corrélations économiques autour de la réforme de l'imposition des entreprises III
- 12.4166 n Ip.**  
**Gysi.** Avions de combat. Dépenses de fonctionnement et pollution atmosphérique
- 12.4167 n Ip.**  
**Gysi.** Nuisances sonores dues aux avions de combat
- 13.3416 n Ip.**  
**Gysi.** Des avions de combat entretenus par RUAG utilisés contre des rebelles philippins
- 13.3417 n Ip.**  
**Gysi.** Indicateur de corruption. Mauvaise note pour RUAG
- 13.3573 n Ip.**  
**Gysi.** Réforme de l'imposition des entreprises. A quel point les entreprises mobiles le sont-elles réellement?
- 13.3787 n Ip.**  
**Gysi.** Réforme de l'imposition des entreprises III. Transfert de la charge fiscale des personnes morales aux personnes physiques
- 13.3790 n Mo.**  
**Gysi.** Simplifier les possibilités de par tage pour personnes à mobilité réduite
- 13.4031 n Ip.**  
**Gysi.** Achat de 22 Gripen E/F. Publication des montants liés aux affaires compensatoires
- 13.4032 n Ip.**  
**Gysi.** 100e anniversaire des Forces aériennes suisses. Transparence du nombre de jours de service et des coûts liés à Air 2014
- 14.3123 n Mo.**  
**Gysi.** Protéger à la fois les investisseurs et le climat
- 14.3176 n Mo.**  
**Gysi.** Acceptation internationale de l'imposition des entreprises. Abroger l'article 28 alinéas 2 à 4 de la LHID
- 14.3177 n Ip.**  
**Gysi.** Le frein à l'endettement est-il un instrument idoine en cas de risque de crise immobilière?
- \* **14.3425 n Po.**  
**Gysi.** Contrôler la remise de cannabis
- 13.3443 n Ip.**  
**Hadorn.** Risque nucléaire. Ajouter le cas de figure d'un événement extrême aux scénarios de référence
- 13.3586 n Mo.**  
**Hadorn.** Transport de marchandises. Mission centrale du rail et objectifs concrets en matière de transfert modal
- 13.4310 n Ip.**  
**Hadorn.** Garantir que l'eau potable ne sera pas contaminée par des fuites radioactives provenant de centrales nucléaires défectueuses
- N **14.3157 n Mo.**  
**Hadorn.** Publier les valeurs de concentration des polluants

- 12.4013 n Ip.**  
**Hardegger.** L'OFEV refuse d'appliquer un arrêt du Tribunal fédéral
- 13.3205 n Mo.**  
**Hardegger.** Mettre à profit le potentiel énergétique des logements Energie Plus
- N **13.3206 n Mo.**  
**Hardegger.** Publicité pour des prestations médicales. Mettre un terme au contournement de l'interdiction
- 13.3504 n Mo.**  
**Hardegger.** Facturation par les médecins et obligation de remboursement par les caisses-maladie. Uniformiser les délais
- 13.4053 n Ip.**  
**Hardegger.** Tunnel autoroutier du Saint-Gothard. Terrains nécessaires pour la construction d'un deuxième tube
- \* **14.3357 n Ip.**  
**Hardegger.** Les logements Energie Plus dans la stratégie énergétique du Conseil fédéral
- \* **14.3358 n Ip.**  
**Hardegger.** Système des forfaits par cas. Manque d'incitations pour éviter les infections nosocomiales
- \* **14.3611 n Ip.**  
**Hardegger.** Supprimer définitivement la confusion qui règne en matière de délais de prescription en cas d'erreur de traitement
- x **12.3561 n Mo.**  
**Hassler.** Tourisme alpin. Impulser le développement de nouveaux modèles d'entreprise
- x **12.3562 n Po.**  
**Hassler.** Mettre sur pied en Suisse une banque du tourisme
- x **12.3755 n Mo.**  
**Hassler.** Création d'un fonds national pour prévenir les difficultés financières des victimes de violence
- \* **14.3503 n Mo.**  
**Hassler.** Lutte à l'échelle nationale contre le piétin des moutons
- 13.3140 n Mo.**  
**Hausammann.** Utiliser les grandes installations de chauffage comme centrales pour augmenter la production d'électricité en hiver
- 13.3141 n Mo.**  
**Hausammann.** Exploiter le potentiel de la production suisse de biogaz
- 14.3175 n Mo.**  
**Hausammann.** Réduire le gaspillage alimentaire
- 13.3261 n Po.**  
**Heim.** Protection de toutes les personnes menacées ou victimes de violences domestiques
- 13.3262 n Po.**  
**Heim.** Tests génétiques et banques de données génomiques. Chances et risques
- 13.3278 n Mo.**  
**Heim.** La validation des acquis est nécessaire aussi au niveau tertiaire
- 13.3695 n Mo.**  
**Heim.** Santé psychique. S'inspirer de l'expérience des autres pays
- 13.4150 n Po.**  
**Heim.** Pilule contraceptive Yasmin. Agir pour limiter les risques
- 13.4151 n Po.**  
**Heim.** Fonds pour les patients
- 13.4152 n Po.**  
**Heim.** Pourquoi le stockage définitif des déchets radioactifs pose-t-il problème?
- x **14.3054 n Po.**  
**Heim.** Qualité du dépistage du cancer du sein. Où se situe la Suisse?
- 14.3055 n Mo.**  
**Heim.** Garantie de la qualité dans le cadre des examens et des programmes de dépistage du cancer du sein
- x **14.3065 n Po.**  
**Heim.** Antibiotiques sans effet. Développement de résistance
- x **14.3235 n Po.**  
**Heim.** Quelles perspectives pour les travailleurs âgés sur le marché de l'emploi?
- x **14.3241 n Ip.**  
**Heim.** Dichotomie entre le vote exprimé et la volonté politique
- x **14.3244 n Ip.**  
**Heim.** Avenir de la recherche et de la technologie bio-médicales
- x **14.3245 n Ip.**  
**Heim.** La Suisse doit former davantage de médecins. Qu'en est-il?
- x **14.3247 n Ip.**  
**Heim.** Commerce lucratif des données des patients
- \* **14.3412 n Po.**  
**Heim.** Réduction des rentes en raison de provisions?
- \* **14.3413 n Ip.**  
**Heim.** Rémunération liée à la performance dans le domaine de la santé. Les bonus pour l'envoi de patients et pour des opérations sont-ils légaux et sont-ils souhaitables?
- 13.3379 n Ip.**  
**Herzog.** Exécution de la peine et protection de la population
- 13.3459 n Ip.**  
**Herzog.** L'armée peut-elle encore remplir son mandat constitutionnel?
- x **14.3147 n Ip.**  
**Herzog.** La consommation de cannabis peut être fatale. Conséquences pour la politique de la Confédération sur les drogues
- \* **14.3371 n Mo.**  
**Herzog.** Droit du mariage et de la famille. Mettre un terme aux réformes douteuses
- \* **14.3442 n Mo.**  
**Herzog.** Mesures visant à réduire le nombre d'interruptions de grossesse

- \* **14.3476 n Mo.**  
**Herzog.** Subventions de la Confédération: plus de transparence
- 13.3571 n Mo.**  
**Hess Lorenz.** Voies réservées aux bus. Utilisation par les autocars et les taxis
- 13.3960 n Mo.**  
**Hess Lorenz.** Garantie de la qualité des analyses réalisées par des laboratoires médicaux. Principe de territorialité, système de contrôle et mesures de sanction
- x **12.3588 n Mo.**  
**Hiltbold.** Campagne de valorisation non alcoolique des vendanges 2012 et 2013
- 12.3726 n Mo.**  
**Hiltbold.** Adapter le contingent d'importation des vins à l'évolution de la consommation
- 13.3485 n Ip.**  
**Hiltbold.** Définition du viol dans le Code pénal suisse
- 13.3967 n Mo.**  
**Hiltbold.** Réduction de l'impôt fédéral direct
- 13.4263 n Po.**  
**Hiltbold.** Redéfinition de l'obligation de servir?
- 14.3124 n Ip.**  
**Hiltbold.** Résidences secondaires et demande de logements. Impact de l'initiative contre l'immigration de masse
- \* **14.3386 n Ip.**  
**Hiltbold.** Chantier du CEVA. Interruption de la procédure des appels d'offres du Second-Oeuvre?
- \* **14.3651 n Mo.**  
**Hiltbold.** Code pénal. Stop à la discrimination dans la définition du viol
- x **12.3786 n Po.**  
**(Hodgers) Rytz Regula.** Stratégie pour une meilleure gestion de la demande de boissons sans emballages
- 13.3149 n Ip.**  
**(Hodgers) von Graffenried.** Enregistrement du nom d'alliance par les officiers de l'état civil
- 13.3165 n Mo.**  
**(Hodgers) van Singer.** Réduction des stocks de réserves stratégiques énergétiques
- 13.3431 n Mo.**  
**(Hodgers) Trede.** Possibilité pour les cantons d'instituer un congé paternité cantonal
- 13.3494 n Mo.**  
**(Hodgers) Gilli.** Gratuité des moyens contraceptifs pour les femmes de moins de vingt ans
- 13.3531 n Po.**  
**(Hodgers) Glättli.** Pourquoi les étrangers en Suisse se naturalisent-ils aussi peu?
- 12.3865 n Ip.**  
**Humbel.** Incohérences dans la mise en oeuvre du financement des hôpitaux
- 12.3889 n Ip.**  
**Humbel.** Distorsion de la concurrence due à des exonérations fiscales fédérales
- 13.3223 n Ip.**  
**Humbel.** Adaptation de Tarmed et renforcement de la médecine de famille
- 13.3224 n Po.**  
**Humbel.** Décharger l'assurance-maladie de coûts injustifiés
- 13.3334 n Mo.**  
**Humbel.** Trafic de drogue. Lutter efficacement contre le trafic mené par des immigrés clandestins et des requérants d'asile
- 13.3748 n Mo.**  
**Humbel.** AVS. Garantir l'assiette des cotisations
- 13.4215 n Mo.**  
**Humbel.** Renforcer le principe de la primauté des contrats dans la LAMal
- 13.4217 n Mo.**  
**Humbel.** Introduire un système de saisie des prestations uniforme pour les soins
- 14.3046 n Ip.**  
**Humbel.** Effets de la révision 6a de l'AI et conséquences pour les personnes concernées
- x **14.3180 n Ip.**  
**Humbel.** Articles 71a et 71b OAMal. Lourdes conséquences pour les patients
- \* **14.3366 n Mo.**  
**Humbel.** Dissocier prestations complémentaires et réduction des primes
- \* **14.3608 n Mo.**  
**Humbel.** Garantir la sécurité et l'hygiène des installations aéroulques
- 13.3053 n Mo.**  
**Hurter Thomas.** Autoriser le dépassement par la droite sur l'autoroute
- 13.3231 n Ip.**  
**Hurter Thomas.** Transports aériens. Mesure unilatérale de l'UE contre la Suisse
- 13.3692 n Ip.**  
**Hurter Thomas.** Marché des télécommunications. La législation et les mesures de régulation en vigueur font-elles encore sens?
- 13.3769 n Ip.**  
**Hurter Thomas.** Droit fiscal et droit du travail suisses à l'aéroport de Bâle-Mulhouse
- 13.3876 n Mo.**  
**Hurter Thomas.** Rendre la navigation sur le lac Majeur concurrentielle, agréable pour les familles et favorable au tourisme dès 2016
- \* **14.3330 n Ip.**  
**Hurter Thomas.** Est-il encore opportun de décompter les coûts du raccordement TV/radio par le biais des charges?
- x **12.3687 n Ip.**  
**Hutter Markus.** Maintien d'un ordre économique fondé sur la libre concurrence
- N **12.3913 n Mo.**  
**(Hutter Markus) Favre Laurent.** Contrôle des sanctions liées aux émissions de CO<sub>2</sub>. Remise mensuelle des données nécessaires

- 13.3238 n Mo.**  
**(Hutter Markus) Gössi.** TVA. Exclusion de l'achat d'immeubles du champ de l'impôt
- x **13.3815 n Ip.**  
**Hutter Markus.** Eviter de compromettre la viabilité des PME par un Swiss Finish de Bâle III et de la régulation du commerce de produits dérivés
- x **12.3449 n Ip.**  
**Ingold.** Responsabilité des sociétés multinationales ayant leur siège en Suisse
- 12.3740 n Ip.**  
**Ingold.** Grenades de l'entreprise Ruag en Syrie
- 12.3818 n Ip.**  
**Ingold.** Tarifs des journaux. Augmentation massive des prix par la Poste
- 12.4018 n Po.**  
**Ingold.** Pas de fonds publics affectés à l'accaparement des terres
- 12.4019 n Ip.**  
**Ingold.** Plus de transparence dans le financement de projets de développement
- 13.3158 n Mo.**  
**Ingold.** Eléments d'armes. Clarifier un régime d'exportation sujet à controverse
- 13.3422 n Mo.**  
**Ingold.** Plan d'action visant à accroître la transparence dans le négoce des matières premières
- 13.3423 n Ip.**  
**Ingold.** Rapport sur les matières premières. Responsabilité des entreprises sur une base volontaire ou contraignante?
- 13.3848 n Po.**  
**Ingold.** Flux d'argent échappant à l'impôt dans les pays en développement
- 13.4135 n Ip.**  
**Ingold.** Célébration du 500e anniversaire de la Réforme
- x **14.3191 n Po.**  
**Ingold.** Intégration sur le marché du travail des personnes présentant des troubles psychiques
- 14.3192 n Ip.**  
**Ingold.** Effets, transparence et mesure des résultats dans la coopération internationale au développement 2013-2016
- \* **14.3418 n Ip.**  
**Ingold.** Engagement financier de l'OFSP pour la prévention
- \* **14.3422 n Ip.**  
**Ingold.** SIFEM SA pour lutter contre la pauvreté?
- \* **14.3456 n Ip.**  
**Ingold.** Extension du champ d'aviation de Locarno-Magadino au détriment de la nature?
- 13.3557 n Mo.**  
**Jans.** Part du capital propre des entreprises exploitant des centrales nucléaires
- 14.3262 n Mo.**  
**Jans.** Protéger les avoirs du deuxième pilier et le climat
- \* **14.3372 n Mo.**  
**Jans.** Renoncer aux modifications législatives découlant de la PA 2018-2021
- \* **14.3377 n Ip.**  
**Jans.** Améliorer la protection des prairies et pâturages secs d'importance nationale
- \* **14.3550 n Ip.**  
**Jans.** Détention de bovins
- \* **14.3551 n Ip.**  
**Jans.** Contributions pour les surfaces en pente dès 50 pour cent
- 12.4228 n Mo.**  
**Joder.** Agriculture. Pour davantage de sécurité dans la planification, des coûts plus bas et moins de bureaucratie
- x **12.4256 n Po.**  
**Joder.** Nouvelle votation sur le statut du Jura bernois. Consultation du peuple bernois et nécessité d'une procédure conforme au droit.
- 13.3918 n Mo.**  
**Joder.** L'arrangement signé avec les Etats-Unis ne doit pas abolir l'ordre juridique suisse
- \* **14.3636 n Mo.**  
**Joder.** Décharger administrativement l'agriculture
- \* **14.3637 n Ip.**  
**Joder.** Renforcement des soins ambulatoires. L'ambulatoire avant l'hospitalier
- \* **14.3638 n Ip.**  
**Joder.** Renforcement des soins ambulatoires. Financement résiduel
- \* **14.3639 n Mo.**  
**Joder.** Améliorer les services d'aide et de soins à domicile
- 13.3307 n Ip.**  
**John-Calame.** Entreprises extractives et sociétés de négoce de matières premières. Lutter contre la corruption et l'exonération fiscale
- 12.3706 n Po.**  
**Jositsch.** Règles équitables pour conclure des contrats d'apprentissage
- 13.4133 n Po.**  
**Jositsch.** Pénurie de main-d'oeuvre, formation continue et comptes personnels de formation
- x **13.3852 n Mo.**  
**Kaufmann.** Traitement équitable dans la législation fiscale des écarts de conversion de monnaies étrangères
- x **13.3856 n Mo.**  
**Kaufmann.** Supprimer le délai de validité des timbres-poste
- x **13.3857 n Mo.**  
**Kaufmann.** Abroger l'impôt anticipé bientôt obsolète
- x **13.3858 n Po.**  
**Kaufmann.** Régulation de la place financière d'ici à 2020
- x **12.3563 n Ip.**  
**Keller Peter.** Fraude à l'aide sociale. Autoriser les enquêtes à l'étranger

- 13.3539 n Ip.**  
**Keller Peter.** Réduire les retraites du peuple tout en conservant ses propres privilèges
- 13.3926 n Ip.**  
**Keller Peter.** Que faire des déchets radioactifs? La solution ne serait-elle pas au-delà de nos frontières?
- 13.4244 n Ip.**  
**Keller Peter.** Que pense le Conseil fédéral des projets visant à remplacer l'hymne national suisse?
- 14.3081 n Mo.**  
**Keller Peter.** Contributions de la Confédération à la fondation Education 21
- x **14.3190 n Ip.**  
**Keller Peter.** Nouveau règlement relatif à l'utilisation du site du Grütli. L'UDC déclarée persona non grata dans le berceau de la Confédération?
- \* **14.3336 n Mo.**  
**Keller Peter.** Renouvellement de l'hymne national. La décision appartient au Parlement ou au peuple suisse et non à un casting télévisé bête!
- \* **14.3601 n Ip.**  
**Keller Peter.** Dépôts en couches géologiques profondes. Fin de l'étape 2. Quand le Conseil fédéral clarifiera-t-il enfin les choses?
- 13.3442 n Ip.**  
**Kessler.** Autorisation du fumarate de diméthyle pour le traitement de la sclérose en plaques
- 13.3491 n Ip.**  
**Kessler.** Toute information sur de faux médecins éventuels doit être transmise aux autorités cantonales
- 13.3733 n Ip.**  
**Kessler.** Collaboration de l'AI avec des médecins ayant des antécédents judiciaires
- 13.3756 n Ip.**  
**Kessler.** Autorisation du Tecfidera pour 25 000 francs par an en lieu et place du fumarate de diméthyle pour 1800 francs par patient
- \* **14.3411 n Mo.**  
**Kessler.** Assurance responsabilité civile pour les dentistes qui travaillent 90 jours en Suisse
- \* **14.3559 n Mo.**  
**Kessler.** Patients participant à un essai clinique. Allègement du fardeau de la preuve (art. 19 LRH)
- x **12.3618 n Ip.**  
**Kiener Nellen.** Pas de réforme de l'imposition des entreprises III sans correction préalable des pertes fiscales non annoncées dues à la réforme II
- 12.3932 n Po.**  
**Kiener Nellen.** Pertes fiscales pour la Confédération, les cantons et les communes dues à des infractions fiscales commises par des contribuables en Suisse
- x **12.3938 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Calcul annuel des coûts de désaffectation des centrales nucléaires et des coûts de gestion des déchets radioactifs
- 12.3949 n Ip.**  
**Kiener Nellen.** Nouveau financement des hôpitaux. Prix de base pour 2012
- 12.4266 n Ip.**  
**Kiener Nellen.** Réforme de l'imposition des entreprises II. Combien de milliards perdus au titre du principe de l'apport de capital?
- 13.3289 n Po.**  
**Kiener Nellen.** Unitary Tax. Imposer les multinationales comme une unité
- 13.3333 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Introduire également en Suisse la taxe sur les transactions financières
- 13.3629 n Ip.**  
**Kiener Nellen.** Etendre l'assistance administrative éprouvée de la FINMA en matière fiscale
- 13.3630 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Une diminution des recettes fiscales ne doit pas être une condition d'irrecevabilité des demandes d'entraide en matière pénale
- 13.3631 n Po.**  
**Kiener Nellen.** Simplifier la perception de l'impôt sur le revenu par une extension de l'imposition à la source à d'autres personnes
- 13.3957 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Projet de recherche concernant l'impact du rayonnement non ionisant sur les personnes électrosensibles
- 13.3958 n Ip.**  
**Kiener Nellen.** Vision 2020. Améliorer les conditions pour la relève académique
- 13.3959 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** La Suisse doit enfin disposer d'une statistique des infractions fiscales
- 13.4066 n Ip.**  
**Kiener Nellen.** Réforme des chemins de fer 2.2. Normes européennes et personnes à mobilité réduite
- 13.4258 n Ip.**  
**Kiener Nellen.** Pourquoi y-a-t-il tant de coupures de 1000 francs en circulation depuis 2008?
- 13.4259 n Po.**  
**Kiener Nellen.** Importance du système bancaire parallèle en Suisse
- \* **14.3352 n Mo.**  
**Kiener Nellen.** Mastectomie et asymétrie mammaire. Prise en charge par la LAMal des opérations correctrices
- \* **14.3643 n Ip.**  
**Kiener Nellen.** BKW mène-t-elle l'IFSN et le DETEC par le bout du nez?
- N **12.4155 n Mo.**  
**Killer Hans.** Assainissement des débits résiduels. La perte de production doit être minimale
- 13.3501 n Po.**  
**Killer Hans.** Faire de la consommation d'électricité un critère d'autorisation des systèmes de chauffage
- 13.3749 n Mo.**  
**Killer Hans.** Les énergies renouvelables contribuent à la sécurité de l'approvisionnement
- 12.4064 n Ip.**  
**Knecht.** Évolution de la production nationale de céréales

- 13.3078 n Po.**  
**Knecht.** Quelle proportion des fonds RPC pour le photovoltaïque finit à l'étranger?
- \* **14.3495 n Ip.**  
**Knecht.** Charges financières grevant l'énergie nucléaire
- \* **14.3514 n Po.**  
**Knecht.** Plan visant à réduire l'excès de bureaucratie et les effectifs dans l'administration
- 12.4101 n Mo.**  
**Lehmann.** Remédier aux désavantages concurrentiels subis par les casinos suisses
- 12.4182 n Po.**  
**Lehmann.** Réforme territoriale en Suisse
- 13.3219 n Mo.**  
**Lehmann.** Vignette autoroutière. Plaques interchangeables, remorques et motocycles
- 13.3934 n Po.**  
**Lehmann.** Rendre la prévention des cambriolages plus attrayante fiscalement. Adaptation de la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes et de la loi sur l'impôt fédéral direct
- \*x **14.3131 n Ip.**  
**Lehmann.** Criminalité étrangère et Corps des gardes-frontière
- \* **14.3347 n Ip.**  
**Lehmann.** Emoluments disproportionnés en matière de circulation routière
- \* **14.3490 n Ip.**  
**Lehmann.** Réintroduction des plaques d'immatriculation pour les cycles afin de responsabiliser les cyclistes
- \* **14.3499 n Mo.**  
**Lehmann.** Installations sportives. Sécurité juridique pour la construction et l'exploitation en cas d'immissions de bruit
- \* **14.3500 n Po.**  
**Lehmann.** Autoriser les fusions de communes intercantales
- \* **14.3501 n Ip.**  
**Lehmann.** Modernisation des centrales hydrauliques. Faut-il adapter les buts de la Stratégie énergétique?
- 12.3763 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Préservation des espaces non construits
- 12.4137 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Remplir les exigences constitutionnelles en matière de protection de la nature et du paysage avec des ressources appropriées
- 13.3472 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Réintégration de la minorité rom. Manquements dans l'application du partenariat migratoire entre la Suisse et le Kosovo
- 13.4240 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Rôle de médiateur de la Suisse. Partenariat stratégique contradictoire avec la Turquie
- \* **14.3313 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Aires de séjour et de transit des gens du voyage suisses. Action urgente nécessaire
- \* **14.3327 n Ip.**  
**Leuenberger-Genève.** Action nécessaire en faveur des chômeurs âgés de plus de 50 ans
- 12.3923 n Po.**  
**(Leutenegger Filippo) Gössi.** Valeur locative en cas de revenu modeste
- 13.3581 n Po.**  
**(Leutenegger Filippo) Wasserfallen.** Définition de la notion de service public
- \*x **13.4096 n Ip.**  
**Leutenegger Filippo.** Position dominante de Swisscom sur le marché
- 12.4079 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Les rétrocessions doivent revenir aux clients et aux assurés
- 13.3163 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Les banques d'importance systémique doivent verser une compensation pour la garantie d'Etat
- 13.3403 n Po.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Exécution des peines. Tirer les conséquences du nouvel homicide
- 13.3412 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Conditions de travail dans le domaine de la navigation sur le Rhin et de la navigation intérieure en Europe
- 13.3908 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Stabilisation bancaire. Evaluer les mesures de garantie
- 13.3909 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** suspendre la collaboration avec la NSA
- 13.4293 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Contrat de vente et garantie en raison des défauts de la chose. Améliorer la protection du consommateur
- 14.3040 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Placements de la Banque nationale suisse. Protection des réserves et du climat
- \*x **14.3087 n Po.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Sanctions financières comme par exemple les amendes. Déduction fiscale autorisée
- \*x **14.3136 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Monsieur Uli Hoeness et la Suisse
- \*x **14.3137 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Tentatives de contournement de la garantie à raison des défauts de la chose vendue
- 14.3186 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Conséquences fiscales du versement d'indemnités ou de bonus excessifs en cas de report de pertes
- 14.3189 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Initiative "contre l'immigration de masse". Conséquences économiques
- 14.3242 n Po.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Réviser la stratégie de la Suisse en matière de politique de la vieillesse

- 14.3243 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Bonne gouvernance des institutions de prévoyance professionnelle. Transparence en matière d'indemnités
- \* **14.3306 n Mo.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Echange automatique de renseignements. La Suisse doit montrer l'exemple et aller de l'avant
- \* **14.3360 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Nominations contraires à la loi au conseil d'administration de la FINMA. Cherchez la femme!
- \* **14.3361 n Po.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Rapport sur la charge fiscale des personnes vivant seules comparée à celle des ménages à plusieurs personnes
- \* **14.3486 n Po.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Pour une régulation appropriée des reports de pertes
- \* **14.3615 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Fonds Hospitality du CS
- \* **14.3616 n Ip.**  
**Leutenegger Oberholzer.** Qui supporte les émoluments de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle?
- x **12.3554 n Ip.**  
**Lohr.** La qualité de vie ne doit pas être un critère de sélection
- 13.3615 n Po.**  
**Lohr.** Conditions attachées à la formation élémentaire AI et à la formation pratique INSOS
- 13.4271 n Mo.**  
**Lohr.** Promotion du sport populaire. Création d'au moins trois centres nationaux de sports de neige
- \* **14.3528 n Ip.**  
**Lohr.** Pour une communication plus objective dans le domaine de l'AI
- \* **14.3606 n Ip.**  
**Lohr.** Avantages et conséquences du diagnostic prénatal
- 12.3929 n Mo.**  
**Lustenberger.** Interdire aux demandeurs d'asile de quitter leur canton d'attribution
- 12.4244 n Ip.**  
**Lustenberger.** Contre-projet direct à l'initiative populaire "Election du Conseil fédéral par le peuple"
- 13.3172 n Ip.**  
**Lustenberger.** Campagnes précédant les votations. Utilisation de faux noms
- 13.3935 n Mo.**  
**Lustenberger.** Un peu de respect pour les êtres vivants et l'argent du contribuable
- 14.3197 n Po.**  
**Mahrer.** Renforcer la collaboration intercantonale en matière d'exécution des peines et des mesures sous l'égide de la Confédération
- \* **14.3568 n Mo.**  
**Mahrer.** Espaces ouverts
- 13.3066 n Ip.**  
**Maier Thomas.** Plus de sécurité en autorisant les vélos de course à circuler sur les routes plutôt que sur les pistes cyclables
- 13.3067 n Ip.**  
**Maier Thomas.** Non au bruit des avions, oui aux technologies propres, à l'innovation, à la nature
- 13.3970 n Mo.**  
**Maier Thomas.** Engagement de personnel qualifié provenant de pays tiers. Trouver une solution favorable aux PME et aux start-up
- \* **14.3622 n Ip.**  
**Maier Thomas.** Accord de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis. Etat des négociations et possible participation de la Suisse
- x **12.3392 n Ip.**  
**Maire Jacques-André.** Taux de TVA appliqué aux manuels scolaires
- 12.3703 n Mo.**  
**Maire Jacques-André.** Mieux soutenir les entreprises qui doivent s'adapter à la crise
- 12.4115 n Mo.**  
**Maire Jacques-André.** Stopper l'augmentation des taxes d'études dans les EPF
- 13.3305 n Mo.**  
**Maire Jacques-André.** Soutien aux formations professionnelles dans le domaine des "cleantech"
- 13.3322 n Mo.**  
**Maire Jacques-André.** Financement de la formation professionnelle tenant mieux compte des prestations réellement effectuées par les cantons
- 13.3401 n Ip.**  
**Maire Jacques-André.** Trains régionaux menacés. Un message inquiétant et contradictoire
- x **14.3167 n Ip.**  
**Maire Jacques-André.** Reconnaissance des permis professionnels de navigation
- 14.3275 n Ip.**  
**Maire Jacques-André.** Ne pas pénaliser deux fois les étudiants et les chercheurs
- \* **14.3407 n Mo.**  
**Maire Jacques-André.** Les mesures de formation prévues par la loi sur l'assurance chômage doivent vraiment pouvoir bénéficier aux candidats au retour à la vie active
- \* **14.3468 n Mo.**  
**Maire Jacques-André.** Fiscalité des familles. Mettre fin à certaines inégalités de traitement
- 13.3605 n Mo.**  
**Markwalder.** Simplifier l'admission à une formation pratique
- 13.3890 n Mo.**  
**Markwalder.** 40e anniversaire de la ratification de la CEDH
- x **14.3187 n Ip.**  
**Markwalder.** Loi fédérale sur les voyages à forfait. Exécution lacunaire
- x **12.3599 n Mo.**  
**Marra.** Renforcer la formation dans le cursus d'obtention des patentes de cafetiers-restaurateurs

- 13.3478 n Ip.**  
**Marra.** Procédure d'entraide administrative en matière fiscale
- \* **14.3535 n Ip.**  
**Marra.** Combien de fonds ukrainiens sont bloqués en Suisse et comment sont-ils arrivés dans les banques suisses?
- 13.3343 n Mo.**  
**Masshardt.** Démantèlement des centrales nucléaires. Prévoir des réserves pour des augmentations de coûts imprévues
- 13.3901 n Mo.**  
**Masshardt.** Supprimer l'imposition préférentielle du trafic aérien
- 13.4098 n Mo.**  
**Masshardt.** Pour plus de sécurité et de qualité de vie. Simplifier l'instauration de zones 30
- \* **14.3633 n Ip.**  
**Masshardt.** Transparence du financement des partis politiques. Que fait le Conseil fédéral pour mettre en œuvre les recommandations du GRECO?
- 13.3328 n Mo.**  
**Meier-Schatz.** Bons de formation et réinsertion professionnelle
- \* **14.3302 n Ip.**  
**Merlini.** Convention contre les doubles impositions avec l'Italie
- \* **14.3467 n Po.**  
**Merlini.** Navigation sur les lacs tessinois. Un cadre juridique dépassé?
- \* **14.3613 n Ip.**  
**Merlini.** Pour une stratégie intelligente en matière de place financière. Coordonner les mesures, unilatérales et bilatérales, et les négociations bilatérales
- 12.4242 n Ip.**  
**Moret.** Accueil de contingents de réfugiés. Politique du Conseil fédéral pour les dix prochaines années
- 13.3955 n Ip.**  
**Moret.** Prix des médicaments. Comment dynamiser le marché des substances qui ne sont plus sous brevet et parvenir à des économies?
- 13.3956 n Mo.**  
**Moret.** Prix des médicaments. Egalité de traitement entre l'industrie pharmaceutique, les assureurs-maladie et les associations de consommateurs
- 13.4294 n Ip.**  
**Moret.** Procéder obligatoirement à une vérification de l'égalité des salaires entre femmes et hommes. Coûts pour les entreprises de plus de 50 employés
- 14.3239 n Ip.**  
**Moret.** Soumission à la TVA des subventions cantonales pour des tâches d'intérêt public dans le domaine forestier
- \* **14.3649 n Ip.**  
**Moret.** Avastin/Lucentis. Que peut faire le Conseil fédéral?
- \* **14.3650 n Ip.**  
**Moret.** La FINMA surveille-t-elle aussi de manière régulière le secteur des assurances-maladie complémentaires en Suisse?
- x **12.3538 n Ip.**  
**Mörgeli.** Contrôle des comptes de Kashya Hildebrand
- 13.3204 n Mo.**  
**Mörgeli.** Etudier scientifiquement la réalité de l'extrémisme de gauche en Suisse
- 13.3939 n Ip.**  
**Mörgeli.** Etat et syndicats. Je te tiens, tu me tiens par la barbichette
- 13.4316 n Mo.**  
**Mörgeli.** Transparence totale sur les bilans et les comptes de résultat de la SSR
- 14.3041 n Ip.**  
**Mörgeli.** Daniel Senn et l'enquête de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision
- \* **14.3496 n Ip.**  
**Mörgeli.** Comportement de Credit suisse, de la FINMA et de KPMG
- x **12.3400 n Ip.**  
**Moser.** Financement de projets de centrales au lignite par la BERD. Rôle de la Suisse
- x **12.3520 n Ip.**  
**Moser.** Responsabilité sociale et écologique des entreprises. Autorégulation ou règles contraignantes
- 12.4168 n Ip.**  
**Moser.** Violation de droits de l'homme fondamentaux au Tibet
- 12.4169 n Ip.**  
**Moser.** Responsabilité sociale des entreprises. Combiner les mesures contraignantes et les mesures volontaires
- 14.3256 n Ip.**  
**Moser.** Accord international sur les matières premières. Que fait la Suisse?
- x **12.3627 n Ip.**  
**Müller Geri.** Initiative pour la transparence dans les industries extractives. Position de la Suisse dans le cadre de la révision de la stratégie de l'ITIE
- 12.3926 n Ip.**  
**Müller Geri.** Les centrales à pompage-turbinage ne sont pas des centrales électriques
- 13.3142 n Mo.**  
**Müller Geri.** Collecte ou enregistrement des armes
- 13.3335 n Ip.**  
**Müller Geri.** Risque de chute d'avion sur une centrale nucléaire
- 13.4298 n Ip.**  
**Müller Geri.** Transports de déchets nucléaires
- 13.4299 n Mo.**  
**Müller Geri.** Migration circulaire et visa de travail
- 12.3717 n Ip.**  
**Müller Leo.** Danger pour la santé des porcs
- N **13.3568 n Mo.**  
**Müller Leo.** Financement de l'armée

- 13.4307 n Mo.**  
**Müller Leo.** Ne pas refuser le remboursement de l'impôt anticipé
- 12.4257 n Mo.**  
**Müller Thomas.** Abus en ce qui concerne les SMS surtaxés
- \* **14.3630 n Ip.**  
**Müller Thomas.** Prescriptions en matière de publicité. Reprise automatique du droit européen
- 12.3846 n Ip.**  
**Müller Walter.** Financement de la coopération internationale en conformité avec le plan financier de la législation
- 12.4213 n Mo.**  
**Müller Walter.** Modifier l'article 55 alinéa 1 de la loi sur le contrat d'assurance
- 13.3171 n Ip.**  
**Müller Walter.** Protection civile. Former les enseignants de manière plus professionnelle
- 14.3135 n Mo.**  
**Müller Walter.** Sous-effectif inadmissible du Corps des gardes-frontière en Suisse orientale
- \* **14.3590 n Mo.**  
**Müller Walter.** Taxe d'exemption de l'obligation de servir. Etendre le droit à une réduction à toute la durée du service effectué par les membres de la protection civile
- N **12.4230 n Mo.**  
**Müller-Altermatt.** Centre national de compétences pédologiques. Un gain pour l'agriculture, l'aménagement du territoire et la protection contre les crues
- 13.3482 n Po.**  
**Müller-Altermatt.** Légaliser la mise au pilori des mauvais contribuables
- 13.3696 n Mo.**  
**Müller-Altermatt.** Protection des données contre protection des fraudeurs
- 13.3816 n Mo.**  
**Müller-Altermatt.** Accord sur la libre circulation des personnes. Limiter la recherche d'emploi à six mois
- 13.3788 n Ip.**  
**Munz.** Dépôts pour l'entreposage des déchets radioactifs. Directives contraignantes sur les accidents majeurs
- 13.4145 n Ip.**  
**Munz.** Stockage des déchets radioactifs. Quid de leur récupération?
- 14.3067 n Ip.**  
**Munz.** Groupes énergétiques. Pour un rapport indépendant sur la gestion des risques
- 13.3122 n Ip.**  
**Müri.** Renvois d'étrangers criminels
- 13.3456 n Ip.**  
**Müri.** Reprendre la réflexion sur la jonction autoroutière d'Emmen-Nord
- 13.3489 n Ip.**  
**Müri.** Commission fédérale des maisons de jeu. Dérive administrative
- x **14.3083 n Ip.**  
**Müri.** Politique suisse en matière de recherche et de formation. Diversifier la coopération avec l'étranger
- \* **14.3477 n Ip.**  
**Müri.** Maisons de jeu. Augmentation constante des frais de surveillance
- x **14.3170 n Ip.**  
**Naef.** Quels droits reste-t-il aux citoyens de l'UE dans notre pays?
- x **14.3171 n Ip.**  
**Naef.** Loi contre l'homosexualité en Ouganda
- \* **14.3538 n Ip.**  
**Naef.** Accord de libre-échange avec l'Union douanière Russie-Biélorussie-Kazakhstan
- 12.3743 n Ip.**  
**Neiryndck.** Abandon de l'enseignement de la trigonométrie dans l'enseignement secondaire
- 12.4028 n Mo.**  
**Neiryndck.** Garantie de la relève médicale par la Confédération
- 12.4039 n Mo.**  
**Neiryndck.** Test d'entrée aux EPF
- 12.4188 n Mo.**  
**Neiryndck.** Bourses d'études pour les EPF
- 14.3133 n Mo.**  
**Nidegger.** Péréquation financière intercantonale. Corriger la distorsion qui pénalise les cantons frontaliers
- 13.4028 n Ip.**  
**Nordmann.** Les prérogatives de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire sont-elles suffisantes pour imposer la mise en oeuvre de mesures de sécurité?
- 13.3555 n Mo.**  
**Noser.** Revoir les règles applicables à l'imputation forfaitaire d'impôt pour ne plus pénaliser inutilement la Suisse
- 13.3556 n Po.**  
**Noser.** Renforcer le marché suisse des capitaux
- 13.3868 n Mo.**  
**Noser.** Extension modérée des possibilités de remise des droits de douane et de l'impôt sur les importations
- 13.4269 n Mo.**  
**Noser.** Adaptation rapide et unilatérale de conventions contre les doubles impositions, afin d'accélérer et de simplifier l'examen par des pairs qu'organise le Forum mondial
- x **14.3113 n Ip.**  
**Noser.** Facturation électronique. Où en est l'administration fédérale?
- \* **14.3388 n Po.**  
**Noser.** Égalité salariale. Améliorer la pertinence des statistiques
- \* **14.3537 n Po.**  
**Noser.** Rapport sur la compétitivité et le rendement de la production agricole et sur l'utilisation des fonds publics en faveur de l'agriculture
- 13.3575 n Mo.**  
**Nussbaumer.** Légaliser unilatéralement les avoirs non déclarés
- x **13.4288 n Ip.**  
**Nussbaumer.** Transparence totale sur les montages juridiques et ayants droit économiques. Initiative du premier ministre britannique

- 13.4289 n Mo.**  
**Nussbaumer.** Accord sectoriel de coopération avec l'UE dans les domaines de l'emploi, du social et de l'intégration
- N **14.3035 n Mo.**  
**Pantani.** Fermeture nocturne des postes frontières secondaires entre la Suisse et l'Italie
- \* **14.3356 n Ip.**  
**Pantani.** Fibre optique. Constructions en parallèle inutilisées de Swisscom
- \* **14.3487 n Ip.**  
**Pantani.** Corps des gardes-frontière Région IV. Le commandant candidat au Conseil d'Etat tessinois?
- 13.3029 n Mo.**  
**Pardini.** Entreprises de la Confédération et groupes de pression idéologiques ou politiques
- 13.3068 n Mo.**  
**Pardini.** Contribuer à la lutte contre le chômage des jeunes dans l'UE en exportant notre modèle de formation duale
- 12.3892 n Ip.**  
**Parmelin.** Plan d'action national pour les personnes souffrant de maladies rares
- 13.3185 n Ip.**  
**Parmelin.** Transparence sur le subventionnement des investissements et la couverture des déficits des hôpitaux
- 13.3386 n Ip.**  
**Parmelin.** Normes IFRS et prévoyance professionnelle. Un cheval de Troie pour la place économique suisse?
- 13.3675 n Ip.**  
**Parmelin.** Tabagisme, e-cigarette, santé et fiscalité. Quelle est la stratégie future du Conseil fédéral?
- \* **14.3303 n Ip.**  
**Parmelin.** Le directeur du Contrôle fédéral des finances a-t-il le droit de s'immiscer dans une campagne de votation?
- \* **14.3399 n Ip.**  
**Parmelin.** Traité de libre-échange transatlantique USA-UE. Conséquences directes et indirectes pour notre pays
- x **13.3661 n Mo.**  
**Pelli.** Reconnaissance des fiduciaires italiennes en tant qu'agents de change
- x **13.4068 n Ip.**  
**Pelli.** Plurilinguisme. Offre d'emploi du DFI
- 12.3810 n Mo.**  
**Pezzatti.** Pas d'âge de la retraite inférieur au détriment des autres cantons
- 13.3170 n Mo.**  
**Pezzatti.** Réexamen détaillé de la RPT
- x **14.3020 n Ip.**  
**Pezzatti.** Le oui à l'initiative "contre l'immigration de masse" obligera-t-il à augmenter les impôts ou à relever l'âge de la retraite?
- x **14.3060 n Ip.**  
**Pezzatti.** Avant-projet de nouvelle loi sur les produits du tabac
- 14.3169 n Mo.**  
**Pezzatti.** Limiter les paiements au titre de la RPT par une garantie minimale des quotes-parts cantonales à l'impôt fédéral
- \* **14.3307 n Mo.**  
**Pezzatti.** Prestations complémentaires et échanges de données
- x **12.4158 n Mo.**  
**Pieren.** Vente de boissons alcoolisées sur les aires de repos et installations annexes des autoroutes
- N **12.3369 n Mo.**  
**Piller Carrard.** Pour une protection des AOC aux Etats-Unis aussi
- x **12.4231 n Mo.**  
**Piller Carrard.** Indemnisation des dégâts dus au castor
- 13.3345 n Po.**  
**Piller Carrard.** Retour à la vie active. Statistiques manquantes
- \* **14.3365 n Ip.**  
**Piller Carrard.** Praenatest
- x **12.3737 n Mo.**  
**(Poggia) Golay.** Imposition du revenu. Instaurer un juste équilibre entre canton de domicile et canton du lieu de travail
- 13.3603 n Mo.**  
**(Poggia) Golay.** Avertisseurs à deux sons alternés pour véhicules prioritaires. Réduire les nuisances
- 13.3688 n Po.**  
**(Poggia) Golay.** Notification des manifestations de volonté et des actes des autorités. Analyse de la pratique actuelle
- 13.3700 n Po.**  
**(Poggia) Golay.** Coût annuel des soins dispensés, pour cause de maladie, à des travailleurs au noir ou au gris ne bénéficiant pas d'une couverture au sens de la LAMal
- 13.3866 n Po.**  
**(Poggia) Golay.** Accords de double imposition entre la Suisse et la France. Evaluer les conséquences d'une dénonciation de l'ensemble des accords dérogeant à la convention de 1966
- 13.3892 n Ip.**  
**(Poggia) Golay.** Assurance-maladie et libre circulation des personnes entre la Suisse et la France
- \* **14.3420 n Ip.**  
**Portmann.** Echange automatique de renseignements. Coût et sécurité des données
- \* **14.3427 n Po.**  
**Portmann.** Centre universitaire international de sciences bancaires et financières
- \* **14.3641 n Ip.**  
**Portmann.** Traitement des opérations hypothécaires. Disparités entre les offices cantonaux du registre foncier
- 12.4048 n Po.**  
**Quadri.** Imposition des frontaliers. Nouvelles modalités
- 13.3104 n Mo.**  
**Quadri.** Accords bilatéraux. Stratégie de sortie

- 13.3323 n Mo.**  
**Quadri.** Citoyens de l'UE souhaitant s'établir en Suisse. Demande de renseignements sur les antécédents judiciaires
- 13.3464 n Mo.**  
**Quadri.** Prévenir les amendes inutiles infligées aux automobilistes suisses roulant à l'étranger sans l'autocollant CH
- 13.3465 n Mo.**  
**Quadri.** Annonces de 90 jours. Situation alarmante au Tessin
- 13.3466 n Mo.**  
**Quadri.** Défisiscaliser les frais liés aux activités bénévoles
- 13.3467 n Mo.**  
**Quadri.** Requérants d'asile hébergés dans les centres d'enregistrement. Interdiction d'acheter des boissons alcoolisées
- 13.4120 n Mo.**  
**Quadri.** Victimes d'agression à domicile. Etendre leur droit à la légitime défense
- 14.3057 n Mo.**  
**Quadri.** L'UE nous fait chanter? Qu'elle se passe de notre contribution à la cohésion
- x **14.3098 n Ip.**  
**Quadri.** Chemins de fer. Elimination et recyclage du matériel roulant sans appel d'offres
- x **14.3115 n Ip.**  
**Quadri.** Erasmus. Beaucoup d'argent pour peu de participants
- x **14.3279 n Ip.**  
**Quadri.** Antenne tessinoise du Ministère public de la Confédération. Des enquêtes qui n'en finissent plus?
- \* **14.3312 n Ip.**  
**Quadri.** Soutien précipité de la Suisse à la déclaration de l'OCDE relative à l'échange automatique de renseignements en matière fiscale. Encore un coup porté au secret bancaire?
- \* **14.3362 n Ip.**  
**Quadri.** Déni de la réalité tessinoise de la part de la ministre des finances
- \* **14.3396 n Ip.**  
**Quadri.** SUISA s'acoquine avec Yacast au détriment de la production musicale suisse
- \* **14.3397 n Mo.**  
**Quadri.** Référendum obligatoire pour les aides destinées à l'étranger
- \* **14.3428 n Ip.**  
**Quadri.** Genève. La justice bloque la transmission aux Etats-Unis de données concernant des employés de banque suisses
- \* **14.3435 n Ip.**  
**Quadri.** Tunnels des routes nationales. Cessons de traiter le tunnel du Saint-Gothard comme un cas spécial
- \* **14.3612 n Ip.**  
**Quadri.** Pavillon suisse à Expo 2015. Adieu au bois suisse?
- x **12.3691 n Mo.**  
**Regazzi.** Publication des décisions tarifaires de l'AFD saisies dans l'application informatique TADOC
- 12.4068 n Mo.**  
**Regazzi.** Abus commis sur des enfants. Obligation de dénoncer et de témoigner
- 13.3023 n Mo.**  
**Regazzi.** Révision totale de la loi fédérale sur l'expropriation
- 13.3425 n Mo.**  
**Regazzi.** Gestion du trafic au Saint-Gothard. Nouvelle solution pour les cars en provenance ou à destination du Tessin
- 13.3608 n Po.**  
**Regazzi.** Un secrétaire d'Etat pour la politique suisse des transports
- 13.3945 n Po.**  
**Regazzi.** Train de mesures pour atténuer les effets négatifs de la libre circulation dans les cantons de frontière
- 13.4149 n Mo.**  
**Regazzi.** Libre circulation des personnes et contrôle du marché du travail dans les régions frontalières. Compensation plus équitable des coûts par la Confédération
- 13.4196 n Mo.**  
**Regazzi.** Pour des parcs nationaux adaptés aux activités humaines
- x **14.3039 n Ip.**  
**Regazzi.** Certificats de capacité des chauffeurs de cars et de poids lourds. Harmonisation des dates d'échéance
- x **14.3082 n Ip.**  
**Regazzi.** Compatibilité des nouveaux trains prévus pour la ligne du Saint-Gothard avec la LHand. Où en sommes-nous?
- x **14.3084 n Ip.**  
**Regazzi.** Carte de qualification de conducteur. Le Conseil fédéral entend-il intervenir pour que les autorités italiennes reconnaissent le permis de conduire suisse?
- x **14.3114 n Ip.**  
**Regazzi.** Abrogation de l'interdiction de posséder une arme pour les ressortissants croates et monténégrins
- x **14.3259 n Po.**  
**Regazzi.** Organisation du marché du transport de voyageurs sur de longues distances. Qu'en sera-t-il après l'expiration de la concession des CFF en 2017?
- 14.3260 n Mo.**  
**Regazzi.** Autonomie de CFF Cargo pour une lutte à armes égales dans le transport de marchandises
- x **14.3282 n Ip.**  
**Regazzi.** Faillites frauduleuses de SA et de Sàrl. Registre national des administrateurs
- \* **14.3317 n Ip.**  
**Regazzi.** Accord entre la Suisse et l'Italie sur le financement du corridor de 4 meter. Comment les marchés publics seront-ils réglés?
- \* **14.3421 n Ip.**  
**Regazzi.** Pas de prévention du SIDA sans pornographie? Protégeons les mineurs et le bon sens!
- \* **14.3434 n Ip.**  
**Regazzi.** Cabotage. Mettre un terme à une situation discriminatoire pour les transporteurs suisses

- \* **14.3488** *n* lp.  
**Regazzi.** Les systèmes de retenue des véhicules de nos autoroutes permettent-ils encore d'assurer la sécurité des usagers?
- x **12.3472** *n* lp.  
**Reimann Lukas.** Communication de soupçons de corruption
- x **12.3473** *n* Mo.  
**Reimann Lukas.** Création d'un bureau de communication en matière de corruption
- 12.3720** *n* lp.  
**Reimann Lukas.** Arrêt des trains Intercity à Flawil, Gosau, Uzwil et Wil
- 12.3868** *n* lp.  
**Reimann Lukas.** Dispositions sur la surveillance en temps réel applicables aux petits fournisseurs de services de télécommunication
- 12.3869** *n* lp.  
**Reimann Lukas.** Traitements médicaux des requérants d'asile. Etablir la transparence des coûts
- 12.3943** *n* lp.  
**Reimann Lukas.** Des antibiotiques dans la viande
- 12.4102** *n* lp.  
**Reimann Lukas.** Adjudication de marchés de la Confédération. Eviter les risques pouvant ternir la réputation des entités concernées
- 12.4262** *n* Mo.  
**Reimann Lukas.** Pas de fracturation hydraulique. Protection de l'eau potable, de la flore et de la faune du lac de Constance
- 13.3251** *n* lp.  
**Reimann Lukas.** Disponibilité opérationnelle du matériel de l'armée
- 13.3279** *n* Mo.  
**Reimann Lukas.** TVA. Exonérer les métaux précieux utilisés comme moyen de placement
- 13.3622** *n* Mo.  
**Reimann Lukas.** Admission de la truite arc-en-ciel
- 13.3623** *n* Mo.  
**Reimann Lukas.** Augmentation des effectifs du Corps des gardes-frontière dans toutes les régions gardes-frontière
- 13.3927** *n* lp.  
**Reimann Lukas.** Protection des données en Suisse
- 13.4016** *n* Mo.  
**Reimann Lukas.** Stop aux augmentations de l'impôt sur les huiles minérales. Moratoire
- 13.4089** *n* Po.  
**Reimann Lukas.** Ecarter les obstacles qui empêchent les radioamateurs de jouer un rôle d'utilité publique en situation de catastrophe
- 13.4102** *n* lp.  
**Reimann Lukas.** Prolongation de l'accord de swap des banques centrales. Cartel mondial des monnayeurs (1)
- 13.4103** *n* lp.  
**Reimann Lukas.** Prolongation de l'accord de swap des banques centrales. Cartel mondial des monnayeurs (2)
- x **14.3069** *n* lp.  
**Reimann Lukas.** Erasmus plus. Se limiter aux échanges d'étudiants
- 14.3217** *n* lp.  
**Reimann Lukas.** Forger de nouvelles alliances pour renforcer la Suisse
- 14.3218** *n* Mo.  
**Reimann Lukas.** Autorisation de séjour ou d'établissement. Exclure les allocataires sociaux
- 14.3219** *n* Mo.  
**Reimann Lukas.** Retirer la demande d'adhésion à l'UE et dire les choses telles qu'elles sont
- 14.3220** *n* Mo.  
**Reimann Lukas.** Naturalisation. Remplacer le droit automatique à la double nationalité par un système d'option
- 14.3221** *n* Mo.  
**Reimann Lukas.** Remplacer le système moniste par un système dualiste
- 14.3222** *n* Mo.  
**Reimann Lukas.** Rendre punissable le gaspillage des ressources fiscales. Appeler les politiques à leurs responsabilités
- 14.3223** *n* Mo.  
**Reimann Lukas.** Précision et extension de l'interdiction du service et du recrutement en vue du service dans des forces armées étrangères
- 13.3301** *n* Mo.  
**Reimann Maximilian.** Frein à l'endettement également pour la SSR
- 14.3101** *n* lp.  
**Reimann Maximilian.** Propriété du logement et défaut de financement hypothécaire à l'âge de la retraite
- x **14.3178** *n* Mo.  
**Reimann Maximilian.** Imprimés de la Confédération sans rapport avec l'activité parlementaire. Cesser la distribution aux membres du Parlement sauf si ceux-ci le demandent
- \* **14.3318** *n* Mo.  
**Reimann Maximilian.** Distribution d'imprimés de la Confédération aux membres du Parlement
- \* **14.3534** *n* Mo.  
**Reimann Maximilian.** Nouvelle ordonnance réglant l'admission à la circulation routière. Non à la discrimination entre les conducteurs suisses et étrangers à partir de 70 ans
- x **12.3443** *n* lp.  
**Reynard.** Politique de l'emploi à la Poste suisse
- x **12.3518** *n* Po.  
**Reynard.** Stratégie et mesures pour mieux encourager la recherche en sciences sociales et humaines
- 12.3732** *n* lp.  
**Reynard.** Financement privé de la recherche et de la formation
- 12.3733** *n* Mo.  
**Reynard.** Des mesures pour soutenir la viticulture suisse

- 12.3879 n Ip.**  
**Reynard.** Augmentation des tarifs et baisse du nombre d'usagers aux CFF
- 13.3517 n Mo.**  
**Reynard.** Sortir la formation professionnelle initiale chez les adultes de l'impasse
- 13.3601 n Ip.**  
**Reynard.** Politique du livre. Et maintenant?
- 13.3674 n Ip.**  
**Reynard.** La formation est-elle subordonnée au service militaire?
- 13.3752 n Mo.**  
**Reynard.** Audit externe de la Poste suisse
- 13.3889 n Ip.**  
**Reynard.** Audition de l'enfant. Respect de la Convention relative aux droits de l'enfant?
- 13.4052 n Ip.**  
**Reynard.** Gestion du trafic pendant la réfection du tunnel autoroutier du Saint-Gothard
- 13.4231 n Ip.**  
**Reynard.** Accessibilité des offices de poste
- 13.4232 n Ip.**  
**Reynard.** Livraison des bénéficiaires de la Poste. Augmentation de la pression?
- 13.4312 n Po.**  
**Reynard.** Pour une nouvelle obligation de servir. Le service-citoyen
- 14.3042 n Ip.**  
**Reynard.** Pollution au mercure causée par la Lonza dans le Haut-Valais
- 14.3277 n Po.**  
**Reynard.** Amélioration de l'Alerte enlèvement
- 14.3278 n Ip.**  
**Reynard.** Transport de marchandises dangereuses au col du Simplon
- \* **14.3378 n Ip.**  
**Reynard.** Asile et répression de l'homosexualité
- \* **14.3469 n Po.**  
**Reynard.** Pour un soutien de la Confédération aux communes qui abonnent leurs jeunes citoyen-ne-s à easyvote
- \* **14.3470 n Po.**  
**Reynard.** Droit de vote à 16 ans et renforcement de l'éducation à la citoyenneté
- \* **14.3480 n Mo.**  
**Reynard.** Art spolié. Renforcer à l'échelle internationale le caractère contraignant des Principes de Washington
- \* **14.3565 n Ip.**  
**Reynard.** Sponsoring privé aux EPF. Il est temps d'agir!
- \* **14.3566 n Mo.**  
**Reynard.** Limiter la part des fonds privés dans le budget des EPF
- \* **14.3567 n Mo.**  
**Reynard.** Transparence dans le financement privé de la formation et de la recherche au sein des EPF
- \* **14.3653 n Ip.**  
**Reynard.** Echanges extrascolaires de jeunes
- 12.4014 n Mo.**  
**(Ribaux) Favre Laurent.** Pour une lutte efficace et cohérente contre le hooliganisme
- 12.4091 n Ip.**  
**(Ribaux) Favre Laurent.** Le Conseil fédéral a-t-il enterré la ligne TGV Berne-Neuchâtel-Paris?
- 13.3037 n Mo.**  
**(Ribaux) Feller.** Procédure pénale. Des enquêtes plus pertinentes et une poursuite plus efficace
- 13.3447 n Mo.**  
**(Ribaux) Feller.** Pas de SMS ni de tweets depuis les salles d'audiences des tribunaux
- 13.3127 n Mo.**  
**Rickli Natalie.** Registre des délinquants sexuels et des auteurs de violence sur des enfants
- 13.3296 n Ip.**  
**Rickli Natalie.** Elever l'âge de la retraite de 62 à 65 ans pour les cadres de la SSR
- 13.3440 n Ip.**  
**Rickli Natalie.** Communication des actes pédophiles commis par des Suisses à l'étranger
- 14.3022 n Mo.**  
**Rickli Natalie.** Pornographie enfantine. Interdiction des images d'enfants nus
- \* **11.4027 n Mo.**  
**Riklin Kathy.** Plan d'action en faveur de la géothermie
- 12.3941 n Ip.**  
**Riklin Kathy.** Primes de l'assurance-maladie. Donner aux cantons la compétence de délimiter les régions
- 12.4094 n Ip.**  
**Riklin Kathy.** TVA. Distorsions de concurrence entre la Suisse et l'Allemagne
- 13.3215 n Mo.**  
**Riklin Kathy.** Régler la responsabilité des fournisseurs de prestations Internet
- 13.3985 n Ip.**  
**Riklin Kathy.** Engagement suisse au Myanmar
- 13.4044 n Mo.**  
**Riklin Kathy.** Taux de TVA réduit. Pour une égalité de traitement entre la presse imprimée et la presse numérique
- \* **14.3237 n Ip.**  
**Riklin Kathy.** Mesures contre les risques accrus que représentent les tiques
- \* **14.3466 n Ip.**  
**Riklin Kathy.** Convention de Lisbonne. L'ATF aura-t-il des conséquences sur l'autonomie des hautes écoles ?
- 13.3457 n Mo.**  
**Rime.** Renouvellement du permis d'exploitation pour les entreprises de transport de marchandises et de personnes
- 13.3678 n Po.**  
**Rime.** Projet pour une flexibilisation de l'interdiction de circuler la nuit des véhicules utilitaires lourds
- 13.3196 n Mo.**  
**Ritter.** Révision totale de la loi fédérale sur l'expropriation. Indemniser les expropriés conformément à la valeur commerciale

- 12.4050 n Po.**  
**Romano.** Plurilinguisme dans les hautes sphères de l'administration fédérale. Analyse détaillée
- 12.4249 n Mo.**  
**Romano.** Confiscation des valeurs patrimoniales des organisations criminelles étrangères
- 12.4250 n Po.**  
**Romano.** Fixer des salaires de départ impératifs dans les contrats de travail types des cantons
- 12.4259 n Po.**  
**Romano.** Dépenses des cantons au titre de l'aide sociale et de l'intégration professionnelle des requérants d'asile et des réfugiés
- 13.3199 n Mo.**  
**Romano.** Réduire les frais de surveillance des télécommunications au moyen d'un accord-cadre avec les opérateurs téléphoniques
- 13.3551 n Po.**  
**Romano.** Immigration clandestine et asile. Extension des compétences du Corps des gardes-frontière
- 13.3845 n Mo.**  
**Romano.** Interruption de la prescription dans les procédures pour lesquelles la tentative de conciliation est exclue
- 13.4169 n Po.**  
**Romano.** Imposition des frontaliers
- 14.3246 n Mo.**  
**Romano.** Requérants d'asile. Etendre la procédure en 48 heures à tous les pays sûrs
- 14.3272 n Mo.**  
**Romano.** Accords de réadmission. Améliorer le réseau
- \* **14.3324 n Po.**  
**Romano.** Expo 2015 de Milan. Criminalité et sécurité transfrontalières
- 12.4195 n Po.**  
**Rossini.** Pratiques notariales. Réduire la bureaucratie et les coûts
- x **13.3179 n Mo.**  
**Rossini.** Primes LAMal. Fixation d'un écart maximum dans chaque canton
- x **13.3181 n Mo.**  
**Rossini.** Assurance-invalidité. Article 74 LAI, déblocage des subventions
- 13.3516 n Mo.**  
**Rossini.** Médiateur ou ombudsman en matière d'assurance-invalidité
- 13.3753 n Mo.**  
**Rossini.** LPP et caisses de rentiers. Anticiper les effets pervers
- 13.3883 n Mo.**  
**Rösti.** Faire en sorte que les études d'impact sur l'environnement ne compromettent pas le développement de l'énergie hydraulique nécessaire à la production et au stockage de l'électricité
- \* **14.3504 n Ip.**  
**Rösti.** Réduction des émissions dans le pays et renforcement de l'efficacité
- \* **14.3505 n Ip.**  
**Rösti.** Accord relatif aux échanges de produits agricoles – conséquences d'un nouvel accord institutionnel avec l'UE
- \* **14.3506 n Mo.**  
**Rösti.** Denrées alimentaires. Chances égales pour la production indigène et l'importation
- \* **14.3521 n Ip.**  
**Ruiz Rebecca.** Quels sont les effets du nouveau droit du nom?
- 13.3698 n Po.**  
**Rusconi.** Une puce électronique pour les chats aussi
- x **14.3025 n Ip.**  
**Rusconi.** Apprentis frontaliers majeurs. Un phénomène inquiétant en expansion
- x **14.3132 n Ip.**  
**Rusconi.** Crise en Crimée. Quel rôle pour la Suisse?
- \* **14.3387 n Ip.**  
**Rusconi.** Marchés publics truqués et pots-de-vin. Quid du pavillon suisse de l'Expo 2015?
- 14.3183 n Ip.**  
**Rutz Gregor.** Emoluments exorbitants pour des décisions émanant du Conseil fédéral
- \* **14.3553 n Ip.**  
**Rutz Gregor.** Formalisme insupportable de la Régie fédérale des alcools
- \* **14.3631 n Ip.**  
**Rutz Gregor.** Distorsions de la concurrence dans le domaine des médias électroniques
- 12.3928 n Mo.**  
**Rytz Regula.** Ratification de la Convention de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques
- 12.3930 n Mo.**  
**Rytz Regula.** Améliorer le contrôle des conditions de travail des personnes employées par des ménages privés
- 13.3593 n Mo.**  
**Rytz Regula.** Ne pas écarter la possibilité d'assainir le tunnel routier du Saint-Gothard sans deuxième tube Voir objet 13.3473 Mo. Grossen Jürg
- 13.3933 n Po.**  
**Rytz Regula.** Création d'un fonds de compensation climatique pour les régions alpines
- x **13.4047 n Ip.**  
**Rytz Regula.** Réfection du tunnel du Saint-Gothard. Combinaison de deux chaussées roulantes
- 13.4278 n Mo.**  
**Rytz Regula.** Achats d'appareils électroniques répondant à des critères sociaux et environnementaux lors d'appels d'offres publics
- 14.3224 n Ip.**  
**Rytz Regula.** Quels sont les effets, sur la planification des investissements, des dépassements de coûts dans la construction de routes nationales?
- x **14.3225 n Ip.**  
**Rytz Regula.** Le Conseil fédéral compromet-il par négligence la construction dans les délais prévus des installations de chargement au Gothard?

- \* **14.3445 n Ip.**  
**Rytz Regula.** Blanc-seing pour l'hélicoptère dans les régions protégées?
- \* **14.3625 n Ip.**  
**Rytz Regula.** Les investissements de la SIFEM bénéficient-ils vraiment aux populations des pays en développement?  
**12.3870 n Mo.**  
**Schelbert.** Assouplir le droit fiscal  
**13.3039 n Mo.**  
**Schelbert.** Stratégie pour la pose d'installations solaires sur les bâtiments de la Confédération  
**13.3288 n Po.**  
**Schelbert.** Autorité de surveillance du commerce des matières premières et des produits alimentaires  
**13.3709 n Mo.**  
**Schelbert.** Interdire de travailler avec de l'argent non déclaré
- x **13.3710 n Mo.**  
**Schelbert.** Les banques doivent assumer les conséquences financières de leur différend fiscal avec les Etats-Unis  
**14.3056 n Mo.**  
**Schelbert.** Assécher le terrain qui nourrit les paradis fiscaux. La Suisse doit y contribuer
- x **14.3097 n Po.**  
**Schelbert.** Rapport relatif aux recommandations de la Commission fédérale de géologie
- x **14.3145 n Ip.**  
**Schelbert.** Quelle politique pour lutter contre les émissions de CO2 excédentaires?
- \* **14.3439 n Mo.**  
**Schelbert.** Interdire les pesticides particulièrement dangereux pour l'environnement et la santé  
**12.4206 n Ip.**  
**Schenker Silvia.** Convention de sécurité sociale avec le Kosovo. Comment continuer?  
**13.3234 n Po.**  
**Schenker Silvia.** Consultation sociale en entreprise
- x **14.3227 n Ip.**  
**Schenker Silvia.** Situation des seniors sur le marché du travail et mesures envisageables suite à l'acceptation de l'initiative "contre l'immigration de masse"  
**14.3228 n Po.**  
**Schenker Silvia.** Personnel étranger dans le secteur de la santé. Analyse de la situation et mesures
- x **14.3229 n Ip.**  
**Schenker Silvia.** Conséquences de l'initiative "contre l'immigration de masse" pour les ressortissants d'Etats tiers
- x **14.3231 n Ip.**  
**Schenker Silvia.** Utilisation de scanners cérébraux par l'office AI de Lucerne
- \* **14.3609 n Po.**  
**Schenker Silvia.** Chômeurs souffrant de problèmes psychiques. Renforcer les offices régionaux de placement
- \* **14.3485 n Ip.**  
**Schibli.** Conséquences d'un accord institutionnel avec l'UE sur l'agriculture  
**13.3313 n Mo.**  
**Schilliger.** Signaler les redistributions opérées dans le cadre de la LPP  
**13.4207 n Mo.**  
**Schilliger.** Baux de locaux commerciaux dans le droit des obligations. Autoriser l'imputation des économies d'énergie aux charges
- \* **14.3348 n Ip.**  
**Schilliger.** Autorité de surveillance des marchés financiers. Etendue des compétences réglementaires face au citoyen
- \* **14.3557 n Po.**  
**Schilliger.** Reprise du droit communautaire. Ni excès de zèle, ni à-plat-ventrisme
- \* **14.3558 n Mo.**  
**Schilliger.** Création d'une base légale permettant le recouvrement de montants dus pour des cours interentreprises  
**13.3077 n Mo.**  
**Schläfli.** Définition d'une politique claire et pragmatique d'assainissement et d'affectation des cabanes forestières
- 13.4292 n Mo.**  
**Schläfli.** Elargissement à six voies de l'A1 entre Luterbach et Härkingen. Respect de l'environnement
- \* **14.3591 n Ip.**  
**Schläfli.** Evaluation des dommages aux bâtiments après un séisme
- x **12.3476 n Mo.**  
**Schmid-Federer.** Harcèlement sexuel des mineurs. Adapter les éléments constitutifs de l'infraction  
**12.4233 n Mo.**  
**Schmid-Federer.** Lancer un programme national afin d'identifier les effets des médias en ligne
- x **13.3154 n Mo.**  
**Schmid-Federer.** Prévenir la consommation excessive d'alcool par les jeunes  
**13.3745 n Mo.**  
**Schmid-Federer.** Programme national de recherche "soins de longue durée"
- x **14.3118 n Ip.**  
**Schmid-Federer.** Initiative "contre l'immigration de masse". Accentuation du manque de personnel qualifié dans les domaines MINT
- x **14.3127 n Mo.**  
**Schmid-Federer.** CO. Réglementer l'indemnisation du télétravail à domicile et du télétravail itinérant
- x **14.3138 n Mo.**  
**Schmid-Federer.** Catalogue de mesures pour les enfants et les adolescents hébergés plus de six mois dans des foyers d'aide d'urgence  
**14.3162 n Mo.**  
**Schmid-Federer.** Mesures d'incitation visant à diminuer la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée dans le secteur de la santé

- \* **14.3350 n Ip.**  
**Schmid-Federer.** Mieux protéger les réfugiés syriens
- \* **14.3351 n Ip.**  
**Schmid-Federer.** Médecine personnalisée. Créer une banque nationale de données biologiques au lieu de laisser proliférer des banques de données privées étrangères
- \* **14.3440 n Ip.**  
**Schmid-Federer.** Décisions relatives aux demandes de visas humanitaires. Tenir compte du bien des enfants
- 12.4122 n Po.**  
**Schneeberger.** Halte à la bureaucratie de la FINMA. Pour une FINMA forte et efficace
- 13.4233 n Mo.**  
**Schneeberger.** Adapter l'impôt anticipé
- \* **14.3454 n Ip.**  
**Schneeberger.** Amortissement sur les immeubles servant au placement de capitaux
- \* **14.3634 n Ip.**  
**Schneeberger.** Quelles conséquences négatives l'augmentation des redevances hydrauliques aura-t-elle sur la politique financière?
- 12.4113 n Ip.**  
**Schneider Schüttel.** Mieux intégrer les personnes atteintes de troubles de la perception et de la communication
- \* **14.3319 n Po.**  
**Schneider Schüttel.** Donner un caractère officiel à la version consolidée des lois
- 13.3325 n Po.**  
**Schneider-Schneiter.** Avenir de la diplomatie commerciale
- 13.3595 n Mo.**  
**Schneider-Schneiter.** Moins de démarches administratives pour les hommes d'affaires en voyage
- x **14.3064 n Ip.**  
**Schneider-Schneiter.** Numéros 058. Tarifs incompréhensibles
- N **14.3126 n Mo.**  
**Schneider-Schneiter.** Pas de cotisations AVS pour le baby-sitting et les activités domestiques
- \* **14.3436 n Ip.**  
**Schneider-Schneiter.** Droit fiscal applicable au secteur suisse de l'EuroAirport de Bâle-Mulhouse
- \* **14.3458 n Ip.**  
**Schneider-Schneiter.** Promotion des exportations et du commerce des PME avec la Chine
- \* **14.3492 n Mo.**  
**Schneider-Schneiter.** L'administration fédérale doit être joignable aux tarifs habituels sur le réseau fixe
- \* **14.3493 n Mo.**  
**Schneider-Schneiter.** Transparence générale en ce qui concerne l'indication des prix pour les numéros 058
- 12.4059 n Ip.**  
**Schwaab.** La crise des crédits subprime va-t-elle se répéter?
- 12.4060 n Ip.**  
**Schwaab.** Travaux dangereux dès 14 ans. Le Conseil fédéral mesure-t-il le danger?
- 13.3033 n Ip.**  
**Schwaab.** Comment protéger les données personnelles des citoyens suisses détenues par des entreprises américaines?
- 13.3044 n Mo.**  
**Schwaab.** Pour des rémunérations variables durables et conformes à la situation économique de l'entreprise
- 13.3052 n Mo.**  
**Schwaab.** Droit d'action collective en cas de viol de la protection des données, en particulier sur Internet
- 13.3727 n Ip.**  
**Schwaab.** La Poste a-t-elle manipulé sa comptabilité pour justifier la réduction de son réseau d'agences?
- 13.3806 n Po.**  
**Schwaab.** La protection de la sphère privée doit être garantie par défaut
- 13.3807 n Po.**  
**Schwaab.** Un renforcement de la protection des données grâce au "privacy by design"
- x **13.3808 n Mo.**  
**Schwaab.** Pas de précipitation en matière d'extension du vote électronique
- 13.4029 n Ip.**  
**Schwaab.** Implication des sociétés Internet dans le financement du journalisme de qualité
- 13.4069 n Po.**  
**Schwaab.** Scandale de l'espionnage par la NSA et d'autres services secrets étrangers
- 13.3914 n Mo.**  
**Schwander.** Aggraver l'infraction que constitue le séjour illégal
- 13.3928 n Mo.**  
**Schwander.** Suppression des peines pécuniaires dans le droit pénal relatif à la migration
- 13.4241 n Mo.**  
**Schwander.** Documents d'identité des ressortissants suisses. Pour une pratique favorable au citoyen Voir objet 13.4249 Mo. Föhn
- \* **14.3604 n Ip.**  
**Schwander.** Lignes d'accès à la NLFA Freiamt-lac de Zoug-Suisse centrale
- 13.3225 n Mo.**  
**Semadeni.** Augmenter le taux de recyclage des bouteilles en PET
- 13.3560 n Po.**  
**Semadeni.** Imposition des résidences secondaires. Réglementation uniforme
- 13.4287 n Mo.**  
**Semadeni.** Renforcement de l'hôtellerie saisonnière
- x **14.3142 n Ip.**  
**Semadeni.** Combien de pesticides nos cours d'eau peuvent-ils supporter?
- N **14.3143 n Mo.**  
**Semadeni.** Stratégie destinée à promouvoir les écoles dispensant un enseignement dans deux langues nationales
- x **14.3144 n Ip.**  
**Semadeni.** Article 121a de la Constitution. Quelles mesures pour le tourisme?

- \* **14.3370 n Mo.**  
**Semadeni.** Protection des minorités nationales. Institution d'un groupe de travail
- x **12.3395 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Avoirs illicites de politiciens malais en Suisse
- x **12.3517 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Violations des droits humains et de l'environnement par des filiales de multinationales
- 12.3805 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Accaparement des terres. Investissements dans l'exploitation à grande échelle des terres et de l'eau dans les pays en développement
- 12.3862 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Quelle cohérence en matière de sanctions économiques?
- 12.4117 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Pour une procédure pénale plus performante notamment en cas de flagrant délit
- N **12.4267 n Mo.**  
**Sommaruga Carlo.** Renforcer la Genève internationale et la Suisse comme places d'accueil de la diplomatie internationale et multilatérale
- 13.3069 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Myanmar. Renforcement des acteurs locaux mobilisés sur la problématique du développement durable
- 13.3948 n Mo.**  
**Sommaruga Carlo.** Mise en oeuvre concrète, monitoring et transparence des principes de l'OCDE en matière de prix de transfert
- 14.3240 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Gouvernance globale d'Internet. Une opportunité sans précédent pour la Genève internationale
- 14.3283 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Ministère public de la Confédération. Lutte internationale contre l'impunité
- \* **14.3406 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Ministère public de la Confédération. Antenne de Lugano. A la hauteur pour combattre les organisations criminelles internationales s'infiltrant dans la place financière tessinoise et pour collaborer avec les autorités italiennes?
- \* **14.3408 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Quid de la mise en oeuvre de l'annexe II de l'accord de Schengen aux ressortissants Israéliens domiciliés dans les colonies de peuplement israéliennes illégales sur territoire palestinien
- \* **14.3656 n Ip.**  
**Sommaruga Carlo.** Lignes directrices de la Suisse concernant la protection des défenseurs des droits de l'homme. Quelle politique et quels instruments pour leur mise en oeuvre?
- \* **14.3657 n Mo.**  
**Sommaruga Carlo.** Drones à usage militaire. Pour le lancement par la Suisse d'une initiative internationale de régulation
- \* **14.3658 n Po.**  
**Sommaruga Carlo.** Rapport sur les conséquences et les mesures à prendre face plateformes Internet d'échange de services d'internaute à d'internaute, particulièrement dans le domaine du logement et du transport
- x **12.3383 n Ip.**  
**Stahl.** Assurance-maladie. Avantages d'un système autorisant un changement de caisse
- x **12.3384 n Ip.**  
**Stahl.** Solidarité intergénérationnelle en matière d'assurance-maladie obligatoire
- x **12.3385 n Ip.**  
**Stahl.** Réduction des primes de l'assurance-maladie
- x **12.3386 n Ip.**  
**Stahl.** Réserves dans l'assurance obligatoire des soins selon la LAMal
- 12.4225 n Ip.**  
**Stahl.** Valeur du point tarifaire. Différences entre la LAA et la LAMal
- 12.4226 n Ip.**  
**Stahl.** Assurés domiciliés à l'étranger. Non-paiement des primes et des participations aux coûts
- 13.3265 n Mo.**  
**Stahl.** Contre-proposition à la limitation de l'admission de médecins
- 13.4093 n Mo.**  
**Stahl.** LAMal. Assurés partis sans laisser d'adresse
- 13.4094 n Ip.**  
**Stahl.** Conséquences de l'abrogation de l'article 59c alinéa 1 lettre a OAMal
- x **14.3112 n Ip.**  
**Stahl.** Secteur de la santé. Pénurie de personnel spécialisé due à des raisons internes
- x **12.3628 n Ip.**  
**Stamm.** La Suisse, plaque tournante de la criminalité dans le conflit kosovar? Rôle du politicien Azem Syla
- \* **14.3376 n Ip.**  
**Stamm.** Recherche. Suspension de la collaboration par la Commission européenne
- \* **14.3614 n Ip.**  
**Stamm.** La Suisse peut-elle s'ériger en juge en lieu et place d'un pays étranger?
- 13.4274 n Ip.**  
**Steiert.** Faut-il renforcer le statut des assistantes médicales?
- 13.4300 n Mo.**  
**Steiert.** Stop à la désinformation politique par les assureurs-maladie!
- 14.3122 n Ip.**  
**Steiert.** Répercussions de l'initiative "contre l'immigration de masse" sur les soins non médicaux
- 14.3249 n Ip.**  
**Steiert.** Secteur des bâtiments. Halte au gaspillage d'énergie qui dure depuis trente ans
- \* **14.3322 n Ip.**  
**Steiert.** Médecine personnalisée. Conséquences sur le droit de ne pas être informé

- \* **14.3632 n Po.**  
**Steiert.** Rôle des assistants médicaux dans le système de santé suisse
- 13.3847 n Mo.**  
**Stolz.** Pénalisation des pointeurs laser dangereux
- \* **14.3455 n Ip.**  
**Stolz.** Place accordée aux chaînes de télévision régionales remplissant un mandat de service public
- \* **14.3549 n Ip.**  
**Stolz.** Démarchage indésirable dans le domaine de l'assurance-maladie. Donner plus de compétences au SECO
- 13.3062 n Mo.**  
**Streiff.** Service civil. Permettre les affectations dans les écoles
- 14.3188 n Mo.**  
**Streiff.** Faire respecter la loi sur le travail dans les hôpitaux
- \* **14.3419 n Ip.**  
**Streiff.** Nouvelle campagne de prévention contre le VIH. C'est mal parti!
- x **12.3893 n Mo.**  
**Thorens Goumaz.** Informer des possibilités d'utiliser l'eau de pluie
- x **14.3086 n Ip.**  
**Thorens Goumaz.** Des mesures à la source pour réduire les émissions de pesticides et de micropolluants
- \* **14.3345 n Po.**  
**Thorens Goumaz.** Encourager le logement modulaire et évolutif pour optimiser l'usage du bâti existant
- x **12.3347 n Ip.**  
**Tornare.** Licenciements auprès de Merck Serono
- x **12.3459 n Ip.**  
**Tornare.** Statistiques fédérales. Nouveau calcul de la population active
- 12.3721 n Ip.**  
**Tornare.** Destruction du patrimoine culturel mondial à Tombouctou
- 12.3722 n Ip.**  
**Tornare.** Participation de soldats suisses à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
- 12.4023 n Ip.**  
**Tornare.** Signalétique sur les emballages
- 12.4024 n Ip.**  
**Tornare.** OGM et aliments
- x **13.3085 n Mo.**  
**Tornare.** Amélioration de la prévoyance-retraite des acteurs culturels
- 13.3086 n Mo.**  
**Tornare.** Pneus d'hiver. Equipement adapté aux conditions hivernales
- x **13.3087 n Mo.**  
**Tornare.** Cybercriminalité
- x **13.3088 n Mo.**  
**Tornare.** Otages suisses. Remboursement des frais administratifs de libération
- 13.3321 n Ip.**  
**Tornare.** Mesures d'économies et paysage de la presse suisse
- 13.3463 n Ip.**  
**Tornare.** Pays basque. Respect des prisonniers basques
- 13.3977 n Po.**  
**Tornare.** Drones civils. Adapter la législation
- 13.4101 n Ip.**  
**Tornare.** Le saumon d'élevage norvégien est-il dangereux pour la santé?
- 13.4156 n Po.**  
**Tornare.** Vendre les médicaments à l'unité pour réduire le gaspillage
- 13.4157 n Po.**  
**Tornare.** Feux tricolores sur le devant des emballages alimentaires
- 13.4170 n Ip.**  
**Tornare.** Inde. Blocage de l'entraide administrative en matière fiscale
- 14.3199 n Ip.**  
**Tornare.** Votation populaire du 9 février 2014 et frontaliers
- x **14.3200 n Po.**  
**Tornare.** Nouvel article 121a de la Constitution fédérale. Compatibilité avec les engagements internationaux de la Suisse
- \* **14.3522 n Mo.**  
**Tornare.** Améliorer la compatibilité sociale du programme d'ajustement structurel du FMI en Ukraine
- \* **14.3523 n Po.**  
**Tornare.** L'intégration des migrants et migrantes dans le marché du travail suisse
- \* **14.3524 n Ip.**  
**Tornare.** Situation délicate des ressortissants sri lankais en Suisse, admis provisoirement
- 13.4315 n Po.**  
**Trede.** Accord de branche pour des ordinateurs et des téléphones portables respectant des critères écologiques et sociaux
- 14.3102 n Ip.**  
**Trede.** Conséquences d'une éventuelle signature de l'accord TISA sur le commerce des services
- x **14.3226 n Ip.**  
**Trede.** Engagement du Parlement européen en faveur du développement d'un réseau de zones arctiques préservées. Quelles mesures prévoit le Conseil fédéral?
- \* **14.3333 n Mo.**  
**Trede.** Autoriser les manifestations à caractère politique sur la Place fédérale pendant les sessions parlementaires
- \* **14.3334 n Ip.**  
**Trede.** Investissements d'entreprises d'électricité à l'étranger. Position du Conseil fédéral
- \* **14.3335 n Ip.**  
**Trede.** Rôle du consul honoraire Renato Vitetta comme représentant de la SEI S.p.A., filiale de Repower

- \* **14.3343 n Mo.**  
**Trede.** Protection des minorités nationales. Institution d'un groupe de travail
- \* **14.3344 n Po.**  
**Trede.** Plus de déodorants contenant de l'aluminium
- \* **14.3369 n Mo.**  
**Trede.** Statistiques nationales sur la participation électorale selon divers critères sociodémographiques
- \* **14.3373 n Ip.**  
**Trede.** Accord de partenariat migratoire Suisse-Nigéria. Que fait le Conseil fédéral pour protéger les personnes poursuivies au Nigéria en raison de leur orientation sexuelle?
- \* **14.3374 n Ip.**  
**Trede.** Que fait le Conseil fédéral contre la discrimination et la persécution des personnes LGBTI?
- \* **14.3502 n Ip.**  
**Trede.** Importations de trophées de chasse contraires à la législation sur la protection des animaux
- \* **14.3603 n Po.**  
**Trede.** Endiguer le gaspillage alimentaire
- \* **14.3610 n Ip.**  
**Trede.** Nouveaux cas de contamination radioactive à Bienne: il faut des procédures de communication claires
- \* **14.3620 n Po.**  
**Trede.** Transparence du financement par des bailleurs de fonds privés d'activités de recherche et d'enseignement dans les EPF, les hautes écoles et les HES
- 13.3220 n Ip.**  
**Tschäppät.** Culture architecturale contemporaine dans le message sur l'encouragement de la culture pour la période 2016-2019
- \* **14.3497 n Mo.**  
**Tschäppät.** Encourager de manière efficace les recherches sur la provenance d'œuvres d'art
- 13.3320 n Ip.**  
**Tschümperlin.** La Confédération peut-elle se permettre d'accepter les privilèges cantonaux en matière de dividendes?
- 13.3853 n Po.**  
**Tschümperlin.** Assujettir les dividendes aux cotisations AVS
- \* **14.3349 n Ip.**  
**Tschümperlin.** Les Tamouls sont-ils (presque) tous des terroristes?
- \* **14.3509 n Mo.**  
**Tschümperlin.** Bases légales claires pour mettre fin aux demandes de remboursement de l'impôt anticipé fondées sur le dépouillement des dividendes
- x **12.3589 n Ip.**  
**van Singer.** Prolonger les délais de prescription en matière de responsabilité civile
- 13.3346 n Ip.**  
**van Singer.** Le Conseil fédéral va-t-il faire respecter le devoir de réserve dû par les hauts gradés?
- 13.3348 n Mo.**  
**van Singer.** Favoriser le retour à la vie active. Prévoir la constitution de fonds de réinsertion
- 13.3614 n Mo.**  
**van Singer.** Possibilité d'instaurer des salaires minimaux cantonaux dignes
- 13.3683 n Mo.**  
**van Singer.** Etendre la surveillance en continu de la radioactivité aux eaux de surface et aux eaux souterraines
- 14.3179 n Ip.**  
**van Singer.** Quelles mesures pour rendre plus résistantes les enceintes des plus vieilles centrales nucléaires suisses?
- \* **14.3507 n Ip.**  
**van Singer.** Tient-on suffisamment compte des frais d'investissement dans l'élaboration du concept de stationnement de l'armée?
- \* **14.3533 n Ip.**  
**van Singer.** Des précisions concernant les épaisseurs des enceintes de chaque centrale nucléaire suisse et leurs résistances SVP!
- x **12.3832 n Mo.**  
**Vischer Daniel.** Equiper les véhicules diesel de filtres à particules
- x **12.3833 n Mo.**  
**Vischer Daniel.** Valeurs limites d'immission applicables aux particules ultrafines
- x **12.3905 n Mo.**  
**Vischer Daniel.** Etiquette-énergie pour les petits engins de travail équipés de moteurs à essence
- 12.4116 n Ip.**  
**Vischer Daniel.** Exclure des casinos les joueurs dépendants
- 12.4175 n Ip.**  
**Vischer Daniel.** Don d'organes. Régime du consentement présumé
- 13.3201 n Ip.**  
**Vischer Daniel.** Stabilité financière, cours plancher du franc et bulle immobilière. Politique de la BNS
- 13.3613 n Ip.**  
**Vischer Daniel.** Déclaration de marchandises provenant des territoires occupés par Israël
- 13.3801 n Ip.**  
**Vischer Daniel.** Réforme de l'imposition des entreprises III. Perte d'impôts pour les villes
- 13.3802 n Ip.**  
**Vischer Daniel.** Promotion de l'essence alkylée
- 13.4262 n Ip.**  
**Vischer Daniel.** Résorber les avoirs excessifs en comptes de virement. Socialiser les gains des banques obtenus sans contrepartie par la création de monnaie
- \* **14.3596 n Ip.**  
**Vischer Daniel.** Techniques d'imagerie cérébrale et protection de la personnalité
- 12.4065 n Po.**  
**Vitali.** Un service unique pour l'immobilier civil et militaire
- 12.4066 n Mo.**  
**Vitali.** Introduction d'une planification du personnel dans le budget 2014, au plus tard 2015

- x **13.3109 n Po.**  
**Vitali.** Rendre les taux de couverture LPP comparables
- 13.3582 n Mo.**  
**Vitali.** Augmentation du taux de l'aide publique au développement. Prolongation du délai
- x **14.3030 n Ip.**  
**Vitali.** Protection de l'enfant et de l'adulte. Séparer ce qui est désirable de ce qui est nécessaire
- 13.3552 n Ip.**  
**Vogler.** Difficultés liées à la rénovation d'immeubles détenus en propriété par étages
- 13.3923 n Mo.**  
**Vogler.** Compléter l'article 8a et l'article 8b du titre final du Code civil
- 13.4155 n Po.**  
**Vogler.** Initiatives populaires. Prévoir des mécanismes limitatifs
- x **14.3193 n Po.**  
**Vogler.** Améliorer l'efficacité des enquêtes policières dans les réseaux sociaux
- 13.3513 n Mo.**  
**von Graffenried.** Assujettir les métaux précieux à la loi sur le blanchiment d'argent
- 13.3903 n Po.**  
**von Graffenried.** Les nouvelles constructions de remplacement présentent-elles un meilleur bilan énergétique que les assainissements de bâtiments?
- 13.3904 n Mo.**  
**von Graffenried.** Economies d'énergie. Mêmes déductions fiscales pour les nouvelles constructions de remplacement que pour les assainissements de bâtiments existants
- 13.3905 n Mo.**  
**von Graffenried.** Remplacement du service militaire par une obligation générale de servir
- 13.3906 n Po.**  
**von Graffenried.** Remplacement du service militaire par une obligation générale de servir
- 13.4273 n Mo.**  
**von Graffenried.** Garantie légale respectueuse des consommateurs et de l'environnement
- 14.3258 n Po.**  
**von Graffenried.** Directives anticipées des patients. Instaurer une obligation de déclaration
- x **12.3592 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Abaisser la quantité de main-d'oeuvre nécessaire pour bénéficier des améliorations structurelles
- N **12.3877 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Améliorer la desserte forestière pour favoriser l'exploitation du bois, ressource écologique
- x **12.4148 n Po.**  
**von Siebenthal.** Centrales à bois régionales pour la valorisation du bois brut de moindre qualité et des sous-produits de la transformation du bois disponibles localement
- 13.3536 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Remise de Ritaline
- 13.3569 n Po.**  
**von Siebenthal.** Libre accès aux forêts. Décharger les propriétaires de leur responsabilité pour les risques propres aux milieux forestiers
- 13.4202 n Po.**  
**von Siebenthal.** Rien ne justifie de défavoriser la stabulation entravée du bétail bovin
- 13.4203 n Po.**  
**von Siebenthal.** Dégâts liés à l'accroissement des populations de gibiers
- \* **14.3539 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Halte aux campagnes de prévention pornographiques de l'OFSP
- \* **14.3540 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Contributions à partir de 2015 pour les surfaces en pente dès 50 pour cent
- \* **14.3541 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Mettre fin immédiatement à la campagne de prévention "LOVE LIFE – ne regrette rien"
- \* **14.3542 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Autoriser à nouveau la vente des animaux de 121 jours ou plus sur les marchés publics
- \* **14.3543 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Prescription de médicaments antipsychotiques. Obligation d'enregistrement
- \* **14.3546 n Mo.**  
**von Siebenthal.** Protection des troupeaux contre le lynx. Autoriser la détention individuelle de lamas
- \* **14.3547 n Ip.**  
**von Siebenthal.** Concours «Les plus beaux livres de Suisse»
- x **12.3621 n Mo.**  
**Voruz.** Mettre fin aux exportations de matériel de guerre vers l'Inde
- 13.3768 n Ip.**  
**Voruz.** Place de tir de Vugelles-La Mothe
- 13.4146 n Ip.**  
**Voruz.** Choix opportun de la fermeture de casernes et de places de tir?  
Voir objet 13.4130 Ip. Recordon
- \* **14.3484 n Ip.**  
**Voruz.** Le salut nazi autorisé?
- \* **14.3519 n Ip.**  
**Walter.** Accord institutionnel avec l'UE. Quelles incidences sur le contenu de l'accord sur la prévention des obstacles techniques au commerce?
- 13.3486 n Mo.**  
**Wasserfallen.** Interdire à Suisse Tourisme de conclure des partenariats économiques prévoyant des clauses d'exclusivité
- \* **14.3563 n Po.**  
**Wasserfallen.** Potentiel économique en Suisse des logiciels ouverts
- 13.3925 n Ip.**  
**Weibel.** Tir du loup en Valais. A quand l'application des mesures de protection des troupeaux?
- x **12.3441 n Ip.**  
**Wermuth.** Fédérations sportives. Exonération de l'impôt fédéral direct

- 12.3885 n Mo.**  
**Wermuth.** Les salaires des dirigeants des entreprises fédérales ne doivent pas dépasser le salaire d'un conseiller fédéral
- 12.3886 n Mo.**  
**Wermuth.** Des différences salariales correctes dans les entreprises fédérales
- 14.3146 n Ip.**  
**Wermuth.** Entreprises suisses actives dans le négoce des matières premières. Collaboration avec la police nationale péruvienne
- x **12.3391 n Ip.**  
**Wobmann.** Distribution de corans dans les villes de Suisse
- x **12.3596 n Ip.**  
**Wobmann.** Questions concernant des ressortissants kosovars
- 12.3953 n Po.**  
**Wobmann.** Impôt sur les automobiles importées. Affectation des recettes à des fins déterminées
- 12.3741 n Ip.**  
**(Wyss Ursula) Fehr Jacqueline.** Contrôle du devoir de diligence. Chaînes d'approvisionnement en matières premières provenant de zones de conflit ou à haut risque
- 12.3904 n Ip.**  
**(Wyss Ursula) Jans.** Mesures contre l'impunité des entreprises en cas de violation des droits de l'homme et de dommages à l'environnement

#### Conseil des Etats

#### Motions adoptées par le Conseil national

- N 07.3711 n Mo.**  
**Conseil National.** Taxe de surveillance perçue en vertu de la loi sur la surveillance des marchés financiers. Prise en considération des intérêts des PME(Engelberger)
- N 09.3142 n Mo.**  
**Conseil National.** Renforcer la propriété, économiser l'énergie, diminuer la valeur locative(Groupe RL)
- N 09.3354 n Mo.**  
**Conseil National.** Incitations à des rénovations complètes en vue de réduire les pertes énergétiques dans les propriétés privées (2)(CER-CN)
- N 09.3861 n Mo.**  
**Conseil National.** Rapport équitable entre la durée du service civil et celle du service militaire(Eichenberger)  
Voir objet 10.528 Iv.pa. Engelberger
- N 10.3074 n Mo.**  
**Conseil National.** Privilégier l'impôt libérateur sur les revenus des capitaux étrangers déposés en Suisse dans nos négociations fiscales avec l'étranger(Graber Jean-Pierre)
- x **10.3508 n Mo.**  
**Conseil National.** Dimanches de congé. Egalité de traitement pour les entreprises employant du personnel au sol dans le secteur de la navigation aérienne(Germanier)
- N 10.3934 n Mo.**  
**Conseil National.** Parité salariale. Mécanismes de contrôle((Simoneschi-Cortesi) Meier-Schatz)
- N 10.4127 n Mo.**  
**Conseil National.** Pour en finir avec la discrimination des couples mariés(Bischof)
- N 11.3285 n Mo.**  
**Conseil National.** Bâtiments non utilisés dans les zones agricoles. Faciliter la réaffectation à des fins de logement ou pour l'agritourisme(Groupe CE)
- N 11.3472 n Mo.**  
**Conseil National.** Téléphonie mobile. Tarifs d'itinérance corrects pour les appels et les SMS((Fuchs) Rickli Natalie)
- x **11.3498 n Mo.**  
**Conseil National.** Géothermie profonde. Offensive(Groupe RL)  
Voir objet 11.3562 Mo. Gutzwiller
- N 11.3524 n Mo.**  
**Conseil National.** Halte aux tarifs de mobile prohibitifs à l'étranger(Wyss Ursula)  
Voir objet 13.3009 Po. CTT-CE (11.3524)
- x **11.3557 n Mo.**  
**Conseil National.** Marché de l'énergie. Les fournisseurs et les consommateurs doivent pouvoir traiter à égalité(Noser)
- N 11.3677 n Mo.**  
**Conseil National.** Bases légales pour les achats tests d'alcool(Ingold)
- N 11.3757 n Mo.**  
**Conseil National.** FINMA. Prise en charge obligatoire des frais occasionnés par l'engagement d'un chargé d'enquête(CER-CN (10.489))
- N 11.3767 n Mo.**  
**Conseil National.** Halte aux congés et aux sorties pour les personnes internées(Rickli Natalie)
- N 11.3778 n Mo.**  
**Conseil National.** Prévoyance professionnelle. Dépolitisons le taux d'intérêt minimal(Groupe RL)
- N 11.3779 n Mo.**  
**Conseil National.** Prévoyance professionnelle. Dépolitisons le taux de conversion minimal(Groupe RL)
- N 11.3834 n Mo.**  
**Conseil National.** Abolition du droit de timbre sur les primes d'assurance de choses et de patrimoine(Groupe V)
- N 11.3835 n Mo.**  
**Conseil National.** Abolition du droit de timbre sur les assurances sur la vie susceptibles de rachat(Groupe V)
- x **11.3871 n Mo.**  
**Conseil National.** Open Government Data. Libre accès aux données publiques de la Confédération(Graf-Litscher)
- N 11.3908 n Mo.**  
**Conseil National.** Plan coordonné de protection de tous les travailleurs contre la sous-enchère salariale(Barthasat)

- x **11.3944 n Mo.**  
**Conseil National.** Lutte contre l'abandon de déchets sur la voie publique(Geissbühler)
- N **11.4020 n Mo.**  
**Conseil National.** Pour une utilisation adéquate des résidus de la transformation de la biomasse et contre la prohibition de technologies(Lustenberger)
- x **11.4086 n Mo.**  
**Conseil National.** Assurer l'approvisionnement des régions périphériques(Buttet)
- N **11.4115 n Mo.**  
**Conseil National.** Adapter l'AVS aux réalités de notre société(Parmelin)
- x **11.4198 n Mo.**  
**Conseil National.** Supprimons les barrières à l'importation de biogaz(de Buman)
- N **12.3047 n Mo.**  
**Conseil National.** Législation sur la protection des eaux. Modification(Müller Leo)
- N **12.3078 n Mo.**  
**Conseil National.** Pas de discrimination de la filière agroalimentaire suisse pour le financement des réserves obligatoires(Bourgeois)
- N **12.3097 n Mo.**  
**Conseil National.** Intégrer le mariage forcé à la liste des faits constitutifs d'infractions conduisant à l'expulsion(Gmür)
- N **12.3122 n Mo.**  
**Conseil National.** Label de qualité pour les sites destinés aux enfants et aux adolescents(Amherd)
- N **12.3168 n Mo.**  
**Conseil National.** Assouplir le principe de l'unanimité dans le droit de la propriété par étage en cas de démolition-reconstruction(Leutenegger Filippo)
- N **12.3172 n Mo.**  
**Conseil National.** Imposition des immeubles agricoles et sylvicoles(Müller Leo)
- N **12.3186 n Mo.**  
**Conseil National.** Mise sur un pied d'égalité de la CTI et du FNS sur les plans organisationnel et financier(Groupe RL)
- N **12.3233 n Mo.**  
**Conseil National.** Programme de recherche sur la cybersanté(Groupe RL)
- NE **12.3245 n Mo.**  
**Conseil National.** Mettre en oeuvre le financement des hôpitaux tel qu'il a été voulu par le législateur(Humbel)
- x **12.3246 n Mo.**  
**Conseil National.** Complications consécutives à une intervention de chirurgie esthétique. Supprimer l'obligation de prise en charge par l'assurance-maladie de base(Humbel)
- NE **12.3334 n Mo.**  
**Conseil National.** Mise en oeuvre de la renaturation des eaux(CEATE-CN)
- N **12.3340 n Mo.**  
**Conseil National.** Conditions-cadres pour le remplacement de chauffages électriques(CEATE-CN)
- N **12.3519 n Mo.**  
**Conseil National.** Responsabilité individuelle en matière de prévoyance professionnelle. Développer le pilier 3a(Pezzatti)
- N **12.3553 n Mo.**  
**Conseil National.** AVS. Mettre en place rapidement un mécanisme de frein à l'endettement(Groupe RL)
- N **12.3556 n Mo.**  
**Conseil National.** Enfants et fiscalité. Pour en finir avec les inégalités de traitement entre les couples mariés et les couples de concubins(Rösti)
- N **12.3577 n Mo.**  
**Conseil National.** Programmes destinés à accroître l'efficacité énergétique. Prise en considération des emplois dans notre pays(Bourgeois)
- N **12.3601 n Mo.**  
**Conseil National.** Prévoyance professionnelle. Rentes sûres préférables aux prestations en capital hasardeuses(Humbel)
- N **12.3734 n Mo.**  
**Conseil National.** RPC. Mettre en place une pratique raisonnable en matière d'attribution des fonds(Groupe RL)
- N **12.3776 n Mo.**  
**Conseil National.** Simplifier la réglementation pour accroître la rentabilité de la navigation aérienne en Suisse(Wasserfallen)
- N **12.3847 n Mo.**  
**Conseil National.** Maintenir la diversité des médicaments dans la médecine complémentaire(Gilli)
- x **12.4035 n Mo.**  
**Conseil National.** Préciser le genre d'huile végétale dans l'étiquetage des produits alimentaires(de Buman)
- x **12.4072 n Mo.**  
**Conseil National.** Pour une lutte efficace contre les petits trafiquants de drogue(Lüscher)
- N **12.4129 n Mo.**  
**Conseil National.** Augmentation des chances de l'ancienne génération sur le marché du travail(Groupe BD)
- N **12.4131 n Mo.**  
**Conseil National.** Corrélation automatique entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie(Groupe BD)
- N **12.4152 n Mo.**  
**Conseil National.** Projets informatiques. Stratégie d'acquisition de la Confédération(Noser)
- N **12.4161 n Mo.**  
**Conseil National.** Pour une stratégie nationale contre le cyberharcèlement(Schmid-Federer)
- N **12.4170 n Mo.**  
**Conseil National.** Prévenir l'utilisation abusive du capital de prévoyance plutôt que de limiter les possibilités de retrait(Groupe RL)
- x **12.4171 n Mo.**  
**Conseil National.** LAMal. Mieux accompagner les patients pour améliorer l'efficacité des traitements(Groupe RL)

- x **12.4272 n Mo.**  
**Conseil National.** Soins à domicile. Sécurité du droit(Schneeberger)
  - N **13.3013 n Mo.**  
**Conseil National.** Prescription de Ritaline(CSSS-CN)
  - N **13.3363 n Mo.**  
**Conseil National.** Séparation des tâches entre la Confédération et les cantons(CdF-CN (12.101))
  - x **13.3664 n Mo.**  
**Conseil National.** Obligation de cotiser à l'AVS sur les prestations des fondations de prévoyance en faveur du personnel(CSSS-CN (11.457))
  - x **13.3728 n Mo.**  
**Conseil National.** Assujettissement fiscal au niveau intercantonal en matière de courtage immobilier. Une seule règle pour tous les cantons(Pelli)
  - x **13.3931 n Mo.**  
**Conseil National.** Exercice collectif des droits. Promotion et développement des instruments(Birrer-Heimo)
  - x **13.3962 n Mo.**  
**Conseil National.** Une journée suisse de la Genève internationale((Barthassat) Barazzone)
  - N **13.3971 n Mo.**  
**Conseil National.** Affecter les crédits d'équipement informatique conformément à leur véritable but(Maier Thomas)
  - x **13.3975 n Mo.**  
**Conseil National.** Les immeubles destinés à une activité commerciale ou professionnelle doivent être soumis de nouveau à la lex Koller(Badran Jacqueline)
  - x **13.3976 n Mo.**  
**Conseil National.** Acquisition de parts dans des fonds immobiliers ou des sociétés immobilières cotées en bourse. Abolir le privilège accordé aux personnes de l'étranger par la lex Koller(Badran Jacqueline)
  - x **13.4008 n Mo.**  
**Conseil National.** EPF. Taxes d'études équitables(CSEC-CN)
  - x **13.4009 n Mo.**  
**Conseil National.** Mise en oeuvre de la Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberriques(CPS-CN)
  - N **13.4040 n Mo.**  
**Conseil National.** Egalité de traitement concernant la publication des liens d'intérêts(Gilli)
  - x **13.4088 n Mo.**  
**Conseil National.** Affaire Snowden. Pour une meilleure protection des données suisses aux Etats-Unis(Galladé)
  - x **13.4142 n Mo.**  
**Conseil National.** Diminution massive des coûts pour l'économie grâce à des procédures douanières informatisées(Groupe RL)
  - N **14.3004 n Mo.**  
**Conseil National.** Pour une politique financière anticipatoire qui permette la réalisation de réformes fiscales prioritaires sans programmes d'économies(CdF-CN)  
Voir objet 14.3007 Mo. CdF-CE
  - x **14.3006 n Mo.**  
**Conseil National.** Soutien accru de la Confédération aux bourses d'études(CSEC-CN (13.058))
  - x **14.3010 n Mo.**  
**Conseil National.** Réduction des coûts grâce à l'introduction de délais légaux(CER-CN)  
Voir objet 12.028 MCF
  - x **14.3011 n Mo.**  
**Conseil National.** Réduction des coûts grâce à une procédure électronique de déclaration en douane(CER-CN)  
Voir objet 12.028 MCF
  - x **14.3012 n Mo.**  
**Conseil National.** Réduction des coûts grâce à une marge de manoeuvre pour le passage de la frontière(CER-CN)  
Voir objet 12.028 MCF
  - x **14.3016 n Mo.**  
**Conseil National.** Interprétation de la définition de microentreprise dans la loi sur les produits de construction(CER-CN)  
Voir objet 13.076 MCF
- Interventions des commissions**
- x\* **14.3289 é Mo.**  
**CdG-CE.** Introduction urgente de mesures aptes à garantir la surveillance de l'adjudication de mandats par la Confédération  
Voir objet 14.3018 Mo. CdG-CN
  - x\* **14.3295 é Po.**  
**CdG-CE.** Admission et réexamen des médicaments figurant sur la liste des spécialités (1)
  - x\* **14.3296 é Po.**  
**CdG-CE.** Admission et réexamen des médicaments figurant sur la liste des spécialités (2)
  - x\* **14.3297 é Po.**  
**CdG-CE.** Admission et réexamen des médicaments figurant sur la liste des spécialités (3)
  - x\* **14.3294 é Mo.**  
**CSEC-CE.** Erasmus plus et Horizon 2020. Eclaircir la situation des étudiants, des chercheurs, des hautes écoles et des entreprises  
Voir objet 14.3291 Mo. CSEC-CN
  - x **14.3009 é Mo.**  
**CSEC-CE (13.3652).** Mesures visant à pallier la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée eu égard à la nouvelle situation  
Voir objet 14.3380 Mo. CSEC-CN (13.3652)
  - x\* **14.3298 é Po.**  
**CTT-CE (13.048).** Rapport relatif aux prestations de service public de la SSR
  - \*E **14.3299 é Mo.**  
**CER-CE.** Pour que les contribuables soumis partiellement à l'impôt à l'étranger puissent faire valoir les déductions générales et les déductions sociales  
**13.3667 é Mo.**  
**CER-CE (12.447).** Réaménager le système fiscal pour promouvoir l'innovation et renforcer la compétitivité de la Suisse
  - \* **14.3383 é Mo.**  
**CAJ-CE.** Adaptation du code de procédure pénale

## Interventions des députés

- \* **14.3473** é Ip.  
**Baumann.** Surveillance de l'espace aérien. Est-il encore opportun de mettre le Tiger hors service?
- x **14.3107** é Ip.  
**Berberat.** Energie grise et politique fédérale de l'énergie et de l'environnement
- x **14.3213** é Ip.  
**Berberat.** Lobbyisme. S'inspirer des règles de la Société suisse de Public Affairs
- \* **14.3405** é Ip.  
**Berberat.** Financement de la campagne contre l'initiative "Pour une caisse publique d'assurance-maladie"
- \* **14.3579** é Mo.  
**Berberat.** Poursuite d'office des infractions dirigées contre les magistrats et fonctionnaires en raison de leur activité professionnelle
- 12.3163** é Mo.  
**Bieri.** Organisation et financement de l'armée dans le futur
- x **14.3105** é Po.  
**Bieri.** Initiative dite vache à lait. De quels agriculteurs la vache mange-t-elle l'herbe?
- \* **14.3452** é Ip.  
**Bieri.** Accorder développement et financement de l'armée
- E **14.3209** é Mo.  
**Bischof.** Corriger les dispositions du casier judiciaire qui mettent des oeillères à la justice
- \* **14.3572** é Ip.  
**Bischof.** Protection des dépôts de 100 000 francs. Quelles sont ses faiblesses? Comment y remédier?
- E **14.3095** é Mo.  
**Bischofberger.** Rayon d'exploitation usuel. Abrogation de l'article 24 de l'ordonnance sur la protection des eaux
- x **14.3150** é Ip.  
**Bischofberger.** Admettre les titulaires d'une maturité gymnasiale aux études dans les hautes écoles spécialisées
- \* **14.3449** é Mo.  
**Bischofberger.** Pas de promotion étatique supplémentaire du tourisme d'achat
- \* **14.3438** é Mo.  
**Bruderer Wyss.** Prévenir les avortements sélectifs liés au sexe de l'enfant à naître
- \* **14.3472** é Ip.  
**Bruderer Wyss.** Personnes de plus de 50 ans qui ont perdu leur emploi. Encouragement à l'embauche et halte aux discriminations sur le marché du travail
- x **14.3153** é Ip.  
**Comte.** Enseignement d'une deuxième langue nationale. A quand la fin de la récréation?
- E **14.3288** é Mo.  
**Comte.** Faire de l'usurpation d'identité une infraction pénale en tant que telle
- \* **14.3587** é Ip.  
**Comte.** Les petits commerçants sont-ils victimes de concurrence déloyale?
- x **14.3108** é Ip.  
**Cramer.** Bruit des avions. Enfermer n'est pas protéger
- 13.4001** é Mo.  
**Diener Lenz.** Les centrales produisant de l'énergie en ruban ne doivent plus saturer les lignes électriques
- x **14.3062** é Ip.  
**Diener Lenz.** La loi sur les produits du tabac comme base pour la lutte contre la contrebande et la contrefaçon
- x **14.3202** é Ip.  
**Diener Lenz.** Prendre des mesures équivalentes dans l'aviation
- 13.4186** é Mo.  
**Eberle.** Avenir de l'arrêté sur le réseau
- x **14.3094** é Po.  
**Eder.** Médecines complémentaires. Où en est la mise en oeuvre de l'article 118a de la Constitution? Voir objet 14.3089 Po. Graf-Litscher
- 14.3203** é Mo.  
**Eder.** Limiter les paiements effectués au titre de la RPT à un pourcentage maximal des recettes de l'impôt fédéral direct perçues annuellement par chaque canton
- E **14.3151** é Mo.  
**Engler.** Coexistence du loup et de la population de montagne
- x **14.3208** é Po.  
**Engler.** Combattre la corruption dans l'attribution des marchés publics
- \* **14.3410** é Ip.  
**Engler.** Prendre des mesures pour réduire le nombre de cas de conduite à contresens
- E **14.3207** é Mo.  
**Fetz.** Indiquer chaque année comment est réparti entre les cantons l'argent de la Confédération
- EN **12.3843** é Mo.  
**Fournier.** Approvisionnement en énergie et renouvellement du réseau de transport à haute tension par une répartition des charges  
Voir objet 12.3881 Mo. Amherd
- 14.3152** é Mo.  
**Fournier.** Pour une vision cohérente du développement et du financement des infrastructures routières d'importance nationale
- \* **14.3577** é Po.  
**Fournier.** Transposition du droit européen. Ni swiss finish ni précipitation
- x **14.3052** é Ip.  
**Grabner Konrad.** Ouverture du tunnel de base du Saint-Gothard
- \* **14.3451** é Po.  
**Grabner Konrad.** Définir une stratégie pour promouvoir la réintégration professionnelle
- x **14.3053** é Ip.  
**Gutzwiller.** Programme de soutien au cinéma Media. Fonds pour la Suisse?
- x **14.3204** é Ip.  
**Gutzwiller.** Consensus trouvé par le groupe de travail AGUR 12. Suite des opérations

- x **14.3205** é Ip.  
**Gutzwiller.** Processus de répartition de la médecine hautement spécialisée. Les cantons ont-ils accompli leurs tâches?
- \* **14.3571** é Po.  
**Gutzwiller.** Asseoir la politique climatique sur des éléments factuels
- \* **14.3576** é Ip.  
**Gutzwiller.** Plan d'action «Plus d'organes pour des transplantations». Attitude neutre du Conseil fédéral dans le cadre de la campagne d'information
- x **14.3028** é Mo.  
**Häberli-Koller.** Lutte efficace contre l'ESB
- x **14.3079** é Po.  
**Häberli-Koller.** Egalité salariale. Redonner une chance aux mesures volontaires
- \* **14.3578** é Po.  
**Hêche.** Qualité de vie et bien-être. Quelle efficacité des politiques et des activités de la Confédération?
- \* **14.3583** é Po.  
**Hêche.** Maintenir la qualité actuelle de l'offre ferroviaire sur la ligne Bâle-Lausanne/Genève via Laufon et Delémont
- 13.4179** é Mo.  
**Hess Hans.** Adapter l'impôt anticipé
- \* **14.3471** é Ip.  
**Imoberdorf.** L'industrie suisse désavantagée en raison des prix exorbitants des quotas d'émission
- \* **14.3570** é Mo.  
**Imoberdorf.** Inscire le loup parmi les espèces pouvant être chassées
- E **14.3043** é Mo.  
**Janiak.** Responsabilité civile. Uniformiser la réglementation et modifier quelques points
- x **14.3063** é Ip.  
**Janiak.** Conférence nationale sur les terminaux de conteneurs et message relatif à la loi sur le transport de marchandises
- \* **14.3573** é Mo.  
**Janiak.** Quid de l'obligation de diffusion à l'ère numérique?
- \* **14.3574** é Ip.  
**Janiak.** Quid de l'obligation de diffusion à l'ère numérique?
- x **13.4111** é Mo.  
**Keller-Sutter.** Contribuables imposés partiellement à l'étranger. Prise en compte de la totalité des déductions générales et des déductions sociales
- x **14.3078** é Ip.  
**Keller-Sutter.** Coordination de la politique européenne. Création d'un secrétariat d'Etat pour les questions ayant trait à l'Europe
- x **14.3287** é Ip.  
**Levrat.** Renforcement de la cohésion nationale
- 13.3669** é Mo.  
**Luginbühl.** Les énergies renouvelables contribuent à la sécurité de l'approvisionnement
- E **14.3284** é Mo.  
**Luginbühl.** Augmenter l'aide financière en faveur du Musée de l'habitat rural Ballenberg dans le message culture 2016-2019
- \* **14.3450** é Mo.  
**Luginbühl.** Déductibilité fiscale des amendes
- \* **14.3474** é Ip.  
**Maury Pasquier.** Information politique des assureurs-maladie. Garantir l'équilibre
- \* **14.3475** é Ip.  
**Maury Pasquier.** Renforcer ou affaiblir la protection de la maternité?
- \* **14.3581** é Po.  
**Maury Pasquier.** Effets de l'indice mixte dans l'AVS
- \* **14.3582** é Po.  
**Maury Pasquier.** Cancer et fertilité. Prise en charge par l'AOS
- x **14.3027** é Ip.  
**Minder.** L'initiative populaire "contre l'immigration de masse" a été adoptée. Et maintenant?
- 13.4104** é Mo.  
**Niederberger.** Obligation de saisir le temps de travail. Donner aux travailleurs la possibilité de signer une déclaration de renonciation dans certaines branches
- x **13.3841** é Mo.  
**Rechsteiner Paul.** Commission d'experts pour l'avenir du traitement et de la sécurité des données
- x **14.3285** é Mo.  
**Rechsteiner Paul.** Adaptation des allocations pour enfant
- \* **14.3569** é Po.  
**Rechsteiner Paul.** Conférence nationale sur le thème des travailleurs âgés
- x **14.3106** é Po.  
**Recordon.** Notifications et communications aux entreprises européennes détachant du personnel en Suisse
- x **14.3154** é Ip.  
**Recordon.** Crédits d'impôt
- x **14.3216** é Po.  
**Recordon.** Amélioration de l'alerte enlèvement
- \* **14.3409** é Ip.  
**Recordon.** Droit minimum d'accès numérique
- \* **14.3580** é Ip.  
**Recordon.** Sauvegarde de la liberté de la science et de la recherche dans les institutions universitaires récipiendaires de fonds du FNS face à un nouveau cas
- \* **14.3584** é Ip.  
**Recordon.** Entraves indues posées sur les rives du Léman
- \* **14.3585** é Ip.  
**Recordon.** Evolution du marché hypothécaire
- \* **14.3586** é Ip.  
**Recordon.** Marchés publics informatiques et logiciels libres
- x **14.3214** é Ip.  
**Savary.** Quelle politique immobilière aux CFF?
- x **14.3215** é Ip.  
**Savary.** Les éditeurs menacés par l'Open Access?

- x **14.3029** é Ip.  
**Schmid Martin.** Trafic marchandises et logistique. Pour une planification générale axée sur les besoins
- E **14.3044** é Mo.  
**Schmid Martin.** Exonérer les transporteurs de la responsabilité solidaire des débiteurs d'une dette douanière
- x **13.3652** é Mo.  
**Schwaller.** Pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. La libre circulation des personnes n'est pas la panacée  
Voir objet 13.3454 Mo. Groupe CE  
Voir objet 13.3471 Mo. Groupe BD  
Voir objet 14.3009 Mo. CSEC-CE (13.3652)
- x **13.3656** é Mo.  
**Schwaller.** Collecte de données relatives aux retraits sous forme de capital du deuxième pilier  
Voir objet 13.3547 Mo. Groupe CE
- x **14.3286** é Ip.  
**Schwaller.** Amendes du Département de la justice des Etats-Unis pour les banques suisses. Déductibilité au regard du droit fiscal
- x **14.3212** é Ip.  
**Seydoux.** A quand le rapport sur un congé rémunéré pour les parents d'enfants gravement atteints dans leur santé?
- \* **14.3393** é Ip.  
**Stadler Markus.** Etat et renforcement de la sécurité du tunnel routier du St-Gothard
- \* **14.3394** é Ip.  
**Stadler Markus.** Embouteillages au St-Gothard. Etat et évolution de la situation
- x **14.3206** é Ip.  
**Stöckli.** Le parc suisse d'innovation, le fondement de l'économie suisse et les hautes écoles spécialisées
- \* **14.3575** é Ip.  
**Stöckli.** Avenir de la flotte de Tiger et de la Patrouille Suisse après le non au Gripen
- \* **14.3424** é Mo.  
**Theiler.** Liaisons de téléphonie mobile. Moins de redevances et d'émoluments et davantage d'investissements
- x **14.3210** é Po.  
**Zanetti.** Réduction du montant minimal des remboursements selon l'OEPL
- x **14.3211** é Mo.  
**Zanetti.** Traitement fiscal des reports de pertes. Prise en compte des rémunérations excessives

## Pétitions

- x **436/13.2012** é  
**Andri Marcus.** Annulation de l'adoption pour le bien de l'enfant
- E **437/12.2078** é  
**Association Initiative des Alpes.** Pour un Tessin vivable. Raccordement sud-nord sûr et supportable
- 438/13.2029**  
**Bassola Sandro.** Eviter les résiliations de bail en cas de retard des autorités compétentes dans le paiement des loyers des personnes bénéficiant d'un soutien
- 439/13.2003**  
**Begré Max.** Application en Suisse de la technologie du réacteur à plasma développée par M. T. Keshe
- E **440/13.2051** é  
**Berner Mahnwache.** Palestine. Plus de violation des droits de l'enfant
- 441/13.2057**  
**Bosia Lisa.** Action extraordinaire pour l'accueil en Suisse de réfugiés en provenance de Syrie
- E **442/13.2043**  
**Bündnis für sinnvolle Rechtssetzung (c/o Merki).** Révision de la LSCPT. Non à l'extension de la conservation des données à titre préventif. Non à l'utilisation de chevaux de Troie par l'Etat
- E **443/10.2007** é  
**Bürgeraktion Gesunde Währung.** Arrêter les ventes d'or
- \* **444/14.2015**  
**Chabin Anna.** Non à un assouplissement de l'ordonnance sur l'exportation du matériel de guerre
- E **445/13.2055** é  
**Charta 2016.** Cent espaces d'art éclairent mieux qu'un phare
- 446/14.2012**  
**Collectif Urgence-Palestine Nyon La Côte.** Pour le respect des droits des enfants palestiniens
- E **483/12.2079** é  
**Comité pour l'achèvement du Gothard.** L'achèvement du Gothard
- 447/14.2008**  
**d'Eggis Nicolas.** Tribunal fédéral. Traitement des demandes de révision
- NE **502/12.2042** n  
**Droit sans frontières, c/o Alliance Sud.** Des règles contraignantes pour les multinationales suisses
- 448/12.2061**  
**FDP. Die Liberalen. Zug.** RPT. 2000 francs sont assez
- N **449/12.2018** n  
**Fischer Eugen.** Pour la création d'un troisième sexe. Intersexualité
- 450/13.2033**  
**Fischer Eugen.** Réintroduction du bison européen dans le Parc national Suisse et dans d'autres parcs naturels
- 451/13.2034**  
**Fischer Eugen.** Pour la dissolution de l'organisation Patrimoine suisse
- 452/13.2053**  
**Fischer Eugen.** Certification de toutes les entreprises employant au moins dix personnes
- 453/14.2002**  
**Fischer Eugen.** Détention de chiens. Interdiction des laisses à enrouleur
- 454/14.2003**  
**Fischer Eugen.** Pour une définition précise du service public
- 455/14.2004**  
**Fischer Eugen.** Déclarer la part du travail des enfants dans la fabrication de produits et la fourniture de services

- N 456/12.2058 n**  
**Fondation Franz Weber.** Pas d'importation de produits de phoques en Suisse!
- E 457/13.2049**  
**Gloor Pascal, Piratenpartei Schweiz.** Partipirate Suisse. Non à l'Etat fouineur
- 458/13.2058**  
**Greenpeace Suisse.** Durée de fonctionnement des centrales nucléaires. 40 ans, ça suffit
- 459/13.2010**  
**Hammer Fritz.** Imposition des dividendes
- 460/13.2024**  
**Hammer Fritz.** Pour renforcer les droits populaires, la Suisse s'affranchit du droit international
- E 461/13.2042 é**  
**Hammer Fritz.** Pas d'exonération fiscale pour les collaborateurs d'institutions étrangères et internationales en Suisse
- N 462/13.2052 n**  
**Huber Linus.** Epargne privée. Compenser la dévaluation causée par les mesures de politique monétaire
- x\* 463/14.2016**  
**Jaiza Marco P.** Démission de parlementaires en cours de législature
- \* 464/14.2018**  
**Jaiza Marco P.** Art. 261bis CP. Rendre le salut hitlerien punissable
- 465/13.2020**  
**Jeanneret Michel-Alain.** Contre la discrimination des personnes homosexuelles, bisexuelles et trans-genre
- E 480/08.2027 é**  
**Jeunes PEV.** Champ libre! Contre la publicité sexiste
- 479/13.2011**  
**Junfreisinnige Thurgau.** Loi sur l'alcool. Suppression de l'interdiction de l'"happy hour"
- E 481/14.2011 é**  
**Juso.** Halte aux privilèges de la FIFA
- N 482/12.2080 n**  
**Komitee "Schutz dem Wettbewerb" (Hansjörg Bracher).** Sus aux dysfonctionnements institutionnels. Oui à la protection de la concurrence
- N 484/12.2046 é**  
**Konsumentenschutz, Sara Stalder.** Lutte contre l'îlot de cherté suisse
- \* 485/14.2014**  
**Kühni Philipp.** Des règles claires pour les radars de contrôle routier
- E 486/13.2014 é**  
**Kulturverein der Aserbajdschaner in der Schweiz.** Faire la lumière sur le massacre de Khojaly
- 487/14.2007**  
**Landolf Kurt J..** Pour une production moins coûteuse des pièces de 5 centimes
- x 488/13.2019 é**  
**Lörcher Ursula.** Abolition du secret bancaire
- 489/12.2022**  
**Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband.** Corrections nécessaires de la législation sur la protection des eaux
- 490/13.2048**  
**Märki Thomas, Tierpartei Schweiz.** Déclaration obligatoire pour la viande importée
- x 491/13.2009 é**  
**Merki Roger/Lopez José M..** Concernant la mise en oeuvre de la Convention de Lanzarote (objet 12.066)
- 492/14.2005**  
**Merminod Yves.** Réforme du gouvernement. Augmentation du nombre de conseillers fédéraux
- E 493/13.2006 é**  
**Minnesota Swiss Community.** Contre la fermeture du consulat général de Suisse à Chicago
- E 494/13.2005 é**  
**Müller Edgar.** L'octroi du caractère d'utilité publique devrait être l'affaire de la Confédération
- 495/13.2025**  
**Müller Edgar.** Réglementation des avancements d'hoirie en argent
- 496/13.2037**  
**Müller Edgar.** Pas de versements en capital dans le cadre du 2e pilier
- E 497/13.2040 é**  
**Müller Edgar.** Système scolaire. Sanctions disciplinaires à l'encontre des mineurs
- E 498/13.2030 é**  
**Neuhaus Jürg.** Contre la fermeture du consulat général de Suisse à Jeddah, Arabie Saoudite
- E 499/13.2022 é**  
**Organization for Human Rights Justice.** Protection des droits humains de toutes les minorités en Inde
- E 500/14.2000 é**  
**Pharm!action.** Introduire le tiers payant dans l'assurance maladie obligatoire
- x 501/14.2001 én**  
**Rahm Emil.** Relations Suisse-UE. Avis consultatif du tribunal fédéral
- \* 503/14.2013**  
**Reform 91.** Abrogation des articles 59-61 CP
- 504/13.2036**  
**Reform 91, Peter Zimmermann.** Pour une loi fédérale sur l'exécution des peines
- 505/13.2046**  
**Reform 91, Peter Zimmermann.** Article 184 CPP. Plus de droits pour le défenseur lors de l'établissement d'expertises psychiatriques
- 506/13.2045**  
**Roggen Beat René.** Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
- N 507/11.2007 n**  
**Schärz-Ryser.** Pour le maintien de la réglementation actuelle pour la protection du loup
- N 466/07.2013 n**  
**Session des jeunes 2006.** Soutien financier aux constructions "minergie"

- E 467/09.2002 é**  
**Session des jeunes 2008.** Financement des partis
- E 468/12.2008 é**  
**Session des jeunes 2009.** Les jeunes et la crise économique: avantages fiscaux pour les entreprises qui favorisent l'emploi des jeunes
- N 469/13.2044 n**  
**Session des jeunes 2011.** Taxe d'incitation sur les énergies non renouvelables
- E 470/12.2070 é**  
**Session des jeunes 2012.** Vieillesse de la population et AVS
- N 471/12.2075 n**  
**Session des jeunes 2012.** Sortie du nucléaire et énergies renouvelables
- 472/12.2076**  
**Session des jeunes 2012.** Contrôle du respect de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) par les entreprises multinationales
- 473/13.2059**  
**Session des jeunes 2013.** Déclaration de l'expérimentation animale sur les produits
- 474/13.2060**  
**Session des jeunes 2013.** Contre la discrimination liée à l'orientation sexuelle
- 475/13.2061**  
**Session des jeunes 2013.** Conventions Collectives de Travail pour tous les employés
- 476/13.2062**  
**Session des jeunes 2013.** Egalité des droits pour les homosexuel-le-s
- 477/13.2063**  
**Session des jeunes 2013.** Introduction d'un impôt progressif sur le bonus
- 478/13.2064**  
**Session des jeunes 2013.** Égalité entre le service civil et militaire
- x 508/13.2032 é**  
**Spira David.** Loi sur la protection des animaux. Déten- tion de lièvres nains, de lièvres et de lapins
- N 509/13.2026 n**  
**Stiftung für Konsumentenschutz.** Halte aux droits de douane disproportionnés!
- \* 510/14.2017**  
**Stribel Werner.** Non à la discrimination par l'âge
- x 511/14.2006 én**  
**SVP Tessin.** Dénoncer les Accords de Schengen
- N 512/12.2052 n**  
**Vallotton Paul-Olivier.** Pour la transparence de l'assu- rance-maladie
- N 513/05.2010 n**  
**Verantwortungsvoll erziehende Väter und Mütter.** Soutien au postulat 04.3250 (Tâches parenta- les. Egalité de traitement)
- N 514/10.2016 n**  
**Verband Schweizerischer Polizei-Beamter.** Stop à la violence contre la police
- x 515/13.2050 é**  
**Voze Samuel.** Non à l'exportation d'armes vers des pays qui violent gravement les droits de l'homme
- E 516/12.2054 é**  
**Wäfler Urs.** Election du Conseil fédéral par le peuple
- E 517/13.2001 é**  
**Wäfler Urs.** Directives fédérales concernant l'instruction publique
- x 518/13.2002 é**  
**Wäfler Urs.** Article 99 Cst. Admission d'émetteurs autres que la Confédération
- 519/13.2008**  
**Wäfler Urs.** Moteurs de recherche. Publication des entreprises auxquelles des informations sont données
- x 520/13.2021 n**  
**Wäfler Urs.** Coopération de la Confédération avec Facebook
- E 521/13.2027 é**  
**Wäfler Urs.** Accorder un grade universitaire sur la base de l'expérience professionnelle
- 522/13.2041**  
**Wäfler Urs.** Soutien à l'initiative "Pour un revenu de base inconditionnel"
- E 523/13.2047 é**  
**Wäfler Urs.** Suppression du numerus clausus pour les études de médecine
- 524/14.2009**  
**Weingart Roland.** Primes d'assurance-maladie pour les jeunes
- 525/14.2010**  
**Weingart Roland.** Baisser les coûts de l'assurance- maladie pour les familles
- 526/12.2023**  
**Zuger Bauern-Verband.** Corrections nécessaire du droit de la protection des eaux
- 527/13.2054**  
**Zürcher Florian.** Améliorer la situation des femmes enceintes travaillant dans les services publics

## Objets du parlement

### Divers

#### x 1/14.005 né Haute surveillance sur la construction de la NLFA en 2013

CN/CE *Commission des finances*

**17.06.2014 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

#### x 2/14.010 né Délégation parlementaire auprès du Conseil de l'Europe. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**02.06.2014 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**04.06.2014 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

#### x 3/14.011 né Délégation auprès de l'Union interparlementaire. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**02.06.2014 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**04.06.2014 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

#### x 4/14.013 né Délégation AELE/Parlement européen. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**02.06.2014 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**04.06.2014 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

#### x 5/14.014 né Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**02.06.2014 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**04.06.2014 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

#### x 6/14.020 né Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**02.06.2014 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**04.06.2014 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

#### x 7/14.206 é Communication du canton de Glaris et assermentation

Hösli Werner, originaire de Glarus Süd, Leiter Alterszentrum, domicilié à Haslen (en remplacement de This Jenny, démissionnaire)

**16.06.2014 Conseil des Etats.** Monsieur Hösli est assermenté.

#### x 8/14.209 n Assermentation

CN *Bureau*

1. Ernst Schibli, originaire de Otelfingen, agriculteur, domicilié à Otelfingen (en remplacement de Hans Kaufmann, démissionnaire)

**05.05.2014 Conseil national.** Monsieur Schibli est assermenté.

2. Hans-Peter Portmann, originaire de Zurich et Sempach (LU), directeur de banque, domicilié à Thalwil (en remplacement de Filippo Leutenegger, démissionnaire)

**07.05.2014 Conseil national.** Monsieur Portmann est assermenté.

#### x 9/14.210 n Assermentations

CN *Bureau*

1. Walti Beat, originaire de Zollikon et Dürrenäsch, dr en droit, avocat, domicilié à Zollikon (en remplacement de Markus Hutter, démissionnaire)

**02.06.2014 Conseil national.** Monsieur Walti est assermenté

2. Ruiz Rebecca Ana, originaire de Lausanne et Ardon, lic.ès sc.sociales, MLaw in Criminal Justice, domiciliée à Lausanne (en remplacement de Josiane Aubert, démissionnaire)

**02.06.2014 Conseil national.** Madame Ruiz est assermentée.

3. Matter Thomas, originaire de Sissach (BL) et Muhen (AG), entrepreneur, domicilié à Meilen (en remplacement de Christoph Blocher, démissionnaire)

**02.06.2014 Conseil national.** Monsieur Matter est assermenté.

### Chambres réunies

#### x 10/14.204 cr Autorité de surveillance du Ministère public de la Confédération. Renouvellement intégral pour la période de fonction 2015-2018

V *Commission judiciaire*

**18.06.2014 Assemblée fédérale (Chambres réunies).** Réélection pour la période 2015-2018: Giorgio Bomio, Isabelle Augsburger-Bucheli, Hanspeter Uster, David Zollinger, Niklaus Oberholzer

#### x 11/14.207 cr Tribunal pénal fédéral. Election d'un juge suppléant

V *Commission judiciaire*

**18.06.2014 Assemblée fédérale (Chambres réunies).** Juge suppléant pour le reste de la période administrative 2010-2015: Madame Claudia Solcà

#### 12/14.208 cr Tribunal fédéral. Renouvellement intégral 2015-2020

V *Commission judiciaire*

#### 13/14.211 cr Tribunal administratif fédéral. Présidence et vice-présidence

V *Commission judiciaire*

14/14.213 *cr* Tribunal administratif fédéral. Deux membres  
 V Commission judiciaire

## Objets du Conseil fédéral

### *Département des affaires étrangères*

#### **15/13.105 n Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.**

##### **Approbation**

Message du 29 novembre 2013 portant approbation et mise en oeuvre de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (FF 2014 437)

*CN/CE Commission des affaires juridiques*

Arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

#### **16/14.021 é Cour pénale internationale. Amendement du Statut de Rome (crime d'agression et crimes de guerre)**

Message du 19 février 2014 portant approbation des amendements au Statut de Rome de la Cour pénale internationale relatifs au crime d'agression et aux crimes de guerre (FF 2014 1973)

*CN/CE Commission des affaires juridiques*

Arrêté fédéral portant approbation des amendements au Statut de Rome de la Cour pénale internationale relatifs au crime d'agression et aux crimes de guerre

#### **17/14.039 n Blocage et restitution des avoirs illicites de personnes politiquement exposées à l'étranger. Loi**

Message du 21 mai 2014 relatif à la loi sur les valeurs patrimoniales d'origine illicite (FF 2014 5121)

*CN Commission des affaires juridiques*

*CE Commission de politique extérieure*

Loi fédérale sur le blocage et la restitution des valeurs patrimoniales d'origine illicite de personnes politiquement exposées à l'étranger (Loi sur les valeurs patrimoniales d'origine illicite, LVP)

#### **18/14.047 né Traités internationaux conclus en 2013. Rapport**

Rapport du 28 mai 2014 sur les traités internationaux conclus en 2013 (FF 2014 4149)

*CN/CE Commission de politique extérieure*

#### **19/14.050 é Réduction des disparités économiques et sociales dans l'Union européenne élargie. Contribution de la Suisse en faveur de la Croatie**

Message du 28 mai 2014 sur la contribution de la Suisse en faveur de la Croatie au titre de la réduction des disparités économiques et sociales dans l'Union européenne élargie (FF 2014 4035)

*CN/CE Commission de politique extérieure*

Arrêté fédéral concernant la contribution de la Suisse en faveur de la Croatie au titre de la réduction des disparités économiques et sociales dans l'Union européenne élargie

### *Département de l'intérieur*

#### **20/08.047 n Loi fédérale sur l'assurance-accident. Modification**

Message du 30 mai 2008 relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-accidents (Assurance-accidents et prévention des accidents; organisation et activités accessoires de la CNA) (FF 2008 4877)

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA) (Assurance-accidents et prévention des accidents)

**11.06.2009** Entrer en matière; Renvoi à la CSSS-N.

**22.09.2010 Conseil national.** Renvoi au Conseil fédéral.

**01.03.2011 Conseil des Etats.** Adhésion (= renvoi au Conseil fédéral)

2. Loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA) (Organisation et activités accessoires de la CNA)

**11.06.2009 Conseil national.** L'examen du projet 2 est reporté jusqu'à ce que la décision finale concernant l'entrée ou la non-entrée en matière sur le projet 1 ait été prise ou jusqu'à ce que le Conseil national ait procédé à un vote sur l'ensemble du projet 1.

**01.03.2011 Conseil des Etats.** Adhésion.

#### **21/11.030 é 6e révision de l'AI. Deuxième volet**

Message du 11 mai 2011 relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (6e révision, du deuxième volet) (FF 2011 5301)

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) (6e révision de l'AI, deuxième volet)

**19.12.2011 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**12.12.2012 Conseil national.** Divergences.

**12.03.2013 Conseil des Etats.** Divergences.

**04.06.2013 Conseil national.** Divergences.

**11.06.2013 Conseil des Etats.** Divergences.

**13.06.2013 Conseil national.** Divergences.

**19.06.2013 Conseil des Etats.** Décision divergente de la proposition de la conférence de conciliation (ne pas classer).

**19.06.2013 Conseil national.** Décision conforme à la proposition de la conférence de conciliation (= classement).

2. Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) (6e révision de l'AI, deuxième volet: prise en charge des traitements stationnaires hospitaliers)

**19.12.2011 Conseil des Etats.** Décision selon proposition Kuprecht.

**30.05.2012 Conseil national.** Divergences.

**01.06.2012 Conseil des Etats.** Adhésion.

**15.06.2012 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.

**15.06.2012 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2012 5473; délai référendaire: 4 octobre 2012

Recueil officiel du droit fédéral 2012 5559

3. Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) (6e révision de l'AI, deuxième volet) (Projet de la CSSS-N du 11.10.2012)

**12.12.2012 Conseil national.** Entrer en matière et renvoi à la commission.

#### **x 22/11.034 n Loi sur les denrées alimentaires. Révision**

Message du 25 mai 2011 relatif à la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI) (FF 2011 5181)

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (Loi sur les denrées alimentaires, LDAI)

**20.03.2013 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**17.09.2013 Conseil des Etats.** Divergences.

**25.11.2013 Conseil national.** Divergences.

**04.03.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

**03.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2014 4949; délai référendaire: 9 octobre 2014

#### **23/12.027 é Surveillance de l'assurance-maladie sociale. Loi**

Message du 15 février 2012 relatif à la loi sur la surveillance de l'assurance-maladie (FF 2012 1725)

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Voir objet 12.026 MCF

Loi fédérale sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (Loi sur la surveillance de l'assurance-maladie, LSAMal)

**18.03.2013 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**04.12.2013 Conseil national.** Début du traitement

**05.12.2013 Conseil national.** Renvoi au Conseil fédéral.

**04.03.2014 Conseil des Etats.** Rejet du renvoi

**10.03.2014 Conseil national.** Adhésion (= ne pas renvoyer au Conseil fédéral).

#### **24/12.080 n Loi sur les produits thérapeutiques. Révision**

Message du 7 novembre 2012 concernant la modification de la loi sur les produits thérapeutiques (FF 2013 1)

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Voir objet 14.3017 Mo. CSSS-CN (12.080)

Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Loi sur les produits thérapeutiques, LPTh)

**07.05.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**25/13.029 é Loi sur la transplantation. Révision partielle**

Message du 8 mars 2013 concernant la modification de la loi sur la transplantation (FF 2013 2057)

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (Loi sur la transplantation)

**28.11.2013 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**26/13.050 é Loi sur le dossier électronique du patient**

Message du 29 mai 2013 concernant la loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEIP) (FF 2013 4747)

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEIP)

**11.06.2014 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

2. Arrêté fédéral sur les aides financières prévues par la loi fédérale sur le dossier électronique du patient

**11.06.2014 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**27/13.051 é Diagnostic préimplantatoire. Modification de la Constitution et de la loi sur la procréation médicalement assistée**

Message du 7 juin 2013 concernant la modification de l'article constitutionnel relatif à la procréation médicalement assistée et au génie génétique dans le domaine humain (art. 119 Cst.) et de la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (diagnostic préimplantatoire) (FF 2013 5253)

*CN/CE Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Arrêté fédéral concernant la modification de l'article constitutionnel relatif à la procréation médicalement assistée et au génie génétique dans le domaine humain

**11.03.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**03.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

2. Loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (LPMA)

**11.03.2014 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**03.06.2014 Conseil national.** Divergences.

**28/13.060 é Loi sur les professions médicales (LPMéd). Modification**

Message du 3 juillet 2013 concernant la modification de la loi sur les professions médicales (LPMéd) (FF 2013 5583)

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Loi fédérale sur les professions médicales universitaires (Loi sur les professions médicales, LPMéd)

**11.03.2014 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**29/13.080 é LAMal. Compensation des risques; séparation de l'assurance de base et des assurances complémentaires**

Message du 20 septembre 2013 concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (Compensation des risques; séparation de l'assurance de base et des assurances complémentaires) (FF 2013 7135)

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Loi fédérale sur l'assurance-maladie

**30/14.017 é Sécurité sociale. Convention avec l'Uruguay**

Message du 12 février 2014 concernant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre la Suisse et l'Uruguay (FF 2014 1655)

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Arrêté fédéral portant approbation de la convention de sécurité sociale entre la Confédération suisse et l'Uruguay

**13.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**31/14.044 é Sécurité sociale. Convention avec la Corée**

Message du 21 mai 2014 concernant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre la Suisse et la Corée (FF 2014 3877)

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Arrêté fédéral portant approbation de la convention de sécurité sociale entre la Suisse et la Corée

**Département de justice et police**

**32/07.052 n Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger. Loi. Abrogation**

Message du 4 juillet 2007 concernant l'abrogation de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (FF 2007 5455). Message additionnel du 13 novembre 2013 concernant l'abrogation de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (Renonciation au projet d'abrogation) (FF 2013 8135)

*CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Voir objet 07.062 MCF

Loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger

**12.03.2008 Conseil national.** Entrer en matière et renvoi au Conseil fédéral

**11.06.2008 Conseil des Etats.** Adhésion.

**07.05.2014 Conseil national.** Classement.

### **33/08.011 é CO. Droit de la société anonyme et droit comptable**

Message du 21 décembre 2007 concernant la révision du code des obligations (Droit de la société anonyme et droit comptable; adaptation des droits de la société en nom collectif, de la société en commandite, de la société à responsabilité limitée, de la société coopérative, du registre du commerce et des raisons de commerce) (FF 2008 1407)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Voir objet 08.080 MCF

Voir objet 10.443 lv.pa. CAJ-CE

1. Code des obligations (Droit de la société anonyme et droit comptable; adaptation des droits de la société en nom collectif, de la société en commandite, de la société à responsabilité limitée, de la société coopérative, du registre du commerce et des raisons de commerce)

**11.06.2009 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**01.06.2012 Conseil national.** L'examen du projet 1 (droit de la société anonyme) est suspendu jusqu'à ce que le peuple et les cantons se soient prononcés sur l'initiative populaire « Contre les rémunérations abusives » ou jusqu'à un éventuel retrait de cette initiative (cf. art. 87, al. 3, LParl).

**27.09.2012 Conseil des Etats.** Adhésion.

**10.06.2013 Conseil national.** Entrer en matière et renvoi au Conseil fédéral.

**18.06.2013 Conseil des Etats.** Adhésion (=renvoi au Conseil fédéral).

2. Code des obligations (Droit comptable)

**03.12.2009 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet de la Commission

**20.09.2010 Conseil national.** Discussion. L'objet a été traité jusqu'à l'art. 961d.

**08.12.2010 Conseil national.** Divergences.

**16.03.2011 Conseil des Etats.** Divergences.

**01.06.2011 Conseil national.** Divergences.

**12.09.2011 Conseil des Etats.** Divergences.

**07.12.2011 Conseil national.** Divergences.

**12.12.2011 Conseil des Etats.** Décision conforme à la proposition de la Conférence de conciliation.

**15.12.2011 Conseil national.** Décision conforme à la proposition de la Conférence de conciliation.

**23.12.2011 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.

**23.12.2011 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2012 59; délai référendaire: 13 avril 2012

Recueil officiel du droit fédéral 2012 6679

3. Code des obligations (Droit de la révision) (Proposition Ineichen)

**20.09.2010 Conseil national.** Décision selon proposition Ineichen.

**29.11.2010 Conseil des Etats.** Non entrer en matière.

**08.12.2010 Conseil national.** Maintenir (= entrer en matière).

**28.02.2011 Conseil des Etats.** Divergences.

**09.03.2011 Conseil national.** Divergences.

**16.03.2011 Conseil des Etats.** Divergences.

**01.06.2011 Conseil national.** Adhésion.

**17.06.2011 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.

**17.06.2011 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2011 4491; délai référendaire: 6 octobre 2011

Recueil officiel du droit fédéral 2011 5863

### **34/10.052 é Loi sur l'asile. Modification**

Message du 26 mai 2010 concernant la modification de la loi sur l'asile (FF 2010 4035). Message complémentaire du 23 septembre 2011 concernant la modification de la loi sur l'asile (Mesures à court terme) (FF 2011 6735)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

1. Loi sur l'asile (LAsi)

**12.12.2011 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet de la commission.

**13.06.2012 Conseil national.** Début du traitement

**14.06.2012 Conseil national.** Divergences.

**12.09.2012 Conseil des Etats.** Début du traitement

**24.09.2012 Conseil des Etats.** Divergences.

**03.12.2012 Conseil national.** Divergences.

**10.12.2012 Conseil des Etats.** Divergences.

**12.12.2012 Conseil national.** Adhésion.

**14.12.2012 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.

**14.12.2012 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2012 8943; délai référendaire: 7 avril 2013

Recueil officiel du droit fédéral 2013 4375

2. Loi sur l'asile (LAsi)

**12.12.2011 Conseil des Etats.** Renvoi au Conseil fédéral.

**13.06.2012 Conseil national.** Début du traitement

**14.06.2012 Conseil national.** Adhésion.

3. Loi sur l'asile (LAsi) (Modifications urgentes de la loi sur l'asile)

**13.06.2012 Conseil national.** Début du traitement

**14.06.2012 Conseil national.** Décision modifiant le projet de la commission.

**11.09.2012 Conseil des Etats.** Début du traitement

**12.09.2012 Conseil des Etats.** Divergences.

**17.09.2012 Conseil national.** Divergences.

**24.09.2012 Conseil des Etats.** Divergences.

**25.09.2012 Conseil national.** Divergences.

**26.09.2012 Conseil des Etats.** Décision conforme à la proposition de la Conférence de conciliation.

**26.09.2012 Conseil national.** Décision conforme à la proposition de la Conférence de conciliation.

**27.09.2012 Conseil des Etats.** La clause d'urgence est adoptée.

**27.09.2012 Conseil national.** La clause d'urgence est adoptée.

**28.09.2012 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.

**28.09.2012 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2012 7647; délai référendaire: 17 janvier 2013

Recueil officiel du droit fédéral 2012 5359

**35/11.011 n Devoirs et droits des employés exerçant une activité de conseil juridique ou de représentation en justice. Assimilation aux avocats indépendants. Classement**

Rapport du 4 juin 2010 concernant le classement de la motion 07.3281 de la Commission des affaires juridiques du Conseil national (FF 2010 3731)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**15.12.2011 Conseil national.** Le traitement de ce rapport est suspendu jusqu'à ce que le Conseil fédéral soumette au Parlement le projet annoncé de loi sur la protection de la souveraineté (cf. art. 87 al. 3 LParl).

**14.03.2012 Conseil des Etats.** La décision du Conseil national de suspendre le traitement est rejetée.

**01.06.2012 Conseil national.** Maintenir (= Le traitement de ce rapport est suspendu).

x **36/11.022 n Loi sur la nationalité. Révision totale**

Message du 4 mars 2011 concernant la révision totale de la loi fédérale sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse (FF 2011 2639)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Voir objet 06.485 lv.pa. Groupe V

Loi sur la nationalité suisse (LN)

**13.03.2013 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**16.09.2013 Conseil des Etats.** Début du traitement

**19.09.2013 Conseil des Etats.** Suite (traité jusqu'à l'article 32 y compris).

**25.09.2013 Conseil des Etats.** Divergences.

**26.11.2013 Conseil national.** Divergences.

**10.03.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

**05.06.2014 Conseil national.** Divergences.

**12.06.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

**19.06.2014 Conseil national.** Décision conforme à la proposition de la Conférence de conciliation.

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme à la proposition de la Conférence de conciliation.

**20.06.2014 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final. Feuille fédérale 2014 5001; délai référendaire: 9 octobre 2014

**37/12.011 é Droit d'auteur. Moins de procès, davantage d'argent pour les ayants droit. Rapport du Conseil fédéral concernant le classement de la motion 08.3589**

Rapport du 9 décembre 2011 concernant le classement de la motion 08.3589 du Conseiller aux Etats Stadler Hansruedi

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**12.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**38/12.046 n CP et CPM. Réforme du droit des sanctions**

Message du 4 avril 2012 relatif à la modification du code pénal et du code pénal militaire (réforme du droit des sanctions) (FF 2012 4385)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Code pénal et code pénal militaire (Réforme du droit des sanctions)

**24.09.2013 Conseil national.** Début du traitement

**25.09.2013 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**18.06.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

**39/12.057 n Développement de l'acquis de Schengen.**

**Reprise du règlement portant création d'une agence pour des systèmes d'information**

Message du 23 mai 2012 relatif à l'approbation de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) no 1077/2011 portant création d'une agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle (Développement de l'acquis de Schengen et de l'acquis «Dublin/Eurodac») (FF 2012 5417)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

Arrêté fédéral portant approbation de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise du règlement (UE) no 1077/2011 portant création d'une agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle (Développement de l'acquis de Schengen et de l'acquis «Dublin/Eurodac»)

**10.09.2012 Conseil national.** Renvoi au Conseil fédéral.

**11.12.2012 Conseil des Etats.** Adhésion.

**40/12.069 n Compétence de conclure des traités internationaux. Application provisoire et traités de portée mineure**

Message du 4 juillet 2012 concernant la loi fédérale sur la compétence de conclure des traités internationaux de portée mineure et sur l'application provisoire des traités internationaux (Modification de la loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration et de la loi sur le Parlement) (FF 2012 6959)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Loi fédérale sur la compétence de conclure des traités internationaux de portée mineure et sur l'application provisoire des traités internationaux (Modification de la loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration et de la loi sur le Parlement)

**16.04.2013 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**02.12.2013 Conseil des Etats.** Divergences.

**11.03.2014 Conseil national.** Divergences.

**02.06.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

**12.06.2014 Conseil national.** Divergences.

**41/13.018 n Sécurité intérieure. Clarification des compétences. Rapport du Conseil fédéral**

CN *Commission de la politique de sécurité*

**10.06.2013 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**42/13.021 n Fondations. Renforcer l'attractivité de la Suisse. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 09.3344**

Fondations. Renforcer l'attractivité de la Suisse. Rapport du 27 février 2013 proposant le classement de la motion Luginbühl 09.3344 du 20 mars 2009 (FF 2013 1915)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**12.06.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**43/13.025 é Loi sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication. Modification**

Message du 27 février 2013 concernant la loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (LSCPT) (FF 2013 2379)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (LSCPT)

**10.03.2014 Conseil des Etats.** Début du traitement

**19.03.2014 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**44/13.030 é Loi sur les étrangers. Modification. Intégration**

Message du 8 mars 2013 relatif à la modification de la loi sur les étrangers (Intégration) (FF 2013 2131)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Loi fédérale sur les étrangers (LEtr) (Intégration)

**11.12.2013 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**12.03.2014 Conseil national.** Renvoi au Conseil fédéral.

**02.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion (=renvoi au Conseil fédéral).

**x 45/13.031 é Loi sur les étrangers. Modification. Violation du devoir de diligence et de l'obligation de communiquer par les entreprises de transport aérien; systèmes d'information**

Message du 8 mars 2013 relatif à la modification de la loi fédérale sur les étrangers (Violation du devoir de diligence et de l'obligation de communiquer par les entreprises de transport aérien; systèmes d'information) (FF 2013 2277)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Loi fédérale sur les étrangers (LEtr) (Violation du devoir de diligence et de l'obligation de communiquer par les entreprises de transport aérien; systèmes d'information)

**19.03.2014 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**12.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.

**20.06.2014 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2014 5017; délai référendaire: 9 octobre 2014

**46/13.036 é Service universel. Disposition constitutionnelle**

Message du 8 mai 2013 concernant une disposition constitutionnelle de caractère général sur le service universel (FF 2013 2991)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Option A à C – Arrêté fédéral concernant une disposition constitutionnelle de caractère général sur le service universel

**47/13.049 é CC. Partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce**

Message du 29 mai 2013 concernant la révision du code civil suisse (partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce) (FF 2013 4341)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Code civil suisse (Partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce)

**12.06.2014 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**48/13.056 n CP et CPM. Renvoi des étrangers criminels**

Message du 26 juin 2013 concernant une modification du code pénal et du code pénal militaire (Mise en oeuvre de l'art. 121, al. 3 à 6, Cst., relatif au renvoi des étrangers criminels) (FF 2013 5373)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Voir objet 09.060 MCF

Code pénal et code pénal militaire (Mise en oeuvre de l'art. 121, al. 3 à 6, Cst. relatif au renvoi des étrangers criminels)

**20.03.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**x 49/13.066 n Concentration des compétences en matière de surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit. Loi**

Message du 28 août 2013 concernant la concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit (FF 2013 6147)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs (Loi sur la surveillance de la révision) (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit)

**11.03.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**02.06.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

**12.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2014 4983; délai référendaire: 9 octobre 2014

**50/13.075 é Loi sur le Tribunal fédéral. Extension du pouvoir d'examen aux recours en matière pénale**

Message du 4 septembre 2013 concernant la modification de la loi sur le Tribunal fédéral (Extension du pouvoir d'examen aux recours en matière pénale) (FF 2013 6375)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Loi sur le Tribunal fédéral (LTF)

**x 51/13.086 é Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles. Initiative populaire**

Message du 23 octobre 2013 concernant l'initiative populaire «Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles» (FF 2013 7783)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "Halte à la surpopulation – Oui à la préservation durable des ressources naturelles"

**19.03.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**10.06.2014 Conseil national.** Début du traitement

**12.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté au vote final.

**20.06.2014 Conseil national.** L'arrêté est adopté au vote final. Feuille fédérale 2014 4943

#### **52/13.091 n Pour le renvoi effectif des étrangers criminels (initiative de mise en oeuvre). Initiative populaire**

Message du 20 novembre 2013 concernant l'initiative populaire "Pour le renvoi effectif des étrangers criminels (initiative de mise en oeuvre)" (FF 2013 8493)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "Pour le renvoi effectif des étrangers criminels (initiative de mise en oeuvre)"

**20.03.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

#### **53/13.094 é CO. Protection en cas de signalement d'irrégularités par le travailleur**

Message du 20 novembre 2013 sur la révision partielle du code des obligations (Protection en cas de signalement d'irrégularités par le travailleur) (FF 2013 8547)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Code des obligations (Protection en cas de signalement d'irrégularités par le travailleur)

#### **54/13.100 n CO. Droit de la prescription**

Message du 29 novembre 2013 relatif à la modification du code des obligations (Droit de la prescription) (FF 2014 221)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Code des obligations (Révision du droit de la prescription)

#### **55/13.101 n Code civil. Entretien de l'enfant**

Message du 29 novembre 2013 concernant la révision du code civil suisse (Entretien de l'enfant) (FF 2014 511)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Code civil suisse (Entretien de l'enfant)

**19.06.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

#### **56/13.109 n Amélioration de l'échange d'informations entre les autorités au sujet des armes. Loi**

Message du 13 décembre 2013 relatif à la loi fédérale concernant l'amélioration de l'échange d'informations entre les autorités au sujet des armes (FF 2014 289)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

Loi fédérale concernant l'amélioration de l'échange d'informations entre les autorités au sujet des armes

#### **57/14.015 n Loi sur la signature électronique, SCSE. Révision totale**

Message du 15 janvier 2014 relatif à la révision totale de la loi sur la signature électronique (SCSE) (FF 2014 957)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Loi fédérale sur les services de certification dans le domaine de la signature électronique et des autres applications des certificats numériques (Loi sur la signature électronique, SCSE)

#### **58/14.024 n Mesures visant à garantir une meilleure compatibilité des initiatives populaires avec les droits fondamentaux. Classement (11.3468, Mo. CIP-N et 11.3751, Mo. CIP-E)**

Rapport du 19 février 2014 consécutif aux motions 11.3468 et 11.3751: Mesures visant à garantir une meilleure compatibilité des initiatives populaires avec les droits fondamentaux (FF 2014 2259)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

#### **59/14.025 n Loi sur l'asile. Prorogation des modifications urgentes**

Message du 26 février 2014 concernant la modification de la loi sur l'asile (prorogation des modifications urgentes de la loi sur l'asile) (FF 2014 2013)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Loi sur l'asile (LAsi) (Prorogation des modifications urgentes de la loi sur l'asile)

**12.06.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

#### **60/14.029 n Développement de l'acquis de Dublin/Eurodac. Reprise de la modification des bases légales**

Message du 7 mars 2014 relatif à l'approbation et la mise en oeuvre des échanges de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise de la modification des bases légales de la collaboration Dublin/Eurodac (règlement (UE) n° 603/2013 et règlement (UE) n° 604/2013) (développements de l'acquis de Dublin/Eurodac) (FF 2014 2587)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise du règlement (UE) no 604/2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale (Développement de l'acquis de Dublin/Eurodac)

**19.06.2014 Conseil national.** Début du traitement; suite à la session d'automne 2014.

2. Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise du règlement (UE) no 603/2013 relatif à la création d'Eurodac et modifiant le règlement (UE) no 1077/2011 portant création de l'Agence IT (Développement de l'acquis de Dublin/Eurodac)

**19.06.2014 Conseil national.** Début du traitement; suite à la session d'automne 2014.

#### **61/14.031 é Développement de l'acquis de Schengen. Reprise du règlement portant création d'un mécanisme**

### **d'évaluation destiné à vérifier l'application de l'acquis de Schengen**

Message du 9 avril 2014 relatif à l'approbation de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise du règlement (UE) no 1053/2013 portant création d'un mécanisme d'évaluation et de contrôle destiné à vérifier l'application de l'acquis de Schengen (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2014 3197)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

Arrêté fédéral portant approbation de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise du règlement (UE) no 1053/2013 portant création d'un mécanisme d'évaluation et de contrôle destiné à vérifier l'application de l'acquis de Schengen (Développement de l'acquis de Schengen)

**12.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

### **62/14.032 é Développement de l'acquis de Schengen. Réintroduction du contrôle aux frontières intérieures et modifications du droit d'asile et du droit des étrangers**

Message du 9 avril 2014 sur la reprise et la mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise du règlement (UE) no 1051/2013 modifiant le code frontières Schengen afin d'établir des règles communes relatives à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures (développement de l'acquis de Schengen) et sur d'autres modifications apportées au droit de l'asile et au droit des étrangers (FF 2014 3223)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

1. Arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) no 1051/2013 modifiant le code frontières Schengen afin d'établir des règles communes relatives à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures (Développement de l'acquis de Schengen)

**12.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

2. Loi fédérale sur les étrangers (Loi sur les étrangers, LEtr)

**12.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

3. Loi sur l'asile (LAsi)

**12.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

### **63/14.034 n CC. Enregistrement de l'état civil et registre foncier**

Message du 16 avril 2014 concernant la modification du code civil (Enregistrement de l'état civil et registre foncier) (FF 2014 3395)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Code civil suisse (Enregistrement de l'état civil et registre foncier)

### **64/14.035 é CP. Dispositions pénales incriminant la corruption**

Message du 30 avril 2014 concernant la modification du code pénal (Dispositions pénales incriminant la corruption) (FF 2014 3433)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Code pénal suisse (Dispositions pénales incriminant la corruption)

### **65/14.037 én Constitutions des cantons de Zurich, de Berne, de Soleure, de Bâle-Campagne, des Grisons et du Vaud. Garantie**

Message du 14 mai 2014 concernant la garantie des constitutions révisées des cantons de Zurich, de Berne, de Zoug, de Soleure, de Bâle-Campagne, des Grisons et de Vaud (FF 2014 3573)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Arrêté fédéral accordant la garantie fédérale aux constitutions révisées des cantons de Zurich, de Berne, de Zoug, de Soleure, de Bâle-Campagne, des Grisons et de Vaud des cantons de Zurich, de Berne, de Zoug, de Soleure, de Bâle-Campagne, des Grisons et de Vaud

### **66/14.048 n Coopération policière et douanière. Accord avec l'Italie**

Message du 28 mai 2014 relatif à l'approbation de l'accord entre la Suisse et l'Italie sur la coopération policière et douanière (FF 2014 4087)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

Arrêté fédéral portant approbation de l'accord entre la Suisse et l'Italie sur la coopération policière et douanière

### **67/14.053 Loi sur le casier judiciaire (VOSTRA)**

Message du 20 juin 2014 relatif à la loi sur le casier judiciaire (FF 2014 )

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

### **Département de la défense, de la protection de la population et des sports**

### **68/13.019 n Stratégie de la protection de la population et de la protection civile 2015+**

Rapport du Conseil fédéral du 9 mai 2012 (FF 2012 5075)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

**20.06.2013 Conseil national.** Pris acte du rapport.

### **x 69/13.090 n Protection des biens culturels en cas de conflit armé. Loi. Révision totale**

Message du 13 novembre 2013 concernant la révision totale de la loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé (FF 2013 8051)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

Loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé, de catastrophe ou de situation d'urgence (LPBC)

**13.03.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**04.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final. Feuille fédérale 2014 5029; délai référendaire: 9 octobre 2014

x **70/13.104 n Participation de la Suisse à la KFOR. Prolongation de l'engagement de la Swisscoy**

Message du 29 novembre 2013 relatif à l'arrêté fédéral portant prolongation de la participation de la Suisse à la Kosovo Force multinationale (KFOR) (FF 2013 8617)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

Arrêté fédéral portant prolongation de la participation de la Suisse à la Kosovo Force multinationale (KFOR)

**13.03.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**04.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

Feuille fédérale 2014 5261

**71/14.022 n Loi sur le renseignement**

Message du 19 février 2014 concernant la loi sur le renseignement (FF 2014 2029)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

Loi sur le renseignement (LRens)

**72/14.030 é Programme d'acquisition et de réforme de matériel d'armement 2014**

Message du 7 mars 2014 sur l'acquisition et la mise hors service de matériel d'armement 2014 (Programme d'armement et de mise hors service 2014) (FF 2014 2655)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

Voir objet 14.3660 Mo. CPS-CN (14.030)

1. Arrêté fédéral sur l'acquisition de matériel d'armement 2014

**04.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

2. Arrêté fédéral sur la réforme de matériel d'armement 2014

**04.06.2014 Conseil des Etats.** Ne pas entrer en matière.

**73/14.052 n Message sur les immeubles du DDPS 2014**

Message du 6 juin 2014 sur l'immobilier du DDPS pour l'année 2014 (Message sur l'immobilier du DDPS 2014) (FF 2014 4751)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

Arrêté fédéral sur l'immobilier du DDPS pour l'année 2014

**Département des finances**

**74/11.047 n Loi sur l'impôt anticipé. Modification (stimulation du marché suisse des capitaux)**

Message du 24 août 2011 relatif à la modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (stimulation du marché suisse des capitaux) (FF 2011 6097)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur l'impôt anticipé (LIA)

**27.02.2012 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**07.06.2012 Conseil des Etats.** Divergences.

**11.06.2012 Conseil national.** Adhésion.

**15.06.2012 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

**15.06.2012 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2012 5485; délai référendaire: 4 octobre 2012

Recueil officiel du droit fédéral 2012 5981

2. Loi fédérale sur l'impôt anticipé (LIA) (Projet de la CER-N)

**27.02.2012 Conseil national.** Renvoi au Conseil fédéral.

**07.06.2012 Conseil des Etats.** Adhésion (= Renvoi au Conseil fédéral).

**75/11.057 n Loi sur le contrat d'assurance. Révision totale**

Message du 7 septembre 2011 relatif à la révision totale de la loi sur le contrat d'assurance (FF 2011 7091)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Loi fédérale sur le contrat d'assurance (Loi sur le contrat d'assurance, LCA)

**13.12.2012 Conseil national.** Renvoi au Conseil fédéral.

**20.03.2013 Conseil des Etats.** Adhésion (= renvoi au Conseil fédéral).

**76/12.020 é Loi sur l'alcool. Révision totale**

Message du 25 janvier 2012 concernant la révision totale de la loi sur l'alcool (Loi sur l'imposition des spiritueux et loi sur le commerce de l'alcool) (FF 2012 1111)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur l'imposition des boissons spiritueuses et de l'éthanol (Loi sur l'imposition des spiritueux, Limpspi)

**20.03.2013 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**18.09.2013 Conseil national.** Divergences.

2. Loi fédérale sur le commerce des boissons alcooliques (Loi sur le commerce de l'alcool, LCal)

**20.03.2013 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**18.09.2013 Conseil national.** Début du traitement

**19.09.2013 Conseil national.** Divergences.

**77/12.036 é LIFD et LHID. Adaptation aux dispositions générales du code pénal**

Message du 2 mars 2012 relatif à la loi fédérale sur une adaptation de la LIFD et de la LHID aux dispositions générales du code pénal (FF 2012 2649)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Loi fédérale sur l'adaptation de la LIFD et de la LHID aux dispositions générales du code pénal

**20.06.2013 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**11.03.2014 Conseil national.** Ne pas entrer en matière.

**17.06.2014 Conseil des Etats.** Maintenir (= entrer en matière).

#### **78/12.101 n Programme de consolidation et de réexamen des tâches. Loi**

Message du 19 décembre 2012 concernant la loi fédérale sur le programme de consolidation et de réexamen des tâches 2014 (LCRT 2014) (FF 2013 757)

CN/CE *Commission des finances*

Voir objet 13.3363 Mo. CdF-CN (12.101)

Loi fédérale sur le programme de consolidation et de réexamen des tâches 2014 (LCRT 2014)

**13.06.2013 Conseil national.** Entrée en matière et renvoi au Conseil fédéral.

**10.09.2013 Conseil des Etats.** Le renvoi est rejeté.

**02.12.2013 Conseil national.** Maintenir (= renvoi au Conseil fédéral).

#### **79/13.028 n Centralisation des fournisseurs de prestations TI. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 07.3452**

Rapport du 9 décembre 2011 concernant le classement de la motion Noser 07.3452 "Centralisation des fournisseurs de prestations TI" (FF 2011 8563)

CN/CE *Commission des finances*

#### **80/13.055 é Réforme fiscale écologique. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 06.3190**

Rapport du 14 juin 2013 sur le classement de la motion Studer Heiner 06.3190 "Réforme fiscale écologique" (FF 2013 4989)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**17.06.2014 Conseil des Etats.** Classement.

Motion 06.3190

#### **x 81/13.057 é Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux). Initiative populaire**

Message du 26 juin 2013 relatif à l'initiative populaire "Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux)" (FF 2013 4847)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux)»

**05.12.2013 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**05.05.2014 Conseil national.** Début du traitement

**06.05.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté au vote final.

**20.06.2014 Conseil national.** L'arrêté est adopté au vote final. Feuille fédérale 2014 4947

#### **82/13.073 n Double imposition. Convention avec la France**

Message du 4 septembre 2013 concernant l'approbation d'une nouvelle convention entre la Suisse et la France en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions (FF 2013 6393)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Arrêté fédéral portant approbation d'une nouvelle convention entre la Suisse et la France en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions

**12.12.2013 Conseil national.** Ne pas entrer en matière.

**18.03.2014 Conseil des Etats.** Renvoi au Conseil fédéral.

**04.06.2014 Conseil national.** Rejet du renvoi

#### **83/13.084 n Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt. Initiative populaire**

Message du 23 octobre 2013 concernant l'initiative populaire "Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt" (FF 2013 7575)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt»

**04.06.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

#### **84/13.085 n Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage. Initiative populaire**

Message du 23 octobre 2012 concernant l'initiative populaire "Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage" (FF 2013 7623)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage»

#### **x 85/13.087 n Loi sur la remise de l'impôt**

Message du 23 octobre 2013 concernant la loi sur la remise de l'impôt (FF 2013 7549)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Loi fédérale relative à la nouvelle réglementation concernant la remise de l'impôt (Loi sur la remise de l'impôt)

**11.03.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**03.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final. Feuille fédérale 2014 5039; délai référendaire: 9 octobre 2014

#### **86/13.092 n Nouveau modèle de gestion de l'administration fédérale (NMG)**

Message du 20 novembre 2013 sur le développement de la gestion administrative axée sur les objectifs et les résultats: nouveau modèle de gestion de l'administration fédérale (NMG) (FF 2014 741)

CN *Commission* - 13.092

CE *Commission des finances*

Loi sur les finances de la Confédération (Loi sur les finances, LFC) (Nouveau modèle de gestion de l'administration fédérale, NMG)

**12.06.2014 Conseil national.** Début du traitement

**13.06.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

x **87/13.093 é Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or). Initiative populaire**

Message du 20 novembre 2013 concernant l'initiative populaire „Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or)“ (FF 2013 8365)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or)»

**06.03.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**05.05.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté au vote final.

**20.06.2014 Conseil national.** L'arrêté est adopté au vote final. Feuille fédérale 2014 4945

**88/13.095 é Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie. Initiative populaire**

Message du 20 novembre 2013 relatif à l'initiative populaire „Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie“ (FF 2013 8089)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

CE *Commission de l'économie et des redevances*

Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie»

**17.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

x **89/13.096 é Double imposition. Convention avec l'Australie**

Message du 20 novembre 2013 concernant l'approbation de la nouvelle convention entre la Suisse et l'Australie en vue d'éviter les doubles impositions (FF 2014 1)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Arrêté fédéral portant approbation d'une nouvelle convention contre les doubles impositions entre la Suisse et l'Australie

**18.03.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**04.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté au vote final.

**20.06.2014 Conseil national.** L'arrêté est adopté au vote final. Feuille fédérale 2014 5071; délai référendaire: 9 octobre 2014

x **90/13.097 é Double imposition. Convention avec la Chine**

Message du 20 novembre 2013 concernant l'approbation de la nouvelle convention entre la Suisse et la Chine en vue d'éviter les doubles impositions (FF 2014 45)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Arrêté fédéral portant approbation d'une nouvelle convention contre les doubles impositions entre la Suisse et la Chine

**18.03.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**04.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté au vote final.

**20.06.2014 Conseil national.** L'arrêté est adopté au vote final. Feuille fédérale 2014 5073; délai référendaire: 9 octobre 2014

x **91/13.098 é Double imposition. Convention avec la Hongrie**

Message du 20 novembre 2013 concernant l'approbation de la nouvelle convention entre la Suisse et la Hongrie en vue d'éviter les doubles impositions (FF 2014 83)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Arrêté fédéral portant approbation d'une nouvelle convention contre les doubles impositions entre la Suisse et la Hongrie

**18.03.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**04.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté au vote final.

**20.06.2014 Conseil national.** L'arrêté est adopté au vote final. Feuille fédérale 2014 5075; délai référendaire: 9 octobre 2014

x **92/13.099 é Echange de renseignements en matière fiscale. Accords avec Jersey, Guernesey et l'île de Man**

Message du 20 novembre 2013 relatif à l'approbation des accords avec Jersey, Guernesey et l'île de Man sur l'échange de renseignements en matière fiscale (FF 2013 8643)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Arrêté fédéral portant approbation des accords avec Jersey, Guernesey et l'île de Man sur l'échange de renseignements en matière fiscale

**18.03.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**04.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté au vote final.

**20.06.2014 Conseil national.** L'arrêté est adopté au vote final. Feuille fédérale 2014 5069; délai référendaire: 9 octobre 2014

**93/13.106 é Groupe d'action financière. Mise en oeuvre des recommandations 2012**

Message du 13 décembre 2013 concernant la mise en oeuvre des recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), révisées en 2012 (FF 2014 585)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Loi fédérale sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012

**12.03.2014 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**18.06.2014 Conseil national.** Début du traitement

**19.06.2014 Conseil national.** Divergences.

**94/13.107 é Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS (Réforme de la fiscalité successorale). Initiative populaire**

Message du 13 décembre 2013 relatif à l'initiative populaire "Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS (Réforme de la fiscalité successorale)" (FF 2014 121)  
CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS (Réforme de la fiscalité successorale)»

**03.06.2014 Conseil des Etats.** Renvoi à la commission.

**x 95/14.003 né Compte d'Etat 2013**

Message du 26 mars 2014 concernant le compte d'Etat de la Confédération suisse pour l'année 2013 (FF 2014 3087)

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral I concernant le compte d'Etat de la Confédération pour l'année 2013

**04.06.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**11.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

Feuille fédérale 2014 5245

2. Arrêté fédéral II concernant les comptes du fonds pour les grands projets ferroviaires pour l'année 2013

**04.06.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**11.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

Feuille fédérale 2014 5249

3. Arrêté fédéral III concernant les comptes du fonds d'infrastructure pour l'année 2013

**04.06.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**11.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

Feuille fédérale 2014 5251

4. Arrêté fédéral IV concernant les comptes du domaine des écoles polytechniques fédérales (domaine des EPF) pour l'année 2013

**04.06.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**11.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

Feuille fédérale 2014 5253

5. Arrêté fédéral V concernant les comptes de la Régie fédérale des alcools pour l'année 2013

**04.06.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**11.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

Feuille fédérale 2014 5255

**x 96/14.007 né Budget 2014. Supplément I**

Message du 26 mars 2014 concernant le supplément I au budget 2014 (FF 2014 3089)

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral concernant le supplément I au budget 2014

**04.06.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**11.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

Feuille fédérale 2014 5241

2. Arrêté fédéral II concernant les prélèvements sur le fonds d'infrastructure en 2014

**04.06.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**11.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

Feuille fédérale 2014 5243

**97/14.041 né Budget 2015**

Message du xx août 2014 concernant le budget de la Confédération suisse pour l'an 2015

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral I concernant le budget pour l'an 2015

2. Arrêté fédéral II concernant les prélèvements sur le fonds pour les grands projets ferroviaires pour l'année 2015

3. Arrêté fédéral III concernant les prélèvements sur le fonds d'infrastructure en 2015

4. Arrêté fédéral IV concernant le budget du domaine des écoles polytechniques fédérales (domaine des EPF) pour l'année 2015

5. Arrêté fédéral V concernant le budget de la Régie fédérale des alcools pour l'année 2015

**98/14.042 né Budget 2014. Supplément II**

Message du xx septembre 2014 concernant le supplément II au budget 2014

CN/CE *Commission des finances*

Arrêté fédéral I concernant le second supplément au budget 2014

**99/14.043 né Plan financier 2016-2018**

Rapport du Conseil fédéral du xx août 2014 sur le plan financier 2016-2018

**100/14.045 é Message sur les immeubles du DFF 2014**

Message du 21 mai 2014 concernant les immeubles du DFF pour 2014 (Message 2014 sur les immeubles) (FF 2014 3649)

CN/CE *Commission des finances*

Arrêté fédéral concernant les immeubles du DFF pour 2014

### **101/14.049 é Système européen de surveillance des frontières (EUROSUR). Reprise du règlement**

Message du 28 mai 2014 relatif à l'approbation de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise du règlement (UE) no 1052/2013 portant création du système européen de surveillance des frontières (EUROSUR) (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2014 4127)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

Arrêté fédéral portant approbation de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE sur la reprise du règlement (UE) no 1052/2013 portant création du système européen de surveillance des frontières (EurosUR) (Développement de l'acquis de Schengen)

### **102/14.051 é Exonération des personnes morales poursuivant des buts idéaux. Loi**

Message du 6 juin 2014 concernant la loi fédérale sur l'exonération des personnes morales poursuivant des buts idéaux (FF 2014 5219)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Loi fédérale sur l'exonération des personnes morales poursuivant des buts idéaux

### **Département de l'économie, de la formation et de la recherche**

#### **103/12.028 é Loi sur les cartels. Modification**

Message du 22 février 2012 relatif à la révision de la loi sur les cartels et à une loi sur l'organisation de l'autorité de la concurrence (FF 2012 3631)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Voir objet 11.3984 Mo. Birrer-Heimo

Voir objet 12.2046 Pét. Konsumentenschutz, Sara Stalder

Voir objet 12.2080 Pét. Komitee "Schutz dem Wettbewerb" (Hansjörg Bracher)

Voir objet 14.3010 Mo. CER-CN

Voir objet 14.3011 Mo. CER-CN

Voir objet 14.3012 Mo. CER-CN

Voir objet 14.3013 Po. CER-CN

Voir objet 14.3014 Po. CER-CN

Voir objet 14.3015 Po. CER-CN

Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (Loi sur les cartels, LCart)

**21.03.2013 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**06.03.2014 Conseil national.** Ne pas entrer en matière.

**05.06.2014 Conseil des Etats.** Maintenir (= entrer en matière).

#### **104/12.102 é Droit des cartels. Equilibrer le dispositif des sanctions et le rendre plus efficace. Classement de la motion 07.3856**

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**21.03.2013 Conseil des Etats.** Classement.

Motion 07.3856

#### **x 105/13.038 n Loi fédérale sur la formation continue**

Message du 15 mai 2013 relatif à la loi fédérale sur la formation continue (FF 2013 3265)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Loi fédérale sur la formation continue (LFCo)

**10.12.2013 Conseil national.** Début du traitement

**11.12.2013 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**05.03.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

**18.03.2014 Conseil national.** Divergences.

**05.06.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

**12.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2014 5045; délai référendaire: 9 octobre 2014

#### **x 106/13.044 n Coopération en matière d'application de droits de la concurrence. Accord avec l'Union européenne**

Message du 22 mai 2013 portant approbation de l'accord entre la Confédération suisse et l'Union européenne concernant la coopération en matière d'application de leurs droits de la concurrence (FF 2013 3499)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre de l'accord entre la Suisse et l'UE concernant la coopération en matière d'application de leurs droits de la concurrence (modification de la loi sur les cartels)

**25.09.2013 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**05.06.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

**12.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil national.** L'arrêté est adopté au vote final.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté au vote final.

Feuille fédérale 2014 5077; délai référendaire: 9 octobre 2014

#### **107/13.058 n Initiative populaire sur les bourses d'études et révision totale de la loi sur les contributions à la formation**

Message du 26 juin 2013 relatif à l'«Initiative sur les bourses d'études» et au contre-projet indirect (révision totale de la loi sur les contributions à la formation) (FF 2013 4935)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Voir objet 14.3006 Mo. CSEC-CN (13.058)

1. Arrêté fédéral relatif à l'«Initiative sur les bourses d'études»

**18.03.2014 Conseil national.** Début du traitement

**19.03.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**05.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

**12.06.2014 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'au 20.07.2015.

**16.06.2014 Conseil des Etats.** Le délai imparti est prorogé jusqu'au 20.07.2015.

2. Loi fédérale sur les contributions aux cantons pour l'octroi de bourses et de prêts d'études dans le domaine de la formation du degré tertiaire (Loi sur les aides à la formation)

**18.03.2014 Conseil national.** Début du traitement

**19.03.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**05.06.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

**12.06.2014 Conseil national.** Divergences.

x **108/13.067 é Organisation internationale du Travail. Convention no 189**

Message du 28 août 2013 relatif à la convention (no 189) de l'Organisation internationale du Travail concernant le travail décent pour les travailleuses et travail-leurs domestiques, 2011 et Rapports sur la recommandation (no 201) de l'Organisation internationale du Travail concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011 et sur la recommandation (no 202) concernant les socles nationaux de protection sociale, 2012 (FF 2013 6215)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Arrêté fédéral portant approbation de la convention no 189 de l'Organisation internationale du Travail concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques

**20.03.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**12.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté au vote final.

**20.06.2014 Conseil national.** L'arrêté est adopté au vote final. Feuille fédérale 2014 5081; délai référendaire: 9 octobre 2014

x **109/13.070 n Accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et les Etats de l'Amérique Centrale (Costa Rica et Panama). Approbation**

Message du 4 septembre 2013 concernant l'approbation de l'accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et les Etats d'Amérique centrale (conclu avec le Costa Rica et le Panama) (FF 2013 7221)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

Arrêté fédéral portant approbation de l'accord de libre-échange entre les Etats membres de l'AELE et les Etats de l'Amérique centrale (conclu avec le Costa Rica et le Panama)

**04.03.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**16.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

Paraîtra dans le Recueil officiel du droit fédéral en même temps que l'accord concerné.

x **110/13.081 n Domaine des EPF. Mandat de prestations 2008-2011/12**

Projet du Conseil fédéral du 20 septembre 2013 concernant le mandat de prestations pour les années 2008 à 2011/12. Rapport de prestations du Conseil des EPF pour le domaine des EPF

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Arrêté fédéral Projet relatif à l'approbation du rapport de gestion du Conseil des EPF sur le domaine des EPF (mandat de prestations 2008–2011/2012)

**04.03.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**16.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

Feuille fédérale 2014 5257

**111/13.110 é Masters postgrades des HES. Maintien de la reconnaissance et de la protection des titres (11.3921, Mo. Bischofberger). Classement. Protection des titres délivrés par les filières formelles, y compris des masters postgrades des HES (12.3019, Po. CSEC-CN)**

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**16.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**112/14.016 n Traité sur le commerce des armes. Approbation**

Message du 29 janvier 2014 concernant l'approbation du Traité sur le commerce des armes (FF 2014 1485)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

Arrêté fédéral portant approbation du traité sur le commerce des armes

**12.06.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**113/14.040 n Loi sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (LASRE). Modification**

Message du 21 mai 2014 concernant la modification de la loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (LASRE) (FF 2014 3897)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (LASRE)

**Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication**

**114/05.028 n Réforme des chemins de fer 2**

Message du 23 février 2005 sur la réforme des chemins de fer 2 (FF 2005 2269)

Message supplémentaire du 9 mars 2007 sur la réforme des chemins de fer 2 (révision des actes normatifs concernant les transports publics) (FF 2007 2517)

Message supplémentaire du 20 octobre 2010 sur la réforme des chemins de fer 2 (deuxième phase de la réforme des chemins de fer 2) (FF 2011 857)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**03.10.2005 Conseil national.** L'entrée en matière aux projets 1 à 7 est acceptée; le projet est cependant renvoyé au Conseil fédéral conformément à la proposition de la Commission des transports et des télécommunications.

**08.12.2005 Conseil des Etats.** Adhésion au renvoi au Conseil fédéral.

Voir objet 09.473 lv.pa. CTT-CN

1. Loi fédérale sur le transport de voyageurs (LTV)  
**05.03.2009 Conseil national.** Classer (caduc en raison du projet 9).  
**10.03.2009 Conseil des Etats.** Adhésion.

2. Loi fédérale sur le service de sécurité des entreprises de transport (LSST)  
**05.03.2009 Conseil national.** Classer (caduc en raison du projet 8).  
**10.03.2009 Conseil des Etats.** Adhésion.

3. Loi fédérale sur les transports publics (LTP)  
**05.03.2009 Conseil national.** Classer (caduc en raison du projet 9).  
**10.03.2009 Conseil des Etats.** Adhésion.

4. Loi fédérale sur les entreprises de transport par route (Loi sur les entreprises de transport par route, LETR)  
**05.03.2009 Conseil national.** Classer (caduc en raison du projet 9).  
**10.03.2009 Conseil des Etats.** Adhésion.

5. Loi fédérale sur les chemins de fer (LCdF)  
**05.03.2009 Conseil national.** Reste en suspens (seulement partiellement caduc en raison du projet 9).  
**10.03.2009 Conseil des Etats.** Adhésion.

6. Loi fédérale portant modification de lois en raison de la deuxième réforme des chemins de fer  
**05.03.2009 Conseil national.** Classer (caduc en raison du projet 9).  
**10.03.2009 Conseil des Etats.** Adhésion.

7. Arrêté fédéral sur la transformation du crédit de construction octroyé au BLS Chemin de fer du Loetschberg SA en prêt conditionnellement remboursable  
**05.03.2009 Conseil national.** Classer (caduc en raison du message 06.027, projet 2).  
**10.03.2009 Conseil des Etats.** Adhésion.

8. Loi fédérale sur le service de sécurité des entreprises de transport (LSST) (du 9 mars 2007)  
**11.03.2008 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.  
**22.09.2008 Conseil des Etats.** Divergences.  
**05.03.2009 Conseil national.** Divergences.  
**10.03.2009 Conseil des Etats.** Adhésion.  
**20.03.2009 Conseil national.** La loi est rejetée en votation finale.  
**20.03.2009 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.

9. Loi fédérale sur la réforme des chemins de fer 2 (Révision des actes normatifs concernant les transports publics) (du 9 mars 2007)

**11.03.2008 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.  
**22.09.2008 Conseil des Etats.** Divergences.  
**05.03.2009 Conseil national.** Divergences.  
**10.03.2009 Conseil des Etats.** Divergences.  
**11.03.2009 Conseil national.** Adhésion.  
**20.03.2009 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.  
**20.03.2009 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.  
 Feuille fédérale 2009 1753; délai référendaire: 9 juillet 2009  
 Recueil officiel du droit fédéral 2009 5597

10. Loi fédérale sur les transports publics (LTP) (Projet de la CTT-N du 15 octobre 2007)  
**05.03.2009 Conseil national.** Classer (caduc en raison du projet 4/07.047: Loi sur le transport des marchandises).

11. Loi fédérale sur la deuxième partie de la réforme des chemins de fer 2  
**14.03.2011 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.  
**01.06.2011 Conseil des Etats.** Divergences.  
**06.12.2011 Conseil national.** Divergences.  
**28.02.2012 Conseil des Etats.** Divergences.  
**07.03.2012 Conseil national.** Divergences.  
**15.03.2012 Conseil des Etats.** Adhésion.  
**16.03.2012 Conseil national.** La loi est adoptée au vote final.  
**16.03.2012 Conseil des Etats.** La loi est adoptée au vote final.  
 Feuille fédérale 2012 3243; délai référendaire: 5 juillet 2012  
 Recueil officiel du droit fédéral 2012 5619

**115/13.048 n Loi sur la radio et la télévision. Modification**  
 Message du 29 mai 2013 concernant la modification de la loi sur la radio et la télévision (LRTV) (FF 2013 4425)  
 CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*  
 Voir objet 14.3298 Po. CTT-CE (13.048)

Loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV)  
**12.03.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.  
**19.06.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

x **116/13.062 n Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur. Risques biotechnologiques. Responsabilité et réparation**

Message du 14 août 2013 concernant l'approbation du Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (FF 2013 5975)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Arrêté fédéral portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation

relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques

**03.03.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**04.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil national.** L'arrêté est adopté au vote final.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté au vote final.

Feuille fédérale 2014 5085; délai référendaire: 9 octobre 2014

**117/13.068 n Loi sur le transport de voyageurs (transport de supporters). Modification**

Message du 28 août 2013 relatif à la modification de la loi sur le transport de voyageurs (LTV) (Transport de supporters) (FF 2013 6279)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Loi sur le transport de voyageurs (LTV) (Transport de supporters)

**12.03.2014 Conseil national.** Renvoi au Conseil fédéral.

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Rejet du renvoi

**118/13.072 n Loi sur les entreprises de transport par route et loi du droit pénal des transports. Modification**

Message du 4 septembre 2013 relatif à la modification du droit des entreprises de transport routier et du droit pénal des transports (FF 2013 6441)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Voir objet 14.3000 Mo. CTT-CN (13.072)

Voir objet 14.3001 Mo. CTT-CN (13.072)

1. Loi fédérale sur les entreprises de transport par route (LEnTR)

**06.05.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

2. Loi sur le transport de voyageurs (LTV)

**06.05.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**119/13.074 n Stratégie énergétique 2050, premier volet. Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative Sortir du nucléaire). Initiative populaire**

Message du 4 septembre 2013 relatif au premier paquet de mesures de la Stratégie énergétique 2050 (Révision du droit de l'énergie) et à l'initiative populaire fédérale «Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative Sortir du nucléaire)» (FF 2013 6771)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

1. Loi sur l'énergie (LEne)

2. Arrêté fédéral sur l'initiative populaire fédérale «Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire» (Initiative «Sortir du nucléaire»)

**120/13.077 é Loi sur le transit routier dans la région alpine. Réfection du tunnel routier du Saint-Gothard**

Message du 13 septembre 2013 relatif à la modification de la loi fédérale sur le transit routier dans la région alpine (Réfection du tunnel routier du Gothard) (FF 2013 6539)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Voir objet 12.2078 Pét. Association Initiative des Alpes

Voir objet 12.2079 Pét. Comité pour l'achèvement du Gothard

Loi fédérale sur le transit routier dans la région alpine (LTRA) (Assainissement du tunnel routier du Gothard)

**13.03.2014 Conseil des Etats.** Début du traitement

**20.03.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**x 121/13.082 n Aviation civile internationale. Répression des actes illicites**

Message du 9 octobre 2013 concernant l'approbation de la convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale et du protocole additionnel à la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (FF 2013 7653)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Arrêté fédéral portant approbation de la convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale et du protocole additionnel à la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs

**03.03.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**04.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil national.** L'arrêté est adopté au vote final.

**20.06.2014 Conseil des Etats.** L'arrêté est adopté au vote final.

Feuille fédérale 2014 5083; délai référendaire: 9 octobre 2014

**x 122/13.102 n Plafond de dépenses pour promouvoir le trafic ferroviaire de marchandises à travers les Alpes. Modification**

Message du 29 novembre 2013 concernant la modification de l'arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses pour promouvoir le trafic ferroviaire de marchandises à travers les Alpes (FF 2014 151)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Arrêté fédéral allouant un plafond de dépenses pour promouvoir le trafic ferroviaire de marchandises à travers les Alpes

**17.03.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Adhésion.

Feuille fédérale 2014 5259

**123/13.108 é Programmes européens de navigation par satellite Galileo et Egnos. Approbation et mise en oeuvre de l'accord de coopération**

Message du 13 décembre 2013 relatif à l'arrêté fédéral sur l'approbation et la mise en oeuvre de l'accord de coopération entre la Suisse et l'Union européenne et ses Etats membres concernant les programmes européens de navigation par satellite Galileo et Egnos (FF 2014 343)

*CN/CE Commission de politique extérieure*

Arrêté fédéral sur l'approbation et la mise en œuvre de l'accord de coopération entre la Suisse et l'Union européenne et ses Etats membres concernant les programmes européens de navigation par satellite Galileo et Egnos

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

x **124/13.111 n Rapport sur le transfert du trafic 2013**

Rapport du 29 novembre 2013 (<http://biblio.parlament.ch/e-docs/373553.pdf>)

*CN/CE Commission des transports et des télécommunications*

**17.03.2014 Conseil national.** Pris acte du rapport.

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

**125/14.019 é Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte). Initiative populaire et contre-projet indirect**

Message du 12 février 2014 relatif à l'initiative populaire "Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte)" et au contre-projet indirect (modification de la loi sur la protection de l'environnement) (FF 2014 1751)

*CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

1. Arrêté fédéral sur l'initiative populaire fédérale «Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte)»

2. Loi fédérale sur la protection de l'environnement (Loi sur la protection de l'environnement, LPE)

**126/14.023 é Résidences secondaires. Loi**

Message du 19 février 2014 concernant la loi fédérale sur les résidences secondaires (FF 2014 2209)

*CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Loi fédérale sur les résidences secondaires (Loi sur les résidences secondaires, LRS)

**127/14.026 n Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique (Initiative efficacité électrique). Initiative populaire**

Message du 26 février 2014 relatif à l'initiative populaire «Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique (Initiative efficacité électrique)» (FF 2014 2345)

*CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique (Initiative efficacité électrique)»

**128/14.027 n Elimination des goulets d'étranglement sur le réseau des routes nationales. Allocation des moyens financiers nécessaires**

Message du 26 février 2014 relatif à l'arrêté fédéral concernant l'allocation des moyens financiers nécessaires pour la deuxième période du programme d'élimination des goulets d'étranglement du réseau des routes nationales (FF 2014 2365)

*CN/CE Commission des transports et des télécommunications*

Arrêté fédéral concernant l'allocation des moyens financiers nécessaires pour la deuxième période du programme d'élimination des goulets d'étranglement du réseau des routes nationales

**16.06.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**129/14.028 n Trafic d'agglomération. Libération des crédits à partir de 2015**

Message du 26 février 2014 relatif à l'arrêté fédéral sur la libération des crédits du programme en faveur du trafic d'agglomération à partir de 2015 (FF 2014 2433)

*CN/CE Commission des transports et des télécommunications*

Arrêté fédéral sur la libération des crédits du programme en faveur du trafic d'agglomération à partir de 2015

**16.06.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**130/14.033 é Protocole de Kyoto. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Amendement de Doha**

Message du 16 avril 2014 concernant l'approbation de l'amendement de Doha au protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (FF 2014 3311)

*CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Arrêté fédéral portant approbation de l'amendement de Doha au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

**131/14.036 n Loi sur le transport de marchandises. Révision totale**

Message du 30 avril 2014 concernant la révision totale de la loi sur le transport de marchandises (FF 2014 3687)

*CN/CE Commission des transports et des télécommunications*

1. Loi fédérale sur le transport de marchandises par des entreprises de chemin de fer ou de navigation (Loi sur le transport de marchandises, LTM)

2. Arrêté fédéral relatif au crédit-cadre pour les contributions d'investissement destinées au transport ferroviaire de marchandises de 2016 à 2019

**132/14.038 é En faveur du service public. Initiative populaire**

Message du 14 mai 2014 relatif à l'initiative populaire «En faveur du service public» (FF 2014 3667)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «En faveur du service public»

**133/14.046 é Loi sur les forêts. Modification**

Message du 21 mai 2014 relatif à la modification de la loi fédérale sur les forêts (FF 2014 4775)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Loi fédérale sur les forêts (Loi sur les forêts, LFo)

**Chancellerie fédérale**

**134/13.069 n Loi sur les recueils du droit fédéral et la Feuille fédérale. Modification**

Message du 28 août 2013 relatif à la modification de la loi fédérale sur les recueils du droit fédéral et la Feuille fédérale (FF 2013 6325)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Loi fédérale sur les recueils du droit fédéral et la Feuille fédérale (Loi sur les publications officielles, LPubl)

**06.05.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**135/13.088 é Loi sur la consultation. Modification**

Message du 6 novembre 2013 relatif à la modification de la loi sur la consultation (FF 2013 7957)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Loi fédérale sur la procédure de consultation (Loi sur la consultation, LCo)

**03.03.2014 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**02.06.2014 Conseil national.** Divergences.

**136/13.103 n Loi sur les droits politiques. Modification**

Message du 29 novembre 2013 relatif à la modification de la loi fédérale sur les droits politiques (FF 2013 8255)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

Loi fédérale sur les droits politiques (Election du Conseil national)

**19.03.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

**10.06.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

**x 137/14.001 é Rapport de gestion du Conseil fédéral 2013**

Rapport du Conseil fédéral sur sa gestion en 2013 du 19 février 2014 (FF 2014 1937)

CN/CE *Commission de gestion*

**10.06.2014 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

**11.06.2014 Conseil national.** Pris acte du rapport.

Arrêté fédéral approuvant la gestion du Conseil fédéral en 2013

**10.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**11.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

Feuille fédérale 2014 5237

**x 138/14.002 é Rapport de gestion 2013 du Tribunal fédéral**

Rapport de gestion 2013 du Tribunal fédéral du 12 février 2014

CN/CE *Commission de gestion*

**10.06.2014 Conseil des Etats.** Pris acte du rapport.

**11.06.2014 Conseil national.** Pris acte du rapport.

Arrêté fédéral approuvant la gestion du Tribunal fédéral en 2013

**10.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

**11.06.2014 Conseil national.** Adhésion.

Feuille fédérale 2014 5239

**139/14.006 né Motions et postulats des conseils législatifs 2013. Rapport**

Rapport du 7 mars 2014 concernant les motions et postulats des conseils législatifs 2013. Extrait: Chapitre I

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

CN/CE *Commission de gestion*

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

CN/CE *Commission des institutions politiques*

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

CN/CE *Commission de politique extérieure*

CN/CE *Commission des finances*

**02.06.2014 Conseil national.** Pris acte du rapport; Décision divergente avec le projet du Conseil fédéral.

**10.06.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

## Initiatives des cantons

### **140/08.331 é Argovie. Promouvoir l'assainissement énergétique des vieux immeubles par des incitations fiscales** (09.12.2008)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution, le canton d'Argovie dépose l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à compléter la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, afin de prévoir, en plus de la déductibilité totale des mesures d'économies d'énergie, des incitations fiscales destinées à encourager l'assainissement énergétique des vieux immeubles.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

### **141/13.311 é Argovie. Pour une modification de la loi fédérale sur la protection des eaux** (08.07.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton d'Argovie soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le Grand Conseil du canton d'Argovie demande à l'Assemblée fédérale de modifier la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux; RS 814.20) de manière à en permettre une application modérée.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

### **142/10.329 é Bâle-Campagne. Introduction définitive du bracelet électronique** (09.09.2010)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Campagne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est chargée de créer les bases légales permettant l'introduction définitive du bracelet électronique.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**21.10.2011 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.04.2012 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.06.2014 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2015.

### **x 143/11.316 é Bâle-Campagne. Discrimination de personnes handicapées. Modification du Code pénal suisse** (17.11.2011)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Campagne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier le Code pénal en y introduisant un nouvel article 261ter:

Art. 261ter

Discrimination de personnes handicapées

Celui qui, publiquement, aura incité à la haine ou à la discrimination envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur déficience corporelle, mentale ou psychique; celui qui, publiquement, aura propagé une idéologie visant à rabaisser ou à dénigrer de façon systématique des personnes handicapées; celui qui, dans le même dessein, aura organisé ou encouragé des actions de propagande ou y aura pris part; celui qui aura publiquement, par la parole, l'écriture, l'image, le geste, par des voies de fait ou de toute autre manière, abaissé ou dis-

criminé d'une façon qui porte atteinte à la dignité humaine une personne ou un groupe de personnes en raison de leur handicap; celui qui aura refusé à une personne ou à un groupe de personnes, en raison de leur handicap, une prestation destinée à l'usage public, sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**27.09.2012 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**02.06.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

### **144/11.317 é Bâle-Campagne. Améliorer la protection des jeunes adultes dans le cadre de la loi sur le crédit à la consommation** (17.11.2011)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Campagne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est invitée à créer des bases légales, dans le cadre de la loi fédérale sur le crédit à la consommation, afin d'améliorer la protection des jeunes adultes en formation. Il s'agira en particulier d'augmenter considérablement les exigences auxquelles les jeunes adultes en formation doivent satisfaire pour pouvoir obtenir un crédit à la consommation ou conclure un contrat de vente par acomptes.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

### **145/08.318 é Bâle-Ville. Passage à l'imposition individuelle** (27.06.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Ville soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à créer les bases légales permettant de passer du système d'imposition du couple et de la famille à un système d'imposition individuelle, indépendant de l'état civil, pour l'impôt fédéral direct ainsi que pour les impôts cantonaux (sur le revenu comme sur la fortune). Le projet proposera également des réponses aux problèmes que ne manquera pas de soulever le nouveau dispositif, ainsi qu'une simplification du système fiscal.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**10.08.2009 Conseil des Etats.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.09.2009 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 06.302 Iv.ct. Zurich

Voir objet 07.305 Iv.ct. Berne

### **146/10.327 é Bâle-Ville. Bracelet électronique** (24.06.2010)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Ville soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à créer les bases légales permettant l'utilisation du bracelet électronique.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**21.10.2011 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.04.2012 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.06.2014 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2015.

**147/07.305 é Berne. Passer du système d'imposition du couple et de la famille à un système d'imposition individuelle, indépendant de l'état civil** (04.07.2007)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à créer les bases légales permettant de passer du système d'imposition du couple et de la famille à un système d'imposition individuelle, indépendant de l'état civil. Ces bases doivent s'appliquer au moins à l'impôt sur le revenu et prévoir des réponses aux problèmes que soulève le changement de système (notamment en ce qui concerne le choix du type d'imposition ou les familles monoparentales) tout en proposant une simplification du système fiscal.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**10.08.2009 Conseil des Etats.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.09.2009 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 06.302 lv.ct. Zurich

Voir objet 08.318 lv.ct. Bâle-Ville

**148/08.316 é Berne. Interdiction des jeux vidéo violents** (18.06.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à mettre en place les bases légales propres à permettre d'interdire de fabriquer, de promouvoir, d'importer, de vendre ou de remettre des jeux vidéo qui consistent à exercer virtuellement des actes de cruauté envers des êtres humains ou des personnages à l'apparence humaine.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**10.03.2011 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**17.06.2011 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**149/09.300 é Berne. Imposition des prestations d'aide sociale** (04.02.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution, le canton de Berne dépose l'initiative suivante:

Le Parlement est chargé de modifier la législation fédérale, notamment la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct et la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, de sorte que les prestations d'assistance versées sur fonds publics pour suppléer aux revenus du travail (en particulier les prestations d'aide sociale) soient totalement assujetties à l'impôt sur le revenu, afin de garantir l'égalité de traitement en matière fiscale et économique.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Voir objet 10.3340 Mo. CER-CE (09.300)

**150/10.322 n Berne. Pour l'introduction d'un congé rémunéré pour les parents d'enfants gravement malades** (02.06.2010)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est chargée d'édicter les bases légales nécessaires à l'introduction d'un congé rémunéré pour l'un ou l'autre des parents dont les enfants souffrent de grave maladie, ceci pour leur permettre d'être présents auprès de leurs enfants et de les assister pendant un temps nécessaire lié avec la phase aiguë de la maladie.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**151/11.321 n Berne. Principe du "Cassis de Dijon"** (21.12.2011)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les denrées alimentaires produites en Suisse pour le marché suisse doivent répondre aux normes de qualité prescrites par la loi suisse.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**152/12.302 é Berne. Installation d'éoliennes dans les forêts et à la lisière des forêts** (22.02.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est chargée de créer les bases légales permettant la construction d'éoliennes en zone forestière. Elle veillera notamment à adapter en conséquence les dispositions d'application du Concept d'énergie éolienne pour la Suisse de 2004 et les Recommandations pour la planification d'installations éoliennes, édictées en 2010.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**153/12.317 é Berne. Légalisation du contrat de fourniture de prestations d'ordre sexuel** (12.09.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée d'édicter des dispositions légalisant le contrat de fourniture de prestations sexuelles tarifées.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**22.01.2013 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**05.09.2013 CAJ-CN.** Adhésion.

**154/12.318 é Berne. Calcul de l'unité de main-d'oeuvre standard dans l'agriculture. Modification** (12.09.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Dans le cadre de la Politique agricole 2014-2017, la Confédération s'emploie à ce que:

- le calcul des besoins en travail (calcul de l'UMOS) tienne davantage compte du travail nécessaire à la vente sans intermédiaires, à la vente directe à la ferme et à l'agrotourisme;

- le calcul de l'UMOS tienne compte du travail nécessaire à la tenue de la comptabilité, au traitement des données et à la transformation des produits (travail de base), tâches qui, dans

la plupart des exploitations, sont accomplies par les agricultrices.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**155/14.305 é Berne. Appels anonymes à manifester**  
(19.03.2014)

Se fondant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée de légiférer de façon à permettre aux autorités de lever l'anonymat des organisateurs et organisatrices qui lancent, sur internet, des appels à manifester et à participer à des événements non autorisés qui représentent un danger pour la sécurité publique.

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

**156/14.313 é Berne. Élimination du goulet d'étranglement Berne-Wankdorf-Muri** (11.06.2014)

Se fondant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée d'accorder la priorité à l'élimination du goulet d'étranglement Berne-Wankdorf-Muri (A6) et de l'intégrer au module II du programme de suppression des goulets d'étranglement.

**157/09.332 é Fribourg. Interdiction des jeux vidéo violents**  
(16.11.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Fribourg soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à interdire la fabrication, la promotion, l'importation, la vente et la remise de jeux vidéo violents qui consistent à exercer virtuellement des actes de cruauté envers des êtres humains ou des personnages à l'apparence humaine.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**10.03.2011 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**17.06.2011 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**158/13.310 n Fribourg. Interruption immédiate des négociations avec l'Union européenne au sujet d'un accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire** (19.06.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Fribourg soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les autorités fédérales sont invitées à interrompre immédiatement les négociations avec l'Union européenne au sujet d'un accord couvrant les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la sécurité des produits et de la santé publique. A cet effet, le canton de Fribourg invite le Conseil fédéral:

1. à prendre des mesures afin de protéger la production suisse de denrées alimentaires de qualité, à l'intention du consommateur suisse, de l'importation à bas prix d'aliments de moindre qualité;

2. à poursuivre la préparation des mesures d'accompagnement en faveur de l'agriculture qui devront être mises en place en cas d'aboutissement du cycle de Doha de l'OMC;

3. à rester attentif aux risques que représente le libre-échange de denrées alimentaires pour le secteur agroalimentaire suisse, notamment dans le cadre d'accords bilatéraux négociés avec des pays tels que la Chine.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**159/08.322 é Genève. Pour une répression efficace de la petite délinquance** (14.10.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, la République et Canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier le chapitre 1 du titre 3 des dispositions générales du Code pénal suisse de manière à restituer au juge le libre choix du genre de la peine qu'il entend infliger.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**10.03.2011 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**15.12.2011 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**160/09.319 é Genève. Loi fédérale sur l'assurance-maladie. Modification** (29.06.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, la République et Canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Il est demandé à l'Assemblée fédérale de modifier l'article 60 alinéa 1 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie en le complétant comme suit:

Les réserves sont constituées de manière distincte pour chaque canton dans lequel les assureurs pratiquent l'assurance obligatoire des soins.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**15.02.2010 CSSS-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**30.04.2010 CSSS-CN.** Ne pas donner suite

**16.09.2010 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**26.09.2012 Conseil des Etats.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2014.

**11.06.2014 Conseil des Etats.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2016.

**161/09.320 é Genève. Loi fédérale sur l'assurance-maladie. Introduction d'un plafond pour les réserves** (29.06.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, la République et Canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Il est demandé à l'Assemblée fédérale de modifier l'article 60 alinéa 6 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie en le complétant comme suit:

Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution, notamment sur la tenue de la comptabilité, la présentation et le contrôle des comptes, le rapport de gestion, la constitution des réserves et les placements des capitaux. Il fixe un pourcentage maximal à la réserve de sécurité et règle les modalités selon

lesquelles le rapport de gestion est publié ou rendu accessible au public.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**15.02.2010 CSSS-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**30.04.2010 CSSS-CN.** Adhésion.

**04.06.2012 Conseil des Etats.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2014.

**11.06.2014 Conseil des Etats.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2016.

**162/10.323 é Genève. LAMal. Assurance obligatoire des soins** (28.05.2010)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à étudier l'instauration d'une transmissibilité de la réserve lors du passage d'assurés d'une caisse-maladie vers une autre.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**12.12.2013 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**21.03.2014 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**163/11.318 é Genève. Lutte contre le surendettement. Il est temps d'agir!** (02.12.2011)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier la loi fédérale sur le crédit à la consommation afin:

- d'interdire la publicité pour le petit crédit (également éventuelle modification de la loi fédérale contre la concurrence déloyale);
- d'obliger le prêteur à examiner de manière approfondie la capacité du demandeur à contracter un crédit.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**164/12.306 n Genève. Durcissement des sanctions pour les infractions commises contre les autorités et les fonctionnaires** (13.03.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée:

- à élaborer un acte normatif allant dans le sens de la pétition du 30 octobre 2009 de la Fédération suisse des fonctionnaires de police (FSFP);
- de réintroduire dans le Code pénal les courtes peines privatives de liberté;
- à prévoir que les cas de violence ou de menace contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285 ch. 1 CP) sont punis d'une peine privative de liberté de 60 jours au moins ou d'une peine pécuniaire;
- à prévoir qu'en cas de récidive, seule une peine privative de liberté est possible pour une infraction à l'article 285 chiffre 1 CP, son minimum passant à 120 jours;

- à adapter en conséquence la peine minimale prévue pour les cas qualifiés de l'article 285 chiffre 2 CP;

- à prévoir qu'à l'instar de ce qui est prévu pour le personnel des entreprises de transports publics, toute infraction commise à l'encontre de fonctionnaires de police se poursuit d'office (y compris des dommages à la propriété, des injures et des voies de fait non violentes).

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**11.03.2014 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**10.06.2014 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**165/12.308 é Genève. L'ouverture de nouveaux cabinets médicaux** (02.05.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les Chambres fédérales sont invitées à permettre aux cantons, qui le désirent, de pouvoir mettre sur pied une planification portant sur l'ouverture de nouveaux cabinets médicaux.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**12.12.2013 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**166/12.323 é Genève. Elargissement de l'autoroute A1 à Genève** (03.12.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'élargissement de l'autoroute A1 est inscrit comme projet prioritaire dans le programme d'élimination des goulets d'étranglement du réseau des routes nationales.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**13.06.2013 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**16.09.2013 Conseil national.** Adhésion.

**167/13.303 é Genève. Pour un cadre légal interdisant la transmission de données personnelles** (26.02.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à:

- compléter le cadre juridique fédéral de façon à ce que la transmission des noms ou autres données personnelles de citoyens suisses ou de citoyens étrangers résidant légalement en Suisse, à un Etat tiers ou à une partie tierce, en dehors du cadre légal des accords d'entraide judiciaire ou traités internationaux existants, ne soit plus possible;
- veiller à ce que le droit d'être entendu soit explicitement conservé dans tout accord d'entraide judiciaire ou traité international existant et futur.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**168/13.304 é Genève. Modification de la Constitution fédérale (art. 8 al. 2) et du Code pénal (art. 261bis) (26.02.2013)**

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à:

- modifier l'article 8 alinéa 2 de la Constitution fédérale en l'amendant de la manière suivante:

Nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de sa race, de son sexe, de son orientation sexuelle, de son âge, de sa langue, de sa situation sociale, de son mode de vie, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ni du fait d'une déficience corporelle, mentale ou psychique;

- modifier l'article 261bis du Code pénal suisse en l'amendant de la manière suivante:

Celui qui, publiquement, aura incité à la haine ou à la discrimination envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur appartenance raciale, ethnique, religieuse ou de leur orientation sexuelle;

celui qui, publiquement, aura propagé une idéologie visant à rabaisser ou à dénigrer de façon systématique les membres d'une race, d'une ethnique, d'une religion ou des personnes en raison de leur orientation sexuelle;

celui qui, dans le même dessein, aura organisé ou encouragé des actions de propagande ou y aura pris part;

celui qui aura publiquement, par la parole, l'écriture, l'image, le geste, par des voies de fait ou de toute autre manière, abaissé ou discriminé d'une façon qui porte atteinte à la dignité humaine une personne ou un groupe de personnes en raison de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur religion ou de leur orientation sexuelle ou qui, pour la même raison, niera, minimisera grossièrement ou cherchera à justifier un génocide ou d'autres crimes contre l'humanité;

celui qui aura refusé à une personne ou à un groupe de personnes, en raison de leur appartenance raciale, ethnique, religieuse ou de leur orientation sexuelle une prestation destinée à l'usage public,

sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**169/14.308 é Genève. Instauration de conditions-cadres minimales nationales dans l'agriculture (31.03.2014)**

Se fondant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Considérant:

- les bas salaires pratiqués dans le secteur de l'agriculture;
- les fortes disparités cantonales entre salaires minimaux prévus dans les contrats-types de travail cantonaux dans le secteur de l'agriculture;
- les fortes disparités cantonales en matière d'horaire hebdomadaire de travail;
- la pénalisation des entreprises agricoles des cantons aux meilleurs contrats-types sur le marché national (conséquences négatives sur la compétitivité et la viabilité de ces entreprises);
- l'avantage concurrentiel indu des entreprises agricoles sises dans des cantons pratiquant les salaires minimaux de l'agriculture les plus bas et les horaires les plus élevés;

Demande à l'Assemblée fédérale:

- d'instaurer un salaire minimum national dans l'agriculture basé sur les conditions du Contrat-type de travail de l'agriculture (CTT-Agri) J 1 50.09 du canton de Genève;

- d'édicter un contrat-type de travail national pour les employés du secteur agricole sur le modèle du Contrat-type de travail de l'agriculture (CTTAgri) J 1 50.09 du canton de Genève.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**170/14.310 é Genève. Pour que le visa biométrique ne soit pas la mort de la Genève Internationale (15.04.2014)**

Se fondant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le grand conseil de la République et canton de Genève considérant:

- que la Suisse intervient dans de nombreuses négociations internationales;

- que Genève reçoit chaque année des milliers de ressortissants de tous les pays du monde participant à de multiples manifestations organisées par les organisations internationales, en particulier de la famille des Nations Unies;

- que les démarches nécessaires à l'obtention d'un visa biométrique pour venir en Suisse génèrent des coûts exorbitants pour certains de nos visiteurs et leurs gouvernements;

invite les autorités fédérales

à permettre aux ressortissants de tous les pays d'obtenir leur visa dans leur propre pays, en utilisant toutes les structures suisses (ambassade, consulat, représentation honoraire, bureau de la DDC) et de collaborer avec tous les pays de l'Union européenne qui délivrent également le visa "Schengen".

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**171/14.311 é Genève. Résolution pour une modification des articles 189 et 190 du code pénal et une redéfinition de la notion juridique de viol (21.05.2014)**

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève vu l'article 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999; vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale, du 13 décembre 2002; vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985;

considérant:

- l'article 8, alinéa 3 de la Constitution fédérale qui proclame l'égalité en droit des hommes et des femmes;

- la Recommandation 1777 (2007) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, point 6.2.6;

- l'article 2 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ratifiée par la Suisse en 1997, invitant les gouvernements signataires à assurer par voie de législation l'application effective du principe d'égalité entre femmes et hommes;

- l'article 4 de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, Résolution 48/104 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 décembre 1993 demandant de prévoir dans la législation nationale des réparations justes et efficaces du dommage subi,

demande à l'Assemblée fédérale

de modifier les articles 189 et 190 du code pénal afin d'élargir la définition de la notion juridique du viol aux victimes de sexe masculin et à d'autres formes de pénétrations sexuelles forcées que l'acte sexuel proprement dit.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**172/14.312 é Genève. Modification du volume du contingent tarifaire d'importation des vins ainsi que de son mode d'attribution** (21.05.2014)

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève, vu l'article 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999; vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale, du 13 décembre 2002;

vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985;

considérant:

- que la viticulture suisse traverse une phase très difficile sur le plan économique;

- qu'en une vingtaine d'années, la consommation de vins en Suisse a diminué de près de 14 pour cent alors que, dans le même temps, la part de vins étrangers de la consommation totale en Suisse est passée de 56 à 62 pour cent; c'est donc la production indigène qui absorbe la diminution de la consommation;

- que la pression sur les vins indigènes se trouve encore accentuée par la force du franc suisse, qui soumet les vins suisses à une concurrence accrue;

- que la stratégie de qualité des vins suisses et les importants efforts consentis par les viticulteurs depuis des années sont menacés d'être réduits à néant par la concurrence de certains vins provenant de l'étranger, produits selon des règles moins contraignantes et vendus à des prix défilant toute concurrence;

- que, si rien n'est entrepris, des exploitations viticoles risquent de disparaître et l'exploitation de vignes d'être abandonnées, portant ainsi atteinte à notre paysage,

demande à l'Assemblée fédérale

- de requérir du Conseil fédéral l'ouverture d'une négociation auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en vue d'adapter le contingent tarifaire d'importation des vins blancs et rouges à l'évolution de la consommation;

- que la répartition des parts du contingent tarifaire se fasse selon l'article 22, alinéa 2, lettre b, de la loi fédérale sur l'agriculture, soit selon "la prestation fournie en faveur de la production suisse".

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**173/09.304 é Grisons. Encourager l'assainissement énergétique des bâtiments** (11.02.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution, le canton des Grisons dépose l'initiative suivante:

La Confédération est invitée à encourager, par des incitations fiscales, les rénovations de nature à diminuer la consommation d'énergie dans les vieux immeubles. Pour ce faire, elle adaptera en conséquence les bases légales telles que la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes et la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**174/13.307 é Grisons. Loi fédérale sur la protection des eaux. Modification** (04.06.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton des Grisons soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux; RS 814.20) en respectant les principes suivants:

a. les intérêts des propriétaires fonciers et des milieux agricoles sont davantage pris en considération;

b. les cantons sont dotés des compétences et de la latitude leur permettant de mieux prendre en compte les intérêts liés à la protection des surfaces agricoles et des installations dont l'implantation est imposée par leur destination;

c. la compensation effective des surfaces d'assolement est garantie conformément à l'article 36a alinéa 3 LEaux;

d. les propriétaires et les exploitants des surfaces concernées sont consultés et associés aux décisions conformément à l'article 36a alinéa 1 LEaux.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**175/13.312 é Grisons. Maintenir la valeur de la force hydraulique suisse** (08.10.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton des Grisons soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée de modifier la loi sur l'énergie en se fondant sur les principes suivants:

a. renoncer à l'augmentation prévue des moyens destinés à l'encouragement des énergies renouvelables,

b. remplacer l'actuel modèle d'encouragement des énergies renouvelables par un modèle tourné vers le marché,

c. en cas de maintien du modèle d'encouragement actuel et/ou d'augmentation des moyens destinés aux mesures d'encouragement, prendre également en considération l'énergie hydraulique d'une puissance inférieure à 10 mégawatts.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**176/13.300 é Jura. Pour une caisse-maladie unique et sociale** (17.12.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Jura soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à autoriser les cantons à instaurer une caisse-maladie unique et à leur donner la possibilité d'introduire un financement équitable et social favorisant notamment les familles.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**177/13.306 é Jura. Amélioration de la rétribution à prix coûtant du courant injecté** (07.05.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Jura soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC), mise en place par la Confédération pour favoriser les investissements dans la production d'électricité à partir d'énergie renouvelable, a atteint ses limites. Malgré l'augmentation de la taxe, le fonds RPC ne permet pas de subvenir à toutes les demandes.

Il est demandé aux autorités fédérales de modifier la législation afin de faire de la RPC un réel instrument d'encouragement de la production d'électricité à partir d'énergie renouvelable, notamment en prenant les mesures nécessaires pour réalimenter, et même augmenter, les capacités du fonds RPC.

*CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**178/11.301 é Lucerne. Protéger les jeunes contre les jeux et les sports violents** (24.01.2011)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Lucerne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à élaborer les bases légales suivantes:

Arts martiaux mixtes

- L'organisation de combats d'arts martiaux mixtes ("Mixed Martial Arts" ou "Ultimate Fighting") est interdite en Suisse.
- La diffusion dans les médias suisses de représentations visuelles de ce type de combats est interdite.
- La pratique d'arts martiaux mixtes, y compris les entraînements, est interdite.

Jeux vidéo violents

- La fabrication, la promotion, l'importation, la vente et la transmission de jeux vidéo dans lesquels, pour gagner, le joueur doit commettre de terribles actes de violence contre des êtres humains ou ressemblant à des humains sont interdites. Par ailleurs, des mesures administratives et juridiques doivent être prises (comme la création d'un organisme fédéral de certification) afin de garantir dans l'ensemble du pays une protection adéquate des enfants et des jeunes contre la violence dans les médias.

*CN/CE Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**08.12.2011 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**15.06.2012 Conseil national.** Adhésion.

**179/12.321 é Lucerne. Modification de la loi fédérale sur la protection des eaux** (05.11.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Lucerne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La loi fédérale sur la protection des eaux est modifiée de telle sorte que l'article 36a charge le Conseil fédéral de veiller, lorsqu'il édicte les dispositions d'exécution applicables à l'espace réservé aux eaux, à ce que les principes et les objectifs de l'aménagement du territoire soient intégralement et équitablement pris en considération. En outre, lors de l'application des dispositions concernant l'espace réservé aux eaux, l'usage ménager du sol doit être considéré comme prioritaire, dans les agglomérations comme en dehors: tous les intérêts en présence, soit les besoins de la population et de l'agriculture, le développement de l'agglomération, l'écologie et la protection des eaux, doivent être considérés et minutieusement soupesés.

*CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**180/12.322 é Lucerne. Accélérer les procédures d'asile** (05.11.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Lucerne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée de prendre les mesures nécessaires afin que le déroulement des procédures d'asile soit accéléré dans les centres d'enregistrement et que seuls les personnes et les réfugiés admis à titre provisoire soient dorénavant attribués aux cantons. De plus, ces derniers seront intégralement indemnisés des coûts engendrés par la prise en charge des requérants qui leur sont attribués.

*CN/CE Commission des institutions politiques*

**181/13.309 é Lucerne. Extension du champ d'application de la loi sur le blanchiment d'argent au domaine de l'immobilier** (24.06.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Lucerne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est priée de prendre les mesures nécessaires afin que la loi fédérale concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier s'applique également au domaine de l'immobilier.

*CN/CE Commission des affaires juridiques*

**182/13.305 é Neuchâtel. L'administration de la fortune des institutions de prévoyance** (13.03.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Neuchâtel soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité de la manière suivante:

Article 71, alinéa 1bis

Les placements immobiliers peuvent constituer jusqu'à 50 pour cent des investissements.

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**11.06.2014 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**183/14.309 é Neuchâtel. Congé maternel d'adoption** (09.04.2014)

Se fondant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Neuchâtel soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel, exerçant son droit d'initiative en matière fédérale, adresse à l'Assemblée fédérale la proposition de modifier la loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (Loi sur les allocations pour perte de gain, LAPG) pour y introduire l'allocation d'adoption comme suit:

Titre précédant l'article 16h

IIIb. L'allocation d'adoption

Art. 16h

Les femmes qui adoptent un enfant de huit ans ou moins qui n'est pas l'enfant de leur conjoint ont droit, aux mêmes conditions que les femmes qui accouchent, à une allocation d'adoption.

Titre précédant l'article 16i

IIIc. Rapport avec les réglementations cantonales

Insérer avant le titre "IV. Dispositions diverses"

Art. 16i

En complément aux chapitre IIIa et IIIb, les cantons peuvent prévoir l'octroi d'une allocation de maternité ou d'une allocation d'adoption plus élevée ou de plus longue durée et prélever, pour le financement de ces prestations, des cotisations particulières.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

### **184/13.301 é Nidwald. Loi fédérale sur la protection des eaux. Modification** (10.01.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Nidwald soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux et l'ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux selon les principes suivants:

- La possibilité d'exploiter et d'aménager les surfaces se trouvant dans l'espace réservé aux eaux est conçue de telle sorte que l'exploitation agricole traditionnelle existante n'est pas restreinte de manière excessive.
- L'exploitation extensive, sur le territoire agricole, de l'espace réservé aux eaux ne procède pas d'une contrainte; elle est facultative et encouragée par une politique incitative qui a fait ses preuves.
- La mise en oeuvre des dispositions relatives à l'espace réservé aux eaux met l'accent sur une utilisation mesurée du sol, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre d'urbanisation. Pour ce faire, il est important d'accorder une égale attention aux besoins de la population et aux intérêts qui existent dans les domaines de l'urbanisation, de l'agriculture, de l'écologie et des eaux, et de pouvoir mettre en balance tous ces éléments.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

### **185/14.300 é Nidwald. Péréquation financière nationale** (10.01.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Nidwald soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC) et ses dispositions d'exécution ainsi que la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) font l'objet des modifications suivantes:

1. Simplification de la péréquation financière. Diminution de la responsabilité solidaire entre les cantons contributeurs et les cantons bénéficiaires

Modification de la règle d'adaptation

PFCC

Art. 5 Détermination des fonds

Al. 1 (nouvelle teneur)

Les contributions des cantons à fort potentiel de ressources et de la Confédération sont fixées sur la base des disparités entre les potentiels de ressources. Les cantons à fort potentiel de ressources versent, sur la part de leur potentiel fiscal par habitant supérieur à la moyenne suisse, un taux de prélèvement fixe (taux d'exploitation). L'Assemblée fédérale fixe le taux d'exploitation par un arrêté fédéral soumis au référendum, pour une période de quatre ans. Elle tient compte du rapport du Conseil fédéral (art. 18) et vise au maintien de la compétitivité fiscale des cantons sur le plan international.

Al. 4 (nouveau)

La contribution versée par la Confédération correspond à une fois et demie la contribution versée par les cantons à fort potentiel de ressources.

Fixation du taux d'exploitation

Arrêté fédéral concernant la détermination des contributions de base à la péréquation des ressources pour la période de contribution 2012 à 2015

Art. 2 Contribution de base des cantons à fort potentiel de ressources

Le taux d'exploitation selon l'article 5 alinéa 1 PFCC est de 18,15 pour cent.

Le taux de 18,15 pour cent a été choisi de sorte que, dans la RPT actuelle, l'indice des ressources du canton dont le potentiel de ressources est le plus faible atteigne 85 points après que le canton en question a reçu les paiements compensatoires effectués en 2013 au titre de la péréquation financière. Une dotation globale de 3427 millions de francs aurait été suffisante en 2013 pour atteindre la valeur cible fixée dans la Constitution.

2. Simplification de la péréquation financière. Augmentation de l'efficacité de la péréquation des ressources

PFCC

Art. 6 Répartition des fonds

Adaptation du mécanisme de répartition

Al. 1 (adapté)

Le Conseil fédéral arrête chaque année la répartition des fonds de la péréquation des ressources entre les cantons à faible potentiel de ressources sur la base de leur potentiel de ressources et du nombre d'habitants. La contribution par habitant augmente linéairement en fonction de la différence croissante entre les ressources déterminantes d'un canton et celles de la moyenne suisse. Le classement des cantons ne doit pas être modifié par la péréquation des ressources.

Al. 2 (optionnel: zone neutre)

Les cantons dont les ressources propres déterminantes par habitant sont supérieures à 90 pour cent de la moyenne suisse avant la péréquation ne perçoivent plus aucune contribution.

Al. 3 (pas de modification; ancien al. 2)

Les fonds sont versés aux cantons sans être subordonnés à une affectation déterminée.

Al. 4 (adapté; ancien al. 3)

Les ressources qui entrent en ligne de compte pour chaque canton, calculées par habitant, garantissent, après addition des versements de la péréquation des ressources, 85 pour cent au moins de la moyenne suisse.

3. Ajustement des règles de calcul de l'assiette fiscale selon les possibilités d'exploitation du potentiel auprès des personnes physiques et morales

OPFCC

Art. 19

Les gains des personnes morales doivent être pondérés avec un facteur de 0,7 dans l'assiette fiscale agrégée.

Le facteur de 0,7 correspond à l'exploitation effective des personnes morales en comparaison des personnes physiques 2012/13.

4. Réduction de la péréquation des ressources en cas de dumping fiscal

PFCC

Art. 5 Détermination des fonds

Al. 3 (complété)

Chaque canton à fort potentiel de ressources verse, par habitant, un pourcentage uniforme de la différence entre ses ressources entrant en ligne de compte et la moyenne suisse. Les fonds économisés conformément à l'article 6 alinéa 2 deuxième phrase, seront imputés aux cantons à fort potentiel de ressources, proportionnellement à leurs contributions.

Art. 6 Répartition des fonds

Al. 3 (nouvelle teneur)

Les cantons dont l'exploitation du potentiel fiscal est inférieure à la moyenne des cantons contributeurs voient ces fonds réduits à hauteur des recettes fiscales n'ayant pas été exploitées par rapport à la moyenne des cantons à fort potentiel de ressources; les personnes physiques et morales sont considérées séparément.

5. Levée de la compensation des cas de rigueur

La compensation des cas de rigueur doit être totalement levée par arrêté fédéral, conformément à l'article 19 alinéa 4 PFCC, pour la troisième période de financement, soit à partir de 2016.

Les fonds fédéraux ainsi libérés doivent être utilisés au profit des cantons, comme cela a été promis en 2010 dans le cadre de la solution à l'amiable entre la Confédération et les cantons.

6. Prise en considération de la redevance hydraulique comme source de revenus

Complément à l'article 3 alinéa 2 PFCC concernant le potentiel de ressources:

Al. 2

Il est calculé sur la base:

- du revenu imposable des personnes physiques selon la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct;
- de la fortune des personnes physiques;
- des bénéficiaires imposables des personnes morales selon la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct;
- (nouveau): des recettes substantielles des cantons et des communes provenant de droits régaliens et de concessions, en particulier des revenus de la redevance hydraulique.

Proposition subsidiaire: art. 7 al. 3 PFCC (nouveau)

Prise en compte de la redevance hydraulique dans la compensation des charges dues à des facteurs géotopographiques au moyen de l'imputation, aux charges excessives, de ces avantages spéciaux découlant des conditions géotopographiques:

Al. 3 (nouveau)

La compensation des charges sera réduite au moyen des revenus de la redevance hydraulique.

7. Imposition préférentielle des produits de licence

7.1 La LHID doit prévoir une imposition préférentielle des produits de licence (licence box).

7.2 Concernant la fixation du potentiel de ressources pour la péréquation financière, la PFCC doit traiter l'imposition préférentielle des produits de licence de façon analogue aux gains réalisés par des personnes morales ayant un statut fiscal spécial.

CN/CE *Commission des finances*

**186/12.324 é Schaffhouse. Assouplissement de l'ordonnance sur la protection des eaux** (10.12.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Schaffhouse soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les articles 41a à 41g de l'ordonnance sur la protection des eaux seront modifiés de sorte que les espaces réservés aux eaux soient sensiblement réduits.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**187/13.302 é Schaffhouse. Droits de codécision de la population lors de la construction d'un site d'entreposage de déchets radioactifs** (21.01.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Schaffhouse soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Il convient de prévoir, dans la loi sur l'énergie nucléaire, que la construction d'un site d'entreposage de déchets radioactifs est soumise à l'approbation du canton concerné.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**03.12.2013 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**188/11.320 é Schwyz. Améliorer l'efficacité de la péréquation des ressources RPT grâce à la création d'une zone neutre** (16.12.2011)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Schwyz soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges ainsi que les dispositions d'exécution y afférentes en respectant les principes suivants:

- L'efficacité de la péréquation des ressources est améliorée grâce à une utilisation plus ciblée des ressources.
- La péréquation des ressources garantit à tous les cantons à faible potentiel de ressources une dotation minimale en ressources financières (dotation minimale de ressources par habitant calculée en pourcentage de la moyenne suisse).
- Aucune contribution n'est versée aux cantons à faible potentiel qui atteignent déjà le niveau de dotation minimale avant la compensation ("zone neutre").
- Des ressources des cantons à fort potentiel, est redistribuée - tant que la somme à répartir au titre de la péréquation reste identique ou qu'elle diminue - uniquement la part nécessaire pour assurer aux cantons à faible potentiel la dotation minimale qui leur est garantie.

CN/CE *Commission des finances*

**13.09.2012 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**27.09.2013 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu.

**189/12.309 é Schwyz. Loi fédérale sur la protection des eaux. Révision** (09.05.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Schwyz soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux; RS 814.20) et l'ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux; RS 814.201) en respectant les principes suivants:

- En ce qui concerne l'exploitation et l'aménagement des surfaces se trouvant dans l'espace réservé aux eaux, la loi est formulée de sorte que l'exploitation agricole traditionnelle existante ne soit pas gênée de manière excessive par les mesures de protection des eaux, même dans les zones présentant un réseau hydrographique très ramifié, si aucun avantage n'en résulte du point de vue de la protection des eaux.

- L'"exploitation extensive de l'espace réservé aux eaux" est redéfinie conformément aux règles en vigueur sur les prestations écologiques requises (PER): les restrictions d'exploitation sont prévues uniquement sur une bordure tampon d'une largeur minimale de 6 mètres, dont 3 mètres sans fumure et sans produits phytosanitaires.

- Les cantons sont dotés des compétences et de la latitude leur permettant de mieux prendre en compte les intérêts liés à la protection des surfaces agricoles et aux installations agricoles dont l'implantation est imposée par leur destination.

- Les propriétaires et exploitants des surfaces concernées sont consultés et associés aux décisions.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**190/14.306 é Soleure. Prolongation par la Confédération de l'incitation financière pour la création de places d'accueil pour enfants en dehors du cadre familial** (28.03.2014)

Se fondant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Soleure soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le législateur est invité à abroger la limitation de temps prévue dans l'art. 10, al 4 de la loi fédérale sur les aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants et dans l'art. 16, al. 1 et 2 de l'ordonnance sur les aides financières à l'accueil extrafamilial pour enfants du 9 décembre 2002 (RS 861.1) ou à prolonger la validité de la loi et à allouer un nouveau crédit d'engagement pour plusieurs années, afin que la Confédération puisse encore participer, après le 31 janvier 2015, au programme d'incitation financière pour la création de structures extrascolaires et extra-familiales dans les cantons et les communes.

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**191/08.334 é St-Gall. Révision du Code pénal** (23.12.2008)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution, le canton de Saint-Gall dépose l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à renforcer l'arsenal répressif contre la pornographie infantile et la représentation de la violence.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**10.03.2011 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**17.06.2011 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**192/09.313 é St-Gall. Mieux protéger les enfants et les jeunes contre la violence dans les jeux vidéo et les médias** (26.05.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est priée:

a. de voter une loi qui interdise la fabrication, la promotion, l'importation, la vente et la diffusion des jeux vidéo qui incitent le joueur à commettre virtuellement des actes de cruauté sur des êtres humains;

b. de prendre les mesures propres à assurer de manière cohérente et sur l'ensemble du territoire national une vraie protection de l'enfant et de l'adolescent contre la violence dans les médias (par ex. en décidant la mise en place d'une autorité d'agrément).

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**10.03.2011 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**17.06.2011 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**x 193/09.316 é St-Gall. Echelonnement du rattrapage des réserves des assureurs-maladie** (11.06.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à échelonner dans le temps le rattrapage des réserves cantonales des assureurs-maladie, afin de ralentir l'augmentation des primes.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**16.09.2010 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**02.06.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**194/09.318 é St-Gall. Modification du droit pénal** (30.06.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier le Code pénal suisse de manière à atteindre les objectifs suivants:

- limiter la diversité des sanctions;

- exclure ou fortement restreindre l'applicabilité des peines pécuniaires en cas d'infractions impliquant l'usage de la violence et d'infractions d'ordre sexuel;

- assouplir les dispositions concernant l'applicabilité des peines privatives de liberté sans sursis et de courte durée;

- étendre la possibilité, en cas d'évolution négative, de réintégrer les auteurs d'infractions pendant le délai d'épreuve d'une libération conditionnelle et habiliter l'autorité d'exécution à prendre immédiatement les mesures nécessaires afin de garantir la sécurité publique;

- supprimer la possibilité d'éliminer des inscriptions du casier judiciaire.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**10.03.2011 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**15.12.2011 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**195/11.313 é St-Gall. Rentes AVS. En finir avec la discrimination des couples mariés** (28.09.2011)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, de telle sorte que les couples mariés ne soient plus discriminés par rapport aux personnes ayant un autre mode de vie, notamment en ce qui concerne les rentes AVS.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**12.12.2013 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**21.03.2014 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**196/12.320 é St-Gall. Modification de la loi fédérale sur la protection des eaux** (14.11.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La loi fédérale sur la protection des eaux doit être modifiée de manière que les mesures prises en vue de la protection des eaux soient adaptées à la pratique. Pour ce faire, il convient de prendre en considération les intérêts de l'agriculture, des communes concernées, des propriétaires fonciers, de même que les améliorations foncières, les objectifs de protection de la nature et les obligations liées à la protection contre les crues.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**197/09.314 é Tessin. Révision de l'article 135 CP** (27.05.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier l'article 135 du Code pénal afin d'interdire la fabrication, la promotion, l'importation, la vente et l'utilisation de jeux vidéo qui incitent le joueur à commettre virtuellement des actes de cruauté et de violence sur des êtres humains ou sur des créatures d'apparence humaine.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**10.03.2011 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**17.06.2011 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**198/10.300 é Tessin. Réintroduction dans le Code pénal de l'expulsion du territoire suisse** (17.12.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à réintroduire dans le Code pénal l'expulsion du territoire suisse à titre de peine accessoire pour les étrangers condamnés à une peine privative de liberté.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**07.06.2011 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative est suspendu pour plus d'un an.

**30.09.2011 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative est suspendu pour plus d'un an.

**199/10.301 é Tessin. Sécurité du tunnel du Saint-Gothard** (17.12.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le canton du Tessin demande à la Confédération d'assurer, dans les limites qui lui sont fixées par la Constitution fédérale (art. 84), le percement d'une seconde galerie pour le tunnel du Saint-Gothard (soit une galerie à deux voies, une de ces voies étant exclusivement utilisée comme bande d'arrêt d'urgence, ou comme voie provisoire en cas de travaux d'entretien - il en irait de même de la seconde voie de la première galerie). Cette mesure vise principalement à renforcer la sécurité du trafic privé et à permettre l'assainissement de la première galerie sans compromettre le transit alpin.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**19.03.2013 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour au moins un an.

**21.06.2013 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour au moins un an.

**20.03.2014 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**200/12.310 é Tessin. Initiative populaire "pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires". Ne pas porter préjudice aux régions de montagne** (16.04.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est priée d'adopter une législation d'application du nouvel article 75b de la Constitution fédérale qui ne porte pas préjudice aux cantons alpins et aux régions de montagne.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**18.03.2013 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**16.09.2013 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**201/13.315 é Tessin. Modification de la LAMal** (14.01.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La LAMal doit être modifiée comme suit:

Art. 61b Approbation des primes

Al. 1

Dans le cadre de la procédure d'approbation des primes, l'autorité fédérale vérifie que les tarifs qui lui sont soumis garantissent la solvabilité de l'assureur, la protection des assurés contre les abus et l'équité entre les cantons.

Al. 2

Les tarifs ne sont pas approuvés si les primes:

- a. ne respectent pas les prescriptions légales;
- b. ne couvrent pas les coûts correspondants dans les cantons concernés;
- c. sont excessivement supérieures aux coûts correspondants dans les cantons concernés;
- d. entraînent la création de réserves excessives.

Al. 3

Si les tarifs des primes ne sont pas approuvés, l'autorité fédérale détermine les mesures qui s'imposent, comme l'obligation pour les assureurs de baisser ou d'augmenter sans délai les tarifs qu'ils ont proposés.

Al. 4

La procédure visée aux alinéas 1 à 3 s'applique également aux tarifs des primes payées par les assurés résidant dans un Etat membre de la Communauté européenne, en Islande ou en Norvège.

Art. 61c Excédent ou déficit des primes

Al. 1

L'excédent ou le déficit issu des primes versées dans les différents cantons est immédiatement compensé lors de la définition et de l'approbation des primes des années suivantes.

Al. 2

Les dispositions de l'alinéa 1 s'appliquent également aux primes payées par les assurés résidant dans un Etat membre de la Communauté européenne, en Islande ou en Norvège.

Art. 61d Publication

Al. 1

L'autorité fédérale publie chaque année le compte d'exploitation de l'assurance obligatoire des soins pour chaque canton ainsi que pour la Confédération. Elle publie également, pour chaque canton, l'historique du résultat d'exercice par tête (avant la constitution des réserves).

Al. 2

Les dispositions de l'alinéa 1 s'appliquent également au compte d'exploitation de l'assurance obligatoire des soins pour les assurés résidant dans un Etat membre de la Communauté européenne, en Islande ou en Norvège.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**202/14.301 é Tessin. Réexaminer les peines prévues aux articles 285 et 286 du Code pénal suisse** (14.01.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à réexaminer les sanctions prévues par le Code pénal suisse (CP) pour les infractions visées aux articles 285 (Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires) et 286 (Empêchement d'accomplir un acte officiel).

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**203/14.302 é Tessin. Abrogation de l'accord sur les frontaliers et nouvelle négociation de la convention générale contre les doubles impositions** (03.02.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à charger le Conseil fédéral:

1. d'abroger l'Accord entre la Suisse et l'Italie relatif à l'imposition des travailleurs frontaliers et à la compensation financière en faveur des communes italiennes limitrophes (RS 0.642.045.43), entré en vigueur avec effet rétroactif le 1er janvier 1974;

2. de renégocier la Convention entre la Confédération suisse et la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (RS 0.672.945.41), entrée en vigueur le 27 mars 1979, de manière à ce qu'elle ne pénalise pas le canton du Tessin et ses habitants.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**204/14.303 é Tessin. Création d'un statut régional spécial pour le canton du Tessin et d'autres régions périphériques particulièrement affectées par les conséquences négatives de la libre circulation** (25.02.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération introduit, dans le cadre de la loi, des zones à statut spécial, soit des zones géographiques particulières dans lesquelles seraient appliquées des mesures spécifiques pour contrer les conséquences négatives des accords bilatéraux en général, et de l'accord sur la libre circulation des personnes en particulier. Ces zones seraient constituées, sur la base d'évaluations objectives, de régions périphériques particulièrement exposées aux effets des accords en question.

En outre, la Confédération modifie, avant l'entrée en vigueur de la législation d'exécution de l'article 121a Cst. récemment accepté, la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges en y incluant, outre les charges excessives dues à des facteurs géotopographiques et sociodémographiques, les charges excessives dues à des facteurs économiques et environnementaux liés à la libre circulation des personnes, tels que la pression sur le marché du travail et la détérioration de la mobilité.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**205/14.304 é Tessin. Pour un canton du Tessin maître de son destin** (13.03.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération fait en sorte que la législation d'application de l'article 121a de la Constitution fédérale donne aux cantons la compétence de fixer leurs propres plafonds et contingents annuels de travailleurs frontaliers, afin que soient respectés les besoins de chaque canton et la volonté de leurs citoyens respectifs.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**206/10.312 é Thurgovie. Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux. Modification** (03.03.2010)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Thurgovie soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée de renoncer à certains aspects contenus dans le projet de révision de la loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (RS 812.21) présenté en octobre 2009, de sorte que les médecins, les dentistes et les vétérinaires puissent continuer à remettre des médicaments à leurs patients (propharmacie).

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**12.12.2013 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**21.03.2014 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**207/12.325 é Uri. Révision de la législation sur la protection des eaux** (14.12.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton d'Uri soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La loi fédérale sur la protection des eaux (art. 36a) et l'ordonnance sur la protection des eaux (art. 41a - 41g) seront modifiées de sorte que les espaces réservés aux eaux soient sensiblement réduits. Les cantons devront disposer en la matière d'une marge de manoeuvre plus grande et mieux adaptée à leurs besoins.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**208/11.312 é Vaud. Pétition de la Fédération suisse des fonctionnaires de police** (12.10.2011)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Vaud soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à élaborer un acte législatif dans le sens proposé par la pétition de la Fédération suisse des fonctionnaires de police (FSFP), visant notamment à sanctionner plus sévèrement la violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires, en particulier lors de récidive.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**20.03.2014 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**20.06.2014 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**209/12.300 n Vaud. Accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire. Rupture** (08.02.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Vaud soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à demander au Conseil fédéral que les négociations avec l'Union européenne au sujet d'un accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire soient interrompues immédiatement.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**26.09.2012 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**21.03.2013 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 12.3665 Mo. CER-CN

**210/13.308 é Vaud. Ouvrir le service civil aux femmes sur une base volontaire** (12.06.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Vaud soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier l'article 59 alinéas 1 et 2 de la Constitution fédérale et plusieurs articles de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur le service civil afin d'ouvrir le service civil aux femmes sur une base volontaire.

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

**10.12.2013 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**21.03.2014 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**211/13.313 é Vaud. Révision de la RPT. Meilleure prise en compte des charges des villes centres et introduction d'un indicateur tenant compte du taux d'impôt cantonal** (18.11.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Vaud soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à créer les bases légales permettant de réviser la RPT dans le sens d'une meilleure prise en compte des charges des villes centres et de l'introduction d'un indicateur tenant compte du taux d'impôt cantonal.

CN/CE *Commission des finances*

**x 212/11.319 é Valais. Créer une assurance contre les risques de fluctuation monétaire en vue de soutenir l'économie** (05.12.2011)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Valais soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est chargée de créer une assurance contre les risques de fluctuation monétaire. Les objectifs de cette

assurance devraient être les mêmes que ceux de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation, c'est-à-dire couvrir les risques des fluctuations monétaires et contribuer à la création et au maintien des emplois en Suisse.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**26.09.2013 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**13.06.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**213/10.302 é Zoug. Interdiction des jeux vidéo violents**  
(05.01.2010)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zoug soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à amender les bases constitutionnelles et légales pertinentes afin que les enfants et les jeunes soient protégés efficacement contre la violence dans les médias ou, au moins, qu'un système uniforme soit introduit pour ce qui concerne les limites d'âge applicables aux médias numériques et audiovisuels, et que soit interdite la vente aux enfants et aux adolescents de jeux vidéo et de logiciels de loisirs inadaptés.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**10.03.2011 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**17.06.2011 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

**214/13.314 é Zoug. Loi fédérale sur la protection des eaux. Modification** (03.12.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zoug soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux; RS 814.20) et l'ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux; RS 814.201) en respectant les principes suivants:

- En ce qui concerne l'exploitation et l'aménagement des surfaces se trouvant dans l'espace réservé aux eaux, la loi est formulée de sorte que l'exploitation agricole traditionnelle existante ne soit pas gênée de manière excessive par les mesures de protection des eaux, même dans les zones présentant un réseau hydrographique très ramifié, si aucun avantage n'en résulte du point de vue de la protection des eaux.

- Le cas échéant, il y a lieu de supprimer l'obligation d'aménager et d'exploiter l'espace réservé aux eaux de manière extensive.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**215/14.307 é Zoug. Rétablissement de la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Modification de la Constitution fédérale** (28.03.2014)

Se fondant sur l'art. 160, al. 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Zoug soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Constitution fédérale du 18 avril 1999 (RS 101) est modifiée de sorte que les cantons puissent organiser leur procédure électorale de manière autonome.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**216/06.302 é Zurich. Passer au système de l'imposition individuelle** (25.04.2006)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zurich soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les autorités fédérales créent les bases légales permettant de passer du système de l'imposition du couple et de la famille au système de l'imposition individuelle indépendante de l'état civil. Cette modification législative concernera au moins l'impôt sur le revenu, et prévoira des réponses aux questions qu'induiront nécessairement le changement de système (par ex. droit d'option, familles monoparentales).

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**10.08.2009 Conseil des Etats.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.09.2009 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 07.305 Iv.ct. Berne

Voir objet 08.318 Iv.ct. Bâle-Ville

**x 217/07.307 é Zurich. Initiative populaire cantonale. Simplification du certificat de salaire** (18.07.2007)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zurich soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale modifiera la législation fédérale sur les impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes (LIFD et LHID) ainsi que la législation fédérale sur les assurances sociales de telle manière que:

- les employeurs qui doivent remplir les certificats et les décomptes ne supportent pas une charge trop lourde;

- les prestations salariales accessoires négligeables ne soient pas grevées de l'impôt ni des charges versées aux assurances sociales;

- l'employeur ne soit plus tenu de déclarer les prestations salariales accessoires négligeables ni de les décompter;

- les prestations salariales accessoires non négligeables puissent être déclarées sous forme forfaitaire;

- le revenu imposable de l'activité lucrative dépendante et le salaire déterminant pour les cotisations aux assurances sociales concordent.

Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution par voie d'ordonnance et les soumet au Parlement pour approbation.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**20.03.2014 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**02.06.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**218/09.301 é Zurich. Harmonisation des avances et du recouvrement des pensions alimentaires** (04.02.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution, le canton de Zurich dépose l'initiative suivante:

La Confédération est invitée à créer les bases légales permettant d'harmoniser les avances et le recouvrement des pensions alimentaires.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**16.11.2011 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**31.08.2012 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

## Initiatives parlementaires

### *Conseil national*

#### Initiatives des groupes

**219/13.419 n Groupe BD. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation**  
(22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale créera les bases légales nécessaires à la mise en oeuvre de l'égalité des personnes liées par un partenariat enregistré et des couples mariés devant la procédure de naturalisation.

*Porte-parole:* Landolt

*CN/CE Commission des institutions politiques*

**30.08.2013 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.01.2014 CIP-CE.** Adhésion.

**220/13.473 n Groupe BD. Etablir un lien automatique entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie** (12.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'âge légal de la retraite pour les femmes et les hommes est fixé de manière à correspondre à 80 pour cent de l'espérance de vie moyenne des femmes et des hommes, et il est adapté périodiquement. La loi fixe les modalités d'exécution.

*Porte-parole:* Landolt

*CN Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**221/12.432 n Groupe PDC-PEV. Programme de gouvernement au lieu du programme de la législature** (03.05.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Désormais, le programme de la législature élaboré par le Conseil fédéral fera l'objet d'un débat de politique générale devant les Chambres fédérales et il ne fera pas l'objet d'un vote d'approbation séparé du Parlement qui prendra donc acte de ce programme. Il s'agit simplement d'appliquer le principe de la séparation des pouvoirs.

*Porte-parole:* de Buman

*CN/CE Commission des institutions politiques*

**22.02.2013 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.04.2013 CIP-CE.** Adhésion.

**222/11.404 n Groupe des Verts. Création d'une commission indépendante chargée de réaliser l'égalité salariale**  
(03.03.2011)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Il faut créer les bases légales nécessaires à la mise en place d'une commission indépendante chargée de réaliser l'égalité

salariale entre hommes et femmes, garantie par la Constitution. Cette commission disposera de compétences d'examen et d'exécution. Elle pourra:

- contrôler, à la demande d'intéressés ou de tiers, les salaires en cas de soupçons de non-respect du principe d'égalité salariale;- consulter les livres de salaires;
- procéder à des contrôles par sondage des salaires dans les entreprises;
- prononcer des sanctions à l'encontre d'entreprises qui violent le principe de l'égalité salariale.

*Porte-parole:* Teuscher

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**22.05.2012 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**223/13.420 n Groupe des Verts. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation** (22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale créera les bases légales nécessaires à la mise en oeuvre de l'égalité des personnes liées par un partenariat enregistré et des couples mariés devant la procédure de naturalisation.

*Porte-parole:* Glättli

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**30.08.2013 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.01.2014 CIP-CE.** Adhésion.

**224/13.459 n Groupe des Verts. Faire dépendre les loyers du renchérissement et non plus du taux hypothécaire de référence** (27.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Le Code des obligations (en particulier l'art. 269a) sera modifié de telle sorte que les loyers suivent en règle générale l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) au lieu d'être couplés au taux hypothécaire de référence.

*Porte-parole:* von Graffenried

CN *Commission des affaires juridiques*

**225/13.418 n Groupe vert'libéral. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation** (21.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution et la loi seront modifiées de manière à garantir l'égalité entre le partenariat enregistré et le mariage devant la procédure de naturalisation.

*Porte-parole:* Bäumle

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**30.08.2013 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.01.2014 CIP-CE.** Adhésion.

**226/13.468 n Groupe vert'libéral. Mariage civil pour tous** (05.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale sera modifiée comme suit:

Art. 14 Droit au mariage, à l'union (nouveau) et à la famille

Al. 1

Le droit au mariage, à l'union (nouveau) et à la famille est garanti.

Al. 2

Les formes d'union régies par la loi sont ouvertes à tous les couples quels que soient leur sexe ou leur orientation sexuelle.

Art. 38 al. 1 première phrase

La Confédération règle l'acquisition et la perte de la nationalité et des droits de cité par filiation, par union (supprimer "par mariage") ou par adoption. (...)

*Porte-parole:* Bertschy

CN *Commission des affaires juridiques*

**227/13.469 n Groupe vert'libéral. Garantir l'égalité pour toutes les formes d'union** (05.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale sera modifiée comme suit:

Art. 8

...

Al. 3bis

Toutes les formes d'union sont placées sur un pied d'égalité.

...

*Porte-parole:* Bertschy

CN *Commission des affaires juridiques*

**228/08.431 n Groupe libéral-radical. Suppression ou subsidiarisation de la peine pécuniaire** (05.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale est chargée de modifier le titre 3 chapitre 1 des dispositions générales du Code pénal, afin de supprimer la peine pécuniaire ou de la rendre subsidiaire à la peine privative de liberté et au travail d'intérêt général.

*Porte-parole:* Lüscher

CN *Commission des affaires juridiques*

**229/09.503 n Groupe libéral-radical. Supprimer les droits de timbre par étapes et créer des emplois** (10.12.2009)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 27 juin 1973 sur les droits de timbre (LT) sera modifiée comme suit:

Dispositions transitoires:

1. Les dispositions relatives au droit de timbre d'émission selon les articles 5 et 5a ss. sont abrogées le 1er janvier 2011.

2. Les dispositions relatives au droit de timbre sur les primes d'assurance selon les articles 21ss. sont abrogées le 1er janvier 2011.

3. Les dispositions relatives au droit de timbre de négociation selon les articles 13ss. sont abrogées le 1er janvier 2016. Toute la loi fédérale sur les droits de timbre sera abrogée à cette date.

Le Conseil fédéral est chargé de supprimer par étapes les droits de timbre.

*Porte-parole:* Pelli

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**23.11.2010 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**04.04.2011 CER-CE.** Adhésion.

**12.11.2012** Rapport de la commission CN (FF 2013 1055)

**23.01.2013** Avis du Conseil fédéral (FF 2013 1023)

1. Loi fédérale sur les droits de timbre

**19.03.2013 Conseil national.** Décision conforme au projet de la commission.

**04.12.2013 Conseil des Etats.** Suspendre.

**19.03.2014 Conseil national.** Ne pas suspendre.

**17.06.2014 Conseil des Etats.** Maintenir (= suspendre).

2. Loi fédérale sur les droits de timbre II

### **230/10.450 n Groupe libéral-radical. Réprimer durement la vente de données bancaires** (17.06.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 47 de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne sera complété par un alinéa 4bis: Quiconque se procure ou procure à un tiers un avantage pécuniaire ou tente d'obtenir pour lui ou pour un tiers un tel avantage en violant le secret professionnel selon les alinéas 1 à 4 est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au moins et d'une amende au moins équivalente à l'avantage pécuniaire obtenu.

*Porte-parole:* Lüscher

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**19.01.2011 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**25.08.2011 CER-CE.** Adhésion.

**27.09.2013 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2015.

### **x 231/13.404 n Groupe libéral-radical. Stop à la taxe injuste sur les supports vierges** (05.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les bases juridiques doivent être modifiées de telle sorte que l'alinéa 3 de l'article 20 de la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA) soit abrogé.

*Porte-parole:* Wasserfallen

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**05.05.2014** Retrait.

### **232/14.436 n Groupe libéral-radical. Pour un approvisionnement en énergie respectueux de l'environnement et du climat** (20.06.2014)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

En vue de mettre en place un approvisionnement en énergie respectueux de l'environnement et du climat, la Constitution est modifiée comme suit:

Art. 89

Al. 1

Dans les limites de leurs compétences respectives, la Confédération et les cantons s'emploient à promouvoir un approvisionnement énergétique suffisant, diversifié, sûr, économiquement optimal et respectueux de l'environnement et plus particulièrement du climat, ainsi qu'une consommation économe et rationnelle de l'énergie.

...

Al. 6

La Confédération peut prélever sur les combustibles une taxe d'incitation sur le CO<sub>2</sub>. La loi prévoit des exceptions destinées à préserver la compétitivité du pays et des entreprises grandes consommatrices d'énergie.

Art. 197 ch. 12 Disposition transitoire ad art. 89 al. 6

Al. 1

La taxe d'incitation sur le CO<sub>2</sub> entre en vigueur en 2020 au plus tard.

Al. 2

Une taxe d'incitation sur le CO<sub>2</sub> est prélevée sur l'électricité importée issue de modes de production fortement émetteurs de CO<sub>2</sub>.

Al. 3

Le produit de la taxe d'incitation sur le CO<sub>2</sub> est reversé intégralement aux ménages et aux entreprises.

Al. 4

Les entreprises et les particuliers qui signent et respectent un accord ferme sur des objectifs de baisse des émissions de CO<sub>2</sub> et d'augmentation de l'efficacité énergétique, peuvent obtenir le remboursement intégral de la taxe d'incitation sur le CO<sub>2</sub>.

Al. 5

L'entrée en vigueur de la taxe d'incitation sur le CO<sub>2</sub> entraîne la suppression et de l'affectation partielle de cette taxe et du supplément prélevé pour financer la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC).

*Porte-parole:* Favre Laurent

### **233/13.421 n Groupe socialiste. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation** (22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale créera les bases légales nécessaires à la mise en oeuvre de l'égalité des personnes liées par un partenariat enregistré et des couples mariés devant la procédure de naturalisation.

*Porte-parole:* Schenker Silvia

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**30.08.2013 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.01.2014 CIP-CE.** Adhésion.

x **234/13.424 n Groupe socialiste. Allocations pour enfant pour tous au lieu de cadeaux fiscaux pour une minorité** (15.04.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les allocations familiales sera modifiée comme suit:

Article 5 Montant des allocations familiales

Alinéa 1

L'allocation pour enfant s'élève à 260 francs par mois au minimum.

Alinéa 2

L'allocation de formation professionnelle s'élève à 310 francs par mois au minimum.

...

*Porte-parole:* Fehr Jacqueline

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**02.06.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**235/08.436 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Permettre aux cantons d'introduire des plans d'épargne-logement** (13.06.2008)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

1. La loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) sera modifiée de façon à donner aux cantons la possibilité d'introduire une épargne-logement bénéficiant d'un traitement fiscal privilégié.

2. Les conditions-cadres suivantes s'appliqueront:

- Les versements effectués chaque année sur un compte d'épargne-logement seront déductibles pendant une période de dix ans, à concurrence d'un montant à préciser.

- Durant ce laps de temps, les intérêts produits par le capital-logement seront exonérés de l'impôt sur le revenu et le capital-logement sera exonéré en tant que tel de l'impôt sur la fortune.

- L'épargne-logement devra être investie dans un délai de deux ans à compter de l'échéance du contrat d'épargne-logement et financer l'acquisition d'un premier logement destiné à être habité par l'épargnant lui-même. En cas de non-respect de ces dispositions, les impôts épargnés jusque-là devront être remboursés au canton.

- Les cantons qui ont déjà introduit un programme d'épargne-logement bénéficieront d'un délai convenable, fixé par une modification de l'article 72d LHID, qui leur permettra de poursuivre ce programme jusqu'à l'entrée en vigueur définitive de la modification correspondante de la LHID.

*Porte-parole:* Baader Caspar

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**236/08.511 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Réintroduction des peines privatives de liberté de moins de six mois** (18.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les peines privatives de liberté de moins de six mois, avec ou sans sursis, doivent être réintroduites.

A cet effet, l'article 40 du Code pénal sera modifié de sorte à abroger le plancher de six mois. Le nouveau texte de cet article sera analogue à celui en vigueur jusqu'à la fin 2006: "La durée de la peine privative de liberté est de trois jours au moins et de 20 ans au plus."

L'article 41 sera abrogé, de même que l'article 42 alinéa 4.

Toutes les dispositions portant sur les peines pécuniaires (par ex. art. 39, Conversion) seront adaptées en conséquence.

*Porte-parole:* Stamm

CN *Commission des affaires juridiques*

**237/08.512 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Abolition des peines pécuniaires et réintroduction des amendes** (18.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les peines pécuniaires doivent être abolies et les amendes telles que les connaissait l'ancien droit doivent être réintroduites pour les crimes et les délits.

A cet effet, le Code pénal sera modifié comme suit:

Les articles 34 à 36 seront abrogés. Le régime des amendes qui était en vigueur jusqu'à la fin 2006 sera réintroduit (notamment l'ancien art. 106).

*Porte-parole:* Geissbühler

CN *Commission des affaires juridiques*

**238/08.513 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Travail d'intérêt général. Abolition du sursis** (18.12.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Le travail d'intérêt général doit être une peine ferme et il doit pouvoir être ordonné sans le consentement de l'auteur.

A cet effet, le Code pénal sera modifié comme suit:

L'expression "d'un travail d'intérêt général" sera supprimée aux articles 42 alinéa 1 et 43 alinéa 1, de même que l'expression "avec l'accord de l'auteur" aux articles 37 alinéa 1 et 107 alinéa 1.

*Porte-parole:* Schwander

CN *Commission des affaires juridiques*

**239/10.426 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Importations de viande assaisonnée. Abolition du traitement préférentiel prévu dans le tarif douanier** (18.03.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

On modifiera les bases légales actuelles de telle sorte que les préparations de viande (par ex. la viande assaisonnée), qui sont classées dans le chapitre 16 du tarif douanier selon la pratique actuelle et qui concurrencent la viande classée dans le chapitre 2, soient aussi classées dans le chapitre 2.

*Porte-parole:* Walter

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**18.04.2011 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**31.10.2011 CER-CE.** Ne pas donner suite

**05.03.2013 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.08.2013 CER-CE.** Adhésion.

**240/12.427 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Rapport sur le programme de la législature**

(02.05.2012)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 146 LParl sera adapté de manière à ce que le rapport sur le programme de la législature soit dorénavant un rapport du Conseil fédéral sur les objectifs qu'il s'est fixés pour la législature et que le Parlement se borne à en prendre acte. En outre, ce rapport sera restructuré afin que les priorités et les points essentiels soient mis en évidence.

*Porte-parole:* Aeschi Thomas

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**22.02.2013 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.04.2013 CIP-CE.** Adhésion.

**x 241/13.425 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Pas de regroupement familial pour les personnes admises à titre provisoire** (17.04.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 85 alinéa 7 de la loi fédérale sur les étrangers est modifié comme suit:

Article 85

Alinéa 7

L'étranger admis à titre provisoire n'a pas droit au regroupement familial.

*Porte-parole:* Brand

CN *Commission des institutions politiques*

**08.05.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**242/14.412 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Les réductions opérées dans le budget de la Confédération doivent également s'appliquer aux groupes parlementaires** (21.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les contributions allouées aux groupes (selon les art. 12 LMAP et 10 OMAP) seront calculées dorénavant en fonction du budget annuel arrêté par le Parlement.

On soumettra à l'Assemblée fédérale des modifications législatives exigeant qu'en cas de coupe budgétaire, le poste charges de biens et services et charges d'exploitation des groupes parlementaires soit réduit dans la même proportion que celle appliquée aux autres organes de l'Assemblée fédérale, du Conseil fédéral, des tribunaux fédéraux et des Services du Parlement.

*Porte-parole:* Büchel Roland

CN *Bureau*

**243/14.426 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Etrangers. Conditions à remplir pour avoir droit à la rente AI** (19.06.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 6 alinéa 2 de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (LAI) doit être modifié comme suit:

Art. 6

...

Al. 2

Les étrangers ont droit aux prestations, sous réserve de l'article 9 alinéa 3, aussi longtemps qu'ils conservent leur domicile et leur résidence habituelle (art. 13 LPG) en Suisse, mais seulement s'ils comptent, lors de la survenance de l'invalidité, au moins deux années entières de cotisations ou dix ans de résidence ininterrompue en Suisse. Aucune prestation n'est allouée aux proches de ces étrangers s'ils sont domiciliés hors de Suisse.

...

*Porte-parole:* Bortoluzzi

**244/14.427 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Prestations complémentaires. Délai de carence** (19.06.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC) et les autres dispositions pertinentes doivent être modifiées de sorte que le délai de carence de dix ans prévu à l'article 5 alinéa 1 LPC s'applique à tous les étrangers, y compris aux ressortissants de l'UE et de l'AELE, aux réfugiés et aux apatrides, qui demandent les prestations complémentaires.

*Porte-parole:* de Courten

**245/14.428 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Assurance-chômage. Empêcher les abus** (19.06.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 13 alinéa 1 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité doit être modifié comme suit:

Art. 13

Al. 1

Celui qui, dans les limites du délai-cadre prévu à cet effet (art. 9 al. 3), a exercé durant 24 mois au moins une activité soumise à cotisation remplit les conditions relatives à la période de cotisation.

...

Le délai-cadre prévu à l'article 9 alinéa 3 sera adapté si nécessaire.

*Porte-parole:* Rime

**246/14.429 n Groupe de l'Union démocratique du centre. Rentes AVS. Prolongation du délai de cotisation** (19.06.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 29 alinéa 1 de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants doit être modifié comme suit:

Art. 29

Al. 1

Peuvent prétendre à une rente ordinaire de vieillesse ou de survivants tous les ayants droit auxquels il est possible de porter en compte au moins deux années entières de revenus, de bonifications pour tâches éducatives ou pour tâches d'assistance, ou leurs survivants.

...

*Porte-parole:* Borer

**Initiatives des commissions**

**247/14.402 n Bureau CN. Accès des députés à l'infrastructure informatique. Enregistrement et analyse des journaux d'accès** (03.03.2014)

Les bases légales relatives au traitement des données personnelles liées à l'utilisation de l'infrastructure électronique (cf. art. 57i ss. de la loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration; LOGA) sont entrées en vigueur le 1er avril 2012. Conformément à l'article 57q alinéa 3 LOGA, ces dispositions et les dispositions d'exécution s'y rapportant s'appliquent également aux données qui concernent les membres de l'Assemblée fédérale et au personnel des Services du Parlement, à moins qu'une ordonnance de l'Assemblée fédérale n'en dispose autrement. Etant donné que les députés ne sont pas soumis à toutes les dispositions d'exécution du Conseil fédéral, il y a lieu de fixer les compétences et les procédures relatives à l'analyse des journaux d'accès dans l'ordonnance sur l'administration du Parlement (OLPA).

Les adaptations de l'OLPA qui s'imposent sont soumises à l'Assemblée fédérale.

CN/CE Bureau

**07.03.2014 Bu-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**16.05.2014 Bu-CE.** Adhésion.

**248/13.467 n Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie CN. Energie d'ajuste-**

**ment. Obligation de prendre en charge les coûts pour un approvisionnement sûr en électricité** (14.10.2013)

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national décide de modifier la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI; RS 734.7) comme suit:

Art 14

...

Al. 3

...

Let. d

Abrogée

...

Al. 3bis

La rémunération pour l'utilisation du réseau ne peut pas inclure les coûts facturés individuellement par les gestionnaires de réseau.

...

Art. 14bis Coûts facturés individuellement pour l'énergie d'ajustement

Al. 1

La société nationale du réseau de transport facture individuellement aux groupes-bilan les coûts de l'énergie d'ajustement à partir du 1er janvier 2009.

Al. 2

Elle fixe le prix de l'énergie d'ajustement de manière à promouvoir un engagement efficace de l'énergie de réglage et la mise en réserve de puissance de réglage dans tout le pays et à empêcher les abus. Les prix de l'énergie d'ajustement sont définis en fonction des coûts de l'énergie de réglage et des coûts de gestion du programme prévisionnel. Si la vente d'énergie d'ajustement se solde par un bénéfice, le montant en question est pris en compte dans le calcul des coûts des services-système.

Al. 3

Le Conseil fédéral règle les modalités.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**14.10.2013 CEATE-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**25.10.2013 CEATE-CE.** Adhésion.

**31.03.2014** Rapport de la commission CN (FF 2014 3833)

**21.05.2014** Avis du Conseil fédéral (FF 2014 3843)

Loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI)

**17.06.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet de la commission.

**249/10.403 n Commission des institutions politiques CN. Nouveau système d'aide à la presse** (15.02.2010)

Il convient d'élaborer un système d'aide à la presse qui soit efficace, efficace et durable, ainsi que de créer les bases légales nécessaires, l'objectif étant de maintenir et de promouvoir la diversité, le pluralisme et la qualité de la presse en Suisse. Devront être examinées d'autres possibilités que le système actuel, qui consiste à octroyer des taxes postales préférentielles aux journaux et périodiques vendus par abonnement.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**04.02.2010 CIP-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**22.03.2010 CIP-CE.** Adhésion.

**250/13.443 n Commission des institutions politiques  
CN. Représentation équitable des communautés linguistiques au Conseil fédéral avec neuf membres** (30.08.2013)

La Commission des institutions politiques du Conseil national décide de préparer une modification de la Constitution portant sur les dispositions suivantes:

Art. 175

Al. 1

Le Conseil fédéral est composé de neuf membres.

...

Al. 4

Les diverses régions et les communautés linguistiques sont équitablement représentées au Conseil fédéral.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**30.08.2013 CIP-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**27.01.2014 CIP-CE.** Adhésion.

**251/12.426 n Commission des affaires juridiques CN. Loi sur l'organisation des autorités pénales. Modification des articles 36 et 56** (26.04.2012)

La Commission des affaires juridiques du Conseil national décide de modifier la loi sur l'organisation des autorités pénales dans le sens suivant:

- les cours des affaires pénales peuvent statuer à trois juges dans des cas particuliers au sens de l'article 36 alinéa 2 LOAP;
- le tribunal peut nommer des vice-présidents pour les cours.

Une allocation présidentielle de 5000 francs sera réglée dans l'ordonnance sur les juges.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**26.04.2012 CAJ-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**23.08.2012 CAJ-CE.** Adhésion.

**252/13.442 n Commission des affaires juridiques  
CN. Grooming avec des mineurs** (15.08.2013)

Le Code pénal est modifié, voire complété afin de rendre punissable le "grooming" avec des mineurs.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**15.08.2013 CAJ-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**03.04.2014 CAJ-CE.** Ne pas donner suite

**253/13.466 n Commission des affaires juridiques  
CN. Compensation des frais de justice avec les indemnités pour tort moral allouées en raison de mesures de contrainte illicites** (03.10.2013)

Il convient de modifier l'article 442 alinéa 4 du Code de procédure pénale du 5 octobre 2007 dans le sens suivant:

Art. 442

...

Al. 4

Les autorités pénales peuvent compenser les créances portant sur des frais de procédure avec les indemnités accordées à la partie débitrice dans la même procédure pénale, y compris celles allouées pour tort moral en vertu des articles 429 et 431 du présent code, et avec des valeurs séquestrées.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**03.10.2013 CAJ-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**254/14.400 n Commission des affaires juridiques  
CN. Publication des dons faits aux acteurs politiques par les entreprises et institutions du secteur public** (23.01.2014)

La Commission des affaires juridiques du Conseil national décide d'élaborer les bases légales nécessaires afin que les sociétés dont la Confédération ou une autre collectivité publique détient la majorité du capital publient, dans leurs comptes annuels, tous les dons faits aux acteurs, partis et organisations politiques. Elles publient en particulier le nom des bénéficiaires et les montants des dons effectués.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**23.01.2014 CAJ-CN.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**03.04.2014 CAJ-CE.** Ne pas donner suite

**Initiatives des députés**

**255/03.424 n Abate. Actes d'ordre sexuel avec des enfants. Allongement de la peine prévue par l'article 187 CP** (17.06.2003)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante demandant la modification de l'article 187 chiffre 1 du Code pénal, afin que celui qui commet un acte d'ordre sexuel sur un enfant de moins de 16 ans, entraîne un enfant de cet âge à commettre un acte d'ordre sexuel ou mêle un enfant de cet âge à un acte d'ordre sexuel, soit puni de la réclusion pour dix ans au plus.

*Cosignataires:* Cavalli, Pedrina, Pelli, Simoneschi-Cortesi (4)

CN *Commission des affaires juridiques*

**22.09.2004 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.12.2006 Conseil national.** Le délai imparti pour traiter l'initiative est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2008.

**20.03.2008 Conseil national.** L'initiative n'est pas classée.

**17.12.2010 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2012.

**14.12.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2014.

**256/09.530 n Abate. Annulation des commandements de payer injustifiés** (11.12.2009)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante en vue de modifier la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP), notamment son article 85a.

La LP doit être modifiée de sorte que les commandements de payer injustifiés soient annulés rapidement pour protéger les

intérêts de ceux qui intentent une action en libération de dette parce que celle-ci n'a jamais existé ou qu'elle est éteinte.

*Cosignataires:* Cassis, Hiltbold, Lüscher, Pedrina, Pelli, Robbiani, Simoneschi-Cortesi (7)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**15.10.2010 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**05.05.2011 CAJ-CE.** Adhésion.

**21.06.2013 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2015.

**257/09.449 n Aeschbacher Ruedi. Punir plus sévèrement les chauffards** (10.06.2009)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal sera modifié de telle sorte que la peine maximale pour les cas graves d'homicide par négligence ou de lésions corporelles par négligence passe de 3 à 5 ans. Par ailleurs, la loi sur la circulation routière sera modifiée de telle sorte que les infractions graves aux règles de la circulation routière, notamment les dépassements qualifiés de la vitesse maximale autorisée (infractions commises par des chauffards), puissent aussi être sanctionnées de manière adéquate, c'est-à-dire plus sévèrement, même si aucune personne n'a été tuée ou blessée; dans ces cas, la peine maximale passera aussi de 3 à 5 ans.

*Cosignataires:* Amstutz, Galladé, Jositsch, Malama, Moser, Segmüller, Teuscher (7)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**30.04.2010 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**31.01.2011 CAJ-CE.** Adhésion.

**14.12.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2014.

**258/14.422 n Aeschi Thomas. Approbation par le Parlement des ordonnances du Conseil fédéral** (16.06.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les lois pertinentes seront modifiées de telle sorte que les Chambres fédérales puissent opposer un veto simple à une ordonnance édictée par le Conseil fédéral, sans possibilité de l'amender. Seront applicables les principes suivants:

1. toutes les ordonnances et modifications d'ordonnances fixant des règles de droit (à l'exception des ordonnances visées aux art. 184 al. 3 et 185 al. 3 de la Constitution) devront être transmises à l'Assemblée fédérale avant leur entrée en vigueur;

2. si, dans les quatorze jours, un tiers au moins des membres d'un conseil propose d'opposer un veto à l'ordonnance ou à la modification d'ordonnance reçue, cette proposition est (en principe) traitée par le conseil au cours de la session ordinaire qui suit le dépôt;

3. si le conseil adopte la proposition, le dossier est transmis à l'autre conseil, à moins qu'une proposition identique y ait été déposée; si tel n'est pas le cas, l'autre conseil traite (en principe) la demande de veto du premier conseil au cours de la même session;

4. les ordonnances et modifications d'ordonnances peuvent être mises en vigueur à l'échéance du délai visé à l'alinéa 2 si aucune proposition de veto n'a été déposée (ou alors par un

nombre insuffisant de députés) ou si une proposition a été rejetée par un conseil.

**259/14.433 n Aeschi Thomas. Recommandations et décisions de l'OCDE et de ses organismes spécialisés. Obligation d'informer et de consulter la commission législative compétente** (20.06.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les mesures pertinentes seront prises pour garantir que la commission législative compétente soit préalablement informée et consultée à propos de toutes les recommandations et décisions de l'OCDE et de ses organismes spécialisés (tels que les forums mondiaux), sur le modèle de ce que prévoit l'article 152 alinéa 3 de la loi sur le Parlement (Information et consultation en matière de politique extérieure).

**260/07.402 n Amherd. Loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle** (12.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante.

L'article 67 de la Constitution doit être complété par un alinéa 1bis formulé comme suit:

La Confédération peut légiférer au sujet de l'encouragement et de la protection des enfants et des jeunes.

*Cosignataires:* Aeschbacher Ruedi, Bader Elvira, Baumann J. Alexander, Brun Franz, Büchler Jakob, Burkhalter, Cathomas, Chevrier, Darbellay, de Buman, Donzé, Freysinger, Galladé, Glanzmann, Glasson Jean-Paul, Häberli-Koller, Hany, Heim, Hochreutener, Hubmann, Humbel, Imfeld Adriano, Jermann, Kiener Nellen, Kohler Pierre, Lang, Lustenberger, Meyer Thérèse, Müller Thomas, Riklin Kathy, Robbiani, Schenker Silvia, Studer Heiner, Thanei, Widmer Hans, Zemp (36)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**02.11.2007 CSEC-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**14.10.2008 CSEC-CE.** Ne pas donner suite

**05.03.2009 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**12.05.2009 CSEC-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**18.03.2011 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2013.

**22.03.2013 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2015.

**28.05.2013** Rapport de la commission CN (FF 2013 5651)

**21.08.2013** Avis du Conseil fédéral (FF 2013 5997)

Arrêté fédéral sur la politique de l'enfance et de la jeunesse

**261/10.467 n Aubert. Prévention de l'endettement par l'interdiction de la publicité en faveur des petits crédits** (18.06.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je demande une modification de la loi fédérale sur le crédit à la consommation (LCC), ou éventuellement de la loi fédérale con-

tre la concurrence déloyale (LCD), qui interdit la publicité pour les petits crédits.

*Cosignataires:* Allemann, Amherd, Barthassat, Birrer-Heimo, Brélaz, Chopard-Acklin, de Buman, Donzé, Fässler Hildegard, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Freysinger, Frösch, Gadiant, Galladé, Gilli, Girod, Glanzmann, Glur, Goll, Graber Jean-Pierre, Graf-Litscher, Grin, Häberli-Koller, Heim, Hodgers, Ingold, John-Calame, Jositsch, Kiener Nellen, Leuenberger-Genève, Leutenegger Oberholzer, Maire Jacques-André, Marra, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Müller Geri, Neiryck, Nordmann, Nussbaumer, Perrin, Rennwald, Rielle, Rikliin Kathy, Robbiani, Rossini, Schelbert, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Simoneschi-Cortesi, Sommaruga Carlo, Stump, Teuscher, Thanei, Thorens Goumaz, van Singer, Vischer Daniel, Voruz, Weber-Gobet, Wyss Brigit, Wyss Ursula, Zisyadis (62)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**27.09.2011 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**19.12.2011 Conseil des Etats.** Adhésion.

**13.12.2013 Conseil national.** Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2015.

**28.01.2014** Rapport de la commission CN (FF 2014 3141)

**02.04.2014** Avis du Conseil fédéral (FF 2014 3163)

Voir objet 11.3465 Mo. CER-CN

Loi fédérale sur le crédit à la consommation (LCC)

**08.05.2014 Conseil national.** Décision modifiant le projet de la commission.

**262/04.474 n Baumann J. Alexander. Loi sur l'assurance-accidents. Modification de l'article 66 (entreprises assurées)** (08.10.2004)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 66 alinéa 2 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA; RS 832.20) est modifié comme suit:

Art. 66 Domaine d'activité

....

Al. 2

Le Conseil fédéral peut dispenser à leur demande de l'assujettissement à la CNA les entreprises qui ne satisfont que dans une faible mesure les critères établis à l'alinéa 1, à compter du début d'une année civile. La dispense est réglée par voie d'ordonnance et prend effet un an après l'entrée en vigueur cette dernière.

....

Les alinéas 2 à 4 en vigueur sont renumérotés (al. 3 à 5).

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**11.05.2006 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

x **263/10.511 n Binder. Anciens conseillers fédéraux. Pas de pantouflage avant un certain délai** (02.12.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On instituera (par ex. dans la LOGA, RS 172.010; ou dans la loi fédérale concernant les traitements et la prévoyance profes-

sionnelle des magistrats, RS. 172.121) des dispositions légales obligeant tout conseiller fédéral qui quitte ses fonctions à respecter un délai d'attente de quatre ans avant d'accepter un mandat ou des fonctions dans une entreprise dont il n'est pas propriétaire. Ce délai s'appliquera également aux institutions comme les ONG qui ont touché des subventions de la Confédération, notamment du département du conseiller fédéral sortant.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**01.04.2011 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**28.06.2011 CIP-CE.** Adhésion.

**03.05.2013** Rapport de la commission CN (FF 2013 4653)

**03.07.2013** Avis du Conseil fédéral (FF 2013 5895)

Voir objet 10.517 Iv.pa. Leutenegger Oberholzer

Loi fédérale sur le délai de carence applicable aux conseillers fédéraux sortants et aux cadres du plus haut niveau hiérarchique de la Confédération qui ont quitté leurs fonctions (Modification de la loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration et de la loi sur le personnel de la Confédération)

**18.09.2013 Conseil national.** Décision modifiant le projet de la commission.

**03.03.2014 Conseil des Etats.** Ne pas entrer en matière.

**02.06.2014 Conseil national.** Maintenir (= entrer en matière).

**12.06.2014 Conseil des Etats.** Maintenir (= ne pas entrer en matière).

**264/10.431 n Bortoluzzi. Coma éthylique. Aux personnes en cause de payer les frais des séjours hospitaliers et en cellule de dégrisement!** (19.03.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La LAMal et d'autres lois seront adaptées de manière à ce que les soins médicaux d'urgence requis par la consommation excessive d'alcool et de drogue soient entièrement à la charge des personnes qui s'y adonnent ou de leurs représentants légaux. Une prise en charge par l'assurance-maladie solidaire ne doit plus être possible. En outre, les personnes en cause ou leurs représentants légaux assumeront eux-mêmes les coûts des séjours dans une cellule de dégrisement.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**13.05.2011 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**24.01.2012 CSSS-CE.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2016.

Voir objet 13.4007 Po. CSSS-CN (10.431)

**265/12.414 n Bortoluzzi. Les paramètres techniques n'ont pas leur place dans la LPP** (15.03.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) sera modifiée de façon à ce que le taux de conversion et le taux d'intérêt minimaux ne soient plus fixés dans la loi.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**25.04.2013 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

x **266/12.500 n Bortoluzzi. LAMal. Abrogation de l'article 51**  
(13.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 51 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est abrogé.

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**02.06.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**267/10.538 n Bourgeois. Loi fédérale sur les entraves techniques au commerce. Exclure les denrées alimentaires du champ d'application du principe du "Cassis de Dijon"**  
(17.12.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je demande de modifier la loi fédérale sur les entraves techniques au commerce (LETC) de manière à exclure les denrées alimentaires du champ d'application du principe du "Cassis de Dijon".

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Amstutz, Baader Caspar, Bader Elvira, Baettig, Bänziger, Barthassat, Baumann J. Alexander, Bigger, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brönnimann, Brunner, Büchel Roland, Büchler Jakob, Bugnon, Carobbio Guscetti, Cathomas, de Buman, Engelberger, Estermann, Favre Laurent, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Föhn, Français, Freysinger, Frösch, Füglistaller, Gadiant, Geissbühler, Giezendanner, Girod, Glauser, Glur, Graber Jean-Pierre, Graf Maya, Grin, Grunder, Hassler, Hiltbold, Hodgers, Hurter Thomas, Joder, John-Calame, Killer Hans, Kunz, Lachenmeier, Leuenberger-Genève, Lustenberger, Maire Jacques-André, Meyer Thérèse, Moret, Müller Geri, Müller Walter, Müri, Neiryck, Nidegger, Parmelin, Perrin, Prelicz-Huber, Reimann Lukas, Raymond, Rielle, Rime, Rutschmann, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Schläuer, Schmidt Roberto, Segmüller, Sommaruga Carlo, Spuhler, Steiert, Thorens Goumaz, van Singer, Veillon, von Rotz, von Siebenthal, Voruz, Walter, Zemp, Zisyadis, Zuppiger (86)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**08.11.2011 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.01.2012 CER-CE.** Adhésion.

**21.03.2014 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2016.

**268/13.413 n Bourgeois. Mesures à renforcer contre l'abandon des déchets** (21.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur la protection de l'environnement est complétée comme suit:

Art. 30i Abandon sauvage de déchets (littering)

Quiconque se débarrasse de déchets, qu'il s'agisse d'emballages, de bouteilles vides, de sacs, de restes alimentaires ou autres, est tenu d'utiliser les installations de collecte de déchets prévues à cet effet.

Art. 61 Contraventions

Al. 1

...

Let. i

... 30i ...

...

Al. 4

Le Conseil fédéral fixe une amende minimale en cas de violation de l'article 30i LPE en lien avec l'article 61 alinéa 1 lettre i LPE (littering).

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Aebischer Matthias, Amaudruz, Amherd, Amstutz, Aubert, Badran Jacqueline, Barthassat, Bäumle, Bernasconi, Binder, Birrer-Heimo, Blocher, Bortoluzzi, Brunner, Büchler Jakob, Bugnon, Bulliard, Buttet, Caroni, Cassis, Chevalley, Darbellay, de Buman, Derder, Egloff, Eichenberger, Estermann, Favre Laurent, Fehr Hans, Fiala, Français, Frehner, Freysinger, Fridez, Galladé, Gasche, Germanier, Girod, Gmür, Grin, Gross Andreas, Grunder, Gschwind, Guhl, Hassler, Hausammann, Hess Lorenz, Hiltbold, Hodgers, Ingold, Jans, John-Calame, Jositsch, Killer Hans, Knecht, Leuenberger-Genève, Leutenegger Filippo, Lohr, Lüscher, Maire Jacques-André, Markwalder, Masshardt, Meier-Schatz, Moret, Mörgeli, Müller Leo, Müller Thomas, Müller Walter, Neiryck, Nidegger, Nordmann, Nussbaumer, Parmelin, Perrin, Pezzatti, Pieren, Piller Carrard, Poggia, Quadranti, Reimann Lukas, Reynard, Ribaux, Rickli Natalie, Riklin Kathy, Rime, Ritter, Rossini, Rösti, Rytz Regula, Schelbert, Schläfli, Schneeberger, Schneider Schüttel, Semadeni, Sommaruga Carlo, Steiert, Thorens Goumaz, Tornare, van Singer, Vitali, Vogler, von Siebenthal, Voruz, Walter, Wandfluh, Wasserfallen, Weibel, Wobmann (109)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**02.07.2013 CEATE-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**25.10.2013 CEATE-CE.** Adhésion.

**269/13.452 n Brand. Primauté du droit constitutionnel sur le droit international** (25.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale du 18 avril 1999 est modifiée comme suit:

Art. 5 Principes de l'activité de l'Etat régi par le droit

Al. 1

Le droit est la base et la limite de l'activité de l'Etat. La Constitution fédérale est la plus haute source du droit de la Confédération suisse. Elle est de rang supérieur au droit international et prime ce dernier; les règles impératives du droit international sont réservées.

...

Al. 4

Abrogé

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amstutz, Binder, Blocher, Borer, Bortoluzzi, Brunner, Büchel Roland, Bugnon, de Courten, Egloff, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Hausammann, Heer, Herzog, Hurter Thomas, Kaufmann, Keller Peter, Killer Hans, Knecht, Müller Thomas, Müri, Pantani, Parmelin, Pieren, Quadri, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rickli Natalie, Rösti, Rusconi, Rutz Gregor, Stamm, Veillon, von Siebenthal, Walter, Wandfluh, Wobmann (43)

CN *Commission des institutions politiques*

**270/14.415 n Candinas. Deux semaines de congé-paternité payé par le régime des APG** (21.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient d'adapter la LAPG et le Code des obligations de sorte que les pères aient droit, comme les mères pour le congé-maternité, à deux semaines de congé-paternité payé lorsqu'ils ont un enfant.

*Cosignataires:* Amherd, Bulliard, Buttet, Darbellay, Ingold, Lohr, Meier-Schatz, Müller-Altarmatt, Neiryck, Romano, Schmid-Federer, Streiff, Vogler (13)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**271/13.434 n Carobbio Guscetti. Soumettre les entreprises à finalités sociales à la surveillance des commissions tripartites** (20.06.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement est chargé de modifier le Code des obligations (art. 360a ss.) de sorte à étendre aux entreprises à finalités sociales la surveillance exercée sur le marché du travail par les commissions tripartites instituées par la Confédération et les cantons.

*Cosignataires:* Amarelle, Aubert, Chopard-Acklin, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Friedl, Galladé, Gysi, Hadorn, Heim, Kiener Nellen, Maire Jacques-André, Marra, Nussbaumer, Piller Carrard, Schenker Silvia, Semadeni, Voruz, Wermuth (20)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**272/14.410 n Carobbio Guscetti. Adjudication des marchés publics. Favoriser les entreprises qui ne pratiquent pas le travail sur appel** (20.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 21 alinéa 2 de la loi fédérale sur les marchés publics sera complété afin que la flexibilisation de l'horaire de travail en fonction des besoins de l'entreprise (Kapazitätsorientierte variable Arbeitszeit, KAPOVAZ) devienne un critère pénalisant lors de l'adjudication des marchés publics. Les entreprises qui ne pratiquent pas le travail sur appel seront privilégiées par rapport à celles qui reportent le risque entrepreneurial sur leurs salariés.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Bernasconi, Chopard-Acklin, Fehr Jacqueline, Fridez, Friedl, Graf-Litscher, Gysi, Hadorn, Heim, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Marra, Munz, Nordmann, Pardini, Reynard, Rossini, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Semadeni, Tornare, Tschümperlin, Wermuth (25)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**273/14.411 n Carobbio Guscetti. Réglementer le travail sur appel** (20.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Une base légale sera créée dans le Code des obligations (CO) afin que la flexibilisation de l'horaire de travail en fonction des besoins de l'entreprise (Kapazitätsorientierte variable Arbeitszeit, KAPOVAZ) soit réglée dans la loi. Cette disposition fera l'objet d'un article 354a qui sera intégré au chapitre II du CO (Des contrats individuels de travail de caractère spécial) et pourrait être formulé comme suit:

D. Du travail sur appel

Art. 354a

Al. 1

Le contrat individuel de travail ne peut autoriser l'employeur à faire appel à un travailleur à la demande, de manière unilatérale et sans possibilité pour ce dernier de refuser le travail demandé, que si une indemnité raisonnable compensant la disponibilité exigée et une durée d'engagement garantie ont été convenues par écrit.

Al. 2

Ce contrat ne doit comprendre aucune clause de non-concurrence.

Al. 3

Le Conseil fédéral détermine par ordonnance le part minimale que représente l'indemnité de disponibilité en pourcentage du salaire dû, compte tenu du délai de notification.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Bernasconi, Chopard-Acklin, Fehr Jacqueline, Fridez, Friedl, Graf-Litscher, Gross Andreas, Gysi, Hadorn, Heim, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Marra, Munz, Nordmann, Pardini, Reynard, Rossini, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Semadeni, Tornare, Tschümperlin, Wermuth (26)

CN *Commission des affaires juridiques*

**x 274/12.430 n Caroni. Représentation d'intérêts dans l'enceinte du Palais fédéral. Nécessité de règles claires et d'une transparence accrue** (03.05.2012)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement et les règlements des conseils doivent être modifiés de manière à ce que la représentation d'intérêts dans l'enceinte du Palais fédéral gagne en transparence et suive des règles claires.

Les points suivants sont prioritaires:

1. Les nouvelles règles doivent valoir pour tous les représentants d'intérêts (lobbyistes permanents, lobbyistes journaliers, anciens parlementaires, etc.). Les règles actuelles relatives aux représentants de la Confédération, des cantons, des partis et des médias peuvent être conservées ou intégrées à la nouvelle réglementation. Les députés ne sont pas concernés par la présente intervention.

2. Le système de cartes d'accès pour lobbyistes doit être remplacé par un système d'accréditations pour représentants d'intérêts. Les familles et les collaborateurs des députés pourront par contre continuer d'utiliser des cartes d'accès.

3. La transparence doit être faite quant aux mandants et aux employeurs des représentants d'intérêts.

4. Des règles claires de comportement dans l'enceinte du Palais fédéral et des possibilités de sanction doivent être établies à l'intention des représentants d'intérêts.

5. Les nouvelles règles doivent inclure la possibilité de l'autorégulation par la branche.

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Aebischer Matthias, Aeschi Thomas, Amarelle, Bernasconi, Binder, Blocher, Borer, Büchel Roland, Bugnon, Candinas, Cassis, Darbellay, Eichenberger, Fässler Daniel, Fässler Hildegard, Favre Laurent, Fehr Hans, Feller, Fiala, Fischer Roland, Geissbühler, Germanier, Glättli, Gössi, Graf-Litscher, Gross Andreas, Guhl, Heim, Hiltbold, Huber, Humbel, Joder, Kessler, Landolt, Leuenberger-Genève, Lohr, Markwalder, Marra, Meier-Schatz, Moret, Müller Philipp, Pantani, Perrin, Pieren, Piller Carrard, Quadri, Reimann Lukas, Reynard, Ribaux, Romano, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Stamm, Streiff, Tschäppät, Tschümperlin, Vitali, Vogler, von Graffenried, Voruz, Wasserfallen, Wermuth (63)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**28.05.2013 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**11.11.2013 CIP-CE.** Ne pas donner suite

**02.06.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**275/13.437 n Caroni. Libre choix en matière de paiement par carte. Mettre un terme au monopole de la Poste** (21.06.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales nécessaires doivent être créées pour que la Poste suisse cesse sa politique de discrimination et accepte que ses prestations puissent être payées au moyen de cartes émises par d'autres instituts. Les points suivants devront être observés:

1. Pour autant que les sociétés émettrices lui proposent des conditions et des prix similaires à ceux du marché, la Poste est tenue d'accepter comme moyen de paiement toutes les cartes de débit et de crédit utilisées communément en Suisse.
2. Par principe, toutes les prestations proposées par la Poste doivent pouvoir être réglées au moyen de cartes de débit ou de crédit émises par d'autres instituts. Le législateur peut prévoir des exceptions lorsque les circonstances le justifient.
3. Les personnes titulaires de cartes émises par d'autres instituts ne doivent pas bénéficier d'un accès, de conditions et de prix moins avantageux que les personnes titulaires d'une carte Postfinance.
4. Les sociétés émettrices de cartes de débit ou de crédit ne sont pas tenues de proposer leurs services à la Poste.

*Cosignataires:* Aeschi Thomas, Allemann, Amherd, Barthassat, Binder, Birrer-Heimo, Français, Gasche, Gasser, Giezendanner, Grossen Jürg, Hardegger, Herzog, Hodgers, Hurter Thomas, Hutter Markus, Killer Hans, Landolt, Nordmann, Pantani, Piller Carrard, Quadri, Regazzi, Reimann Lukas, Rickli Natalie, Rytz Regula, Wobmann (27)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

**01.07.2014** Retrait.

**276/12.472 n Cassis. Réseaux de soins intégrés. Introduire les éléments non contestés** (27.09.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie est modifiée comme suit:

Art. 36b Réseaux de soins intégrés

Al. 1

Un groupe de fournisseurs de prestations qui s'assemble dans le but de coordonner la couverture des soins médicaux constitue un réseau de soins intégrés. Dans un tel réseau, le processus thérapeutique des assurés est conduit tout au long de la chaîne thérapeutique. Le réseau de soins intégrés doit garantir l'accès à toutes les prestations de l'assurance obligatoire des soins.

Al. 2

Les assureurs concluent avec le réseau de soins intégrés un contrat qui règle notamment la collaboration, l'échange de données, la garantie de la qualité et la rémunération des prestations. L'article 46 ne s'applique pas à ces contrats. Dans le cadre du processus thérapeutique qui a été défini, des prestations sortant du cadre de celles de l'assurance obligatoire des soins selon la loi peuvent être prévues en dérogation à l'article 34 alinéa 1.

*Cosignataires:* Bortoluzzi, Frehner, Gilli, Gössi, Hess Lorenz, Huber, Humbel, Lohr, Moret, Pezzatti, Schmid-Federer, Schneeberger, Weibel (13)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**08.11.2013 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.05.2014 CESS-CE.** Ne pas donner suite

**277/14.434 n Derder. Protéger l'identité numérique des citoyens** (20.06.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale est modifiée comme suit:

Art. 13 Protection de la sphère privée

Al. 1

Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile, de sa correspondance et des relations qu'elle établit par la poste et les télécommunications et de toutes les données qui lui sont propres.

Al. 2

Ces données sont la propriété de la personne, qui doit être protégée contre leur emploi abusif.

**278/02.453 n Dupraz. La transformation des bâtiments en zone agricole. Une compétence cantonale** (03.10.2002)

Conformément à l'article 160 alinéa 1er de la constitution et à l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je présente une initiative parlementaire sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces.

La loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) doit être modifiée sur les points suivants:

- l'article 24c alinéa 2 doit être supprimé et reformulé ainsi:

L'autorité compétente peut autoriser la rénovation de telles constructions et installations, leur transformation, leur agrandissement mesuré ou leur reconstruction, pour autant que les bâtiments aient été érigés ou transformés légalement. Dans tous les cas, les exigences majeures de l'aménagement du territoire doivent être satisfaites. Les cantons peuvent édicter des mesures de restrictions applicables aux transformations.

- Les alinéas 2 et 3 de l'article 24d doivent être supprimés.

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**11.12.2003 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**24.03.2006 Conseil national.** Le délai imparti pour présenter une proposition est prorogé jusqu'à la session de printemps 2007, à l'issue des délibérations sur l'objet no 05.084.

**22.06.2007 Conseil national.** Délai prolongé jusqu'à la session d'été 2009

**25.09.2009 Conseil national.** Délai prolongé jusqu'à la session d'automne 2011.

**23.12.2011 Conseil national.** Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2013.

**13.12.2013 Conseil national.** Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2015.

x **279/06.430 n Engelberger. Certificat de salaire. Création d'une base légale** (11.05.2006)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 17 alinéa 1 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) est complété par la phrase suivante:

".... Les prestations salariales annexes d'un montant peu élevé ne sont pas imposables."

La LIFD est par ailleurs complétée par un article 127bis ayant la teneur suivante:

Art. 127bis

Al. 1

L'employeur atteste au moyen d'un certificat de salaire les prestations qu'il verse. Ce certificat atteste tous les revenus imposables conformément à l'article 17 de la présente loi. Les prestations salariales annexes peuvent être attestées de manière forfaitaire.

Al. 2

Les dispositions d'exécution sont fixées par le Conseil fédéral dans une ordonnance et soumises à l'approbation du Parlement. L'ordonnance peut prévoir des exceptions à l'obligation d'attester les prestations au moyen d'un certificat de salaire. Le Conseil fédéral et le Parlement veillent à ce que l'obligation d'attester et d'établir un décompte n'entraîne pas de charges considérables pour l'employeur.

L'article 7 alinéa 4 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) est complété par la lettre m suivante:

"m. les prestations salariales annexes d'un montant peu élevé versées par l'employeur."

La LHID est complétée par un article 43bis ayant la teneur suivante:

Art. 43bis Certificat de salaire

Al. 1

L'employeur atteste au moyen d'un certificat de salaire les prestations qu'il verse. Ce certificat atteste tous les revenus imposables fournis par l'employeur qui relèvent de l'article 7 de la présente loi. Les prestations salariales annexes peuvent être attestées de manière forfaitaire.

Al. 2

Les dispositions d'exécution sont fixées par le Conseil fédéral dans une ordonnance et soumises à l'approbation du Parlement. L'ordonnance peut prévoir des exceptions à l'obligation

d'attester les prestations au moyen d'un certificat de salaire. Le Conseil fédéral et le Parlement veillent à ce que l'obligation d'attester et d'établir un décompte n'entraîne pas de charges considérables pour l'employeur.

L'article 5 alinéa 2 de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) est complété par la phrase suivante:

".... Les prestations salariales annexes d'un montant peu élevé ne font pas partie du salaire déterminant."

On n'introduira le nouveau certificat de salaire que lorsque les dispositions susmentionnées auront été mises en œuvre.

*Cosignataires:* Amstutz, Bezzola Duri, Bigger, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brun Franz, Büchler Jakob, Bühler Gerold, Füglistaller, Glur, Hegetschweiler, Hutter Markus, Imfeld Adriano, Jermann, Kunz, Laubacher, Leutenegger Filippo, Loepfe, Lustenberger, Mathys, Messmer, Miesch, Müller Philipp, Müller Walter, Muri, Oehrli, Pfister Gerhard, Rime, Rutschmann, Scherer, Schwander, Stahl, Steiner Rudolf, Theiler, Triponez, Vaudroz René, Wasserfallen, Weigelt, Wobmann (40)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**29.06.2010 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**02.06.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**280/10.528 n Engelberger. Pour un service civil, et non un libre-service** (16.12.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement est chargé de modifier l'article 16 de la loi fédérale sur le service civil (LSC) en abrogeant l'alinéa 2.

*Cosignataires:* Borer, Bortoluzzi, Büchler Jakob, Eichenberger, Hurter Thomas, Loepfe, Malama, Miesch, Müller Walter, Perrin, Perrinjaquet, Schlüer, Segmüller, Stahl, Zuppiger (15)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

**05.04.2011 CPS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**21.03.2013 Conseil des Etats.** L'examen préalable de l'initiative parlementaire est suspendu pour plus d'un an.

**21.03.2014 Conseil national.** L'examen préalable de l'initiative parlementaire est suspendu pour plus d'un an.

Voir objet 09.3861 Mo. Eichenberger

**281/09.469 n Favre Laurent. Classer le pâturage boisé (bestockte Weiden) en zone agricole** (12.06.2009)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Afin de clarifier les compétences d'exploitation des pâturages boisés et de lutter contre la reforestation, je demande une modification de la loi sur les forêts, de la loi sur l'agriculture et de la loi sur l'aménagement du territoire permettant d'intégrer les pâturages boisés à la zone agricole.

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Baettig, Barthassat, Bourgeois, Germanier, Glauser, Parmelin, Perrin, von Siebenthal, Walter (10)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**12.01.2010 CEATE-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**29.01.2010 CEATE-CE.** Ne pas donner suite

**12.09.2012 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

x **282/13.444 n Fehr Hans. Regroupement familial. Généraliser le test ADN** (12.09.2013)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les étrangers sera modifiée comme suit:

Art. 3

...

Al. 2

Les étrangers sont également admis lorsque des motifs humanitaires ou des engagements relevant du droit international l'exigent ou que l'unité de la famille en dépend; un test ADN démontrera la filiation génétique.

...

CN *Commission des institutions politiques*

**15.05.2014** Retrait.

**283/13.460 n Fehr Hans. Sanctionner les personnes qui déposent des demandes d'asile abusives** (27.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Art. 115a LEtr

Al. 1

Quiconque trompe les autorités chargées de l'exécution de la présente loi, notamment en utilisant une fausse identité ou en faisant de fausses déclarations à propos de sa provenance, est puni d'une peine privative de liberté d'une durée comprise entre six mois et cinq ans.

Al. 2

Est également puni quiconque dépose une nouvelle demande d'asile après que la demande précédente a été rejetée en vertu d'une décision exécutoire, sans que les circonstances aient fondamentalement changé.

*Cosignataires:* Binder, Bortoluzzi, Brand, Egloff, Estermann, Geissbühler, Hausammann, Hurter Thomas, Killer Hans, Müller Thomas, Pieren, Reimann Lukas, Rickli Natalie, Walter (14)

CN *Commission des institutions politiques*

**284/13.454 n Fehr Jacqueline. Protection des personnes menacées de violence dans leur environnement social proche** (26.09.2013)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions est modifiée comme suit:

Art. 10bis

Les cantons veillent à ce qu'il y ait suffisamment de places dans des institutions appropriées vouées à offrir une protection aux

personnes menacées de violence dans leur environnement social proche. Les coopérations intercantoniales sont possibles.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Allemann, Aubert, Carobbio Guscelli, Feri Yvonne, Friedl, Gysi, Hadorn, Hardegger, Ingold, Masshardt, Munz, Nordmann, Reynard, Schenker Silvia, Tornare (16)

CN *Commission des affaires juridiques*

**285/13.474 n Fehr Jacqueline. Reconnaître l'activité politique comme formation professionnelle continue** (12.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Conseil fédéral créera les bases légales permettant de reconnaître le statut de formation professionnelle continue au travail fourni et à l'expérience acquise au cours des ans passés dans l'exercice d'une activité gouvernementale ou parlementaire. A cet effet, il étudiera, conjointement avec les hautes écoles spécialisées et les universités, ainsi qu'avec tous les services concernés, comment une longue activité politique exercée dans un organe législatif ou exécutif - complétée individuellement par des modules d'études - pourrait être reconnue à l'égal d'une formation continue de type "executive master".

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Allemann, Badran Jacqueline, Carobbio Guscelli, Graf-Litscher, Gysi, Hadorn, Kiener Nellen, Marra, Masshardt, Munz, Pardini, Piller Carrard, Reynard, Rossini, Schenker Silvia, Semadeni, Sommaruga Carlo, Steiert, Wermuth (20)

CN *Bureau*

**286/14.405 n Fehr Jacqueline. Sus au jargon des tiers payant, tiers garant et tiers soldant et mieux informer les patients** (20.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les termes "tiers payant", "tiers garant" et "tiers soldant" sont remplacés par des termes compréhensibles dans la loi fédérale sur l'assurance-maladie. Par ailleurs, les patients doivent recevoir des informations claires qui leur permettent de faire valoir leurs droits.

*Cosignataires:* Feri Yvonne, Fridez, Friedl, Gysi, Hadorn, Hardegger, Heim, Jans, Kessler, Kiener Nellen, Munz, Nordmann, Rossini, Schenker Silvia, Semadeni, Wermuth (16)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**287/14.406 n Fehr Jacqueline. Système du tiers garant. Fixer un plafond** (20.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie est modifiée de manière à ce que les factures des fournisseurs de prestations qui dépassent 5000 francs sur une période déterminée soient envoyées dans tous les cas directement à la caisse-maladie et réglées selon le système du tiers payant. La loi fera par ailleurs obligation aux caisses-maladie de traiter ces factures en priorité.

*Cosignataires:* Feri Yvonne, Fridez, Friedl, Gysi, Hadorn, Heim, Jans, Kessler, Kiener Nellen, Munz, Nordmann, Rossini, Schenker Silvia, Semadeni, Wermuth (15)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**288/13.433 n Feller. Non-discrimination des médecins spécialistes en médecine interne générale titulaires d'un deuxième titre de spécialiste** (18.06.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) sera modifiée de manière à empêcher l'exclusion des médecins spécialistes en médecine interne générale titulaires d'un deuxième titre de spécialiste de la liste des médecins de premier recours établie par les assureurs sur la base de l'article 41 alinéa 4 LAMal.

*Cosignataires:* Bugnon, Chevalley, Favre Laurent, Fridez, Grin, Gschwind, Leuenberger-Genève, Moret, Neiryck, Poggia, Schwaab, Thorens Goumaz (12)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**289/14.403 n Feller. Droit du bail. Ne plus faire dépendre le rendement admissible du taux hypothécaire de référence** (11.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code des obligations (en particulier les art. 269 et 269a let. c) sera modifié de telle sorte que le rendement excessif ne puisse plus être déterminé en fonction du taux hypothécaire de référence.

*Cosignataires:* Bulliard, Chevalley, Egloff, Favre Laurent, Germanier, Gössi, Hiltzold, Hutter Markus, Merlini, Müller Thomas, Parmelin, Pfister Gerhard (12)

CN *Commission des affaires juridiques*

**x 290/13.410 n Feri Yvonne. Revoir le rythme des sessions parlementaires pour mieux concilier politique et vie professionnelle et familiale** (12.03.2013)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 2 de la loi sur le Parlement est modifié de façon à prévoir des sessions parlementaires plus courtes mais organisées de façon plus régulière. Des journées de session supplémentaires pourront avoir lieu en juin (examen du compte d'Etat) et en décembre (examen du budget).

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Allemann, Amarelle, Aubert, Bernasconi, Carobbio Guscetti, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Friedl, Gross Andreas, Gysi, Hadorn, Heim, Jans, Kiener Nellen, Masshardt, Nordmann, Pardini, Reynard, Rossini, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Schwaab, Semadeni, Sommaruga Carlo, Tornare, Tschümperlin (27)

CN *Commission des institutions politiques*

**06.05.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**x 291/13.432 n Feri Yvonne. Renforcer la prévention de la violence fondée sur le sexe** (13.06.2013)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On élaborera les bases légales nécessaires à la création d'un service spécialisé dans la lutte contre les stéréotypes fondés sur le sexe. Ce service spécialisé devra remplir les tâches suivantes:

- être l'initiateur de recherches et d'études visant à identifier les mécanismes et les rapports qui font que l'on passe de la création de stéréotypes fondés sur le sexe aux discriminations et à la violence dans l'économie, la politique, la société et la culture;
- agir de manière proactive en émettant des recommandations et des avis publics destinés aux professionnels des médias et aux publicitaires, sans devoir attendre que des tiers lancent une procédure de recours;
- mener un travail de sensibilisation et de prévention dans l'opinion publique; ce travail doit inclure non seulement des initiatives à caractère didactique dans les milieux scolaires et dans les milieux de la formation, mais aussi des formations continues destinées aux publicitaires et aux professionnels des médias et portant sur l'égalité des sexes, sur sa présentation et sur les codes spécifiques à chaque sexe;
- gérer un fonds dont les ressources pourront être utilisées, à la demande de tiers, pour financer des campagnes et des projets de la société civile consacrés à la sensibilisation aux rôles stéréotypés dévolus aux deux sexes.

*Cosignataires:* Amarelle, Aubert, Bernasconi, Chopard-Acklin, Fehr Hans-Jürg, Friedl, Gysi, Hadorn, Heim, Jans, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Maire Jacques-André, Marra, Nussbaumer, Piller Carrard, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Semadeni, Sommaruga Carlo, Tschümperlin, Voruz, Wermuth (23)

CN *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**02.06.2014** Retrait.

**292/13.422 n Fiala. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation** (22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution et la loi seront modifiées de manière à garantir l'égalité entre le partenariat enregistré et le mariage devant la procédure de naturalisation.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**30.08.2013 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.01.2014 CIP-CE.** Adhésion.

**293/14.431 n Fischer Roland. Imposition équitable des avoirs de libre passage de personnes qui quittent la Suisse pour un pays hors UE/AELE** (20.06.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

- La loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) sera modifiée comme suit:

Art. 4

...

Al. 3

Si le preneur de prévoyance a été domicilié en Suisse, il est assujéti à l'impôt à son dernier domicile en Suisse pour les prestations visées à l'alinéa 2 lettres d et e.

2. La loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (LIFD) sera modifiée comme suit:

Art. 107

...

Al. 2

Si le preneur de prévoyance a été domicilié en Suisse, il est assujéti à l'impôt à son dernier domicile en Suisse pour les prestations visées à l'article 5 alinéa 1 lettres d et e.

...

Les alinéas 2 et 3 en vigueur deviendront les alinéas 3 et 4.

*Cosignataires:* Badran Jacqueline, Bäumle, Bertschy, Böhni, Gasche, Gasser, Gilli, Grossen Jürg, Kessler, Kiener Nellen, Maier Thomas, Moser, Schilliger, Vogler, Weibel (15)

#### **294/12.504 n Freysinger. Réserves pour l'hébergement et les situations d'urgence** (14.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 61 alinéa 2 de la Constitution est complété comme suit:

Art. 61 Protection civile

...

Al. 2

La Confédération légifère sur l'intervention de la protection civile en cas de catastrophe et dans les situations d'urgence. Les constructions qui, sur demande du propriétaire, sont mises par les cantons à la disposition de la protection civile à titre de réserve en cas d'urgence ou d'hébergement en cas d'événements nationaux de grande envergure soutenus par les Chambres fédérales ne tombent pas sous le coup de la limitation fixée à l'article 75b alinéa 1 Cst.

...

*Cosignataires:* Amaudruz, Amherd, Buttet, Darbellay, Frehner, Grin, Joder, Knecht, Müri, Nidegger, Parmelin, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rime, von Siebenthal (15)

*CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**07.05.2013 CEATE-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

#### **295/13.479 n Gasche. Impôt anticipé. Clarification de la procédure de déclaration** (13.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'impôt anticipé (RS 642.21) sera complétée comme suit:

Art. 20

...

Al. 2

Le délai que l'ordonnance fixe pour la remise à l'Administration fédérale des contributions d'une demande de recours à la procédure de déclaration constitue un délai d'ordre.

La loi fédérale concernant l'exécution des conventions internationales conclues par la Confédération en vue d'éviter les doubles impositions (RS 672.2) sera complétée comme suit:

Art. 2

Al. 1

...

Let. abis

Le délai que l'ordonnance fixe pour la remise à l'Administration fédérale des contributions d'une déclaration de versement de dividendes en application de la procédure de déclaration constitue un délai d'ordre.

...

Les bases légales seront en outre modifiées de telle sorte que le non-respect d'un délai d'ordre pourra être puni d'une amende d'ordre.

Comme rien n'indique qu'un quelconque intéressé puisse pâtir de la présente clarification, aucun délai transitoire n'est nécessaire. Par la suite, les dispositions nouvelles à introduire dans la loi s'appliqueront dans la mesure du possible à tous les cas encore pendants. Une nouvelle base légale sera créée simultanément pour que les intérêts moratoires déjà exigés par voie de décision exécutoire puissent être remboursés.

*Cosignataires:* Aeschi Thomas, Baader Caspar, Fässler Daniel, Feller, Fischer Roland, Gössi, Grossen Jürg, Hassler, Heer, Hutter Markus, Landolt, Maier Thomas, Moret, Müller Leo, Müller Philipp, Müller Thomas, Pelli, Pfister Gerhard, Rime, Rutz Gregor, Wasserfallen (21)

*CN/CE Commission de l'économie et des redevances*

**19.05.2014 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**30.06.2014 CER-CE.** Adhésion.

#### **296/13.408 n Geissbühler. Limiter les conditions déterminant l'effacement des profils d'ADN** (11.03.2013)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les profils d'ADN du 20 juin 2003 sera modifiée comme suit:

Art. 16

Al. 1

...

Let. b

Abrogée

...

Let. e-k

Abrogées

...

*Cosignataires:* Aeschi Thomas, Amaudruz, Amstutz, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brand, Brunner, de Courten, Egloff, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Frehner, Freysinger, Giezendanner, Hausammann, Herzog, Joder, Kaufmann, Killer Hans, Knecht, Mörgeli, Müri, Nidegger, Perrin, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rickli Natalie, Rime, Rösti, Rutz Gregor, Schwander, von Siebenthal, Walter, Wandfluh, Wobmann (36)

*CN Commission des affaires juridiques*

**06.05.2014 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**297/12.483 n Giezendanner. Créer un FAIR (financement et aménagement de l'infrastructure routière) (28.09.2012)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

1. Par analogie avec le fonds lié au financement et à l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF), l'infrastructure routière doit être financée de manière transparente. Le fonds lié au financement et à l'aménagement de l'infrastructure routière (FAIR) devra donc être créé pour financer la route.

2. Le FAIR sera créé dans la foulée du FAIF.

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amaudruz, Amtutz, Baader Caspar, Binder, Blocher, Borer, Bortoluzzi, Brand, Brunner, Büchel Roland, Büchler Jakob, Bugnon, Darbellay, de Courten, Egloff, Eichenberger, Estermann, Fehr Hans, Fiala, Flückiger Sylvia, Frehner, Freysinger, Geissbühler, Glanzmann, Gössi, Grin, Grunder, Haller, Heer, Hess Lorenz, Humbel, Hurter Thomas, Hutter Markus, Joder, Kaufmann, Keller Peter, Killer Hans, Knecht, Landolt, Leutenegger Filippo, Lustenberger, Mörgeli, Müller Thomas, Müller Walter, Müri, Pantani, Parmelin, Perrin, Pfister Gerhard, Pieren, Quadri, Regazzi, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rime, Rösti, Rusconi, Schilliger, Schneeberger, Schwander, Stahl, Stamm, Veillon, Vitali, von Siebenthal, Wandfluh, Wasserfallen, Wobmann, Ziörjen (71)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**25.03.2013 CTT-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**298/13.481 n Glättli. Nouvelles constructions. Remplacer l'obligation de construire des abris de protection civile par l'obligation d'installer des capteurs solaires sur les toits (13.12.2013)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les Chambres fédérales lèveront dès que possible l'obligation, pour les particuliers, de construire des abris de protection civile ou de payer des contributions de remplacement. A la place, elles instaureront, pour les nouvelles constructions, une obligation d'installer des capteurs solaires (photovoltaïques ou thermiques) pour un montant comparable.

*Cosignataires:* Graf-Litscher, Mahrer, Müller Geri, Rytz Regula, Thorens Goumaz, Trede (6)

CN *Commission de la politique de sécurité*

**x 299/13.428 n Gross Andreas. La démocratie suisse a elle aussi besoin d'investissements publics (17.04.2013)**

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient de créer les bases légales habilitant la Confédération à débloquer chaque année 25 millions de francs pour intensifier les débats publics, permettre aux citoyens de mieux se former une opinion, empêcher la corruption en politique, rendre les flux financiers transparents lors des élections et des votations, et insuffler davantage de respect dans la démocratie suisse.

Grâce à ce "fonds pour la démocratie", le montant des versements privés entre 100 et 1000 francs en faveur de partis enregistrés impliqués dans les élections du Conseil national et du Conseil des Etats et dans la formation de l'opinion publique

avant les votations populaires fédérales, ainsi qu'en faveur de comités de référendum et d'initiative lorsque celui-ci ou celle-ci a abouti, sera une fois par année doublé, au plus tard deux mois après la votation populaire en question, à condition que les organisations concernées rendent leurs versements publics, en indiquant dans les meilleurs délais le nom du donateur pour tous les montants supérieurs à 10 000 francs.

*Cosignataires:* de Buman, Glättli, Jans, Leuenberger-Genève, Meier-Schatz, Nussbaumer, Schneider Schüttel, Steiert, Tschümperlin, Vischer Daniel (10)

CN *Commission des institutions politiques*

**08.05.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**300/05.464 n Guisan. Dépistage du cancer (16.12.2005)**

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les conditions-cadres de la LAMal et autres dispositions légales concernant la prévention doivent être complétées de manière à encourager le dépistage systématique précoce du cancer par des programmes adéquats et à en garantir l'accès à tous les groupes à risque selon des critères à déterminer sur l'ensemble du territoire de la Confédération. En particulier, il y a lieu d'organiser des programmes de dépistage du cancer du sein de qualité dans tous les cantons.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**24.11.2006 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.06.2008 CSSS-CE.** Adhésion.

**01.10.2010 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

**28.09.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2014.

**301/08.495 n Gysin. Primes destinées à encourager l'épargne-logement et les mesures d'économie d'énergie et de protection de l'environnement portant sur un logement en propriété pour son propre usage en Suisse. Exonération fiscale (03.10.2008)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) seront modifiées en fonction des impératifs suivants:

1. Les primes d'encouragement de l'épargne-logement qui peuvent être sollicitées par les contribuables, en vertu de la législation cantonale (il s'agit en règle générale des actes régissant l'encouragement de l'accession à la propriété), à l'issue d'une période d'épargne-logement réussie dans la perspective de l'acquisition d'un logement pour leur propre usage, doivent être exonérées de l'impôt sur le revenu.

2. Les primes d'encouragement qui peuvent être sollicitées par les contribuables, en vertu de la législation cantonale (il s'agit en règle générale des actes régissant la protection de l'environnement), dans la perspective du financement de mesures d'économie d'énergie ou de protection de l'environnement portant sur le logement qu'ils utilisent pour leur propre usage, doivent être exonérées de l'impôt sur le revenu.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**30.08.2011 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**14.10.2013 CER-CE.** Ne pas donner suite

**302/14.418 n Hardegger. Assimiler d'un point de vue assurantiel l'infection nosocomiale à un accident** (08.05.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur l'assurance-accidents (LAA) est modifiée de façon à assimiler d'un point de vue assurantiel les infections nosocomiales à des accidents non professionnels, comme cela est déjà prévu à l'article 9 alinéa 1 pour les maladies professionnelles.

Cette modification pourrait prendre la forme d'un nouvel article 8 alinéa 1bis et pourrait être formulée de la manière suivante:

Art. 8

...

Al. 1bis

Lorsqu'une infection contractée dans un hôpital, dans un établissement médicosocial ou dans une institution comparable entraîne des conséquences graves pour la santé ou la qualité de la vie d'une personne, elle est couverte par l'assurance au même titre qu'une maladie professionnelle. Le Conseil fédéral établit une liste des germes susceptibles de provoquer des infections qui sont couvertes par l'assurance.

...

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Allemann, Aubert, Birrer-Heimo, Chopard-Acklin, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Fridez, Friedl, Galladé, Gasser, Gilli, Glättli, Graf Maya, Gross Andreas, Gysi, Hadorn, Heim, Ingold, Jositsch, Kiener Nellen, Lohr, Marra, Munz, Nordmann, Nussbaumer, Piller Carrard, Reynard, Schelbert, Schwaab, Tornare, Trede, van Singer, Vischer Daniel, Vogler, Voruz, Weibel (37)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**303/13.447 n Heer. Donner au Parlement la compétence de nommer le juge suisse à Strasbourg** (19.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale crée la base légale nécessaire pour procéder elle-même, à l'intention du Conseil de l'Europe, à la nomination du juge suisse pour la Cour européenne des droits de l'homme.

*Cosignataires:* Amstutz, Baader Caspar, Brand, Bugnon, Fiala, Joder, Keller Peter, Lehmann, Leutenegger Filippo, Munz, Parmelin, Pfister Gerhard, Reimann Maximilian, Rickli Natalie, Rusconi, Rutz Gregor, Schneider-Schneiter (17)

CN *Commission des affaires juridiques*

**304/13.470 n Heer. Relèvement des peines sanctionnant les infractions violentes** (05.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les peines maximales prévues en particulier par les dispositions suivantes du Code pénal doivent être relevées: article 40,

40 ans (au lieu de 20); article 86 alinéa 5, libération conditionnelle au plus tôt après 35 ans dans les cas prévus à l'alinéa 1 et au plus tôt après 30 ans dans les cas prévus à l'alinéa 4; article 113, privation de liberté de 1 à 20 ans; articles 114 et 115, privation de liberté de 5 ans au plus; article 129, privation de liberté de 10 ans au plus; articles 133 et 134, privation de liberté de 10 ans au plus; article 303 chiffre 1, privation de liberté de 20 ans au plus.

CN *Commission des affaires juridiques*

**305/05.465 n Heim. Dépistage du cancer** (16.12.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le cadre légal doit être optimisé de sorte à promouvoir les mesures de dépistage précoce du cancer et à garantir à tous l'accès à ces mesures en inscrivant celles-ci dans l'assurance-maladie de base. Il convient en particulier d'encourager un dépistage systématique de qualité, au moyen de la mammographie, appliqué à toutes les femmes et dans tous les cantons.

*Cosignataires:* Cavalli, Donzé, Egerszegi-Obirst, Gross Andreas, Huguenin, John-Calame, Jutzet, Kohler Pierre, Marty Kälin, Pedrina, Wehri, Widmer Hans (12)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**24.11.2006 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.06.2008 CSSS-CE.** Adhésion.

**01.10.2010 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

**28.09.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2014.

**306/06.404 n Heim. Délais de prescription en matière de responsabilité civile** (15.03.2006)

Me fondant sur l'article 160 de la Constitution et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code des obligations sera modifié de sorte que les délais de prescription applicables aux actes illicites en général ou à certains faits soient prolongés pour qu'une action en dommages-intérêts puisse être introduite même si un dommage se produit à long terme.

*Cosignataires:* Bader Elvira, Banga, Bernasconi, Donzé, Dordmond Béguelin, Fässler Hildegard, Fehr Hans-Jürg, Graf-Litscher, Gross Andreas, Gyr-Steiner, Gysin Remo, Haering, Hofmann Urs, Hubmann, John-Calame, Jutzet, Leuenberger-Genève, Marti Werner, Maury Pasquier, Menétrey-Savary, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Recordon, Rey Jean-Noël, Rossini, Savary, Schenker Silvia, Stöckli, Stump, Vischer Daniel, Vollmer, Waber, Wäfler Markus, Widmer Hans (34)

CN *Commission des affaires juridiques*

Voir objet 07.3763 Mo. CAJ-CN (06.404)

**307/07.486 n Heim. Organisation nationale pour l'assurance-qualité et la sécurité des patients** (05.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il faut fixer dans la législation les conditions nécessaires à la création d'une organisation nationale pour l'assurance-qualité et la sécurité des patients, qui mettra au point des instruments et des stratégies validés scientifiquement propres à garantir l'élaboration d'une politique nationale de la qualité dans le domaine de la santé, qui assurera la coordination et l'évaluation des stratégies et qui élaborera les bases d'un système transparent en termes de qualité des résultats et de sécurité des patients.

*Cosignataires:* Aubert, Berberat, Bernasconi, Carobbio Guscelli, Daguet, Donzé, Dormond Béguelin, Favre Charles, Fehr Jacqueline, Frösch, Galladé, Garbani Valérie, Graf-Litscher, Günter, Gysin Remo, Hany, Hofmann Urs, Hubmann, Jermann, John-Calame, Kohler Pierre, Lang, Marty Kälin, Maury Pasquier, Meyer Thérèse, Müller-Hemmi, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner Paul, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Rey Jean-Noël, Robbiani, Rossini, Schelbert, Schenker Silvia, Steiert, Stöckli, Stump, Teuscher, Thanei, Tschümperlin, Vischer Daniel, Vollmer, Wehrli, Widmer Hans (46)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

### **308/07.501 n Heim. Registre national du cancer** (21.12.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On créera les bases légales nécessaires afin que les données de tous les cantons relatives au cancer soient regroupées dans un registre national du cancer, qui sera publié. La Confédération chargera les cantons qui ne disposent pas encore d'un tel registre d'en créer un. La législation veillera à instaurer une méthodologie uniforme, qui réponde aux normes scientifiques les plus modernes.

*Cosignataires:* Allemann, Aubert, Bernasconi, Brélaz, Bruderer Wyss, Carobbio Guscelli, Daguet, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Galladé, Goll, Gross Andreas, Hodggers, Hofmann Urs, Jositsch, Kiener Nellen, Levrat, Meyer Thérèse, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner-Basel, Rielle, Rossini, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Steiert, Stöckli, Stump, Tschümperlin, Voruz, Widmer Hans, Wyss Brigit, Wyss Ursula (33)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**17.10.2008 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.02.2010 CSSS-CE.** Adhésion.

**16.03.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2014.

**20.06.2014 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2016.

### **309/13.453 n Herzog. Plus d'internements, moins de thérapies** (26.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal est modifié comme suit:

Art. 59

Al. 1

Lorsque l'auteur souffre d'un grave trouble mental, le juge peut ordonner un traitement institutionnel aux conditions suivantes:

...

Let. b

il est hautement probable que cette mesure le détournera de nouvelles infractions en relation avec ce trouble.

...

Art. 64

Al. 1

...

Let. b

... et que la mesure prévue à l'article 59 ne peut être ordonnée.

...

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amaudruz, Amtutz, Baader Caspar, Binder, Blocher, Borer, Bortoluzzi, Brand, Brunner, Bugnon, Clottu, de Courten, Estermann, Fehr Hans, Feller, Fiala, Flückiger Sylvia, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Gmür, Gössi, Grin, Guhl, Hausammann, Heer, Joder, Kaufmann, Keller Peter, Knecht, Müller Thomas, Muri, Parmelin, Pezzatti, Pieren, Reimann Lukas, Rickli Natalie, Rime, Rusconi, Rutz Gregor, Schilliger, Schneeberger, Schwander, Stahl, Stamm, von Siebenthal, Walter, Wandfluh, Wasserfallen (51)

CN *Commission des affaires juridiques*

### **310/13.464 n Hiltbold. Introduire l'initiative populaire législative. Comblent une lacune dans les droits populaires** (27.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 139

...

Al. 3

Lorsqu'une initiative populaire ne respecte pas les principes d'unité de forme, de rang ou de matière, ou les règles impératives du droit international, l'Assemblée fédérale la déclare totalement ou partiellement nulle.

...

Art. 139a Initiative populaire tendant à la révision d'une loi fédérale

Al. 1

80 000 citoyens et citoyennes ayant le droit de vote peuvent, dans un délai de 12 mois à compter de la publication officielle de leur initiative, demander la révision d'une loi fédérale.

Al. 2

Les initiatives populaires tendant à la révision d'une loi fédérale peuvent revêtir la forme d'une proposition conçue en termes généraux ou celle d'un projet rédigé.

Al. 3

Lorsqu'une initiative populaire ne respecte pas les principes d'unité de forme, de rang ou de matière, ou le droit supérieur, l'Assemblée fédérale la déclare totalement ou partiellement nulle.

Al. 4

Si l'Assemblée fédérale approuve une initiative populaire conçue en termes généraux, elle élabore la révision dans le sens de l'initiative. Si elle rejette l'initiative, elle la soumet au vote du peuple, qui décide s'il faut lui donner suite. En cas d'acceptation par le peuple, l'Assemblée fédérale élabore le projet demandé par l'initiative.

Al. 5

Si l'Assemblée fédérale refuse une initiative populaire revêtant la forme d'un projet rédigé, elle la soumet au vote du peuple. Elle peut lui opposer un contre-projet.

Art. 140

...

Al. 2

Sont soumis au vote du peuple:

...

Let. b

les initiatives populaires conçues en termes généraux et qui ont été rejetées par l'Assemblée fédérale;

Let. bbis

les initiatives populaires tendant à la révision d'une loi fédérale revêtant la forme d'un projet rédigé et qui ont été rejetées par l'Assemblée fédérale;

...

CN *Commission des institutions politiques*

**311/09.528 n Humbel. Financement moniste des prestations de soins** (11.12.2009)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Un système de financement moniste sera introduit, par le biais d'une modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal). Afin que les cantons puissent garder le contrôle des moyens publics, le système en question respectera notamment les points suivants:

1. Les moyens publics seront consacrés à la formation et au perfectionnement du personnel médical, à la compensation des risques, aux prestations de santé publique et d'intérêt général, de même qu'à la réduction des primes d'assurance-maladie.
2. La part du financement public des prestations couvertes par l'assurance de base sera fixée et adaptée au renchérissement des prestations de santé.
3. Toutes les prestations hospitalières ou ambulatoires inscrites dans la LAMal seront financées par les assureurs-maladie.

*Cosignataires:* Borer, Bortoluzzi, Cassis, Egger, Favre Charles, Fiala, Gilli, Glanzmann, Gysin, Häberli-Koller, Kleiner, Loepfe, Müller Philipp, Parmelin, Scherer, Schmid-Federer, Stahl, Triponez, Wehli (19)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**18.02.2011 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.11.2011 CSSS-CE.** Adhésion.

**13.12.2013 Conseil national.** Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2015.

**312/10.407 n Humbel. Exonérer les enfants du paiement des primes d'assurance-maladie** (08.03.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée de façon à ce que les enfants soient exonérés du paiement des primes d'assurance-maladie.

*Cosignataires:* Aeschbacher Ruedi, Amacker, Bader Elvira, Barthassat, Bischof, Cathomas, Darbellay, Donzé, Egger, Glanz-

mann, Häberli-Koller, Hany, Hochreutener, Lustenberger, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Moser, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Robbiani, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Segmüller, Simoneschi-Cortesi, Wehli, Weibel, Zemp (27)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**18.02.2011 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**06.09.2011 CSSS-CE.** Adhésion.

**27.09.2013 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2015.

**313/12.474 n Humbel. Financement hospitalier. Passer du remboursement des frais au financement des prestations** (27.09.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 49 alinéa 1 LAMal est complété par la phrase suivante:

... Les partenaires à une convention conviennent que les hôpitaux qui fournissent leurs prestations de manière efficiente et dans la qualité nécessaire peuvent utiliser librement l'éventuelle différence entre les tarifs et les frais effectifs.

*Cosignataires:* Bortoluzzi, Candinas, Cassis, de Courten, Gmür, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Moret, Parmelin, Pezzatti, Schmid-Federer, Schneeberger, Weibel (14)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**06.11.2013 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**03.04.2014 CSSS-CE.** Ne pas donner suite

**27.06.2014** Retrait.

**314/12.502 n Hutter Markus. Droit du contrat d'entreprise. Pour des délais de réclamation équitables** (14.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations) sera modifiée comme suit:

Art. 370 Acceptation de l'ouvrage

...

Al. 3

Si les défauts ne se manifestent que plus tard, le maître est tenu de les signaler à l'entrepreneur dans les 60 jours qui suivent le moment où il en a connaissance; sinon, l'ouvrage est tenu pour accepté avec ces défauts.

*Cosignataires:* Baader Caspar, Bäumle, Binder, Blocher, Brand, Candinas, Caroni, Egloff, Fässler Hildegard, Fehr Hans, Feller, Fischer Roland, Flach, Fluri, Gasser, Germanier, Gmür, Gössi, Knecht, Landolt, Leutenegger Filippo, Müller Philipp, Müller Thomas, Noser, Pelli, Pezzatti, Pfister Gerhard, Regazzi, Ribaux, Riklin Kathy, Rutz Gregor, Schilliger, Schneeberger, Stahl, Vitali, Walter, Wandfluh, Wasserfallen, Weibel, Ziörjen (40)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**25.10.2013 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**03.07.2014 CAJ-CE.** Adhésion.

x **315/13.480 n Hutter Markus. Intégration des tronçons de Morges et du Glattal dans l'arrêté sur le réseau**

(13.12.2013)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Sur la base de l'article 1 de l'arrêté fédéral du 21 juin 1960 sur le réseau des routes nationales (arrêté sur le réseau), il convient d'intégrer au réseau les voies de communication suivantes:

1. Aubonne/Morges (Ouest) - Villars-Ste-Croix (contournement de Morges);

2. Seebach/Zurich-Nord - Brüttsellen/Effretikon (autoroute du Glattal).

*Cosignataires:* Amarelle, Amaudruz, Aubert, Barazzone, Binder, Blocher, Bourgeois, Buttet, Caroni, de Buman, Derder, Egloff, Feller, Fiala, Français, Gössi, Grin, Heer, Hiltbold, Leutenegger Filippo, Lüscher, Moret, Müller Philipp, Neiryneck, Noser, Parmelin, Pezzatti, Piller Carrard, Rickli Natalie, Rutz Gregor, Schwaab, Stahl, Voruz (33)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

**31.03.2014** Retrait.

**316/14.416 n Ingold. Toujours plus de nouvelles rentes AI pour les jeunes adultes?** (21.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le nombre sans cesse croissant de nouvelles rentes AI octroyées à des jeunes adultes souffrant de troubles psychiques doit être réduit au moyen d'une plate-forme interdépartementale dont la tâche consistera à coordonner les mesures préventives d'insertion professionnelle (formation et formation professionnelle, services de santé et de placement, enseignants et employeurs, AI) et à veiller à leur mise en oeuvre rapide.

*Cosignataires:* Bulliard, Hess Lorenz, Humbel, Schmid-Federer, Streiff, Weibel (6)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**317/11.418 n Joder. LAMal. Accorder plus d'autonomie au personnel soignant** (16.03.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La LAMal sera modifiée de sorte qu'une distinction soit établie entre les prestations de soins de santé et de soins infirmiers qui sont fournies sur ordre d'un médecin et celles qui relèvent de la responsabilité du personnel soignant; on définira plus précisément quelles prestations doivent être fournies sur ordre d'un médecin et lesquelles peuvent être fournies de manière autonome par le personnel soignant.

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Bader Elvira, Bänziger, Baumann J. Alexander, Bernasconi, Bigger, Borer, Brönnimann, Büchel Roland, Bugnon, Daguët, Eichenberger, Fehr Hans, Flück Peter, Flückiger Sylvia, Föhn, Fehner, Freysinger, Frösch, Füglistaller, Gadiant, Geissbühler, Giezendanner, Glauser, Glur, Gobbi, Graber Jean-Pierre, Grin, Gross Andreas, Heer, Heim, Hochreutener, Hurter Thomas, Killer Hans, Kunz, Leuenberger-Genève, Miesch, Müller Geri, Müller Thomas, Müri, Nidegger, Perrin, Pfister Theophil, Reimann Lukas, Reymond, Rickli Nata-

lie, Schelbert, Schenker Silvia, Scherer, Schibli, Schlüer, Schmidt Roberto, Segmüller, Stahl, Stamm, Steiert, Stöckli, Streiff, Vischer Daniel, von Graffenried, von Rotz, von Siebenthal, Wasserfallen, Wobmann, Wyss Brigit (65)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**03.02.2012 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**16.04.2012 CSSS-CE.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2016.

**318/11.449 n Joder. Publication des mesures de protection des adultes** (16.06.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

1. L'autorité de protection des adultes est tenue d'informer l'office des poursuites du domicile de la personne concernée de toute mesure relevant du droit de la protection des adultes qu'elle prend ou qu'elle lève.

2. L'office des poursuites inscrit cette information dans le registre des poursuites et la transmet aux tiers qui demandent un extrait du registre.

*Cosignataires:* Föhn, Fuchs, Füglistaller, Graber Jean-Pierre, Heer, Hochreutener, Hutter Markus, Lustenberger, Miesch, Reimann Lukas, Rutschmann, Schenk Simon, Schwander, Triponez, Wobmann (15)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**31.08.2012 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.10.2012 CAJ-CE.** Adhésion.

**319/12.470 n Joder. Meilleur soutien pour les enfants gravement malades ou lourdement handicapés qui sont soignés à la maison** (27.09.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales seront adaptées de manière à ce que les familles (parents et personnes investies de l'autorité parentale) qui soignent à la maison des enfants gravement malades ou lourdement handicapés soient mieux et plus efficacement soutenues et déchargées.

*Cosignataires:* Birrer-Heimo, Fehner, Freysinger, Geissbühler, Giezendanner, Gilli, Hausammann, Heim, Rytz Regula, Wasserfallen (10)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**15.08.2013 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.01.2014 CSSS-CE.** Adhésion.

**320/14.414 n Joder. La Poste doit se concentrer sur son objectif entrepreneurial au lieu de vendre toujours plus de bric-à-brac** (21.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On modifiera le droit en vigueur de telle sorte que la Poste soit non seulement obligée de se concentrer sur son objectif entrepreneurial et de s'y limiter, mais aussi qu'elle renonce à com-

mercialiser des biens et des services qui n'ont rien à voir avec son activité. La Poste devra pouvoir continuer de vendre des biens et des services ayant un lien étroit avec son mandat clé.

*Cosignataires:* Aeschi Thomas, Amaudruz, Clottu, Fehr Hans, Feller, Flückiger Sylvia, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Gössi, Grin, Heer, Hurter Thomas, Keller Peter, Killer Hans, Knecht, Rime, Schwander, Stamm, von Siebenthal (20)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

**321/14.435 n Joder. Garantir la sécurité alimentaire**  
(20.06.2014)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit en vigueur sera modifié de manière à ce que le Conseil fédéral et l'administration fédérale soient tenus de veiller à ce que, lors de la négociation d'accords internationaux et en cas de modification de tels accords, la production agricole indigène soit protégée dans l'intérêt de la sécurité alimentaire, et qu'à cet effet l'importation de denrées alimentaires soit limitée.

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Amstutz, Bourgeois, Brunner, Giezendanner, Heer, Knecht, Ritter, Rösti, Schibli, von Siebenthal (11)

**322/12.494 n Jositsch. Renforcer l'administration directe des preuves au cours de la procédure pénale** (12.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 343 du Code de procédure pénale (CPP) sera modifié de telle sorte que les preuves les plus importantes seront administrées dans le cadre des débats, avec pour effet que l'administration directe des preuves sera étendue à tous les cas dans lesquels la culpabilité est litigieuse et la peine encourue, sévère.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Amarelle, Fehr Hans-Jürg, Hadorn, Schneider Schüttel, Sommaruga Carlo (6)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**24.10.2013 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.05.2014 CAJ-CE.** Ne pas donner suite

**323/12.495 n Jositsch. Détention provisoire en cas de risque de récidive qualifié** (12.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 221 du Code de procédure pénale (CPP) est modifié de manière à ce que la détention provisoire puisse également être ordonnée en cas de risque de récidive qualifié, c'est-à-dire lorsqu'il y a sérieusement lieu de craindre que le prévenu commette une grave infraction et que la procédure en cours porte sur un crime ou un délit du même genre.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Fehr Hans-Jürg, Schneider Schüttel, Sommaruga Carlo (4)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**24.10.2013 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.02.2014 CAJ-CE.** Adhésion.

**324/12.497 n Jositsch. Décisions de mise en détention. Personnes habilitées à recourir** (12.12.2012)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code de procédure pénale est modifié comme suit:

Art. 222

Le détenu et le ministère public peuvent attaquer devant l'autorité de recours les décisions ordonnant une mise en détention provisoire ou une mise en détention pour des motifs de sûreté ou encore la prolongation ou le terme de cette détention. L'article 233 est réservé.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Fehr Hans-Jürg, Hadorn, Schneider Schüttel, Sommaruga Carlo (5)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**24.10.2013 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.05.2014 CAJ-CE.** Adhésion.

**325/08.443 n Kaufmann. Amendes contre les cartels. Menace pour la viabilité des entreprises** (13.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les cartels (LCart) sera modifiée comme suit:

Art. 49a

...

Al. 3

...

Let. b

jusqu'à ce que l'entreprise prouve qu'elle a mis en place et appliqué durablement un programme de respect des prescriptions de la loi sur les cartels adapté à son activité et au secteur dans lequel elle opère;

...

Art. 55a

Quiconque, en violation des devoirs de fidélité qui le lient à l'entreprise en vertu de dispositions légales ou contractuelles, participe intentionnellement et de manière active à un accord en matière de concurrence qui relève de l'article 5 alinéa 3 et réunit des entreprises représentant ensemble une part de marché de plus de 30 pour cent sur le marché concerné, est puni d'une peine privative de liberté pouvant aller jusqu'à trois ans ou d'une peine pécuniaire.

Art. 57

...

Al. 3

Si le jugement par le tribunal avait été demandé ou si la Commission de la concurrence estime que les conditions requises pour infliger une peine privative de liberté sont remplies, le jugement relève de la juridiction fédérale. En pareil cas, la Commission de la concurrence dépose le dossier auprès du Ministère public de la Confédération, qui le transmet au Tribunal pénal fédéral. Le renvoi pour jugement tient lieu d'accusation. Les articles 73 à 83 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif sont applicables par analogie.

*Cosignataires:* Baader Caspar, Baumann J. Alexander, Bigger, Binder, Dunant, Estermann, Flückiger Sylvia, Freysinger, Füglistaller, Giezendanner, Glauser, Maurer Ueli, Miesch, Mör-

geli, Mürli, Pfister Theophil, Reymond, Rickli Natalie, Rutschmann, Scherer, Schibli, Schneider, Schwander, Walter, Wandfluh (25)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**06.10.2009 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**30.03.2010 CER-CE.** Ne pas donner suite

**326/13.411 n Kessler. Remboursement des médicaments onéreux. Empêcher une sélection des risques** (14.03.2013)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie est modifiée comme suit:

Art. 42 Principe

Al. 1

Sauf convention contraire entre les assureurs et les fournisseurs de prestations, l'assuré est le débiteur de la rémunération envers le fournisseur de prestations. L'assuré a, dans ce cas, le droit d'être remboursé par son assureur (système du tiers garant). En dérogation à l'article 22 alinéa 1 LPGA, ce droit peut être cédé au fournisseur de prestations.

Al. 2

Assureurs et fournisseurs de prestations peuvent convenir que l'assureur est le débiteur de la rémunération (système du tiers payant). En dérogation à l'alinéa 1, l'assureur est le débiteur de sa part de rémunération en cas de traitement hospitalier et pour les médicaments.

...

*Cosignataires:* Bäumle, Bertschy, Böhni, Bortoluzzi, Cassis, Chevalley, Fehr Jacqueline, Fischer Roland, Flach, Gasser, Gilli, Grossen Jürg, Heim, Hess Lorenz, Lohr, Maier Thomas, Moret, Moser, Schenker Silvia, Weibel (20)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**22.01.2014 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**04.04.2014 CSSS-CE.** Adhésion.

**327/14.407 n Kessler. Plus de places de formation dans la médecine humaine. Halte à la pénurie de médecins qui se dessine** (20.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Ch. I La Constitution fédérale est modifiée comme suit:

Art. 63b Formation de médecins

Al. 1

La formation de médecins doit couvrir dans une large mesure les besoins à long terme dans tout le pays.

Al. 2

La formation de médecins relève des cantons. Ces derniers déterminent les besoins à long terme dans tout le pays et évaluent la capacité effective du système de formation. Ils fixent en commun une planification nationale. Ils prennent les mesures appropriées afin que la formation de médecins permette de couvrir dans une large mesure les besoins à long terme dans tout le pays.

Al. 3

S'il apparaît que les cantons risquent de ne pas s'acquitter à temps de leurs devoirs, la Confédération détermine immédiatement les besoins et donne des instructions aux cantons afin qu'ils comblient sans tarder les lacunes constatées. Elle répercute sur les cantons les coûts non couverts qui pourraient résulter des mesures prises pour combler les lacunes.

Ch. II Les dispositions transitoires de la Constitution sont modifiées comme suit:

Art. 197

...

11. Disposition transitoire ad art. 63b (Formation de médecins)

Un an après l'acceptation de l'article 63b par le peuple et les cantons, le Conseil fédéral établit un rapport sur la mise en oeuvre de cet article et, si nécessaire, prend sans tarder les mesures prévues à l'article 63b alinéa 3.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Allemann, Amherd, Aubert, Bertschy, Birrer-Heimo, Böhni, Borer, Bortoluzzi, Brand, Brunner, Büchel Roland, Bulliard, Carobbio Guscetti, Estermann, Fehr Hans, Fehr Jacqueline, Fiala, Fischer Roland, Flach, Friedez, Galladé, Gasser, Geissbühler, Gilli, Graf-Litscher, Grin, Grossen Jürg, Gschwind, Hardegger, Hassler, Hausammann, Heim, Herzog, Joder, Joder, John-Calame, Keller Peter, Leuenberger-Genève, Lohr, Mahrer, Maier Thomas, Maire Jacques-André, Masshardt, Meier-Schatz, Moser, Müller Thomas, Mürli, Naef, Neiryneck, Pezzatti, Pieren, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Reynard, Riklin Kathy, Ritter, Schenker Silvia, Schneider-Schneiter, Schwaab, Semadeni, Steiert, Streiff, Thorens Goumaz, Trede, Tschümperlin, van Singer, Vischer Daniel, Vogler, Walter, Weibel (71)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**328/13.457 n Kiener Nellen. Garantir que le registre des impôts soit public dans tous les cantons** (27.09.2013)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes sera modifiée de sorte que le registre des impôts soit rendu public dans tous les cantons. Il n'informerait que sur les données fiscales requises par la loi: revenu imposable, fortune imposable et valeur officielle des immeubles s'agissant des personnes physiques, bénéfice et capital imposables s'agissant des personnes morales.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Aubert, Badran Jacqueline, Birrer-Heimo, Carobbio Guscetti, Friedl, Gysi, Hadorn, Heim, Ingold, Jans, John-Calame, Leutenegger Oberholzer, Marra, Masshardt, Munz, Nussbaumer, Pardini, Reynard, Schelbert, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Semadeni, Sommaruga Carlo, Streiff, Tschümperlin, Wermuth (27)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**329/13.482 n Kiener Nellen. Tribunaux fédéraux. Répartition équitable des hommes et des femmes aux postes de juge** (13.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Tribunal fédéral, la loi sur l'organisation des autorités pénales, la loi sur le Tribunal administratif fédéral et la loi sur le Tribunal fédéral des brevets sont modifiées de façon à prévoir

que les juges ordinaires et les juges suppléants des tribunaux fédéraux comptent au moins 40 pour cent d'hommes et 40 pour cent de femmes. Des dispositions transitoires pourront prévoir un relèvement progressif des effectifs actuels jusqu'à atteindre les valeurs planchers.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Carobbio Guscetti, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Graf Maya, Gysi, Hadorn, Heim, Jans, Marra, Masshardt, Munz, Reynard, Rossini, Rytz Regula, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Semadeni, Thorens Goumaz, Tschümperlin, Voruz (21)

CN *Commission des affaires juridiques*

**330/14.432 n Kiener Nellen. Limiter dans le temps les dénonciations spontanées non punissables. Inciter à l'honnêteté fiscale par une amnistie individuelle** (20.06.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Plus de quatre ans après l'institution de la dénonciation spontanée non punissable, leur nombre ne diminue pas. Au contraire, 2014 révèle une nouvelle tendance à la hausse. Or, pour inciter à l'honnêteté fiscale et dans l'intérêt d'une mise oeuvre cohérente de la stratégie de l'argent propre, il convient de fixer, dans la LIFD et la LHID, une limite dans le temps à ces dénonciations, par exemple jusqu'à la fin de 2020. A moyen terme, cette mesure dissuadera ceux qui seraient tentés de frauder à nouveau le fisc et préviendra du coup de nouvelles pertes pour la Confédération, les cantons et les communes. Cette limitation ne s'appliquera pas à la simplification du rappel d'impôt en cas de succession.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Allemann, Carobbio Guscetti, Fehr Jacqueline, Friedl, Hadorn, Heim, Munz, Nussbaumer, Schenker Silvia, Schwaab, Semadeni, Voruz (13)

**331/07.424 n Kleiner. Médicaments de la médecine complémentaire. Réglementer concrètement la procédure d'autorisation simplifiée dans la loi sur les produits thérapeutiques** (23.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les produits thérapeutiques sera modifiée comme suit afin de sauvegarder la diversité des traitements et des médicaments relevant de la médecine complémentaire:

- On soustraira au régime d'autorisation les petites quantités de médicaments (jusqu'à 100 emballages par an) si l'entreprise dispose d'une autorisation de fabrication et de distribution. La remise sera assurée par des médecins ou par des personnes habilitées, en vertu de l'article 25 de la loi sur les produits thérapeutiques, à remettre des médicaments délivrés sans ordonnance.

- Les médicaments traditionnels qui sont utilisés depuis au moins dix ans seront soumis à une procédure d'autorisation simplifiée. Ce régime s'appliquera également aux médicaments ayant fait l'objet d'une autorisation cantonale qui sont commercialisés depuis au moins dix ans. La procédure d'autorisation simplifiée ne pourra être appliquée que si la qualité pharmaceutique du produit est attestée. L'efficacité et la sécurité du médicament seront considérées comme établies s'il a été utilisé pendant plusieurs années.

- L'institut prévoira une obligation d'annoncer pour certains médicaments ou pour certaines catégories de médicaments.

- Les médicaments sans indication qui relèvent de la médecine complémentaire et sont commercialisés depuis au moins dix ans sans qu'aucun effet secondaire sérieux n'ait été observé seront soumis à l'obligation d'annoncer.

*Cosignataires:* Beck Serge, Bernasconi, Bortoluzzi, Bruderer Wyss, Bühler Gerold, Fehr Mario, Frösch, Graf Maya, Guisan, Gutzwiller, Hassler, Huber, Hubmann, Humbel, Imfeld Adriano, Ineichen, Leutenegger Filippo, Loepfe, Markwalder, Maurer Ueli, Müller Philipp, Müller Walter, Noser, Steiner Rudolf, Stump, Theiler, Triponez, Vischer Daniel, Wehrli, Zeller Andreas, Zuppiger (31)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**15.02.2008 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.06.2008 CSSS-CE.** Adhésion.

**01.10.2010 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

**28.09.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2014

**332/14.409 n Knecht. Mesures contre le bilan catastrophique des fourrages concentrés** (20.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (modification du 22 mars 2013) est modifiée de manière à ce que, pour promouvoir la production de céréales et de fourrages, une contribution à des cultures particulières doit obligatoirement être accordée.

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amaudruz, Baader Caspar, Binder, Borer, Bortoluzzi, Bourgeois, Brand, Brunner, Büchel Roland, Büchler Jakob, Bugnon, Clottu, Egloff, Estermann, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Frehner, Freysinger, Geissbühler, Giezendanner, Grin, Hausammann, Heer, Herzog, Joder, Kaufmann, Killer Hans, Mörgeli, Müller Leo, Müri, Pantani, Parmelin, Pieren, Quadri, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Ritter, Rösti, Rusconi, Rutz Gregor, Schläfli, Schwander, Stamm, von Siebenthal, Walter, Wobmann (48)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

**333/11.489 n (Lang) Müller Geri. Abrogation de l'article 293 CP** (30.09.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 293 CP (Publication de débats officiels secrets) sera abrogé.

*Cosignataires:* Baumann J. Alexander, Gadiant, Hiltbold, Jositsch, Schmid-Federer, Vischer Daniel (6)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**14.12.2011 Conseil national.** L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Müller Geri.

**31.08.2012 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.10.2012 CAJ-CE.** Adhésion.

**334/12.419 n Leutenegger Filippo. Whistleblowing. Admettre la licéité d'un acte délictueux commis au nom de la sauvegarde d'intérêts supérieurs** (15.03.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal est modifié de façon à reconnaître la licéité d'un acte délictueux s'il est commis pour sauvegarder des intérêts supérieurs et s'il reste circonscrit aux limites de la proportionnalité, en l'occurrence du signalement par un lanceur d'alerte de faits répréhensibles (ou "whistleblowing").

*Cosignataires:* Caroni, Flach, Hardegger, Jositsch, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Lüscher, Rickli Natalie, Schwaab, Sommaruga Carlo, Stamm, Vogler (12)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**24.05.2013 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**09.01.2014 CAJ-CE.** Adhésion.

**335/09.430 n Leutenegger Oberholzer. Loi sur l'aide aux victimes. Octroi à la victime de droits importants en matière d'information** (30.04.2009)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) sera complétée de manière à ce que la victime se voie non seulement accorder des droits dans la procédure pénale mais qu'elle soit aussi informée par les autorités au sujet de l'exécution de la peine par l'auteur de l'infraction et de décisions essentielles concernant la détention de ce dernier. Le chapitre 6 de la LAVI, "Protection et droits particuliers dans la procédure pénale", applicable aux victimes, sera complété de manière appropriée.

*Cosignataires:* Allemann, Bernasconi, Carobbio Guscelli, Fässler Hildegard, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Fehr Mario, Goll, Hämmerle, Jositsch, Kiener Nellen, Nussbaumer, Rechsteiner Paul, Sommaruga Carlo, Wyss Ursula (15)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**09.10.2009 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**22.11.2010 CAJ-CE.** Adhésion.

**28.09.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2014.

**07.11.2013** Rapport de la commission CN (FF 2014 863)

**15.01.2014** Avis du Conseil fédéral (FF 2014 885)

Loi fédérale sur le droit de la victime à être informée (Modification du code pénal, du droit pénal des mineurs, du code de procédure pénale et de la procédure pénale militaire)

**08.05.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet de la Commission

**x 336/10.517 n Leutenegger Oberholzer. Anciens conseillers fédéraux. Délai d'attente avant de pantoufler** (09.12.2010)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On créera les bases légales garantissant que les conseillers fédéraux qui quittent leurs fonctions ne puissent accepter, après leur départ, des mandats ou des fonctions rémunérés dans des entreprises dont les activités ont un rapport étroit avec les

tâches du département dirigé par le conseiller fédéral sortant ou qui reçoivent d'importantes commandes de la Confédération ou des entreprises qui lui sont proches. Le délai d'attente avant l'exercice d'un mandat sera limité à deux ans au minimum.

*Cosignataires:* Aubert, Bänziger, Bernasconi, Carobbio Guscelli, Daguët, Frösch, Gilli, Goll, Gross Andreas, Heim, Hodgers, Ingold, Lachenmeier, Lang, Leuenberger-Genève, Maire Jacques-André, Müller Geri, Nordmann, Rennwald, Rielle, Rossini, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo, Steiert, Streiff, Teuscher, Thanei, Weibel, Zisyadis (29)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**01.04.2011 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**28.06.2011 CIP-CE.** Adhésion.

**03.05.2013** Rapport de la commission CN (FF 2013 4653)

**03.07.2013** Avis du Conseil fédéral (FF 2013 5895)

Voir objet 10.511 Iv.pa. Binder

Loi fédérale sur le délai de carence applicable aux conseillers fédéraux sortants et aux cadres du plus haut niveau hiérarchique de la Confédération qui ont quitté leurs fonctions (Modification de la loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration et de la loi sur le personnel de la Confédération)

**18.09.2013 Conseil national.** Décision modifiant le projet de la commission.

**03.03.2014 Conseil des Etats.** Ne pas entrer en matière.

**02.06.2014 Conseil national.** Maintenir (= entrer en matière).

**12.06.2014 Conseil des Etats.** Maintenir (= ne pas entrer en matière).

**337/13.412 n Leutenegger Oberholzer. Loi sur les moyens alloués aux parlementaires. Même traitement fiscal pour tous les citoyens** (20.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les moyens alloués aux parlementaires (LMAP) et, si nécessaire, d'autres lois seront modifiées de manière à ce que la contribution aux dépenses de personnel et de matériel versée chaque année aux termes de l'article 3a LMAP, qui se monte actuellement à 33 000 francs, soit dorénavant imposable en tant que revenu annuel et soumis à cotisations (AVS et autres).

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Amarelle, Brunner, Carobbio Guscelli, Chopard-Acklin, Feri Yvonne, Graf-Litscher, Heim, Kiener Nellen, Masshardt, Mörgeli, Müller Geri, Nussbaumer, Pardini, Schelbert, Schenker Silvia, Streiff, Tornare, Tschäppät, Tschümperlin, Wermuth (21)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**16.01.2014 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**338/13.472 n Leutenegger Oberholzer. Interdire les vols de nuit sur tous les aéroports nationaux pour ménager la santé des riverains** (12.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Une interdiction générale des vols de nuit, applicable au minimum de 23 heures à 6 heures, sera imposée aux aéroports nationaux (au sens du plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique) de Bâle, de Genève et de Zurich. Cette interdiction sera inscrite à l'échelon législatif, de même que les dérogations

éventuelles, par exemple dans la loi fédérale sur l'aviation. Elle tiendra compte des connaissances médicales les plus récentes.

*Cosignataires:* Allemann, Bernasconi, Fehr Jacqueline, Graf-Litscher, Gysi, Hardegger, Heim, Jans, Kiener Nellen, Leuenberger-Genève, Marra, Munz, Nordmann, Nussbaumer, Schenker Silvia, Semadeni, Tornare, Tschümperlin (18)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

**339/13.483 n Leutenegger Oberholzer. Améliorer l'efficacité du Parlement** (13.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le règlement du Conseil national sera modifié de telle sorte que les interventions parlementaires approuvées par le Conseil fédéral mais combattues par un membre du Parlement soient à nouveau traitées en procédure accélérée. Il y aura lieu d'examiner, dans le même temps, comment accorder, dans le cadre d'une telle procédure, un bref temps de parole à l'auteur de l'intervention et au député qui la combat. L'objectif de la présente initiative est d'améliorer l'efficacité du Parlement tout en garantissant le droit de parole de ses membres.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Allemann, Amarelle, Amherd, Aubert, Baader Caspar, Binder, Böhni, Büchel Roland, Büchler Jakob, Carobbio Guscetti, Caroni, Estermann, Fässler Daniel, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Fischer Roland, Flach, Gilli, Glättli, Graf Maya, Graf-Litscher, Gysi, Hadorn, Hassler, Jans, Jositsch, Kiener Nellen, Landolt, Leuenberger-Genève, Marra, Moret, Munz, Nordmann, Nussbaumer, Pelli, Pfister Gerhard, Ritter, Rossini, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Schneider Schüttel, Schwaab, Semadeni, Steiert, Tschümperlin, Vischer Daniel, von Graffenried, Voruz (49)

CN *Bureau*

**16.05.2014 Bu-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**340/14.425 n Leutenegger Oberholzer. Rendre les activités de la FINMA plus transparentes** (19.06.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la transparence dans l'administration (LTrans) sera modifiée de sorte qu'elle soit applicable à la FINMA. Subséquemment, on modifiera l'article 2 alinéa 2 de la loi pour que son champ d'application s'étende également à la FINMA.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Fehr Jacqueline, Friedl, Graf-Litscher, Hadorn, Munz, Nordmann, Reynard, Schenker Silvia, Schwaab, Tschümperlin, Voruz (12)

**341/12.409 n Lohr. Contribution d'assistance. Rémunération des prestations d'aide fournies par des proches** (14.03.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La LAI sera modifiée de telle sorte que les prestations d'aide fournies par des proches soient rémunérées à hauteur de 80 pour cent au maximum, dans le cadre de la contribution d'assistance.

*Cosignataires:* Amherd, Aubert, Barthassat, Bernasconi, Birrer-Heimo, Böhni, Bulliard, Candinas, Carobbio Guscetti, Darbellay, de Buman, Fässler Hildegard, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Girod, Glättli, Gmür, Graf Maya, Graf-Litscher, Gysi, Hadorn, Heim, Humbel, Ingold, John-Calame, Kessler, Lehmann, Leuenberger-Genève, Levrat, Marra, Meier-Schatz, Müller Geri, Nussbaumer, Romano, Rossini, Schelbert, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Semadeni, Streiff, Teuscher, Tschümperlin, van Singer, Vischer Daniel, Vogler, von Graffenried (46)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**24.05.2013 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**342/08.417 n Lüscher. Modification de l'article 7 de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 7 de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé est modifié comme suit:

Art. 7

...

Al. 2

En matière internationale, le tribunal suisse, sans égard au siège du tribunal arbitral, sursoit à statuer jusqu'à ce que celui-ci se soit prononcé sur sa compétence, à moins qu'un examen sommaire ne démontre qu'il n'existe entre les parties aucune convention d'arbitrage.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**21.09.2009 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.06.2010 Conseil des Etats.** Adhésion.

**01.06.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2014.

**20.06.2014 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2016.

Voir objet 12.3012 Mo. CAJ-CN (08.417)

**343/10.417 n Lüscher. Extension des droits des lésés dans la procédure pénale militaire** (17.03.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La procédure pénale militaire (PPM), en particulier ses articles 84a et suivants, est modifiée de façon à ce que la victime et ses proches puissent se constituer partie civile et jouir de tous les droits de partie, indépendamment de leur capacité à faire valoir des prétentions civiles contre l'accusé.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**24.01.2011 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**01.04.2011 CAJ-CE.** Adhésion.

**22.03.2013 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2015.

**344/12.501 n Lüscher. Adaptation de la LFINMA pour promouvoir la réputation et la compétitivité de la place financière** (13.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases juridiques doivent être modifiées de telle sorte que la dernière phrase de l'article 5 LFINMA ("Elle contribue ce faisant à améliorer la réputation et la compétitivité de la place financière suisse") soit biffée et qu'un nouvel alinéa (art.5 al. 2) contenant le libellé suivant soit ajouté: "La FINMA promeut la réputation et la compétitivité de la place financière."

Art. 5 Buts de la surveillance des marchés financiers

Al. 1

La surveillance des marchés financiers a pour but de protéger, conformément aux lois sur les marchés financiers, les créanciers, les investisseurs et les assurés, et d'assurer le bon fonctionnement des marchés financiers.

Al. 2

La FINMA promeut la réputation et la compétitivité de la place financière.

*Cosignataires:* Baader Caspar, Chevalley, Darbellay, de Buman, Germanier, Hassler, Huber, Kaufmann, Meier-Schatz, Müller Philipp, Noser, Pelli, Rime, Ritter (14)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**23.04.2013 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**345/03.445 n Lustenberger. Marchés publics. La formation d'apprentis constituerait un critère de sélection** (20.06.2003)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la constitution et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose, sous la forme d'une demande conçue en termes généraux, l'initiative parlementaire suivante:

Il faudra apporter à la loi les modifications nécessaires pour que la formation d'apprentis par une entreprise soit dûment prise en compte lorsqu'il s'agira d'attribuer un marché public. On pourrait, par exemple, introduire dans l'article 21 de la loi fédérale sur les marchés publics un alinéa 4 qui serait libellé en ces termes: "La formation d'apprentis par le soumissionnaire constitue un critère positif d'appréciation des offres et d'adjudication des travaux."

*Cosignataires:* Bortoluzzi, Brun Franz, Cina, Dormann Rosmarie, Eberhard, Engelberger, Imfeld Adriano, Imhof, Keller Robert, Laubacher, Leu Josef, Leutenegger Hajo, Loepfe, Messmer, Speck, Stahl, Triponez, Tschuppert, Walker Felix, Widmer Hans, Widrig, Zuppiger (22)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**01.03.2005 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.03.2007 Conseil national.** Le délai est prolongé de deux ans, jusqu'à la session de printemps 2009.

**20.03.2009 Conseil national.** Le délai imparti est prolongé jusqu'à la session de printemps 2011.

**18.03.2011 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé pour 2 ans.

**14.12.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2014.

**14.05.2013** Rapport de la commission CN (FF 2013 4861)

**03.07.2013** Avis du Conseil fédéral (FF 2013 4877)

Loi fédérale sur les marchés publics (LMP)

**10.03.2014 Conseil national.** Décision conforme au projet de la commission.

**03.06.2014 Conseil des Etats.** Divergences.

**346/12.447 n Maier Thomas. Réaménager le système fiscal pour promouvoir l'innovation et renforcer la compétitivité de la Suisse** (14.06.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Notre système fiscal revêt une importance non négligeable pour l'économie de notre pays. Si elle veut pouvoir faire face à la concurrence internationale et renforcer, notamment, ses capacités industrielles et le potentiel d'innovation de ses entreprises, la Suisse doit développer de manière autonome son droit fiscal. Pour ce faire, il faut introduire dans la législation de nouvelles normes qui compléteront les règles d'imposition particulières établies pour certaines formes d'entreprises et les remplaceront au terme d'un délai transitoire. Ce réaménagement du système fiscal permettra d'apporter une réponse efficace à l'UE dans le différend fiscal qui oppose Berne à Bruxelles depuis plusieurs années. La Confédération examinera en outre les moyens de définir et de mettre en place une nouvelle approche fiscale qui sera réglée par voie d'ordonnance ou de circulaire.

1. Adaptation de la réduction pour participation: abandon du système d'exonération indirect des rendements de participation au profit d'un système d'exonération direct; suppression du taux de participation minimal et de la durée de détention minimale; maintien de la déductibilité intégrale des amortissements relatifs aux participations et des charges d'intérêts liées à l'acquisition de participations.

2. Régime fiscal privilégié pour les intérêts intragroupe: introduction d'une exonération partielle des intérêts nets selon un système analogue au régime d'exonération appliqué aux dividendes au titre de la réduction pour participation.

3. Aides fiscales à l'innovation: mise en place de mesures fiscales visant à encourager l'innovation (activités de recherche et développement ainsi que droits de propriété intellectuelle); ces mesures porteront à la fois sur les inputs et sur les outputs; celles axées sur les outputs comprendront également l'octroi d'avantages fiscaux pour les revenus destinés à un usage personnel qui proviennent de droits de propriété intellectuelle.

4. Assouplissement du principe de l'autorité du bilan commercial: modification des articles 24 LHID et 58 LIFD concernant les transactions internes du groupe afin de créer des bases propres à garantir une imposition adéquate en Suisse.

*Cosignataires:* Baader Caspar, Bäümle, Böhni, Darbellay, Fässler Daniel, Fischer Roland, Gasche, Grossen Jürg, Huber, Kessler, Landolt, Moret, Moser, Müller Philipp, Noser, Pelli, Pfister Gerhard, Rime, Ritter, Spuhler, Weibel (21)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**26.02.2013 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

Voir objet 13.3667 Mo. CER-CE (12.447)

**347/11.459 n Maire Jacques-André. Cartes de crédit. Une réglementation plus stricte pour lutter contre l'endettement des jeunes** (17.06.2011)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Nous demandons de modifier la loi fédérale sur le crédit à la consommation (LCC) dans le domaine des cartes de crédit et de leur accès pour les jeunes de moins de 25 ans, en imposant le débit immédiat du compte après paiement, l'impossibilité de payer si le solde du compte est inférieur ou égal à zéro et un affichage immédiat du solde du compte.

*Cosignataires:* Aubert, Barthassat, Graber Jean-Pierre, John-Calame, Jositsch, Leutenegger Oberholzer, Lumengo, Marra, Meyer Thérèse, Pardini, Perrinjaquet, Prelicz-Huber, Rennwald, Rielle, Rossini, Schenker Silvia, Simoneschi-Cortesi, Sommaruga Carlo, Thorens Goumaz, Voruz, Weber-Gobet (21)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**15.03.2012 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**348/11.482 n Markwalder. Personnes travaillant à temps partiel. Des prestations LPP plutôt que l'aide sociale** (30.09.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité est complétée comme suit:

Art. 7a Assurance des personnes travaillant à temps partiel

Al. 1

Les personnes travaillant à temps partiel sont soumises à l'obligation de s'assurer. La déduction de coordination est fixée à proportion du taux d'occupation. Le seuil d'entrée appliqué est le même que celui qui s'applique aux salariés travaillant à plein temps.

Al. 2

Les employeurs se mettent d'accord pour désigner celui qui gèrera l'assurance. Les autres employeurs versent à l'institution de prévoyance correspondante les cotisations dues par l'employeur et celles dues par le salarié. Si les employeurs ne parviennent pas à s'entendre, celui chez qui le salarié a le taux d'occupation le plus élevé devient l'employeur responsable.

Al. 3

L'article 46 s'applique à titre subsidiaire.

*Cosignataires:* Brunshawig Graf, Eichenberger, Fiala, Flück Peter, Fluri, Huber, Kleiner, Moret, Perrinjaquet, Ruey (10)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**12.10.2012 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**11.02.2013 CSSS-CE.** Ne pas donner suite

Voir objet 12.3974 Mo. CSSS-CN (11.482)

**349/08.432 n Marra. La Suisse doit reconnaître ses enfants** (09.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante, visant à ce que les étrangers de la troisième

génération établis en Suisse obtiennent la nationalité sur demande des parents ou des personnes concernées.

*Cosignataires:* Aeschbacher Ruedi, Allemann, Aubert, Barthassat, Berberat, Bernasconi, Brunshawig Graf, Carobbio Guscetti, Donzé, Fasel, Fässler Hildegard, Favre Charles, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Fehr Mario, Français, Frösch, Genner, Germanier, Gross Andreas, Hämmerle, Heim, Hofmann Urs, John-Calame, Jositsch, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Levrat, Lumengo, Moret, Müller Geri, Neiryck, Nordmann, Nussbaumer, Pedrina, Rechsteiner Paul, Rechsteiner-Basel, Rielle, Robbiani, Rossini, Schenker Silvia, Schmidt Roberto, Stump, Thanei, Thorens Goumaz, Tschümperlin, Voruz, Widmer Hans, Zisyadis (49)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**24.10.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.01.2009 CIP-CE.** Adhésion.

**17.06.2011 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'été 2013.

**21.06.2013 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2015.

**350/11.411 n Meier-Schatz. Créer une allocation d'assistance pour les personnes qui prennent soin d'un proche** (15.03.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le législateur prend les mesures nécessaires pour créer une allocation d'assistance qui sera versée aux personnes qui prennent soin d'un proche.

*Cosignataires:* Amherd, Bader Elvira, Bänziger, Barthassat, Bernasconi, Bischof, Büchler Jakob, Cathomas, Darbellay, de Buman, Egger, Glanzmann, Graf-Litscher, Häberli-Koller, Hany, Heim, Hochreutener, Ingold, John-Calame, Lang, Lustenberger, Maire Jacques-André, Marra, Meyer Thérèse, Pfister Gerhard, Prelicz-Huber, Riklin Kathy, Robbiani, Roux, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Schneider-Schneiter, Steiert, Streiff, Stump, Thorens Goumaz, Weber-Gobet, Weibel (39)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**08.03.2012 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**19.06.2012 CSSS-CE.** Adhésion.

Voir objet 13.3366 Po. CSSS-CN (11.411)

**351/11.412 n Meier-Schatz. Permettre aux personnes qui s'occupent d'un proche de prendre un congé de repos** (15.03.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le législateur prend les mesures nécessaires pour permettre aux personnes qui s'occupent d'un proche de prendre un congé de repos.

*Cosignataires:* Amherd, Bader Elvira, Bänziger, Barthassat, Bernasconi, Bischof, Büchler Jakob, Cathomas, Darbellay, de Buman, Glanzmann, Graf-Litscher, Häberli-Koller, Hany, Heim, Ingold, John-Calame, Lang, Maire Jacques-André, Meyer Thérèse, Pfister Gerhard, Prelicz-Huber, Riklin Kathy, Robbiani,

Roux, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Schneider-Schneiter, Segmüller, Steiert, Streiff, Thorens Goumaz, Weber-Gobet (34)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**11.11.2011 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**19.06.2012 CSSS-CE.** Adhésion.

Voir objet 13.3366 Po. CSSS-CN (11.411)

**352/05.467 n Meyer Thérèse. Dépistage du cancer et égalité de traitement** (16.12.2005)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il y a lieu d'optimiser et d'encourager les conditions-cadres nécessaires, tant juridiques que financières, afin de garantir dans toutes les parties du pays l'accès à des mesures de détection précoce du cancer, notamment du sein. Il convient, en particulier, de garantir l'inscription du scannage (screening) du sein dans la liste des prestations couvertes par la LAMal.

*Cosignataires:* Amherd, Bader Elvira, Barthassat, Brun Franz, Büchler Jakob, Cathomas, Chevrier, Darbellay, de Buman, Donzé, Häberli-Koller, Hochreutener, Huguenin, Imfeld Adriano, Jermann, Kohler Pierre, Leu Josef, Lustenberger, Meier-Schatz, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Robbiani, Simoneschi-Cortesi, Studer Heiner, Wehrli, Zapfl (26)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**24.11.2006 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.06.2008 CSSS-CE.** Adhésion.

**01.10.2010 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

**28.09.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2014.

Voir objet 09.3356 Mo. CSSS-CN

x **353/12.423 n Moret. Liens d'intérêts. Préciser si c'est une activité rémunérée ou un engagement citoyen** (16.03.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je demande que l'article 11 alinéa 1 de la loi sur le Parlement soit complété par une lettre f dont la teneur est la suivante:

Art. 11

Al. 1

Lorsqu'il entre en fonction et au début de chaque année civile, tout député indique par écrit au bureau

...

f. si les fonctions susmentionnées sont rémunérées ou non; une fonction est considérée comme rémunérée à partir d'une indemnité de 1000 ou 2000 francs par an.

...

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Amarelle, Amaudruz, Brunner, Fehr Jacqueline, Feller, Freysinger, Grin, Gross Andreas, Heim, Hiltzold, Hodgers, Leuenberger-Genève, Marra, Perrin, Schenker Silvia, Steiert, Tschäppät, Vitali, Wandfluh, Wasserfallen (21)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**28.05.2013 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**11.11.2013 CIP-CE.** Ne pas donner suite

**02.06.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**354/14.408 n Mörgeli. Election du conseil d'administration, de la direction et de l'autorité de plainte de la SSR par le Parlement, dans le respect de la force des partis** (20.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR), association de droit privé, doit devenir une corporation de droit public. Le conseil d'administration, la direction et l'autorité de plainte indépendante doivent être élus par l'Assemblée fédérale, dans le respect de la force des partis. Il faut créer les bases légales à cet effet.

CN *Commission des transports et des télécommunications*

**355/12.476 n Müller Leo. Imposition des gains immobiliers** (28.09.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD; RS 642.11), la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS; RS 831.10) et la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID; RS 642.14) seront modifiées comme suit:

LIFD

Art. 18

...

Al. 4

Les bénéfices provenant de l'aliénation d'immeubles qui font partie de la fortune commerciale ne sont ajoutés au revenu imposable que jusqu'à concurrence des dépenses d'investissement.

Art. 58

...

Al. 4

Les bénéfices provenant de l'aliénation d'immeubles ne sont ajoutés au revenu imposable que jusqu'à concurrence des dépenses d'investissement.

LAVS

Art. 9

Al. 1

Le revenu provenant d'une activité indépendante comprend tout revenu du travail autre que la rémunération pour un travail accompli dans une situation dépendante. Les bénéfices provenant de l'aliénation d'immeubles qui font partie de la fortune commerciale ne sont ajoutés au revenu que jusqu'à concurrence des dépenses d'investissement.

...

LHID

Art. 8

Al. 1

... en sont exclus les bénéfices provenant de l'aliénation d'immeubles qui font partie de la fortune commerciale, dans la mesure où le produit de l'aliénation est supérieur aux dépenses d'investissement.

...

Art. 12

Al. 1

L'impôt sur les gains immobiliers a pour objet les gains réalisés lors de l'aliénation de tout ou partie d'un immeuble, à condition que le produit de l'aliénation soit supérieur aux dépenses d'investissement (prix d'acquisition ou autre valeur s'y substituant, impenses).

Al. 1bis

Si les dépenses d'investissement ne peuvent pas être déterminées ou si l'acquisition est antérieure à un nombre d'années à fixer par les cantons, ceux-ci peuvent fixer une valeur de substitution. Les cantons peuvent en outre adapter les dépenses d'investissement au renchérissement.

Al. 2

Toute aliénation d'immeubles est imposable. Sont assimilés à une aliénation:

...

Let. b

Abrogé

...

Al. 3

L'imposition est différée:

...

Let. f

pour les faits mentionnés aux articles 8 alinéas 3 et 4, et 24 alinéas 3 et 3quater.

Al. 4

Abrogé

...

Art. 24

...

Al. 6

Les bénéfices provenant de l'aliénation d'immeubles ne sont ajoutés aux revenus imposables que jusqu'à concurrence des dépenses d'investissement.

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Amherd, Amstutz, Baader Caspar, Binder, Bourgeois, Brunner, Büchler Jakob, Bugnon, Bulliard, Candinas, Darbellay, Fässler Daniel, Glanzmann, Gmür, Gössi, Gschwind, Hausammann, Humbel, Lustenberger, Müller Thomas, Müller Walter, Müller-Altarmatt, Müri, Parmelin, Pfister Gerhard, Regazzi, Rime, Ritter, Rösti, Schilliger, Schläfli, Schneider-Schneiter, Vitali, Vogler, von Siebenthal (36)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**11.12.2013 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**356/04.456 n Müller Philipp. Harmonisation des notions et des méthodes de mesure dans les prescriptions de construction et d'exploitation (04.10.2004)**

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Confédération édicte des dispositions de droit (mesures législatives et, si nécessaire, modifications constitutionnelles) afin d'harmoniser - sur la forme - les notions et les méthodes de mesure dans les prescriptions réglant la construction et l'exploitation. Le contenu - sur le fond - reste l'affaire des cantons (et des communes).

Sont réservées les démarches entreprises par les cantons sur la base d'un accord intercantonal (concordat) en vue d'harmoniser les notions et les méthodes de mesure employées dans la construction, comme demandé dans une motion transmise comme postulat le 8 mars 2000.

*Cosignataires:* Abate, Amstutz, Bader Elvira, Baumann J. Alexander, Bäumle, Bezzola Duri, Bigger, Bignasca Attilio, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brun Franz, Brunner, Büchler Jakob, Bugnon, Bühler Gerold, Burkhalter, Cathomas, Christen Yves, Darbellay, Donzé, Dupraz, Egerszegi-Obrist, Engelberger, Fässler Hildegard, Favre Charles, Fehr Hans, Fehr Hans-Jürg, Fluri, Föhn, Freysinger, Genner, Germanier, Giezendanner, Glasson Jean-Paul, Glur, Guisan, Gutzwiller, Gyr-Steiner, Gysin, Häberli-Koller, Haller, Hämmerle, Hassler, Hegetschweiler, Hess Bernhard, Hochreutener, Hofmann Urs, Huber, Humbel, Hutter Jasmin, Hutter Markus, Ineichen, Jermann, Joder, Kaufmann, Keller Robert, Kleiner, Kohler Pierre, Kunz, Lang, Laubacher, Leu Josef, Leutenegger Filippo, Leuthard, Loepfe, Lustenberger, Mathys, Maurer Ueli, Messmer, Mörgeli, Müller Geri, Müller Walter, Müri, Noser, Oehri, Parmelin, Pelli, Perrin, Pfister Gerhard, Pfister Theophil, Randegger, Rey Jean-Noël, Reymond, Riklin Kathy, Rime, Sadis, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Schläuer, Schmied Walter, Schneider, Schwander, Siegrist Ulrich, Speck, Spuhler, Stahl, Stamm, Steiner Rudolf, Studer Heiner, Theiler, Triponez, Vaudroz René, Veillon, Vischer Daniel, Vollmer, Waber, Wäfler Markus, Walker Felix, Walter, Wandfluh, Wasserfallen, Wehrli, Weigelt, Weyeneth, Widmer Hans, Wobmann, Wyss Ursula, Zuppiger (120)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**16.02.2005 CEATE-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**23.06.2008 CEATE-CE.** Adhésion.

**01.10.2010 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

**14.12.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2014.

**357/08.406 n Müller Philipp. Autorisations de séjour à l'année pour les étrangers établis refusant de s'intégrer (19.03.2008)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les étrangers est complétée comme suit:

Art. 34

...

Al. 2

L'autorité compétente peut octroyer une autorisation d'établissement à un étranger aux conditions suivantes:

...

Let. b (complément)

il n'existe aucun motif de révocation au sens des articles 62 ou 63 alinéa 3.

...

Al. 6 (nouveau)

En cas de révocation en vertu de l'article 63 alinéa 3 et de remplacement par une autorisation de séjour, une nouvelle autorisation d'établissement ne peut être délivrée qu'au terme d'un délai de trois ans, pour autant que la personne se soit entre-temps bien intégrée.

Art. 51

...

Al. 2

Les droits prévus aux articles 43, 48 et 50 s'éteignent:

...

Let. b (complément)

s'il existe des motifs de révocation au sens des articles 62 ou 63 alinéa 3.

Art. 63

...

Al. 3 (nouveau)

Nonobstant les dispositions de l'alinéa 2, l'autorisation d'établissement peut être révoquée et remplacée par une autorisation de séjour lorsque l'étranger n'est pas prêt à s'intégrer en Suisse (art. 4).

*Cosignataires:* Amherd, Amstutz, Baettig, Binder, Bischof, Borer, Brunner, Cathomas, Caviezel, Dunant, Engelberger, Estermann, Fehr Hans, Fiala, Flückiger Sylvia, Fluri, Häberli-Koller, Hiltbold, Huber, Humbel, Hutter Jasmin, Hutter Markus, Ineichen, Joder, Kaufmann, Killer Hans, Leutenegger Filippo, Loepfe, Lüscher, Lustenberger, Maurer Ueli, Miesch, Moret, Müller Thomas, Müller Walter, Müri, Perrin, Pfister Gerhard, Rime, Schibli, Schmidt Roberto, Wandfluh, Wasserfallen, Zemp (44)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**27.06.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**28.08.2008 CIP-CE.** Adhésion.

**01.10.2010 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

**28.09.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2014.

**358/08.428 n Müller Philipp. Pas de regroupement familial en cas de versement de prestations complémentaires** (28.05.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les étrangers (LEtr) sera complétée comme suit:

Art. 44

...

Let. c (complément)

ils ne dépendent pas de l'aide sociale ou de prestations complémentaires.

Art. 45

...

Let. c (complément)

ils ne dépendent pas de l'aide sociale ou de prestations complémentaires.

Art. 51

...

Al. 3 (nouveau)

Les droits prévus à l'article 43 s'éteignent si des prestations complémentaires sont sollicitées.

Art. 85

...

Al. 7

...

Let. c (complément)

la famille ne dépend pas de l'aide sociale ou de prestations complémentaires.

Art. 97

...

Al. 3

...

Let. d (complément)

le versement de prestations de l'aide sociale ou de prestations complémentaires.

*Cosignataires:* Amstutz, Egger, Engelberger, Fluri, Hiltbold, Humbel, Hutter Jasmin, Joder, Moret, Perrin, Pfister Gerhard, Schibli, Schmidt Roberto (13)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**24.10.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.01.2009 CIP-CE.** Adhésion.

**18.03.2011 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2013.

**22.03.2013 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2015.

**359/08.450 n Müller Philipp. Marge de manoeuvre accrue pour les autorités** (22.09.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les étrangers (LEtr) est modifiée comme suit:  
L'article 63 alinéa 2 est abrogé.

*Cosignataires:* Amstutz, Brunner, Engelberger, Fluri, Geissbühler, Hiltbold, Humbel, Hutter Jasmin, Moret, Pfister Gerhard, Schibli, Schmidt Roberto, Wobmann (13)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**22.01.2009 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.03.2009 CIP-CE.** Adhésion.

**18.03.2011 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2013.

**22.03.2013 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2015.

**360/10.485 n Müller Philipp. Harmonisation des dispositions liées au regroupement familial** (23.09.2010)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les exigences posées aux titulaires d'une autorisation d'établissement qui souhaitent faire venir en Suisse les membres étrangers de leur famille doivent être alignées sur celles qui prévalent pour les titulaires d'une autorisation de séjour

annuelle. Il faudra à cet effet reprendre à l'article 43 LEtr les dispositions de l'article 44 lettres b et c de cette même loi.

*Cosignataires:* Bugnon, Caviezel, Egger, Eichenberger, Engelberger, Fehr Hans, Fiala, Fluri, Föhn, Geissbühler, Gysin, Hiltbold, Hochreutener, Humbel, Ineichen, Joder, Kaufmann, Leutenegger Filippo, Loepfe, Lustenberger, Moret, Müller Thomas, Müller Walter, Perrin, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Rime, Rutschmann, Scherer, Schibli, Schmidt Roberto, Triponez, Wasserfallen, Wobmann (34)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**04.02.2011 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**25.03.2011 CIP-CE.** Adhésion.

**22.03.2013 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2015.

**361/14.419 n Müller-Altarmatt. Droit d'aviser les autorités en cas d'infraction pédocriminelle** (08.05.2014)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 364 du Code pénal est modifié comme suit:

Art. 364

Droit d'aviser les autorités

Lorsqu'il y va de l'intérêt des mineurs, les personnes astreintes au secret professionnel ou au secret de fonction (art. 320 et 321) et les personnes astreintes contractuellement au secret peuvent aviser l'autorité de protection de l'enfant ou l'autorité de poursuite pénale des infractions commises à l'encontre de ceux-ci.

*Cosignataires:* Büchler Jakob, Buttet, Candinas, Caroni, Darbellay, Glanzmann, Gmür, Gschwind, Ingold, Regazzi, Romano, Schneider-Schneiter, Streiff, Vogler (14)

CN *Commission des affaires juridiques*

**362/13.440 n Müri. Arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales** (21.06.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales (arrêté sur le réseau) est mis en vigueur. Le Conseil fédéral est chargé simultanément de compenser avec les contributions au financement de mesures autres que techniques versées aux cantons les coûts supplémentaires engendrés par l'entretien des tronçons transférés. Le montant de la compensation sera fixé séparément pour chaque canton en fonction des tronçons repris et des frais d'entretien. Les coûts d'extension du réseau seront financés pour leur part par le produit des impôts et redevances visés à l'article 86 de la Constitution.

*Cosignataires:* Baader Caspar, Blocher, Büchel Roland, Estermann, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Hutter Markus, Leutenegger Filippo, Müri, Pantani, Pieren, Quadri, Rickli Natalie, Rutz Gregor, Stamm, Wobmann (17)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

Voir objet 12.018 MCF

**363/12.487 n Neiryndck. Autoriser le don d'ovule**

(04.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 18 décembre 1998 sur la procréation médicalement assistée interdit actuellement à l'article 4 "le don d'ovules et d'embryons ainsi que la maternité de substitution".

Cette loi est actuellement en révision ainsi que l'article 119 de la Constitution portant sur le même objet.

L'initiative propose de modifier l'article 4 comme suit:

Art. 4

Le don d'embryons ainsi que la maternité de substitution sont interdits.

*Cosignataires:* Barthassat, Bulliard, John-Calame, Romano, Schneider-Schneiter, Steiert, Voruz (7)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**16.01.2014 CSEC-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.04.2014 CSEC-CE.** Adhésion.

**364/12.491 n Neiryndck. Prolongation du délai d'ajournement de la rente AVS** (11.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 39 alinéa 1 de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) est modifié comme suit:

Les personnes qui ont droit à une rente ordinaire de vieillesse peuvent ajourner sans limite dans le temps le début du versement de la rente; elles ont la faculté de révoquer l'ajournement avec un préavis d'un mois.

*Cosignataires:* Barthassat, Bugnon, Buttet, Darbellay, Feller, Freysinger, Gross Andreas, Gschwind, Ingold, Leuenberger-Genève, Moser, Nidegger, Pezzatti, Regazzi, Romano, van Singer, Vogler, Voruz, Weibel (19)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**22.01.2014 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**x 365/13.417 n Nordmann. Pour un rééquilibrage du fédéralisme** (21.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale sera révisée de manière à rééquilibrer le système de représentation et de protection des cantons dans les votations à double majorité ainsi que la composition du Conseil des Etats.

*Cosignataires:* Amarelle, Aubert, Bernasconi, Chevalley, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Friedl, Girod, Gross Andreas, Gysi, Hardegger, Jans, Leuenberger-Genève, Leutenegger Oberholzer, Marra, Naef, Rossini, Schenker Silvia, Schwaab, Semadeni, Sommaruga Carlo, Thorens Goumaz, Tschümperlin, Wermuth (24)

CN *Commission des institutions politiques*

**06.05.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**366/07.472 n Noser. Attribution d'une identité numérique à chaque assuré** (04.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 42a de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifié comme suit:

1. Une identité numérique est attribuée à chaque assuré pour la durée de son assujettissement à l'assurance obligatoire des soins.

2. Cette identité numérique, qui permet d'identifier l'assuré, peut être utilisée pour la facturation des prestations prévues par la présente loi ou à des fins médicales. Elle permet d'accéder aux systèmes de santé électroniques pertinents. Les systèmes enregistrent toute consultation et tout traitement des données et communiquent toute irrégularité à la personne concernée.

3. Le Conseil fédéral règle, après consultation des milieux intéressés, les standards techniques qui doivent être appliqués.

4. Les données relatives à la santé de l'assuré, ainsi que d'autres données personnelles, peuvent être saisies dans les systèmes de santé électroniques. Des mesures incitatives encourageront les acteurs concernés à utiliser ces systèmes.

*Cosignataires:* Bortoluzzi, Fehr Jacqueline, Graf-Litscher, Gutzwiller, Häberli-Koller, Humbel, Leutenegger Oberholzer, Pelli, Stahl, Triponez, Wehrli (11)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**20.06.2008 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.01.2009 CSSS-CE.** Adhésion.

**18.03.2011 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2013.

**22.03.2013 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2015.

**367/10.495 n Parmelin. Plus d'efficacité dans la lutte contre la contrefaçon, la fraude et le trafic de médicaments** (01.10.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les produits thérapeutiques (LPT) est modifiée et complétée de la façon suivante à ses articles 66 et 90:

Art. 66

...

Al. 4

Les organes douaniers sont habilités, s'ils suspectent une infraction aux dispositions de la présente loi, à retenir les envois de produits thérapeutiques à la frontière ou dans un entrepôt douanier. Ils mènent l'enquête et prennent toutes les mesures urgentes et nécessaires à la sauvegarde des preuves.

Al. 5

Dès que les faits sont clairement établis et qu'il n'y a plus péril en la demeure, la poursuite de la procédure est organisée en concertation avec l'institut. Le jugement des infractions est laissé à chaque autorité dans son domaine de compétence.

Al. 6

Les médicaments ou autres produits thérapeutiques similaires illégaux ou importés frauduleusement et sans justification thérapeutique sont saisis et détruits systématiquement.

Art. 90

Al. 1

La poursuite pénale dans le domaine d'exécution de la Confédération est assurée par l'institut, conformément aux dispositions du DPA. L'article 66 alinéas 4 et 5 LTPH est expressément réservé.

...

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Amstutz, Baettig, Barthassat, Borer, Bourgeois, Engelberger, Estermann, Favre Charles, Freysinger, Füglistaller, Giezendanner, Glauser, Graber Jean-Pierre, Hassler, Hiltbold, Maire Jacques-André, Meyer Thérèse, Miesch, Müller Thomas, Müri, Perrin, Pfister Theophil, Rime, Robbiani, Rossini, Spuhler, Stahl, Triponez, Veillon, Zuppiger (31)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**24.06.2011 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**368/13.455 n Parmelin. Application de la loi sur la protection des eaux. Tenir compte de la réalité dans le terrain** (26.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la protection des eaux est modifiée de la manière suivante:

Art. 36a Espace réservé aux eaux

...

Al. 2

Le Conseil fédéral règle les modalités et charge les cantons de fixer la largeur de l'espace réservé aux eaux en tenant compte des conditions régionales.

...

*Cosignataires:* Amaudruz, Barthassat, Binder, Brand, Brunner, Bugnon, Buttet, Clottu, Egloff, Favre Laurent, Fehr Hans, Feller, Flückiger Sylvia, Freysinger, Grin, Gschwind, Hausammann, Joder, Killer Hans, Knecht, Lüscher, Müller Leo, Müri, Nidegger, Pezzatti, Reimann Lukas, Ritter, Rusconi, Stamm, Vogler, Wasserfallen (31)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**369/11.457 n Pelli. Permettre aux fonds de bienfaisance de jouer leur rôle** (17.06.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 89bis CC est réformé de manière à réduire le nombre des dispositions de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et de l'ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP2) applicables aux fonds de bienfaisance fournissant des prestations facultatives. Il s'agit notamment des dispositions sur la conservation des pièces, les conflits d'intérêts, la liquidation partielle ou totale, la résiliation de contrats, la sécurité financière, la transparence, les réserves, l'administration de la fortune (art. 89bis al. 6 ch. 5, 8, 9, 10, 14, 15, 16 et 18 CC), ainsi que des dispositions édictées dans le cadre de la réforme structurelle de la LPP sur l'agrément et les tâches des organes de

contrôle, l'intégrité et la loyauté des responsables, les actes juridiques passés avec des personnes proches, les conflits d'intérêts, et la sécurité financière (art. 89bis al. 6 ch. 7, 8 et 14 nCC).

*Cosignataires:* Abate, Borer, Bortoluzzi, Bourgeois, Brunshwig Graf, Cassis, Favre Charles, Favre Laurent, Grunder, Häberli-Koller, Hany, Huber, Hutter Markus, Kleiner, Simoneschi-Cortesi, Stahl, Wasserfallen (17)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**13.01.2012 CSSS-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**22.05.2012 CSSS-CE.** Adhésion.

Voir objet 13.3664 Mo. CSSS-CN (11.457)

**370/08.420 n Pfister Gerhard. Concrétisation légale de l'intégration** (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les étrangers (LEtr) est modifiée de manière qu'une autorisation d'établissement ne puisse généralement être délivrée qu'après une intégration au sens de l'article 34 alinéa 4. De plus, il convient de déterminer si une loi doit disposer qu'une autorisation d'établissement peut être retirée aux personnes dont le comportement fait apparaître qu'elles défendent des positions extrémistes ou fondamentalistes (y compris dans le cercle familial) et tentent d'imposer des points de vue en contradiction avec notre Etat de droit libre et démocratique.

*Cosignataires:* Amstutz, Büchler Jakob, Fluri, Häberli-Koller, Humbel, Leutenegger Filippo, Müller Philipp, Müller Thomas, Schmidt Roberto (9)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**27.06.2008 CIP-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**28.08.2008 CIP-CE.** Adhésion.

**01.10.2010 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

**28.09.2012 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2014.

**371/13.475 n Pieren. Exclure le baby-sitting des activités domestiques soumises à cotisation jusqu'à concurrence d'un salaire annuel de 3000 francs** (12.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sera modifiée de sorte que le baby-sitting ne soit plus soumis jusqu'à concurrence d'un salaire annuel de 3000 francs aux dispositions et aux prescriptions relatives au travail domestique (AVS notice no 2.06). Jusqu'à concurrence d'un salaire de 3000 francs, le baby-sitting ne sera plus considéré comme activité lucrative au sens du droit des assurances sociales. Les parents ne devront plus déclarer leur baby-sitter comme employé à l'AVS et ne paieront plus de ce fait de cotisation sociale.

*Cosignataires:* Amstutz, Baader Caspar, Binder, de Courten, Flückiger Sylvia, Frehner, Müller Thomas, Rime, Rutz Gregor, Walter (10)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**372/12.463 n (Poggia) Golay. Partie plaignante dans la procédure pénale. Compléter une lacune de la loi** (11.09.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 118 du Code de procédure pénale (RS 312.0; CPP) est complété afin de permettre aux proches de la victime décédée de se constituer partie plaignante lorsque le décès est la conséquence de l'infraction dénoncée, même lorsqu'ils ne peuvent prendre de conclusions civiles contre l'auteur de l'infraction.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**06.09.2013 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**26.12.2013 Conseil national.** L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Golay.

**15.05.2014 CAJ-CE.** Adhésion.

**373/12.492 n (Poggia) Golay. Accès au Tribunal fédéral. Abolir une inégalité de traitement injustifiée entre les victimes** (11.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 81 alinéa 1 lettre b de la loi sur le Tribunal fédéral (RS 173.110) sur la qualité pour recourir est modifié par l'adjonction d'un nouveau chiffre 4:

Art. 81

Al. 1

...

Let. b

...

4. la partie plaignante, si la décision attaquée peut avoir des effets sur le jugement de ses prétentions à l'encontre d'une collectivité ou d'une entité de droit public, lorsque celle-ci est seule habilitée à réparer le dommage causé par le prévenu,

...

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**06.09.2013 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**26.12.2013 Conseil national.** L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Golay.

**15.05.2014 CAJ-CE.** Adhésion.

**374/13.426 n (Poggia) Golay. Renouvellement tacite des contrats de services. Améliorer l'information et la protection des consommateurs et des consommatrices** (17.04.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation est complétée en ce sens qu'une obligation est imposée au prestataire de services, lorsqu'une reconduction tacite du contrat a été convenue, d'informer le client de la possibilité dont il dispose de le dénoncer, et cela au moins un mois avant le terme de la période durant laquelle il peut le faire. A défaut, le contrat doit pouvoir être dénoncé en tout temps par le client, sans pénalité, et le prestataire de services doit rembourser toute somme perçue pour la période contractuelle non écoulée.

*Cosignataires:* Amaudruz, Barthassat, Bernasconi, Bugnon, Buttet, Feller, Fridez, Friedl, Grin, Hodgers, Leuenberger-

Genève, Parmelin, Perrin, Ribaux, Rossini, Schenker Silvia, Schwaab, Tornare, van Singer, Veillon (20)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**26.12.2013 Conseil national.** L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Golay.

**11.04.2014 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**375/13.441 n (Poggia) Golay. Procédure civile. Mettre sur un pied d'égalité les actions relevant des assurances complémentaires à la LAA et à la LAMal** (21.06.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les articles 7 et 243 alinéa 2 lettre f du Code de procédure civile (RS 272) sont modifiés comme suit:

Art. 7

... et à l'assurance-accidents obligatoire selon la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents.

Art. 243

...

Al. 2

...

Let. f

... et à l'assurance-accidents obligatoire au sens de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents.

...

*Cosignataires:* Chevalley, Grin, Parmelin, Ribaux, Rossini, Schenker Silvia, van Singer, Vogler (8)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**26.12.2013 Conseil national.** L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Golay.

**26.06.2014 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**376/13.445 n (Poggia) Golay. Rendre punissable l'usurpation d'identité dans le dessein de nuire, au moyen des outils de communication informatiques** (18.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal est complété par une disposition réprimant l'usurpation d'identité au moyen des outils de communication informatiques, lorsque l'auteur agit dans le dessein de nuire.

*Cosignataires:* Amarelle, Amaudruz, Fridez, Hodggers, Nidegger, Reimann Lukas, Schwaab, Tornare (8)

CN *Commission des affaires juridiques*

**26.12.2013 Conseil national.** L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Golay.

**377/14.424 n Portmann. Influence du Parlement sur les activités de réglementation de l'OCDE** (18.06.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On déterminera la manière dont le Parlement pourra à l'avenir exercer à un stade précoce davantage d'influence sur les activités déployées dans les domaines où l'OCDE envisage de mettre en place des réglementations internationales. Pour ce faire,

on pourrait instituer une délégation parlementaire qui, forte d'un mandat clairement défini, veillerait à ce que le Parlement puisse, chaque fois que des modifications législatives pertinentes seraient planifiées, se saisir du dossier à un stade précoce et faire part de son analyse au Conseil fédéral.

Il faut aussi qu'une délégation de ce type veille à ce que l'influence du Parlement sur l'OCDE soit davantage prise en compte dans les autres Etats membres. Toutes les activités parlementaires à caractère législatif doivent rester l'apanage des commissions législatives.

Le Parlement pourrait aussi exercer son influence en obligeant le Conseil fédéral, avant que ce dernier approuve de nouvelles réglementations de l'OCDE dans le cadre du Conseil, à soumettre les réglementations en question au Parlement ou à une commission parlementaire pour avis et à envisager d'exercer un droit de veto au sein de l'OCDE en fonction de l'avis de la majorité.

Toujours dans le souci d'accroître l'influence du Parlement, il faut examiner la possibilité d'organiser une procédure de consultation anticipée portant sur toutes les activités de réglementation de l'OCDE revêtant de l'importance pour la Suisse.

**378/13.451 n Quadranti. Poursuivre et développer les aides financières aux structures d'accueil extrafamilial** (25.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les aides financières à l'accueil extrafamilial pour enfants sera prolongée au-delà du 31 janvier 2015 et aménagée en fonction des besoins: seront pris en considération les projets à caractère novateur et les améliorations qualitatives. En particulier, on fera en sorte que les demandes puissent être établies selon des procédures simples et sans paperasserie, en conformité avec les exigences cantonales.

*Cosignataires:* Allemann, Amherd, Aubert, Bernasconi, Bulliard, Darbellay, Fehr Hans, Gilli, Glanzmann, Grunder, Gschwind, Guhl, Gysi, Haller, Hassler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Kessler, Landolt, Lohr, Markwalder, Meier-Schatz, Munz, Riklin Kathy, Schmid-Federer, Steiert, Streiff, Trede, Vogler, Ziörjen (31)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**16.01.2014 CSEC-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.04.2014 CSEC-CE.** Adhésion.

**379/13.438 n Reimann Lukas. Créer un cadre légal pour la vente de snus** (15.06.2013)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales seront modifiées de manière à ce que le snus soit traité de la même façon que les autres produits du tabac, tels que le tabac à priser et le tabac à mâcher.

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Aebischer Matthias, Aeschi Thomas, Allemann, Amarelle, Amaudruz, Baader Caspar, Badran Jacqueline, Barthassat, Bäumlé, Bernasconi, Bertschy, Binder, Blocher, Böhni, Borer, Bortoluzzi, Brunner, Büchel Roland, Büchler Jakob, Bugnon, Buttet, Caroni, Cassis, Chevalley, Derder, Egloff, Eichenberger, Estermann, Fehr Hans, Fehr Hans-Jürg, Feller, Fischer Roland, Flach, Flückiger Sylvia, Français, Frehner, Freysinger, Galladé, Gasche, Gasser, Germanier, Gie-

zendanner, Gilli, Girod, Glättli, Gmür, Gössi, Graf-Litscher, Grin, Gross Andreas, Gschwind, Hausammann, Heer, Heim, Hiltbold, Hodggers, Humbel, Hurter Thomas, Ingold, Jans, Joder, Kaufmann, Killer Hans, Knecht, Landolt, Lehmann, Leutenegger Filippo, Lüscher, Maier Thomas, Markwalder, Mörgeli, Müller Geri, Müller Thomas, Müller Walter, Müri, Naef, Nidegger, Pantani, Pardini, Parmelin, Pelli, Perrin, Pezzatti, Pfister Gerhard, Pieren, Poggia, Quadri, Regazzi, Reimann Maximilian, Ribaux, Rickli Natalie, Rime, Rusconi, Rutz Gregor, Schelbert, Schilliger, Schneeberger, Schneider-Schneiter, Schwander, Stahl, Stamm, Steiert, Stolz, Trede, van Singer, Veillon, Vischer Daniel, Vitali, Vogler, Voruz, Weibel, Wermuth, Wobmann, Zörjen (115)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**380/13.407 n Reynard. Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle** (07.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 261bis du Code pénal est modifié comme suit:

Art. 261bis

Discrimination et incitation à la haine

Celui qui, publiquement, aura incité à la haine ou à la discrimination envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur appartenance raciale, ethnique, religieuse ou de leur orientation sexuelle;

celui qui, publiquement, aura propagé une idéologie visant à rabaisser ou à dénigrer de façon systématique les membres d'une communauté fondée sur l'appartenance à une race, à une ethnie ou à une religion ou sur l'orientation sexuelle;

celui qui, dans le même dessein, aura organisé ou encouragé des actions de propagande ou y aura pris part;

celui qui aura publiquement, par la parole, l'écriture, l'image, le geste, par des voies de fait ou de toute autre manière, abaissé ou discriminé d'une façon qui porte atteinte à la dignité humaine une personne ou un groupe de personnes en raison de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur religion ou de leur orientation sexuelle ou qui, pour la même raison, niera, minimisera grossièrement ou cherchera à justifier un génocide ou d'autres crimes contre l'humanité;

celui qui aura refusé à une personne ou à un groupe de personnes, en raison de leur appartenance raciale, ethnique, religieuse ou de leur orientation sexuelle, une prestation destinée à l'usage public,

sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Allemann, Amarelle, Amherd, Aubert, Badran Jacqueline, Bertschy, Carobbio Guscetti, Chevalley, Chopard-Acklin, Derder, Favre Laurent, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Fridez, Friedl, Germanier, Girod, Gross Andreas, Gysi, Hadorn, Hardegger, Heim, Hiltbold, Hodggers, John-Calame, Jositsch, Kiener Nellen, Leuenberger-Genève, Maire Jacques-André, Marra, Masshardt, Meier-Schatz, Müller Geri, Naef, Neiryck, Nordmann, Nussbaumer, Pardini, Piller Carrard, Quadranti, Ribaux, Rossini, Schelbert, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Schwaab, Semadeni, Tornare, van Singer, Vogler, Voruz, Wermuth (54)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**21.02.2014 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**381/13.430 n Rickli Natalie. Responsabilité en cas de mise en liberté conditionnelle et de décision d'allègement de l'exécution d'une peine** (04.06.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il faut créer une disposition légale, analogue à l'article 380a CP, qui prévoit que lorsqu'une autorité décide de mettre en liberté conditionnelle une personne condamnée pour atteinte grave à l'intégrité physique ou sexuelle ou décide d'alléger l'exécution de sa peine et que cette personne commet à nouveau un de ces crimes, la collectivité publique dont relève l'autorité répondra du dommage qui en résulte.

CN *Commission des affaires juridiques*

**382/13.461 n Rickli Natalie. Pour que l'internement prime la thérapie** (27.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal (CP) est modifié comme suit:

Art. 64

Al. 1

Le juge ordonne l'internement si l'auteur a commis ... et si:

Let. a

les caractéristiques de la personnalité de l'auteur ou un trouble mental, les circonstances dans lesquelles il a commis l'infraction et son vécu font sérieusement craindre qu'il ne commette d'autres infractions du même genre;

Let b

Abrogée

...

Art. 64, 64b, 65

A l'article 64 alinéa 4 dernière phrase, "prise en charge" est remplacé par "traitement".

A l'article 64b alinéa 1, la lettre b est abrogée.

A l'article 65 alinéa 1, le renvoi à l'article 64 alinéa 1 est supprimé.

CN *Commission des affaires juridiques*

**383/13.462 n Rickli Natalie. Internements. Dans le doute, pas de libération conditionnelle** (27.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 64a alinéa 1 première phrase du Code pénal est modifié comme suit:

L'auteur ne peut être libéré conditionnellement de l'internement que s'il est pratiquement certain qu'il se conduira correctement en liberté.

CN *Commission des affaires juridiques*

**384/13.463 n Rickli Natalie. Interner les criminels récidivistes** (27.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 64 alinéa 1 du Code pénal est complété comme suit:

Le juge ordonne l'internement si l'auteur a commis ... et si:

L'auteur a déjà été condamné par un jugement entré en force pour assassinat, meurtre, lésion corporelle grave ou viol.

CN *Commission des affaires juridiques*

**385/13.478 n Romano. Introduire des allocations en cas d'adoption d'un enfant** (12.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité du 25 septembre 1952 (LAPG) est modifiée avec l'ajout d'un chiffre IIIb, sur le modèle du chiffre IIIa, pour introduire des allocations en cas d'adoption d'un enfant:

IIIb. L'allocation en cas d'adoption

Art. 16b Ayants droit

Al. 1

Des allocations pour perte de gain en cas d'adoption sont octroyées aux parents adoptants qui interrompent ou réduisent une activité lucrative salariée ou indépendante lors de l'accueil en vue d'adoption d'un enfant de moins de 4 ans révolus.

Al. 2

En cas d'adoption conjointe ou d'adoption simultanée de plusieurs enfants, les futurs parents adoptifs ne peuvent prétendre qu'une seule fois aux prestations. Celles-ci doivent être versées à une seule personne à la fois. Les parents se répartissent entre eux la durée du droit aux prestations. Ils choisissent lequel d'entre eux bénéficie des prestations et sur quelle durée. Le congé peut être pris de manière flexible par bloc, par journée ou par demi-journée durant la première année suivant l'accueil de l'enfant.

Al. 3

Ont droit à l'allocation les femmes ou les hommes qui:

Let. a

ont été assurés obligatoirement au sens de la LAVS durant les neuf mois précédant le placement de l'enfant en vue de son adoption;

Let. b

ont, au cours de cette période, exercé une activité lucrative durant cinq mois; et

Let. c

à la date du placement de l'enfant en vue de son adoption:

1. sont salariés au sens de l'article 10 LPG, ou
2. exercent une activité indépendante au sens de l'article 12 LPG, ou
3. travaillent dans l'entreprise de leur conjoint ou de leur partenaire enregistré contre un salaire en espèces.

Al. 4

Le Conseil fédéral règle le droit à l'allocation des femmes et des hommes qui, pour cause d'incapacité de travail ou de chômage:

Let. a

ne remplissent pas les conditions prévues à l'alinéa 3 lettre a;

Let. b

ne sont pas considérés comme salariés ou indépendants au moment du placement de l'enfant.

Al. 5

L'adoption de l'enfant du conjoint, au sens de l'article 264a alinéa 3 CC, n'ouvre pas le droit à la prestation.

Art. 16c Début du droit

Al. 1

Le droit à l'allocation prend effet au jour du placement de l'enfant en vue de son adoption, après autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Al. 2

La date du jour de l'accueil est confirmée par l'autorité centrale du canton de domicile du ou des parents adoptants qui a délivré l'autorisation d'adoption.

Art. 16d Extinction du droit

Le droit s'éteint le 84e jour à partir du jour où il a été octroyé. Il prend fin avant ce terme si la mère et le père reprennent les deux leur activité lucrative au taux d'occupation antérieur au congé.

Art. 16h Rapport avec les réglementations cantonales

Al. 1

En complément au chiffre IIIb, les cantons peuvent prévoir l'octroi d'une allocation d'adoption plus élevée ou de plus longue durée et prélever, pour le financement de ces prestations, des cotisations particulières.

Al. 2

Sont réservées les prestations plus étendues prévues par les conventions collectives de travail ou le contrat individuel de travail.

*Cosignataires:* Candinas, Carobbio Guscetti, Darbellay, de Buman, Fehr Jacqueline, Ingold, Leuenberger-Genève, Lohr, Meier-Schatz, Schenker Silvia, Streiff, van Singer, Vogler (13)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**x 386/13.416 n Rossini. LAMal. Fonds de réserves fédéral** (21.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Par voie d'initiative parlementaire, je propose de modifier la loi fédérale sur l'assurance-maladie pour procéder à la constitution d'un fonds de réserves unique pour toutes les caisses pratiquant l'AOS sur le territoire suisse.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Amarelle, Aubert, Carobbio Guscetti, Fehr Hans-Jürg, Friedl, Gross Andreas, Gysi, Heim, Kiener Nellen, Pardini, Reynard, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Schwaab, Tornare, Voruz (17)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**06.05.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**387/13.448 n Rossini. LAMal. Base légale pour le comparateur de primes de l'OFSP** (19.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Par voie d'initiative parlementaire, je propose d'édicter les bases légales nécessaires au développement du comparateur de primes d'assurance-maladie sociale par l'Office fédéral de la santé publique, afin que la population puisse disposer d'un compara-

teur indépendant et gratuit, contenant toutes les données et fonctions nécessaires à la bonne application de la LAMal.

*Cosignataires:* Aubert, Fehr Jacqueline, Friedl, Gross Andreas, Hadorn, Heim, Jans, Kiener Nellen, Maire Jacques-André, Munz, Naef, Nussbaumer, Reynard, Schenker Silvia, Sommaruga Carlo (15)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**388/13.477 n Rossini. LAMal. Révision des catégories de primes enfants, jeunes et jeunes adultes** (12.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Par voie d'initiative parlementaire, je propose de modifier l'article 61 LAMal, de façon à revoir la répartition des catégories d'âge pour les enfants, jeunes et jeunes adultes et à exiger des assureurs des primes plus basses pour celles-ci. L'article 61 est modifié de la manière suivante:

Art. 61

...

Al. 3

Pour les assurés de moins de 20 ans révolus (enfants et jeunes) et les assurés de moins de 25 ans révolus (jeunes adultes), l'assureur doit fixer une prime plus basse que celle des assurés plus âgés (adultes).

...

*Cosignataires:* Carobbio Guscetti, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Fridez, Gysi, Hadorn, Heim, Kiener Nellen, Marra, Munz, Nordmann, Reynard, Schenker Silvia, Voruz (14)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**389/13.449 n Rusconi. Déclaration de détention des animaux de rente et de production pour la viande et le poisson importés** (19.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la protection des animaux (LPA) doit être modifiée, en introduisant une déclaration obligatoire pour tous les produits d'animaux tués qui sont importés de l'étranger et destinés à la consommation humaine et qui n'ont pas été produits selon les standards de la loi sur la protection des animaux suisse.

L'ensemble des bases légales suisses doit être adapté. La déclaration "Issu d'un mode d'élevage, de chasse ou d'abattage non conforme à la loi suisse" doit dorénavant être placée de manière visible sur tous les emballages concernés, sur les produits d'animaux vendus en vrac ainsi que sur les cartes des mets.

*Cosignataires:* Amaudruz, Brand, Cassis, Clottu, Fehr Hans, Fridez, Grin, Gschwind, Hardegger, Leuenberger-Genève, Pantani, Parmelin, Regazzi, Reimann Maximilian, Reynard, Romano, Schwaab, Semadeni (18)

CN *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**390/13.439 n Rutz Gregor. Commissions extraparlimentaires. Activités de l'administration fédérale décentralisée** (21.06.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On adaptera les actes d'institution des commissions extraparlimentaires en fonction des règles suivantes:

1. Les activités de communication et de conseil doivent avoir lieu en principe au sein de l'administration.
2. Si les commissions extraparlimentaires veulent communiquer à l'extérieur de l'administration, elles doivent obtenir l'accord du secrétariat général du département concerné.
3. Il est interdit de faire des communications dans la perspective de votations populaires.
4. Il est interdit de faire des communications et de mener des actions destinées à influencer l'Assemblée fédérale avant la prise de décisions parlementaires.

*Cosignataires:* Gmür, Leutenegger Filippo, Müller Thomas, Müller Walter, Pfister Gerhard, Rime, Stamm (7)

CN *Commission des institutions politiques*

**02.06.2014 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**391/13.456 n Rutz Gregor. Adaptation du droit suisse à des normes étrangères par les autorités fédérales. Respecter les processus démocratiques** (27.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale du 18 avril 1999 sera modifiée comme suit:

Art. 147a Adaptation du droit par les autorités fédérales

Al. 1

Le droit suisse et l'interprétation de traités internationaux liant la Suisse ne peuvent être adaptés à des règles de droit international, à des règles de droit étranger ou à des normes et communications émanant d'autorités ou d'organisations étrangères ou internationales que si une disposition fixée dans la Constitution, dans une loi fédérale ou dans un traité international pour lequel l'arrêt d'approbation a été soumis au référendum le prévoit expressément.

Al. 2

L'Assemblée fédérale ne peut déléguer cette compétence législative ou cette compétence d'approbation que si ladite compétence est limitée à un domaine très précisément circonscrit et que les dispositions importantes sont fixées dans la loi fédérale ou le traité international considérés.

*Cosignataires:* Amstutz, Baader Caspar, Blocher, Brunner, Heer, Hurter Thomas, Rickli Natalie, Stamm, Veillon (9)

CN *Commission des institutions politiques*

**392/13.476 n Schenker Silvia. Droit de la protection de l'adulte. Adaptation du délai de recours** (12.12.2013)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On modifiera l'article 450b CC de façon à raccourcir le délai de recours. Il serait envisageable, par exemple, de prévoir une procédure en deux phases dans laquelle on devrait déposer le recours dans les 10 jours suivant la date de la décision, et envoyer les motivations dans les 30 jours suivant la date en question. Le délai de recours resterait ainsi fixé à 30 jours.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Allemann, Brand, Fehr Jacqueline, Flach, Gysi, Hadorn, Heim, Jans, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Marra, Munz, Naef, Rossini, Schneider Schüttel, Vischer Daniel, Vogler (18)

CN *Commission des affaires juridiques*

### **393/14.430 n Schibli. Modification des bases légales pour les paiements directs (20.06.2014)**

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales doivent être reformulées, de sorte à ne pas pénaliser l'agriculture productive.

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Binder, Herzog, Knecht, Röstli, Walter (6)

### **394/13.446 n Schmid-Federer. Conseil national. Faire du décès d'un parent proche un motif d'empêchement (19.09.2013)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On modifiera le règlement du Conseil national de telle sorte qu'un parlementaire qui est absent en raison du décès d'un de ses parents proches soit considéré comme excusé:

1. l'article 36 alinéa 1 lettre e du règlement du Conseil national doit être complété de telle sorte que le procès-verbal indique que le parlementaire qui était absent en raison du décès d'un parent proche est excusé;

2. l'article 57 du règlement du Conseil national doit être complété de telle sorte que l'on puisse déterminer, sur la base de la publication des données relatives aux votes, si un parlementaire était absent en raison du décès d'un parent proche et s'il était donc considéré comme excusé.

La nouvelle réglementation doit s'appliquer déjà durant la présente législature.

*Cosignataires:* Amherd, Darbellay, Eichenberger, Fehr Jacqueline, Fiala, Gilli, Gschwind, Haller, Hausammann, Humbel, Ingold, Kessler, Lohr, Meier-Schatz, Moser, Müller-Altermatt, Quadranti, Reimann Lukas, Riklin Kathy, Schneider-Schneiter, Stahl, Streiff, Vischer Daniel, Vogler (24)

CN/CE *Bureau*

**14.02.2014 Bu-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

### **395/13.427 n Schneider Schüttel. CPP. Simplification de la procédure par défaut (art. 366ss.) (17.04.2013)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La procédure par défaut réglée aux articles 366ss. du Code de procédure pénale (CPP) est simplifiée de manière à ce que le tribunal puisse renoncer à fixer de nouveaux débats.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Allemann, Aubert, Bernasconi, Birrer-Heimo, Bulliard, Caroni, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Flach, Friedl, Gross Andreas, Gysi, Hadorn, Heim, Jans, Jositsch, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Maire Jacques-André, Marra, Masshardt, Piller Carrard, Schenker Silvia, Schneider-Schneiter, Schwaab, Semadeni, Steiert, Tornare, Voruz (31)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**23.01.2014 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**15.05.2014 CAJ-CE.** Ne pas donner suite

### **396/12.413 n Schwaab. Les citoyens ne doivent pas être nommés curateurs contre leur gré (14.03.2012)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 400 alinéa 2 du Code civil (CC) révisé (RO 2011 725, entrée en vigueur au 1er janvier 2013) est modifié comme suit:

Art. 400

...

Al. 2

La personne nommée ne peut l'être qu'avec son accord.

...

*Cosignataires:* Amarelle, Aubert, Chevalley, Chopard-Acklin, Derder, Fässler Hildegard, Fridez, Marra, Naef, Neiryck, Nordmann, Piller Carrard, Reynard, van Singer, Voruz (15)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**02.11.2012 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**22.01.2013 CAJ-CE.** Adhésion.

### **397/14.404 n Schwaab. Pour des sanctions réellement dissuasives en cas de violation de la protection des données (19.03.2014)**

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la protection des données est modifiée comme suit:

1. Le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence est doté d'un pouvoir de sanctions administratives effectives, proportionnées et dissuasives en cas de violation de dispositions du droit fédéral de la protection des données. La loi règle la procédure et les voies de recours.

2. Le montant de l'amende administrative est fixé en tenant compte de la nature, de la gravité et de la durée de la violation, ou du fait que l'infraction a été commise intentionnellement ou par négligence. Si la violation est le fait d'une personne morale ayant des activités à but lucratif, le montant de l'amende peut aller, dans les cas les plus graves, jusqu'à 10 pour cent de son chiffre d'affaires.

*Cosignataires:* Birrer-Heimo, Chopard-Acklin, Feri Yvonne, Fridez, Friedl, Gysi, Hadorn, Heim, Jans, Kiener Nellen, Leuenberger-Genève, Maire Jacques-André, Marra, Munz, Naef, Reynard, Rossini, Semadeni, Tornare, Vischer Daniel, Wermuth (21)

CN *Commission des institutions politiques*

x **398/10.516 n Sommaruga Carlo. FIFA. Pour une poursuite d'office de cas de corruption dans le secteur privé** (08.12.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation pénale en matière de corruption est modifiée afin que l'infraction de corruption dans le secteur privé actuellement réprimée aux articles 4a et 23 de la loi contre la concurrence déloyale soit poursuivie d'office et transférée au titre 19 du Code pénal.

*Cosignataires:* Aubert, Carobbio Guscetti, Chopard-Acklin, Daguët, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Heim, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Maire Jacques-André, Marra, Nordmann, Nussbaumer, Pedrina, Rielle, Rossini, Steiert, Thanei (18)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**13.01.2012 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**17.04.2012 CAJ-CE.** Adhésion.

**20.06.2014 Conseil national.** Classement.

**399/13.423 n Sommaruga Carlo. Mettre fin à l'exploitation financière des femmes et hommes exerçant la prostitution** (22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le titre 5 du livre 2 du Code pénal suisse, relatif aux infractions contre l'intégrité sexuelle est complété par une infraction, poursuivie d'office, réprimant le proxénétisme passif, à savoir le fait pour une personne physique ou morale d'obtenir d'une personne s'adonnant à la prostitution un avantage patrimonial disproportionné ou lui procurant un rendement abusif.

*Cosignataires:* Amarelle, Aubert, Bourgeois, Feri Yvonne, Fridez, Friedl, Gysi, Hadorn, Maire Jacques-André, Marra, Naef, Reynard, Rossini, Schneider Schüttel, Schwaab, Semadeni, Tornare, Wermuth (18)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**07.11.2013 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**03.07.2014 CAJ-CE.** Ne pas donner suite

**400/13.465 n Sommaruga Carlo. Pour une protection des lanceurs d'alerte en matière de violation de l'Etat de droit, des droits démocratiques et des droits des citoyens** (27.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation est modifiée afin de permettre d'accorder l'asile politique et/ou d'empêcher une extradition ou une expulsion vers des Etats tiers des lanceurs d'alerte quant à la violation grave de l'Etat de droit, des droits démocratiques et des droits des citoyens par un Etat, quel que soit le régime politique de celui-ci.

*Cosignataires:* Amarelle, Aubert, Badran Jacqueline, Bernasconi, Carobbio Guscetti, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Girod, Glättli, Gross Andreas, Gysi, Hadorn, Jans, Jositsch, Kiener Nellen, Leuenberger-Genève, Leutenegger Oberholzer, Maire Jacques-André, Müller Geri, Munz, Nidegger, Nordmann, Nussbaumer, Pardini, Reimann Lukas, Reynard, Schelbert,

Schwaab, Schwander, Stamm, Thorens Goumaz, Tornare, Tschümperlin, Vischer Daniel, von Graffenried, Voruz, Wermuth (37)

CN *Commission des institutions politiques*

**401/14.423 n Sommaruga Carlo. Pour la suppression de la concurrence déloyale et la promotion de conditions de travail humaines dans l'industrie du textile** (17.06.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation est modifiée pour introduire une taxe sur les vêtements à l'entrée en Suisse. Cette taxe, d'un montant compris entre 1 et 25 centimes selon la taille et le degré d'élaboration du vêtement, alimente un fonds qui permet de financer des améliorations sur le plan tant de la protection sociale des travailleurs du textile que de leur sécurité au travail.

Les vêtements dont les entreprises importatrices démontrent que les unités de production sont soumises à une réglementation équivalente à celle prévalant en Suisse et que cette réglementation est effectivement mise en oeuvre concrètement sur l'ensemble du pays et les vêtements dont les entreprises distributrices participent financièrement de manière continue à un programme international reconnu, effectif et vérifié de manière indépendante, d'amélioration des conditions de travail et de protection des travailleurs, que ce soit de manière générale ou dans leurs propres usines, sont exonérés de toute taxe.

Cette modification légale ne peut être remise en cause par des accords commerciaux de libre-échange.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Amarelle, Bernasconi, Birrer-Heimo, Carobbio Guscetti, Chopard-Acklin, Feri Yvonne, Fridez, Friedl, Glättli, Graf-Litscher, Gysi, Hadorn, Haller, Heim, Jans, John-Calame, Kiener Nellen, Leuenberger-Genève, Leutenegger Oberholzer, Mahrer, Maire Jacques-André, Munz, Neynynck, Pardini, Piller Carrard, Reynard, Rossini, Schelbert, Schneider Schüttel, Schwaab, Semadeni, Tornare, Vischer Daniel, von Graffenried, Voruz, Wermuth (37)

**402/07.428 n Stamm. Abroger les dispositions révisées du Code pénal concernant le système des peines** (23.03.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions générales révisées du Code pénal qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 2007 doivent être abrogées en ce qui concerne les peines applicables aux crimes et aux délits (livre 1, partie 1, titre 3, chapitre 1, art. 34 à 55a CP) et aux contraventions (partie 2, art. 103 à 109 CP).

CN *Commission des affaires juridiques*

**403/13.458 n Stamm. Relation entre droit international et droit interne. Clarification** (27.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale du 18 avril 1999 est modifiée comme suit:

Art. 184 Relations avec l'étranger

...

Al. 2

Il (le Conseil fédéral) signe les traités et les ratifie. Il les soumet à l'approbation de l'Assemblée fédérale. Il renégocie ou dénonce les traités internationaux contraires à la Constitution ou à une loi fédérale. Toutefois, si l'arrêté portant approbation d'un traité international a été soumis au référendum et que le traité a été approuvé par l'Assemblée fédérale après qu'elle ait adopté une loi, l'Assemblée fédérale adapte la loi.

...

Art. 190 Droit applicable

Al. 1

Le Tribunal fédéral et les autres autorités sont tenus d'appliquer les lois fédérales et les traités internationaux dont l'arrêté portant approbation a été soumis au référendum.

Al. 2

Les lois fédérales priment le droit international, à moins qu'un traité international dont l'arrêté portant approbation a été soumis au référendum ait été approuvé par l'Assemblée fédérale après l'adoption d'une loi fédérale.

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amaudruz, Amstutz, Baader Caspar, Binder, Blocher, Borer, Bortoluzzi, Brand, Brunner, Büchel Roland, Bugnon, Clottu, de Courten, Egloff, Estermann, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Frehner, Freysinger, Geissbühler, Giezendanner, Grin, Hausammann, Heer, Herzog, Hurter Thomas, Joder, Kaufmann, Keller Peter, Killer Hans, Knecht, Mörgeli, Müller Thomas, Müri, Nidegger, Pantani, Parmelin, Pieren, Quadri, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rickli Natalie, Rime, Rösti, Rusconi, Rutz Gregor, Schwander, Stahl, Veillon, von Siebenthal, Walter, Wandfluh, Wobmann (55)

CN *Commission des institutions politiques*

**404/12.453 n Steiert. Exonération fiscale de l'indemnité forfaitaire en matière d'aide et de soins à domicile**  
(14.06.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur l'impôt fédéral direct et la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes doivent être modifiées comme suit:

Art. 24 LIFD

Sont exonérés de l'impôt:

...

Let. j

l'indemnité forfaitaire en matière d'aide et de soins à domicile.

Art. 7 al. 4 LHID

Sont seuls exonérés de l'impôt:

...

Let. m

l'indemnité forfaitaire en matière d'aide et de soins à domicile.

*Cosignataires:* Aebischer Matthias, Allemann, Aubert, Bernasconi, Bourgeois, Bulliard, Carobbio Gussetti, Chevalley, Chopard-Acklin, Darbellay, de Buman, Egloff, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Flückiger Sylvia, Freysinger, Galladé, Gasser, Geissbühler, Grin, Gysi, Heim, Humbel, Jans, John-Calame, Kaufmann, Killer Hans, Markwalder, Marra, Meier-Schatz, Nussbaumer, Perrin, Pieren, Piller Carrard, Reynard, Riklin Kathy, Rime, Rossini, Schneider Schüttel, Semadeni, van Singer, Veillon, Voruz, Wermuth, Wobmann (45)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**13.08.2013 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**13.02.2014 CER-CE.** Ne pas donner suite

**405/02.413 n Triponez. Mesures de prévention des accidents professionnels. Exonération de la TVA** (18.03.2002)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution fédérale et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces.

La loi fédérale du 2 septembre 1999 régissant la taxe sur la valeur ajoutée est modifiée comme suit:

Art. 18 Liste des opérations exclues

Sont exclus du champ de l'impôt:

Chiffre 26: l'exécution des prescriptions sur la prévention des accidents et maladies professionnels financée par le supplément de prime prévu à l'article 87 de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents, dans la mesure où elle est le fait direct des organes d'exécution de la loi du 13 mars 1964 sur le travail et de la CNA.

*Cosignataires:* Antille Charles-Albert, Baader Caspar, Bangerter Käthi, Baumann J. Alexander, Bezzola Duri, Borer, Bortoluzzi, Bosshard Walter, Bühler Gerold, Cavalli, Chevrier, Cina, Donzé, Dormann Rosmarie, Dormond Béguelin, Egerszegi-Obrist, Ehrler Melchior, Engelberger, Estermann Heinrich, Fasel, Fässler Hildegard, Favre Charles, Fischer Ulrich, Frey Claude, Glasson Jean-Paul, Glur, Gross Jost, Günter, Gutzwiller, Gysin, Gysin Remo, Hassler, Heberlein, Hegetschweiler, Heim Alex, Imfeld Adriano, Imhof, Jutzet, Kaufmann, Kofmel, Kurrus, Lalive d'Epina, Leu Josef, Loepfe, Lustenberger, Maillard Pierre-Yves, Mariétan, Marti Werner, Messmer, Müller Erich, Nabholz, Polla, Raggenbass, Rechsteiner Paul, Rennwald, Riklin Kathy, Robbiani, Rossini, Scherer, Schneider, Siegrist Ulrich, Speck, Steinegger Franz, Theiler, Tschuppert, Vallender, Vollmer, Walker Felix, Walter, Weigelt, Widrig, Wirz-von Planta, Wittenwiler, Zäch (74)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**23.09.2003 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**25.05.2004** Rapport de la commission CN (FF 2004 4661)

**01.09.2004** Avis du Conseil fédéral (FF 2004 4669)

Loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée (Loi sur la TVA, LTVA)

**27.09.2004 Conseil national.** Décision conforme au projet de la commission.

**05.10.2005 Conseil des Etats.** L'entrée en matière est rejetée.

**406/10.519 n Vischer Daniel. Modifier l'article 53 CP**  
(14.12.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 53 du Code pénal (Réparation) doit être modifié comme suit:

Art. 53

...

Let. a

si une peine privative de liberté avec sursis d'un an au plus est envisagée;

...

Let. c

si l'auteur a avoué ou s'est déclaré coupable de l'infraction qui lui est reprochée.

*Cosignataires:* Ingold, Müller Geri, Schelbert, Schmid-Federer, Thanei, von Graffenried, Wyss Brigit (7)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**11.11.2011 CAJ-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**19.06.2012 CAJ-CE.** Adhésion.

**407/14.413 n Vischer Daniel. Droit fondamental à l'autodétermination en matière d'information** (21.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 13 alinéa 2 de la Constitution (Cst.) est modifié de sorte à faire de la protection des données un droit fondamental à l'autodétermination en matière d'information au lieu d'un droit à la protection contre les abus.

*Cosignataires:* Gilli, Glättli, Gross Andreas, John-Calame, Leuenberger-Genève, Mahrer, Reimann Lukas, Schelbert, Thorens Goumaz, Trede, Tschümperlin, Vogler (12)

CN *Commission des institutions politiques*

**408/12.503 n Vitali. Adapter la LSA pour les assurances coopératives** (14.12.2012)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 2 de la loi sur la surveillance des assurances (LSA), qui définit le champ d'application de cette loi, sera modifié comme suit:

Art. 2

...

Al. 2

Ne sont pas soumis à la surveillance au sens de la présente loi:

...

Let. d

les sociétés coopératives d'assurance ayant leur siège en Suisse:

1. qui sont étroitement liées à une association ou à une fédération dont le but principal n'est pas l'activité d'assurance,
2. dont le volume annuel de primes brutes n'a jamais dépassé 3 millions de francs depuis le 1er janvier 1993,
3. dont l'activité se limite au territoire de la Suisse depuis le 1er janvier 1993,
4. qui assurent uniquement des membres de l'association ou de la fédération avec laquelle elles sont étroitement liées, et
5. dont les assurés sont identiques aux membres de la société d'assurance ayant le droit de vote et peuvent décider eux-mêmes des prestations et des primes d'assurance du fait de leur qualité de membre.

...

*Cosignataires:* Amstutz, Bäumle, Cassis, Eichenberger, Fässler Daniel, Fässler Hildegard, Gilli, Hess Lorenz, Humbel, Hutter Markus, Maier Thomas, Müller Leo, Müller Thomas, Müller Wal-

ter, Pelli, Pezzatti, Pfister Gerhard, Reimann Lukas, Schilliger, Schneeberger, Spuhler, Stahl, Wasserfallen (23)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**27.01.2014 CER-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**27.03.2014 CER-CE.** Adhésion.

**409/10.500 n von Siebenthal. Combustion du bois non traité. Effets positifs pour l'environnement** (01.10.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales pertinentes seront adaptées de manière à ce qu'il soit possible de brûler du bois non traité sans obligations particulières.

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Bader Elvira, Bigger, Binder, Bortoluzzi, Bourgeois, Brönnimann, Brunner, Büchel Roland, Büchler Jakob, Cathomas, Darbellay, Dunant, Favre Laurent, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Föhn, Freysinger, Füglistaller, Gadiant, Germanier, Giezendanner, Glauser, Glur, Gobbi, Graber Jean-Pierre, Grin, Grunder, Haller, Hassler, Ingold, Joder, Killer Hans, Kunz, Lustenberger, Miesch, Mörgeli, Müller Thomas, Nidegger, Nussbaumer, Pfister Theophil, Reymond, Rickli Natalie, Rime, Rutschmann, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Schmidt Roberto, Schwander, Segmüller, Spuhler, von Rotz, Walter, Wandfluh, Weber-Gobet, Wobmann (57)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**15.11.2011 CEATE-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**13.02.2012 CEATE-CE.** Adhésion.

**21.03.2014 Conseil national.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2016.

**410/12.477 n von Siebenthal. Utilisation du bois suisse dans les constructions financées par des fonds publics** (27.09.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient de créer le cadre juridique nécessaire à une utilisation accrue du bois suisse dans les constructions.

*Cosignataires:* Aebi Andreas, Amstutz, Bourgeois, Brunner, Büchler Jakob, Candinas, Estermann, Fässler Daniel, Favre Laurent, Gmür, Graf Maya, Grunder, Joder, Lustenberger, Müller Leo, Müller-Altermatt, Nussbaumer, Parmelin, Rime, Rösti, Schläfli, Wobmann (22)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**09.04.2013 CEATE-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**22.08.2013 CEATE-CE.** Adhésion.

**411/13.414 n von Siebenthal. Politique forestière 2020. Donner la priorité aux dessertes** (21.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit, l'exécution et l'allocation des moyens publics au niveau fédéral sont modifiés de façon:

1. qu'il soit possible de réaliser des dessertes forestières avec des subventions de la Confédération sur toutes les surfaces forestières et non plus uniquement dans les forêts protectrices;
2. qu'il soit possible d'adapter les dessertes forestières existantes aux exigences d'une logistique de transport écologique et moderne;
3. que soit garanti l'entretien des installations existantes et à venir;
4. qu'il soit aussi possible d'accorder des subventions pour l'utilisation d'une grue à câble (dessertes temporaires) en dehors de la forêt protectrice.

*Cosignataires:* Favre Laurent, Flückiger Sylvia, Giezendanner, Hausammann, Joder, Killer Hans, Lustenberger, Nussbaumer, Rime, Ritter (10)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**02.07.2013 CEATE-CN.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**x 412/13.415 n von Siebenthal. Rendre possible la lutte contre les espèces envahissantes exogènes** (21.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit actuel est modifié de façon à permettre de lutter efficacement contre les espèces envahissantes exogènes.

1. Lorsque la Confédération ou les cantons prescrivent ou ordonnent de lutter contre une espèce envahissante exogène, le financement des mesures incombe à la Confédération et aux cantons ainsi qu'au responsable. Le propriétaire foncier a l'obligation d'autoriser la mise en oeuvre des mesures.
2. Lorsque cela est indiqué, l'importation, la vente et la distribution d'espèces envahissantes exogènes seront interdites.

*Cosignataires:* Binder, Flückiger Sylvia, Giezendanner, Hausammann, Joder, Lustenberger, Rime, Ritter (8)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**31.03.2014** Retrait.

## Conseil des Etats

### Initiatives des commissions

**413/14.420 é Bureau CE. Modification de la liste des motifs d'empêchement** (16.05.2014)

L'article 44a alinéa 6 du règlement du Conseil des Etats est modifié de sorte qu'un parlementaire qui est absent en raison du décès d'un de ses parents proches soit considéré comme excusé.

Il convient en outre d'examiner si certains motifs d'empêchement peuvent aussi être valables lorsqu'un député n'est absent que pendant une partie de la journée.

CE *Bureau*

**16.05.2014 Bu-CE.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**414/14.401 é Commission de gestion CE. Prévoir des dispositions pénales efficaces pour poursuivre le crime organisé (révision de l'art. 260ter CP)** (31.01.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement (LParl), la Commission de gestion du Conseil des Etats (CdG-CE) dépose l'initiative parlementaire suivante:

La disposition pénale relative à la criminalité organisée (art. 260ter CP) est modifiée de façon à mieux tenir compte des organisations et groupements criminels actuels. Dans les grandes lignes, la révision pourrait prendre la forme suivante:

1. L'article 260ter CP devrait mieux définir les éléments constitutifs d'une organisation criminelle (par ex. la mafia, le cartel de Medellín, les yakuzas japonais ou les organisations criminelles de l'Europe de l'Est, qui sont de plus en plus importantes) et prévoir des peines plus lourdes en cas de participation ou de soutien à une telle organisation.
2. Il y a lieu d'opérer une distinction entre l'organisation criminelle et le groupement criminel (par ex. bandes organisées de cambrioleurs, groupements organisés dans le trafic de stupéfiants, clans familiaux criminels, etc.). Le groupement criminel doit faire l'objet d'une nouvelle qualification pénale.
3. Afin de distinguer clairement l'organisation criminelle et le groupement criminel, d'une part, de la bande (groupe fluctuant formé de deux personnes au moins), d'autre part, la notion de bande pourrait faire l'objet d'une définition à l'article 110 CP.

CE *Commission des affaires juridiques*

**415/13.400 é Commission de la sécurité sociale et de la santé publique CE. Doter l'AVS d'un frein à l'endettement** (22.01.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'assurance-vieillesse et survivants (AVS) sera dotée d'un mécanisme de frein à l'endettement qui permettra de garantir à long terme la bonne santé de ses finances, pour le bien des générations futures.

Ce mécanisme s'articulera en deux phases. Dans un premier temps, les milieux politiques (Conseil fédéral et Parlement) seront explicitement chargés de procéder, dans un délai précis, à des réformes dès que la fortune du fonds AVS se maintiendra durablement au-dessous d'un seuil préalablement défini. Si les réformes échouent ou si leur mise en oeuvre exige trop de temps, la deuxième phase sera déclenchée: des mesures immédiates simples, aisément compréhensibles et légitimes seront appliquées pour stabiliser les finances de l'AVS; ces mesures porteront tant sur les dépenses que sur les recettes.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**22.01.2013 CSSS-CE.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**24.05.2013 CSSS-CN.** Adhésion.

**416/12.434 é Commission des affaires juridiques CE. Elections par l'Assemblée fédérale. Indemnité de**

**départ en cas de non-réélection et modalités de réélection**  
(22.05.2012)

La Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats décide d'élaborer les bases légales nécessaires permettant d'attribuer une indemnité de départ à des personnes ayant exercé une fonction électorale relevant de l'Assemblée fédérale. Ne sont pas concernées les personnes qui ont exercé leurs fonctions à titre accessoire. Il n'existe à ce jour aucune base légale pour les juges des tribunaux de première instance, le procureur de la Confédération et ses substituts. La commission règle notamment la procédure de réélection de sorte que les décisions soient prises au moins six mois avant l'échéance de la durée de fonction.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**22.05.2012 CAJ-CE.** La commission décide d'élaborer une initiative.

**31.08.2012 CAJ-CN.** Adhésion.

**417/12.433 é Commission 12.008-CE. Programme de la législature** (10.05.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, la commission spéciale "Programme de la législature" du Conseil des Etats dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement est modifiée de la manière suivante:

1. Le programme de la législature ne peut plus faire l'objet d'amendements.

2. Il fait l'objet d'un débat et l'Assemblée fédérale en prend acte.

*Porte-parole:* Comte

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**26.10.2012 CIP-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**22.02.2013 CIP-CN.** Adhésion.

**Initiatives des députés**

**418/12.450 é Abate. Modification de l'article 555 alinéa 1 CC. Héritiers inconnus et sommation publique** (14.06.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 555 alinéa 1 du Code civil (CC) doit être modifié de sorte que les ayants droit disposent de six mois au lieu d'un an pour faire leur déclaration d'héritiers, une fois la sommation publiée.

*Cosignataires:* Comte, Eder, Egerszegi-Obrist (3)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**23.10.2012 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**07.11.2013 CAJ-CN.** Adhésion.

**419/06.441 é Bonhôte Pierre. Pour une protection du consommateur contre les abus du démarchage téléphonique**  
(21.06.2006)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Afin de mettre un terme aux abus constatés dans le domaine du démarchage téléphonique où le consommateur se voit fréquemment considéré comme ayant donné son accord à une

transaction commerciale, sans droit de révocation, il convient de modifier le Code des obligations en son article 40a (ou éventuellement 40b), afin que le démarchage téléphonique soit assimilé au démarchage à domicile et que le consommateur dispose ainsi du droit de révocation prévu aux articles 40b à 40f.

*Cosignataires:* Amgwerd Madeleine, Béguelin, Berset, Briner, David, Epiney, Fetz, Gentil, Inderkum, Langenberger, Leuenberger-Solothurn, Marty Dick, Ory, Pfisterer Thomas, Sommaruga Simonetta, Stadler Hansruedi (16)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**13.11.2006 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**14.09.2007 CAJ-CN.** Ne pas donner suite

**02.06.2008 Conseil des Etats.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.12.2008 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**10.06.2009 Conseil des Etats.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**21.09.2009 Conseil national.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**20.09.2011 Conseil des Etats.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2013.

**19.09.2013 Conseil des Etats.** Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2014.

**14.11.2013** Rapport de la commission CE (FF 2014 893)

**14.03.2014** Avis du Conseil fédéral (FF 2014 2883)

Voir objet 05.458 Iv.pa. Sommaruga Simonetta

Code des obligations (Révision du droit de révocation)

**18.06.2014 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet de la commission.

**x 420/13.450 é Cramer. Session extra-muros en 2015 en Valais** (24.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Afin de commémorer les 200 ans des frontières nationales actuelles de la Suisse et d'en célébrer la diversité, une session extra-muros est organisée en Valais en 2015.

*Cosignataires:* Berberat, Comte, Fournier, Imoberdorf, Maury Pasquier (5)

CE *Bureau*

**04.03.2014 Conseil des Etats.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**19.06.2014 Conseil national.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

**421/12.402 é Eder. Rôle de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage** (29.02.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) est modifiée comme suit :

Art. 6 al. 2

Lorsqu'il s'agit de l'accomplissement d'une tâche de la Confédération, la règle suivant laquelle un objet doit être conservé intact dans les conditions fixées par l'inventaire ne souffre d'exception

que si des intérêts publics de la Confédération ou des cantons ou une pesée de tous les intérêts en présence le justifient.

Art. 7 al. 3

L'expertise constitue une des bases dont dispose l'autorité de décision, qui l'inclura dans sa pesée de tous les intérêts en présence et l'appréciera.

*Cosignataires:* Baumann, Bischofberger, Comte, Eberle, Engler, Föhn, Freitag, Graber Konrad, Imoberdorf, Jenny, Keller-Sutter, Kuprecht, Luginbühl, Schmid Martin, Theiler (15)

*CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**18.01.2013 CEATE-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**09.04.2013 CEATE-CN.** Adhésion.

**422/14.417 é Egerszegi-Obrist. Amender le régime de financement des soins** (21.03.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le nouveau régime de financement des soins est modifiée de façon:

1. à répartir les compétences en ce qui concerne le financement résiduel des prestations de soins fournies aux patients venant d'autres cantons dans les domaines hospitalier et ambulatoire;
2. à garantir la liberté de choix entre fournisseurs de prestations reconnus;
3. à distinguer mieux et plus clairement entre frais de soins et frais d'assistance.

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**03.07.2014 CSSS-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**423/10.524 é Forster. AVS. 65/65** (15.12.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants est modifiée comme suit:

Art. 3 al. 1

Les assurés sont tenus de payer des cotisations tant qu'ils exercent une activité lucrative. Les personnes sans activité lucrative sont tenues de payer des cotisations à compter du 1er janvier de l'année qui suit la date à laquelle elles ont eu 20 ans; cette obligation cesse à la fin du mois où elles atteignent l'âge de 65 ans.

Art. 4 al. 2 let. b

le revenu de l'activité lucrative obtenu dès 65 ans révolus, jusqu'à concurrence d'une fois et demie le montant minimum de la rente de vieillesse prévu à l'article 34 alinéa 5.

Art. 5 al. 3 let. b

après le dernier jour du mois où ils atteignent l'âge de 65 ans.

Art. 21 al. 1

Ont droit à une rente de vieillesse les personnes qui ont atteint l'âge de 65 ans.

Art. 40 al. 1

Les personnes qui remplissent les conditions d'octroi d'une rente ordinaire de vieillesse peuvent obtenir son versement

anticipé d'un ou de deux ans. Dans ces cas, le droit à la rente prend naissance le premier jour du mois suivant 64 ou 63 ans révolus. Aucune rente pour enfant n'est octroyée tant que l'ayant droit perçoit une rente anticipée.

Disposition transitoire

Jusqu'au 31 décembre de la quatrième année qui suit l'entrée en vigueur de la présente modification, l'article 21, dans sa teneur du 7 octobre 1994, est applicable à l'âge de la retraite des femmes.

*Cosignataires:* Briner, Büttiker, Freitag, Gutzwiller, Hess Hans, Leumann, Schweiger (7)

*CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**01.04.2011 CSSS-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**14.10.2011 CSSS-CN.** Adhésion.

**12.12.2013 Conseil des Etats.** Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'hiver 2015.

**424/12.451 é Fournier. Accélération de la procédure d'extension des conventions collectives de travail** (14.06.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (LECCT) doit être modifiée comme suit:

Art. 8

...

Al. 3

L'autorité compétente prend position par écrit sur la demande dans un délai de 30 jours. Si la demande n'est pas présentée dans les formes prescrites ou ne fournit pas les indications exigées, la procédure est suspendue et la demande sera classée lorsque les parties ne font pas le nécessaire dans le délai fixé par l'autorité.

Art. 10

...

Al. 3

En cas de rejet de l'opposition, des frais de 1000 à 10 000 francs suisses peuvent être mis à la charge des opposants.

Art. 13

...

Al. 3

La décision motivée doit être notifiée par écrit au canton et aux parties contractantes dans un délai de 30 jours.

...

*Cosignataires:* Berberat, Bischof, Freitag, Hess Hans, Imoberdorf, Schmid Martin, Schwaller, Seydoux (8)

*CE Commission de l'économie et des redevances*

**425/14.421 é Fournier. Approbation des ordonnances par les Chambres fédérales** (11.06.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement est appelé à modifier les lois pertinentes de manière à permettre une approbation par les chambres des ordonnances d'exécution du Conseil fédéral découlant d'actes législatifs importants. Ceux-ci doivent pouvoir prévoir un droit de regard sur les ordonnances d'exécution du Conseil fédéral sous la forme d'une approbation par le Parlement. Dans le respect de la séparation des pouvoirs, cette approbation est faite sans possibilité d'amendement et non pas par un examen détaillé des différentes normes d'exécution.

*Cosignataires:* Abate, Altherr, Baumann, Bieri, Bischof, Bischofberger, Comte, Eberle, Engler, Germann, Hefti, Hess Hans, Imoberdorf, Keller-Sutter, Kuprecht, Levrat, Lombardi, Savary, Schmid Martin, Seydoux (20)

**426/11.440 é Frick. Supprimer la taxe sur la valeur ajoutée sur les contributions des donateurs versées aux organisations d'utilité publique** (16.03.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les contributions de donateurs à des organisations d'utilité publique comme la Garde aérienne suisse de sauvetage (REGA) sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

L'article 3 lettre i TVA est modifié comme suit:

Art. 3

...

Let. i

dons: libéralités consenties à un tiers sans qu'aucune contre-prestation au sens de la législation sur la TVA soit attendue; n'est pas considérée comme une contre-prestation au sens de la législation sur la TVA, l'engagement du tiers de prendre à sa charge le coût des prestations qu'il fournit ou le coût des prestations fournies à sa demande en vertu de ses buts statutaires, pour autant que le tiers soit une organisation d'utilité publique; le fait de mentionner une ou plusieurs fois le don sous une forme neutre dans une publication ne constitue pas une contre-prestation, même en cas d'indication de la raison sociale du donateur ou de reproduction de son logo; les cotisations de membres passifs et les contributions des donateurs à des associations ou à des organisations d'utilité publique sont considérées comme des dons;

...

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**24.06.2011 CER-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

Voir objet 11.441 lv.pa. Hochreutener

**427/12.408 é (Jenny) Föhn. Déclaration de force obligatoire générale des CCT. Donner plus de poids aux salariés non syndiqués** (13.03.2012)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 2 chiffre 3 de la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (LECC; RS 221.215.311) sera modifié et au besoin complété afin que non seulement le nombre de membres des organisations de salariés, mais aussi les déclarations d'adhésion ou de participation des salariés non syndiqués soient comptabilisés dans le quorum requis pour la déclaration de force obligatoire générale (DFOG) d'une convention collective de travail (CCT).

En outre, le quorum sera formé non pas par la majorité de tous les salariés, mais par la majorité des salariés des entreprises liées par la CCT, comme c'est le cas pour le "deuxième quorum" des employeurs visé au chiffre 3 (deuxième partie de la première phrase) de l'article 2 LECCT.

*Cosignataires:* Eberle, Föhn, Germann, Hess Hans, Kuprecht, Minder, Schwaller, Theiler (8)

CE *Commission de l'économie et des redevances*

**27.02.2014 Conseil des Etats.** L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Föhn.

**428/04.468 é Kuprecht. CNA. Préciser les dispositions en matière d'assujettissement** (07.10.2004)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-accidents est à modifier comme suit:

Art. 66 Domaine d'activité

Al. 1

Sont assurés à titre obligatoire auprès de la CNA les travailleurs des entreprises et administrations suivantes:

....

Let. e

entreprises industrielles ou commerciales qui utilisent des machines ou des installations dangereuses pour travailler le métal, le bois, le liège, les matières synthétiques, la pierre ou le verre, ainsi que les fonderies;

....

*Cosignataire:* Jenny (1)

CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**429/05.435 é Kuprecht. Assurance-accidents des administrations publiques** (03.10.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions de la loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA; RS 832.20) qui sont consacrées à l'assurance des administrations publiques doivent être modifiées de telle sorte que toutes les administrations publiques (cantons, districts, communes et autres corporations de droit public) qui n'entrent pas dans le domaine de compétence de la CNA en vertu de l'article 66 LAA soient assurées par les assureurs énumérés à l'article 68 LAA.

CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**430/11.446 é Lombardi. Pour une loi sur les Suisses de l'étranger** (15.06.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

En application de l'article 40 de la Constitution, une loi sur les Suisses de l'étranger sera créée. Elle visera notamment les objectifs suivants:

1. développer une stratégie globale de la Confédération en ce qui concerne les Suisses de l'étranger;

2. attribuer la conduite de la politique concernant les Suisses de l'étranger à un département précis;
3. définir les droits et les obligations des Suisses de l'étranger dans un cadre global, en complément, voire en remplacement des normes actuellement dispersées entre divers actes législatifs;
4. promouvoir la représentation politique des Suisses de l'étranger et définir les rôles du Conseil et de l'Organisation des Suisses de l'étranger;
5. garantir l'information des Suisses de l'étranger;
6. promouvoir la présence internationale de la Suisse en recourant de manière coordonnée au réseau des Suisses de l'étranger;
7. assurer la visibilité internationale du secteur suisse de la formation, notamment grâce à la promotion des écoles suisses à l'étranger;
8. encourager la mobilité internationale croissante des citoyens suisses, notamment en ce qui concerne leur émigration et leur retour au pays en vue d'acquérir une formation ou de se perfectionner sur le plan professionnel;
9. renforcer les liens des Suisses de l'étranger entre eux et leurs liens avec la Suisse.

*Cosignataires:* Altherr, Berberat, Berset, Bieri, Bischofberger, Briner, Bürgi, Comte, Cramer, David, Diener Lenz, Egerszegi-Obrist, Forster, Freitag, Frick, Germann, Graber Konrad, Hêche, Imoberdorf, Janiak, Marty Dick, Maury Pasquier, Recordon, Reimann Maximilian, Savary, Schwaller, Schweiger, Seydoux, Stadler Markus, Zanetti (30)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**13.01.2012 CIP-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**24.02.2012 CIP-CN.** Adhésion.

**27.01.2014** Rapport de la commission CE (FF 2014 1851)

**07.03.2014** Avis du Conseil fédéral (FF 2014 2541)

Loi fédérale sur les personnes et les institutions suisses à l'étranger (Loi sur les suisses de l'étranger, LSEtr)

**17.03.2014 Conseil des Etats.** Décision modifiant le projet de la commission.

**05.06.2014 Conseil national.** Divergences.

#### **431/03.465 é Maissen. Service public. Desserte de base dans la Constitution \*** (19.12.2003)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je présente l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale sera complétée par un article sur la desserte de base des services publics.

*Cosignataires:* Amgwerd Madeleine, Béguelin, Berset, Bieri, Brändli, Brunner Christiane, Bürgi, David, Epiney, Escher Rolf, Frick, Gentil, Germann, Hess Hans, Hofmann Hans, Inderkum, Leuenberger-Solothurn, Lombardi, Marty Dick, Ory, Pfisterer Thomas, Saudan, Schmid-Sutter Carlo, Schwaller, Slongo, Stadler Hansruedi, Stähelin, Wicki (28)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**05.09.2011 CTT-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**17.04.2012 CTT-CN.** Ne pas donner suite

#### **x 432/12.499 é Minder. Sociétés anonymes cotées en bourse et sociétés contrôlées par les collectivités publi-**

#### **ques. Publication des dons faits aux politiques**

(13.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

1. Les sociétés dont les actions sont cotées en bourse déclareront:

a. dans le rapport de gestion, le montant total des dons faits à des politiques (notamment aux partis et aux associations et pour des campagnes);

b. si les dons dépassent 10 000 francs par bénéficiaire et par année, le nom et l'adresse du bénéficiaire ainsi que le montant du don;

c. qu'elles ont le droit de prévoir dans leurs statuts un autre seuil exigeant la déclaration selon le chiffre 1 lettre b;

d. que les dons faits pour des campagnes politiques par les administrateurs, la direction ou le conseil consultatif sont considérés comme des indemnités; ces dons seront indiqués en détail dans le rapport de gestion.

2. Les sociétés dominées par la Confédération ou par une autre collectivité publique déclareront tous les dons faits à des politiques dans leurs comptes annuels. Elles indiqueront notamment le nom et l'adresse du bénéficiaire et le montant du don.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**03.05.2013 CAJ-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**10.06.2014 Conseil des Etats.** Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

#### **433/13.471 é Niederberger. Procédure de déclaration. Modifier la loi sur l'impôt anticipé afin d'éliminer les entraves administratives** (10.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'impôt anticipé sera modifiée comme suit:

Art. 16

5. Echéance; intérêt moratoire

Al. 1

L'impôt anticipé échoit:

Let. a

sur les intérêts des obligations de caisse et des avoirs de clients auprès de banques ou de caisses d'épargne suisses: trente jours après l'expiration de chaque trimestre commercial, pour les intérêts échus pendant ce trimestre;

Let. b

...1

Let. c

sur les autres revenus de capitaux mobiliers et sur les gains faits dans les loteries: trente jours après la naissance de la créance fiscale (art. 12);

Let. d

sur les prestations d'assurances: trente jours après l'expiration de chaque mois, pour les prestations exécutées pendant ce mois.

Al. 2

Un intérêt moratoire est dû, sans sommation, sur les montants d'impôt dès que les délais fixés à l'alinéa 1 sont échus. Le Département fédéral des finances fixe le taux de l'intérêt.

## Al. 2bis

Aucun intérêt moratoire n'est prélevé si les conditions matérielles d'exécution de l'obligation fiscale par voie de déclaration sont remplies. L'engagement d'une procédure pénale pour violation de l'article 64 est réservée.

## Art. 20

## 2. Pour les revenus de capitaux mobiliers

Lorsque le paiement de l'impôt sur les revenus de capitaux mobiliers entraînerait des complications inutiles ou des rigueurs manifestes, le contribuable peut être autorisé à exécuter son obligation fiscale par une déclaration de la prestation impossible; l'ordonnance définit les cas dans lesquels cette procédure est admise. Si la demande d'autorisation du recours à la procédure de déclaration ou la déclaration elle-même ne sont pas déposées dans le délai imparti, dans les cas réglés par le Conseil fédéral, la procédure de déclaration n'est admise que sous réserve de l'engagement d'une procédure pénale pour violation de l'article 64.

## Art. 70c

## V. Disposition transitoire relative à la modification du ...

L'article 16 alinéa 2bis et l'article 20 sont aussi applicables aux faits qui se sont produits avant l'entrée en vigueur de ces dispositions, sous réserve de prescription ou d'une imposition définitive.

*Cosignataires:* Altherr, Bieri, Bischof, Eberle, Eder, Engler, Graber Konrad, Gutzwiller, Häberli-Koller, Hess Hans, Keller-Sutter, Kuprecht, Lombardi, Luginbühl, Schmid Martin, Schwaller (16)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**30.06.2014 CER-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**434/11.466 é Recordon. Délai d'assainissement des sites pollués** (17.06.2011)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 32e alinéa 3 lettre b de la loi sur la protection de l'environnement (LPE) est modifié en ce sens que la date ultime est prolongée du 1er février 1996 au 1er juillet 2023.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**13.02.2012 CEATE-CE.** Décidé de donner suite à l'initiative.

**03.04.2012 CEATE-CN.** Adhésion.

**11.02.2014** Rapport de la commission CE (FF 2014 3505)

**30.04.2014** Avis du Conseil fédéral (FF 2014 3517)

Loi fédérale sur la protection de l'environnement (Loi sur la protection de l'environnement LPE)

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Décision conforme au projet de la Commission

**435/12.454 é Schmid Martin. Réaménager le système fiscal pour promouvoir l'innovation et renforcer la compétitivité de la Suisse** (15.06.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Notre système fiscal revêt une importance non négligeable pour l'économie de notre pays. Si elle veut pouvoir continuer à faire face à la concurrence internationale et renforcer, notamment,

ses capacités industrielles et le potentiel d'innovation de ses entreprises, la Suisse doit engager suffisamment tôt un développement autonome de son droit fiscal. Pour ce faire, il faut introduire dans la législation de nouvelles normes qui compléteront les règles d'imposition particulières établies par la LHID pour certaines formes d'entreprises et remplaceront ces règles au terme d'un délai transitoire. Les changements ainsi apportés au système fiscal suisse constitueront une réponse efficace à l'UE dans le différend fiscal qui oppose Berne à Bruxelles depuis plusieurs années.

Le réaménagement de la fiscalité des entreprises s'articulera autour des mesures suivantes.

1. Adaptation de la réduction pour participation: abandon du système d'exonération indirect des rendements de participation au profit d'un système d'exonération direct; suppression du taux de participation minimal et de la durée de détention minimale; maintien de la déductibilité intégrale des amortissements relatifs aux participations et des charges d'intérêts liées à l'acquisition de participations.

2. Régime fiscal privilégié pour les intérêts intragroupe: introduction d'une exonération partielle des intérêts nets selon un système analogue au régime d'exonération appliqué aux dividendes au titre de la réduction pour participation.

3. Aides fiscales à l'innovation: mise en place de mesures fiscales visant à encourager l'innovation (activités de recherche et développement ainsi que droits de propriété intellectuelle); ces mesures porteront à la fois sur les inputs et sur les outputs; celles axées sur les outputs comprendront également l'octroi d'avantages fiscaux pour les revenus destinés à un usage personnel qui proviennent de droits de propriété intellectuelle).

4. Assouplissement du principe de l'autorité du bilan commercial: modification des articles 24 LHID et 58 LIFD concernant les transactions internes du groupe afin de créer des bases propres à garantir une imposition adéquate en Suisse.

*Cosignataires:* Bischof, Germann, Luginbühl (3)

CE *Commission de l'économie et des redevances*

## Pétitions

x **436/13.2012 é Andri Marcus. Annulation de l'adoption pour le bien de l'enfant** (28.02.2013)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**12.12.2013 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**20.06.2014 Conseil national.** Ne pas donner suite

**437/12.2078 é Association Initiative des Alpes. Pour un Tessin vivable. Raccordement sud-nord sûr et supportable** (02.05.2011)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**13.03.2014 Conseil des Etats.** Liquidée avec la discussion de l'objet 13.077 Loi sur le transit routier dans la région alpine. Réfection du tunnel routier du Saint-Gothard (voir art. 126, al. 2 LParl)

Voir objet 12.2079 Pét. Comité pour l'achèvement du Gothard

Voir objet 13.077 MCF

**438/13.2029 Bassola Sandro. Eviter les résiliations de bail en cas de retard des autorités compétentes dans le paiement des loyers des personnes bénéficiant d'un soutien** (29.04.2013)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**439/13.2003 Begré Max. Application en Suisse de la technologie du réacteur à plasma développée par M. T. Keshe** (21.01.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**440/13.2051 é Berner Mahnwache. Palestine. Plus de violation des droits de l'enfant** (15.09.2013)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**20.03.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**441/13.2057 Bosia Lisa. Action extraordinaire pour l'accueil en Suisse de réfugiés en provenance de Syrie** (28.11.2013)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**442/13.2043 Bündnis für sinnvolle Rechtssetzung (c/o Merki). Révision de la LSCPT. Non à l'extension de la conservation des données à titre préventif. Non à l'utilisation de chevaux de Troie par l'Etat** (29.10.2013)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**10.03.2014 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 13.025 Loi sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication. Modification (voir art. 126 al. 2 LParl).

**443/10.2007 é Bürgeraktion Gesunde Währung. Arrêter les ventes d'or** (26.04.2010)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**17.06.2010 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**444/14.2015 Chabin Anna. Non à un assouplissement de l'ordonnance sur l'exportation du matériel de guerre** (14.05.2014)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

**445/13.2055 é Charta 2016. Cent espaces d'art éclairent mieux qu'un phare** (25.11.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**446/14.2012 Collectif Urgence-Palestine Nyon La Côte. Pour le respect des droits des enfants palestiniens** (18.03.2014)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**447/14.2008 d'Eggis Nicolas. Tribunal fédéral. Traitement des demandes de révision** (12.02.2014)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**448/12.2061 FDP. Die Liberalen. Zug. RPT. 2000 francs sont assez** (12.10.2012)

CN/CE *Commission des finances*

**449/12.2018 n Fischer Eugen. Pour la création d'un troisième sexe. Intersexualité** (03.04.2012)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**22.03.2013 Conseil national.** Ne pas donner suite

**450/13.2033 Fischer Eugen. Réintroduction du bison européen dans le Parc national Suisse et dans d'autres parcs naturels** (04.05.2013)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**451/13.2034 Fischer Eugen. Pour la dissolution de l'organisation Patrimoine suisse** (18.05.2013)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**452/13.2053 Fischer Eugen. Certification de toutes les entreprises employant au moins dix personnes** (30.08.2013)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**453/14.2002 Fischer Eugen. Détention de chiens. Interdiction des laisses à enrouleur** (27.12.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**454/14.2003 Fischer Eugen. Pour une définition précise du service public** (03.12.2013)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**455/14.2004 Fischer Eugen. Déclarer la part du travail des enfants dans la fabrication de produits et la fourniture de services** (09.12.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**456/12.2058 n Fondation Franz Weber. Pas d'importation de produits de phoques en Suisse!** (21.06.2011)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**21.06.2011 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition (voir objet no 11.3635 Mo. CN (Freysinger). Interdiction d'importer des produits dérivés du phoque).

**457/13.2049 Gloor Pascal, Piratenpartei Schweiz. Partipirate Suisse. Non à l'Etat fouineur** (22.08.2013)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**10.03.2014 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 13.025 Loi sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication. Modification (voir art. 126 al. 2 LParl).

**458/13.2058 Greenpeace Suisse. Durée de fonctionnement des centrales nucléaires. 40 ans, ça suffit** (19.12.2013)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**459/13.2010 Hammer Fritz. Imposition des dividendes** (20.02.2013)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**460/13.2024 Hammer Fritz. Pour renforcer les droits populaires, la Suisse s'affranchit du droit international** (18.03.2013)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**461/13.2042 é Hammer Fritz. Pas d'exonération fiscale pour les collaborateurs d'institutions étrangères et internationales en Suisse** (20.06.2013)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**462/13.2052 n Huber Linus. Epargne privée. Compenser la dévaluation causée par les mesures de politique monétaire** (17.09.2013)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**20.06.2014 Conseil national.** Ne pas donner suite

x **463/14.2016 Jaiza Marco P. Démission de parlementaires en cours de législature** (13.05.2014)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**13.06.2014 Retrait.**

**464/14.2018 Jaiza Marco P. Art. 261bis CP. Rendre le salut hitlerien punissable** (18.06.2014)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**465/13.2020 Jeanneret Michel-Alain. Contre la discrimination des personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenre** (03.03.2013)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**466/07.2013 n Session des jeunes 2006. Soutien financier aux constructions "minergie"** (06.09.2007)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**21.12.2007 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**467/09.2002 é Session des jeunes 2008. Financement des partis** (24.03.2009)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**17.06.2010 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**468/12.2008 é Session des jeunes 2009. Les jeunes et la crise économique: avantages fiscaux pour les entreprises qui favorisent l'emploi des jeunes** (01.02.2012)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**15.03.2012 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**469/13.2044 n Session des jeunes 2011. Taxe d'incitation sur les énergies non renouvelables** (12.10.2011)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**27.09.2013 Conseil national.** Ne pas donner suite

**470/12.2070 é Session des jeunes 2012. Vieillesse de la population et AVS** (18.11.2012)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**20.03.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**471/12.2075 n Session des jeunes 2012. Sortie du nucléaire et énergies renouvelables** (18.11.2012)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**27.09.2013 Conseil national.** Ne pas donner suite

**472/12.2076 Session des jeunes 2012. Contrôle du respect de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) par les entreprises multinationales** (18.11.2012)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**473/13.2059 Session des jeunes 2013. Déclaration de l'expérimentation animale sur les produits** (17.11.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**474/13.2060 Session des jeunes 2013. Contre la discrimination liée à l'orientation sexuelle** (17.11.2013)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**475/13.2061 Session des jeunes 2013. Conventions Collectives de Travail pour tous les employés** (17.11.2013)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**476/13.2062 Session des jeunes 2013. Egalité des droits pour les homosexuel-le-s** (17.11.2013)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**477/13.2063 Session des jeunes 2013. Introduction d'un impôt progressif sur le bonus** (17.11.2013)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**478/13.2064 Session des jeunes 2013. Égalité entre le service civil et militaire** (17.11.2013)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

**479/13.2011 Junfreisinnige Thurgau. Loi sur l'alcool. Suppression de l'interdiction de l'"happy hour"** (01.03.2013)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**480/08.2027 é Jeunes PEV. Champ libre! Contre la publicité sexiste** (26.11.2008)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**18.12.2008 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**481/14.2011 é Juso. Halte aux privilèges de la FIFA** (18.08.2011)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**482/12.2080 n Komitee "Schutz dem Wettbewerb" (Hansjörg Bracher). Sus aux dysfonctionnements institutionnels. Oui à la protection de la concurrence** (20.12.2012)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**06.03.2014 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 12.028 Loi sur les cartels (voir art. 126 al. 2 LParl).

Voir objet 12.028 MCF

Voir objet 12.2046 Pét. Konsumentenschutz, Sara Stalder

**483/12.2079 é Comité pour l'achèvement du Gothard. L'achèvement du Gothard** (14.03.2012)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**13.03.2014 Conseil des Etats.** Liquidée avec la discussion de l'objet 13.077 Loi sur le transit routier dans la région alpine. Réfection du tunnel routier du Saint-Gothard (voir art. 126, al. 2 LParl)

Voir objet 12.2078 Pét. Association Initiative des Alpes

Voir objet 13.077 MCF

**484/12.2046 é Konsumentenschutz, Sara Stalder. Lutte contre l'îlot de cherté suisse** (04.07.2012)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**06.03.2014 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 12.028 Loi sur les cartels (voir art. 126 al. 2 LParl).

Voir objet 12.028 MCF

Voir objet 12.2080 Pét. Komitee "Schutz dem Wettbewerb" (Hansjörg Bracher)

**485/14.2014 Kühni Philipp. Des règles claires pour les radars de contrôle routier** (01.05.2014)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**486/13.2014 é Kulturverein der Aserbaidshaner in der Schweiz. Faire la lumière sur le massacre de Khojaly** (23.02.2013)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**26.09.2013 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**487/14.2007 Landolf Kurt J.. Pour une production moins coûteuse des pièces de 5 centimes** (15.02.2014)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

x **488/13.2019 é Lörcher Ursula. Abolition du secret bancaire** (05.03.2013)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**20.03.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**20.06.2014 Conseil national.** Ne pas donner suite

**489/12.2022 Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband. Corrections nécessaires de la législation sur la protection des eaux** (23.03.2012)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**490/13.2048 Märki Thomas, Tierpartei Schweiz. Déclaration obligatoire pour la viande importée** (23.08.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

x **491/13.2009 é Merki Roger/Lopez José M.. Concernant la mise en oeuvre de la Convention de Lanzarote (objet 12.066)** (19.02.2013)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**10.09.2013 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 12.066 Protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Approbation et mise en oeuvre (voir art. 126 al. 2 LParl).

**20.03.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**492/14.2005 Merminod Yves. Réforme du gouvernement. Augmentation du nombre de conseillers fédéraux** (03.02.2014)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**493/13.2006 é Minnesota Swiss Community. Contre la fermeture du consulat général de Suisse à Chicago** (01.02.2013)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**20.06.2013 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**494/13.2005 é Müller Edgar. L'octroi du caractère d'utilité publique devrait être l'affaire de la Confédération** (03.02.2013)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**495/13.2025 Müller Edgar. Réglementation des avancements d'hoirie en argent** (08.04.2013)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**496/13.2037 Müller Edgar. Pas de versements en capital dans le cadre du 2e pilier** (20.05.2013)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**497/13.2040 é Müller Edgar. Système scolaire. Sanctions disciplinaires à l'encontre des mineurs** (18.05.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**498/13.2030 é Neuhaus Jürg. Contre la fermeture du consulat général de Suisse à Jeddah, Arabie Saoudite** (27.11.2012)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**12.12.2013 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**499/13.2022 é Organization for Human Rights Justice. Protection des droits humains de toutes les minorités en Inde** (25.03.2013)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**26.09.2013 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**500/14.2000 é Pharm!action. Introduire le tiers payant dans l'assurance maladie obligatoire** (02.12.2013)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

x **501/14.2001 é Rahm Emil. Relations Suisse–UE. Avis consultatif du tribunal fédéral** (29.11.2013)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**20.06.2014 Conseil national.** Ne pas donner suite

**502/12.2042 n Droit sans frontières, c/o Alliance Sud. Des règles contraignantes pour les multinationales suisses** (13.06.2012)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**14.12.2012 Conseil national.** Ne pas donner suite

**20.06.2013 Conseil des Etats.** Renvoi à la commission, qui est chargée d'élaborer une initiative ou une intervention parlementaire allant dans le sens de la pétition.

**503/14.2013 Reform 91. Abrogation des articles 59-61 CP** (29.04.2014)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**504/13.2036 Reform 91, Peter Zimmermann. Pour une loi fédérale sur l'exécution des peines** (20.05.2013)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**505/13.2046 Reform 91, Peter Zimmermann. Article 184 CPP. Plus de droits pour le défenseur lors de l'établissement d'expertises psychiatriques** (16.07.2013)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**506/13.2045 Roggen Beat René. Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA** (18.06.2013)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**507/11.2007 n Schärz-Ryser. Pour le maintien de la réglementation actuelle pour la protection du loup** (12.05.2011)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**17.06.2011 Conseil national.** Ne pas donner suite

x **508/13.2032 é Spira David. Loi sur la protection des animaux. Détention de lièvres nains, de lièvres et de lapins** (10.05.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**12.12.2013 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**20.06.2014 Conseil national.** Ne pas donner suite

**509/13.2026 n Stiftung für Konsumentenschutz. Halte aux droits de douane disproportionnés!** (23.08.2010)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**21.06.2013 Conseil national.** Ne pas donner suite

**510/14.2017 Stribel Werner. Non à la discrimination par l'âge** (12.06.2014)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

x **511/14.2006 én SVP Tessin. Dénoncer les Accords de Schengen** (21.02.2014)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**20.06.2014 Conseil national.** Ne pas donner suite

**512/12.2052 n Vallotton Paul-Olivier. Pour la transparence de l'assurance-maladie** (17.08.2012)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**21.06.2013 Conseil national.** Ne pas donner suite

**513/05.2010 n Verantwortungsvoll erziehende Väter und Mütter. Soutien au postulat 04.3250 (Tâches parentales. Egalité de traitement)** (15.09.2005)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**07.10.2005 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition sans toutefois y donner suite.

**514/10.2016 n Verband Schweizerischer Polizei-Beamter. Stop à la violence contre la police** (25.06.2010)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**01.10.2010 Conseil national.** Donner suite à la pétition et la renvoyer à la commission pour élaborer une motion, un postulat ou une initiative parlementaire.

Voir objet 13.4011 Po. CAJ-CN

x **515/13.2050 é Vozeh Samuel. Non à l'exportation d'armes vers des pays qui violent gravement les droits de l'homme** (16.08.2013)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

**26.09.2013 Conseil des Etats.** Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 13.3662 Mo. Conseil des Etats (CPS-CE), Mettre un terme à la discrimination de l'industrie suisse d'armement (voir art. 126 al. 2 LParl).

**06.03.2014 Conseil national.** Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 13.3662 Mo. Conseil des Etats (CPS-CE), Mettre un terme à la discrimination de l'industrie suisse d'armement (voir art. 126 al. 2 LParl).

**516/12.2054 é Wäfler Urs. Election du Conseil fédéral par le peuple** (01.09.2012)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**26.09.2013 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

Voir objet 12.056 MCF

**517/13.2001 é Wäfler Urs. Directives fédérales concernant l'instruction publique** (09.01.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**20.06.2013 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

x **518/13.2002 é Wäfler Urs. Article 99 Cst. Admission d'émetteurs autres que la Confédération** (11.01.2013)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

**20.03.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**20.06.2014 Conseil national.** Ne pas donner suite

**519/13.2008 Wäfler Urs. Moteurs de recherche. Publication des entreprises auxquelles des informations sont données** (19.02.2013)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

x **520/13.2021 n Wäfler Urs. Coopération de la Confédération avec Facebook** (06.03.2013)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**21.03.2014 Conseil national.** Ne pas donner suite

**19.06.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**521/13.2027 é Wäfler Urs. Accorder un grade universitaire sur la base de l'expérience professionnelle** (15.04.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**20.03.2014 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**522/13.2041 Wäfler Urs. Soutien à l'initiative "Pour un revenu de base inconditionnel"** (20.06.2013)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**523/13.2047 é Wäfler Urs. Suppression du numerus clausus pour les études de médecine** (12.07.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**25.11.2013 Conseil des Etats.** Ne pas donner suite

**524/14.2009 Weingart Roland. Primes d'assurance-maladie pour les jeunes** (25.02.2014)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**525/14.2010 Weingart Roland. Baisser les coûts de l'assurance-maladie pour les familles** (25.02.2014)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**526/12.2023 Zuger Bauern-Verband. Corrections nécessaires du droit de la protection des eaux** (27.03.2012)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**527/13.2054 Zürcher Florian. Améliorer la situation des femmes enceintes travaillant dans les services publics**  
(26.10.2013)

*CN/CE Commission de l'économie et des redevances*

## Initiatives populaires pendantes

Objet	Déposée le	Rapport du Conseil fédéral sur le fond	Décision des conseils législatifs	Expiration du délai
Initiative populaire sur les bourses d'études (FF 2012 2229) (13.058)	20.01.2012	26.06.2013		20.07.2014 <sup>1</sup>
Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte) (FF 2012 7781) (14.026)	06.09.2012	26.02.2014		06.03.2015
Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux) (FF 2012 8512) (13.057)	19.10.2012	26.06.2013	20.06.2014	19.04.2015
Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles (FF 2012 9038) (13.086)	02.11.2012	23.10.2013	20.06.2014	02.05.2015
Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt (FF 2013 241) (13.084)	05.11.2012	23.10.2013		05.05.2015
Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage (FF 2013 243) (13.085)	05.11.2012	23.10.2013		05.05.2015
Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative «Sortir du nucléaire») (FF 2013 569) (13.074)	16.11.2012	04.09.2013		16.05.2015
Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie (FF 2013 571) (13.095)	17.12.2012	20.11.2013		17.06.2015
Pour le renvoi effectif des étrangers criminels (initiative de mise en oeuvre) (FF 2013 1061) (13.091)	28.12.2012	20.11.2013		28.06.2015
Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS (Réforme de la fiscalité successorale) (FF 2013 2033) (13.107)	15.02.2013	13.12.2013		15.08.2015
Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or) (FF 2013 2589) (13.093)	20.03.2013	20.11.2013	20.06.2014	20.09.2015
Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique (Initiative efficacité électrique) (FF 2013 3427) (14.026)	15.05.2013	26.02.2014		15.12.2015
En faveur du service public (FF 2013 4307) (14.038)	30.05.2013	14.05.2014		30.11.2015
Pour un revenu de base inconditionnel (FF 2013 7771)	04.10.2013			04.04.2016
Protection contre la sexualisation à l'école maternelle et à l'école primaire (FF 2014 1453)	17.12.2013			17.06.2016
AVSplus: pour une AVS forte (FF 2014 933)	17.12.2013			17.06.2016
Pour un financement équitable des transports (FF 2014 3019)	10.03.2014			10.09.2016
Pas de spéculation sur les denrées alimentaires (FF 2014 3185)	29.04.2014			29.10.2016

<sup>1</sup> Prolongation du délai jusqu'au 20 juillet 2015 (CN 12.06.2014; CE 16.06.2014)

## Initiatives populaires annoncées

No	Objet	Forme	Publiée le	Expiration du délai	Initiants
1	Protéger la vie pour remédier à la perte de milliards	R	26.02.2013 (FF 2013 1447)	26.08.2014	Comité d'initiative «Protéger la vie pour remédier à la perte de milliards», case postale 18, 8775 Luchsingen
2	Davantage de places de formation en médecine humaine (Halte à la pénurie imminente de médecins!)	R	09.04.2013 (FF 2013 2357)	09.10.2014	Mehr Ausbildungsplätze in Humanmedizin, Lindenbachstrasse 39, 8006 Zurich
3	Oui à la circulation, non aux bouchons	R	28.05.2013 (FF 2013 2919)	28.11.2014	Comité d'initiative «Das 3er Paket», Case postale 184, 4922 Bützberg
4	Réserver à la route les fonds alimentés par la route	R	28.05.2013 (FF 2013 2925)	28.11.2014	Comité d'initiative «Das 3er Paket», Case postale 184, 4922 Bützberg
5	Pour des vitesses maximales raisonnables	R	28.05.2013 (FF 2013 2929)	28.11.2014	Verein Bevölkerungsinitiative, case postale 4, 8454 Buchberg
6	Oui à la protection de la sphère privée	R	04.06.2013 (FF 2013 3025)	04.12.2014	Comité d'initiative «Oui à la protection de la sphère privée», Case postale 23, 8416 Flaach
7	Radio et télévision – sans Billag	R	12.11.2013 (FF 2013 7603)	12.05.2015	Comité d'initiative «Radio und Fernsehen – ohne Billag», c/o SOS, Case postale 135, 9016 St-Gall
8	Pour la sécurité alimentaire	R	04.02.2014 (FF 2014 935)	04.08.2015	Comité d'initiative «Pour la sécurité alimentaire», Union suisse des paysans, Belpstrasse 26, 3007 Berne
9	Réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance (initiative sur la réparation)	R	01.04.2014 (FF 2014 2835)	01.10.2015	Komitee Wiedergutmachungsinitiative, Schauplatzgasse 39, 3011 Berne
10	Responsabilité en cas de récidive de la part de délinquants sexuels ou violents	R	29.04.2014 (FF 2014 3177)	29.10.2015	Initiativkomitee Zentralregister Zentralregister, case postale 514, 9471 Buchs SG
11	Registre central suisse pour l'appréciation des délinquants sexuels ou violents condamnés	R	29.04.2014 (FF 2014 3181)	29.10.2015	Initiativkomitee Zentralregister, Case postale 514, 9471 Buchs SG
12	Pour une vitesse maximale de 140 km/h sur les autoroutes	R	20.05.2014 (FF 2014 3471)	20.11.2015	Comité d'initiative: Initiativkomitee 140er, Marco Schläpfer, Seestrasse 110d, 8610 Uster
13	Pour des denrées alimentaires saines et produites dans des conditions équitables et écologiques (initiative pour des aliments équitables)	R	27.05.2014 (FF 2014 3525)	27.11.2015	Parti écologiste suisse, Waisenhausplatz 21, 3011 Berne
14	Pour une monnaie à l'abri des crises: émission monétaire uniquement par la Banque nationale! (Initiative Monnaie pleine)	R	03.06.2014 (FF 2014 3589)	03.12.2015	Comité d'initiative: Initiative «Monnaie Pleine», Case postale 1017, 3000 Berne 23
15	Oui à la suppression des redevances radio et télévision (suppression des redevances Billag)	R	11.06.2014 (FF 2014 3855)	11.12.2015	Comité d'initiative: Verein «No Billag», Bornstrasse 86, 4612 Wangen

R = Projet rédigé de toutes pièces

TG = Proposition conçue en termes généraux

## Commissions parlementaires

### CONSEIL NATIONAL

#### 1. Bureau-CN (Bu)

*Lustenberger* (Président), Rossini (1er vice-président), Markwalder (2e vice-présidente)  
*Scrutateurs*: Büchel Roland, Büchler Jakob, Favre Laurent, Graf-Litscher  
*Suppléants*: Caroni, Estermann, Ritter, Voruz  
*Présidents et présidentes de groupe*: Amherd, Amstutz, Glättli, Hassler, Huber, Moser, Tschümperlin

#### 2. Commission des finances (CdF)

*Müller Leo, Vischer Daniel*, Aeschi Thomas, Amaudruz, Carobbio Gussetti, Feller, Fischer Roland, Gasche, Gilli, Gmür, Gössi, Grin, Gschwind, Gysi, Hadorn, Hausammann, Jositsch, Kiener Nellen, Müller Thomas, Quadranti, Schibli, Schneeberger, Schwander, Vitali, Wermuth (25)

#### 3. Commission de gestion (CdG)

*Joder, Feri Yvonne*, Bernasconi, Binder, Böhni, Büchler Jakob, Caroni, Eichenberger, Estermann, Geissbühler, Glanzmann, Graf Maya, Grunder, Heer, Hiltbold, Kessler, Leuenberger-Genève, Lustenberger, Rossini, Streiff, Tschäppät, Tschümperlin, Veillon, von Siebenthal, Ziörjen (25)

#### 4. Commission de politique extérieure (CPE)

*Sommaruga Carlo, Büchel Roland*, Aebi Andreas, Estermann, Fehr Jacqueline, Fiala, Friedl, Haller, John-Calame, Lüscher, Markwalder, Mörgeli, Moser, Müller Geri, Müller Walter, Naef, Neiryck, Nussbaumer, Pfister Gerhard, Reimann Maximilian, Riklin Kathy, Rusconi, Schneider-Schneiter, Stamm, Tornare (25)

#### 5. Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC)

*Aebischer Matthias, Müri*, Bulliard, Chevalley, Derder, Galladé, Graf Maya, Grin, Herzog, Keller Peter, Maire Jacques-André, Mörgeli, Munz, Neiryck, Pieren, Portmann, Quadranti, Reynard, Riklin Kathy, Schneider-Schneiter, Stahl, Steiert, Trede, Wasserfallen, Weibel (25)

#### 6. Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS)

*Parmelin, Cassis*, Borer, Bortoluzzi, Carobbio Gussetti, Clottu, de Courten, Fehr Jacqueline, Frehner, Gilli, Heim, Hess Lorenz, Humbel, Ingold, Lohr, Moret, Pezzatti, Rossini, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Stahl, Steiert, Stolz, van Singer, Weibel (25)

#### 7. Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE)

*Killer Hans, Müller-Altermatt*, Badran Jacqueline, Bäumle, Bourgeois, Brunner, Buttet, Chopard-Acklin, Fässler Daniel, Favre Laurent, Girod, Grunder, Jans, Knecht, Müri, Nordmann, Nussbaumer, Parmelin, Röstli, Schilliger, Semadeni, Thorens Goumaz, Vogler, Wasserfallen, Wobmann (25)

#### 8. Commission de la politique de sécurité (CPS)

*Hurter Thomas, Eichenberger*, Allemann, Borer, Bortoluzzi, Büchler Jakob, Fehr Hans, Fischer Roland, Flach, Fridez, Galladé, Geissbühler, Glanzmann, Golay, Graf-Litscher, Haller, Hilt-

pold, Müller Walter, Perrinjaquet, Romano, Schläfli, Trede, van Singer, von Siebenthal, Voruz (25)

#### 9. Commission des transports et des télécommunications (CTT)

*Amherd, Rickli Natalie*, Allemann, Binder, Candinas, Fluri, Français, Gasser, Giezendanner, Graf-Litscher, Grossen Jürg, Hardegger, Huber, Hurter Thomas, Killer Hans, Landolt, Lehmann, Mahrer, Nordmann, Piller Carrard, Quadri, Regazzi, Rytz Regula, Walti Beat, Wobmann (25)

#### 10. Commission de l'économie et des redevances (CER)

*Noser, Leutenegger Oberholzer*, Amstutz, Baader Caspar, Bertschy, Birrer-Heimo, Caroni, Darbellay, de Buman, Flückiger Sylvia, Germanier, Hassler, Jans, Maier Thomas, Maire Jacques-André, Marra, Matter, Meier-Schatz, Müller Philipp, Pardini, Rime, Ritter, Schelbert, Walter, Wandfluh (25)

#### 11. Commission des institutions politiques (CIP)

*Amarelle, Brand*, Amaudruz, Bäumle, Bugnon, Fehr Hans, Fluri, Glättli, Gross Andreas, Heim, Humbel, Joder, Landolt, Leuenberger-Genève, Masshardt, Moret, Müller Philipp, Pantani, Pfister Gerhard, Romano, Rutz Gregor, Schenker Silvia, Schneeberger, Streiff, Tschümperlin (25)

#### 12. Commission des affaires juridiques (CAJ)

*von Graffenried, Schwaab*, Amherd, Barazzone, Brand, Chevalley, Egloff, Flach, Guhl, Huber, Jositsch, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Lüscher, Markwalder, Merlini, Nidegger, Reimann Lukas, Rickli Natalie, Ruiz Rebecca, Schneider Schützel, Schwander, Stamm, Vischer Daniel, Vogler (25)

#### 13. Commission de l'immunité (Cdi)

*Lüscher, Pfister Gerhard*, Amarelle, Amherd, Brand, Büchel Roland, Chopard-Acklin, Fässler Daniel, Flückiger Sylvia, Gössi, Grin, Gross Andreas, Heer, Marra, Mörgeli, Regazzi, Schenker Silvia, Tschümperlin (18)

### CONSEIL DES ETATS

#### 14. Bureau-CE (Bu)

*Germann* (Président), Hêche (1er vice-président), Comte (2e vice-président)  
*Scrutateur*: Bischofberger  
*Suppléant*: Keller-Sutter

#### 15. Commission des finances (CdF)

*Altherr, Fetz*, Abate, Bieri, Fournier, Germann, Häberli-Koller, Hefti, Hösli, Levrat, Schwaller, Theiler, Zanetti (13)

#### 16. Commission de gestion (CdG)

*Hess Hans, Stöckli*, Baumann, Eder, Föhn, Hêche, Imoberdorf, Janiak, Kuprecht, Luginbühl, Niederberger, Schmid Martin, Stäbler Markus (13)

#### 17. Commission de politique extérieure (CPE)

*Gutzwiller, Levrat*, Berberat, Bischof, Bischofberger, Eberle, Eder, Fournier, Germann, Keller-Sutter, Maury Pasquier, Recordon, Seydoux (13)

### 18. Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC)

*Savary, Häberli-Koller, Altherr, Bieri, Bischofberger, Eder, Fetz, Germann, Gutzwiller, Luginbühl, Maury Pasquier, Seydoux, Zanetti (13)*

### 19. Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS)

*Maury Pasquier, Schwaller, Bischofberger, Bruderer Wyss, Diener Lenz, Eberle, Egerszegi-Obrist, Graber Konrad, Gutzwiller, Keller-Sutter, Kuprecht, Rechsteiner Paul, Stöckli (13)*

### 20. Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE)

*Bischofberger, Luginbühl, Berberat, Bruderer Wyss, Comte, Cramer, Diener Lenz, Eberle, Hösli, Imoberdorf, Lombardi, Schmid Martin, Theiler (13)*

### 21. Commission de la politique de sécurité (CPS)

*Kuprecht, Baumann, Altherr, Bieri, Eder, Fournier, Hêche, Hess Hans, Minder, Niederberger, Recordon, Savary, Zanetti (13)*

### 22. Commission des transports et des télécommunications (CTT)

*Imoberdorf, Theiler, Bieri, Egerszegi-Obrist, Graber Konrad, Hêche, Hess Hans, Hösli, Janiak, Lombardi, Rechsteiner Paul, Savary, Stadler Markus (13)*

### 23. Commission de l'économie et des redevances (CER)

*Zanetti, Schmid Martin, Baumann, Bischof, Engler, Fetz, Föhn, Germann, Graber Konrad, Hefti, Keller-Sutter, Levrat, Recordon (13)*

### 24. Commission des institutions politiques (CIP)

*Diener Lenz, Föhn, Abate, Bruderer Wyss, Comte, Cramer, Egerszegi-Obrist, Engler, Lombardi, Minder, Niederberger, Schwaller, Stöckli (13)*

### 25. Commission des affaires juridiques (CAJ)

*Engler, Abate, Bischof, Comte, Cramer, Häberli-Koller, Hefti, Janiak, Levrat, Minder, Savary, Seydoux, Stadler Markus (13)*

## DÉLÉGATIONS ET COMMISSIONS COMMUNES

### 26. Délégation administrative (DA)

**N** Lustenberger, Markwalder, Rossini  
**E** Comte, Germann, Hêche

Président: Lustenberger  
Vice-président: Germann

### 27. Délégation des finances (DéFin)

**N** Carobbio Guscelli, Gschwind, Schwander  
**E** Altherr, Fetz, Schwaller

Président: Altherr  
Vice-président: Schwander

### 28. Délégation des commissions de gestion (DélCdG)

**N** Eichenberger, Leuenberger-Genève, Veillon  
**E** Janiak, Kuprecht, Niederberger

Président: Niederberger  
Vice-présidente: Eichenberger

### 29. Commission des grâces (CGra)

**N** Büchel Roland, Bulliard, Caroni, Fehr Jacqueline, Glättli, Humbel, Markwalder, Müller Thomas, Piller Carrard, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Schwaab  
**E** Bischof, Föhn, Graber Konrad, Schmid Martin, Stöckli

Président: Müller Thomas  
Vice-président: Schmid Martin

### 30. Commission de rédaction (CdR)

#### Membres

**alle-  
mand** **N** Gössi, Keller Peter  
**E** Altherr, Bischofberger

**français** **N** Buttet, Tornare  
**E** Berberat, Seydoux

**italien** **N** Cassis, Quadri  
**E** Abate, Lombardi

#### Suppléants

**alle-  
mand** **N** Feri Yvonne, Lohr  
**E** Minder, Zanetti

**français** **N** Amaudruz, Neiryneck  
**E** Comte, Fournier

**italien** **N** Carobbio Guscelli, Regazzi, Romano, Rusconi

Président: Berberat

### 31. Délégation auprès de l'Union interparlementaire (UIP)

**N** Cassis, Kiener Nellen, Meier-Schatz, Mürli, Veillon  
**E** Bieri, Gutzwiller, Janiak

Président: Veillon  
Vice-président: Gutzwiller

### 32. Délégation auprès du Conseil de l'Europe (DCE)

**N** **Membres:** Bugnon, Fiala, Gross Andreas, Heer  
**Suppléants:** Pfister Gerhard, Reimann Maximilian, Schneider-Schneiter, Voruz

**E** **Membres:** Maury Pasquier, Schwaller  
**Suppléants:** Comte, Recordon

Présidente: Fiala  
Vice-président: Heer

**33. Délégation AELE / Parlement européen (AELE/UE)**

**N Membres:** Aeschi Thomas, Cassis, Riklin Kathy  
**Suppléants:** Maire Jacques-André, Nussbaumer, Rime

**E Membres:** Berberat, Graber Konrad  
**Suppléants:** Germann, Keller-Sutter

Présidente: Riklin Kathy  
 Vice-président: Aeschi Thomas

**34. Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)**

**N Membres:** Bernasconi, Bugnon, Derder  
**Suppléants:** Grin, Neiryndck, Tornare

**E Membres:** Berberat, Levrat, Seydoux  
**Suppléant:** Comte

Président: Derder  
 Vice-président: Levrat

**35. Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (OSCE)**

**N Membres:** Aebi Andreas, Glanzmann, Kiener Nellen  
**Suppléant:** Hiltbold

**E Membres:** Egerszegi-Obrist, Kuprecht, Lombardi  
**Suppléant:** Hêche

Président: Aebi Andreas

**36. Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (OTAN)**

**N Membres:** Galladé, Hurter Thomas  
**Suppléant:** Büchler Jakob

**E Membres:** Hess Hans, Kuprecht  
**Suppléant:** Bieri

Présidente: Galladé  
 Vice-président: Hess Hans

**37. Délégation de surveillance des NLFA (DSN)**

**N** Binder, Français, Hadorn, Lustenberger, Müller Thomas, Tschümperlin

**E** Baumann, Hess Hans, Hösli, Levrat, Lombardi, Theiler

Président: Hadorn  
 Vice-président: Theiler

**38. Commission judiciaire (CJ)**

**N** Aebischer Matthias, Flach, Frehner, Gössi, Guhl, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Reimann Lukas, Schmid-Federer, Schwander, Sommaruga Carlo, Vischer Daniel

**E** Eberle, Engler, Hess Hans, Recordon, Seydoux

Présidente: Leutenegger Oberholzer  
 Vice-président: Eberle

**13.092 n Nouveau modèle de gestion de l'administration fédérale (NMG)**

**N** *Gmür, Hiltbold*, Aeschi Thomas, Amaudruz, Bernasconi, Buliard, Clottu, Fischer Roland, Frehner, Gasche, Gschwind, Hadorn, Hausammann, Heim, Masshardt, Müller Leo, Noser, Röstli, Rytz Regula, Schilliger, Schwander, Sommaruga Carlo, Vischer Daniel, Vitali, Wermuth (25)

**Dates des sessions 2014****Etat: 20.06.2014***Sessions ordinaires (durée 3 semaines)*

Automne

08 - 26 septembre

Hiver

24 novembre - 12 décembre

*Elections:*

Président de la Confédération et vice-président du Conseil fédéral

03 décembre

*Réceptions dans les cantons:*

Président du Conseil des Etats

26 novembre

Président du Conseil national

26 novembre

autre

11 décembre

Président de la Confédération

11 décembre

*Séances ordinaires des Bureaux des Conseils:*

21/22 août (CN)

22/23 août (CE)

07 novembre

*Votations fédérales:*

28 septembre

30 novembre

*Sessions du Conseil de l'Europe:*

23 - 27 juin

29 septembre - 03 octobre

*Union interparlementaire:*

12 - 16 octobre, Genève

**Dates des sessions 2015****Etat: 20.06.2014***Sessions ordinaires (durée 3 semaines)*

Printemps

02 - 20 mars

Eté

01 - 19 juin

Automne

07 - 25 septembre

Hiver

30 novembre - 18 décembre

*Elections:*

Président du Conseil des Etats

30 novembre

Président du Conseil national

30 novembre

Président de la Confédération et vice-président du Conseil fédéral

09 décembre

*Session spéciale (durée 1 semaine)*

04 - 08 mai

*Excursion des groupes:*

10 juin

*Réceptions dans les cantons:*

Président du Conseil des Etats

02 décembre

Président du Conseil national

02 décembre

Autres

17 décembre

Président de la Confédération

17 décembre

*Séances ordinaires des Bureaux des Conseils:*

13 février

08 mai

20/21 août (CN)

21/22 août (CE)

13 novembre

*Votations fédérales:*

08 mars

14 juin

18 octobre (Elections au Conseil national)

29 novembre

*Sessions du Conseil de l'Europe:*

26 - 30 janvier

20 - 24 avril

22 - 26 juin

28 septembre - 02 octobre

*Union interparlementaire:*

29 mars - 01 avril, Hanoi